

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14541 - 6 F

MARDI 29 OCTOBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNÉ

60 % d'abstentions et une forte dissémination des suffrages

Le nouveau Parlement polonais menacé de paralysie

Avertissement

DÉJÀ, au temps du communisme, la Pologne nous avait habitués aux résultats électoraux atypiques. Les élections législatives du 27 octobre n'auront pas démenti cette réputation : ces Polonais qui furent, des années durant, à l'avant-garde du combat pour la démocratie montrent aujourd'hui qu'ils peuvent aussi être à l'avant-garde de la désillusion. C'est la première leçon à tirer d'un taux d'abstention qui tourne autour des 60 %.

Il ne s'agit pas, à vrai dire, des premiers à boudier les urnes démocratiques. Les Hongrois ont déjà, au cours de l'année passée, ridiculisé des élections partielles en n'atteignant même pas le taux minimal de participation pour que le scrutin soit validé. Mais à ce désenchantement général à l'Est, face aux difficultés de la transition économique et aux premiers pas du jeu démocratique, la Pologne a ajouté un système électoral d'une telle complexité que le peu de suffrages exprimés ne peuvent même pas traduire un courant d'opinion dominant. C'est connu, une forte abstention favorise toujours les partis les plus militants, puisque leurs électeurs sont par définition les plus motivés : ainsi deux courants politiques, les anciens communistes d'une part, la droite catholique et nationaliste, d'autre part, paraissent réaliser une période importante. Mais ils n'atteignent pas non plus des scores leur permettant de gouverner ; les anciens communistes font d'ailleurs moins bien que les communistes tchèques, qui avaient obtenu 17,2 % des suffrages aux élections municipales de novembre 1990.

Les pronostics sur la composition du prochain gouvernement relèvent encore de l'acrobatie, en l'absence de résultats définitifs. Le président Wałęsa s'attendait à un Parlement fragmenté, sans majorité claire - qu'il considère comme une étape inévitable de l'apprentissage démocratique - et s'était ménagé plusieurs possibilités, renouant notamment les contacts avec son ami devenu adversaire, Tadeusz Mazowiecki. L'ancien premier ministre s'est déclaré prêt, dimanche soir, à former un gouvernement de coalition avec toutes les forces issues de Solidarité, rejoignant ainsi l'appel préélectoral de M. Wałęsa, qui avait demandé aux Polonais de voter massivement pour barrer la route aux communistes.

Mais, quelle que soit sa composition, le prochain gouvernement polonais va se trouver confronté à la question cruciale de l'après-communisme : quelle transition vers l'économie de marché ? Plonnière de la voie radicale, la Pologne paie son audace et celle des grands argentiers internationaux, qui n'avaient guère évalué le coût social de la « thérapie de choc ». Le symbole de la réforme économique polonaise, le vice-premier ministre Leszek Balcerowicz, dont les succès techniques sont pourtant incontestables, risque fort de faire les frais de l'avertissement que constitue le scrutin du 27 octobre. Sans renoncer à ces réformes, le gouvernement devra trouver un moyen de les « humaniser ».

M0147 - 1029 0 - 6.00 F



Le président Lech Wałęsa apparaît comme le seul centre stable de pouvoir en Pologne au lendemain des élections législatives du dimanche 27 octobre, dont les résultats provisoires laissent prévoir un Parlement fragmenté à l'extrême, et menacé de paralysie. Quelque vingt partis y seront représentés, et l'Union démocratique de M. Tadeusz Mazowiecki, qui réalise le meilleur score, n'atteindrait même pas 14 % des suffrages. Les anciens communistes et la droite catholico-nationaliste viennent ensuite. Le scrutin a été marqué par un fort taux d'abstention, voisin de 60 %.

La III^e République commence mal...

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

« C'est peut-être à cause du temps ! » La pluie, presque de la neige, qui tombe depuis le matin, dimanche 27 octobre, sur Katyn, un village à une vingtaine de kilomètres de Varsovie, n'est certes pas de nature à mettre un électeur dehors, et la directrice de l'école qui abrite le bureau de vote semble se consoler comme elle peut : il est déjà 5 heures de l'après-midi, le scrutin est ouvert depuis 6 heures du matin et seules cent trente personnes sont venues voter sur les sept cents inscrits. Ils ne seront pas beaucoup plus lorsque les opérations seront closes, et ici, comme dans toute la Pologne, le taux d'abs-

tention pour ces premières élections législatives libres depuis plus de quarante ans sera très élevé puisqu'il se situe aux environs de 60 %.

Découragement, rejet de la politique politicienne, complexité du scrutin - plus de cent listes en présence ! - manque de vigueur de la campagne électorale... Autant d'éléments, sans oublier le temps, qui seront évoqués pour expliquer cette désaffection des électeurs polonais. « Si moins de 70 % des électeurs vont voter, nous pourrions être tristes », avait pourtant déclaré Lech Wałęsa.

JOSE-ALAIN FRALON

Lire la suite page 3

et l'article de JAN KRAUZE page 4

La mise en cause des pouvoirs publics

Sang contaminé : M. Fabius rejette toute responsabilité

M. Laurent Fabius s'est pour la première fois exprimé, dimanche 27 octobre, sur les différentes affaires liées à la transfusion sanguine. L'ancien premier ministre a rejeté les accusations formulées contre son gouvernement quant à la politique de dépistage contre le virus du sida mis en place en 1985. M. Jacques Chirac, pour sa part, a qualifié cette affaire de « monstrueuse ». Quant au professeur Jean Luygues, ancien président du conseil d'administration de la Fondation nationale de transfusion sanguine, il a demandé à être inculpé « aux côtés du docteur Michel Garretta ».

Les incertitudes de 1985

A propos du test de dépistage du sida et de sa mise en œuvre systématique dans les dons de sang, M. Fabius a expliqué : « Un ministre, M. Hervé, a été saisi en mai 1985 d'une note de l'administration. Le 11 juin, le ministre a reçu une note de M. Roux (le directeur général de la santé). Et le 19 juin, je monte à la tribune de l'Assemblée nationale et j'annonce qu'il y aura un dépistage systématique. Huit jours, pas un de plus, s'écoulaient entre le moment où M. Roux saisit le ministre et le moment où je prends ma décision. La décision politique a donc été rapide ».

M. Fabius rappelle ensuite que ce problème s'est posé de la même manière dans les autres pays, indiquant que seuls trois d'entre eux ont été plus rapides que la

France : les Pays-Bas, l'Autriche et l'Italie, où le dépistage a été institué en juin-juillet 1985. En revanche, a expliqué M. Fabius, ce dépistage a été mis en œuvre plus tard qu'en France en Grande-Bretagne et en Allemagne (octobre 1985), en Suisse (mai 1986), en Espagne (mars 1987) et il n'a été généralisé aux États-Unis qu'en janvier 1988. Pour ce qui est de la prise en charge thérapeutique des hémophiles et de leur contamination massive par le virus du sida, M. Fabius s'est référé au rapport - « fort bien fait » - de M. Michel Lucas, le patron de l'IGAS.

JEAN-YVES NAU

et FRANCK NOUCHI

Lire la suite page 11

et la chronique de PIERRE GEORGES page 28

Le RPR se donne un programme de gouvernement

Au congrès de son mouvement, M. Chirac a renvoyé dos à dos le Parti socialiste et le Front national.

page 9

Les projets de M. Eltsine

Le président russe propose de diriger lui-même le gouvernement.

page 29

Epreuve de force chez Renault

L'action lancée à Cléon par la CGT met la Régie dans une situation de plus en plus difficile.

page 17

Un entretien avec Paul Ricoeur

« La cité est fondamentalement périssable. Sa survie dépend de nous. »

page 2

CHAMPS ÉCONOMIQUES

■ Israël en Egypte ■ Amérique latine ■ Les risques de la rupture ■ Une discipline à géométrie variable ■ États-Unis : priorité aux filiales industrielles ■ La chronique de Paul Fabra : Les pays modernes du tiers-monde

pages 19 à 22

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 29

Espoirs et craintes au Proche-Orient

I - Israël : les risques de la paix

La conférence de paix qui s'ouvrira à Madrid mercredi 30 octobre sera l'occasion du premier face-à-face diplomatique entre Israéliens et Palestiniens. Dans cette perspective, les deux peuples - auxquels nous consacrons une série de trois articles - sont partagés entre l'espoir et la crainte.

JERUSALEM

de notre correspondant

« L'essentiel du problème entre les Juifs et les Arabes, disait un jour Anwar el Sadat, est d'ordre psychologique, passionnel. » Le rais égyptien en était tellement convaincu qu'avant de signer la paix avec Israël, en mars 1979, il avait entrepris, dix-huit mois plus tôt, par un voyage historique à Jérusalem, de briser les tabous, de gagner les cœurs, de dissiper les craintes ancestrales.

Ce fut, tout le monde s'en souvient, un immense moment d'émotion. Quatorze ans après, au moment où vont s'ouvrir à

Madrid des entretiens sans précédent, entre l'État juif et plusieurs de ses ennemis arabes, les sentiments exprimés en Israël vont du scepticisme à une certaine teinte de cynisme. Pas d'euphorie, point d'enthousiasme, peu de débats. On finira par se demander si la conférence de Madrid, finalement, n'intéresse pas moins Israël que le reste de la planète.

Mais c'est une fausse impression. Il suffit de gratter un peu la surface des choses pour mettre au jour une évidence : malgré l'équilibre des forces qui s'est installé depuis longtemps en leur faveur dans la région, malgré la guerre du Golfe qui les a virtuellement débarrassés d'un de leurs ennemis les plus décidés, en dépit de

l'émergence des démocraties à l'Est, qui leur a permis de briser définitivement leur relatif isolement diplomatique, les Israéliens ont peur. Les Saoudiens sur Tel Aviv, il y a quelques mois, ont fait voler en éclat certaines idées reçues à propos des frontières et de la défense du pays. Les Israéliens ont également compris, bien sûr, que la fin du conflit Est-Ouest avait définitivement compromis l'avantageuse position géo-stratégique qu'ils occupaient, aux yeux de Washing-

PATRICE CLAUDE

Lire la suite page 5

et les articles de JACQUES DE BARIN

GEORGES MARION

et DANIEL VERNET, page 6

POINT

Israël et les Arabes

■ Une troisième conférence pour la paix. ■ Quarante-quatre ans de conflit. ■ La modification des frontières. ■ Les résolutions de l'ONU. ■ Les conférences de Genève et de Camp David.

Lire notre dossier page 7

THIERRY DE BEAUCÉ

La République de France

essai



Grasset

Galère sur le Pacifique

Le rameur Gérard d'Aboville a couvert les trois quarts de la distance entre le Japon et la Californie

par Gérard Albovy

Son aïeul François-Marie d'Aboville, héros des batailles de Foulon, de Valmy, puis des campagnes napoléoniennes, a son nom gravé dans la pierre de l'Arc de triomphe. Rompant avec la longue tradition militaire de sa famille, Gérard d'Aboville a préféré opter pour une vie de gâtien et rêver d'une arrivée, triomphale ou anonyme, sous cette autre arche à l'échelle de l'Amérique : le Golden

Gate, qui enjambe la baie de San Francisco. Parti le 11 juillet de Choshi, un port japonais à 200 km à l'est de Tokyo, ce Breton à la volonté de granit, révélé par sa traversée de l'Atlantique à la rame en 1980, s'est lancé dans un défi encore plus insensé : renouveler son exploit sur une distance deux fois plus longue, les 5 500 miles (10 200 km) de l'océan Pacifique entre le Japon et la Californie.

Lire la suite page 12

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 M ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 100 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 450 F CFA ; Suisse, 15 KRS ; Thaïlande, 1,90 THB ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,30 \$.

هنا من الفضل

DÉBATS

Un entretien avec Paul Ricoeur

« La Cité est fondamentalement périssable. Sa survie dépend de nous »

« A quel titre un philosophe peut-il intervenir aujourd'hui dans la vie publique ? Dans quel but ? Avec quels moyens ? »

« Ce qu'on ne peut attendre du philosophe en matière politique, ce serait un discours véritablement démonstratif. Il convient d'abord de se débarrasser de l'illusion que puisse exister une politique scientifique. Si le marxisme-léninisme a été failli, et pas seulement trompeur, c'est en faisant croire que pouvait exister un socialisme scientifique. Le type de savoir que l'on peut attendre en ce domaine n'est pas du même ordre que celui des sciences.

« Il existe certes des « sciences politiques », mais il s'agit sous ce titre de disciplines essentiellement descriptives. On y étudie par exemple le fonctionnement des régimes constitutionnels ou les comportements électoraux. Leur travail ne consiste nullement à élaborer une connaissance véritablement scientifique des principes et des mécanismes du pouvoir, ce qui est en toute rigueur impossible.

« Toutefois, cela ne signifie nullement que le discours politique soit livré à l'arbitraire. Dans un des essais de *Lectures I*, je propose de situer ce discours au niveau rhétorique. Ce n'est pas pour le discréditer. Bien au contraire : relever de ce niveau les sorts d'arguments ou, sans s'élever au plan de la démonstration, de la preuve logique ou scientifique, ne tombent pas à celui de la sophistique, où l'on cherche à extorquer l'accord d'autrui par la flatterie ou l'intimidation. Entre prouver et séduire, il y a place pour des arguments probables ou, si l'on préfère, vraisemblables ou simplement plausibles. A ce niveau, la conviction est recherchée par le moyen d'une discussion réglée. Je crois donc qu'il existe une bonne rhétorique, et que le discours politique peut se tenir à ce rang.

« Vous venez de lier la rhétorique à la discussion. Cela ne répond pas encore à la question : à quel titre un philosophe peut-il intervenir aujourd'hui dans la discussion politique ? »

« Votre question est en même temps une question sur la démocratie, si l'on admet que la démocratie est le régime politique qui repose sur une discussion publique à laquelle participent le plus grand nombre possible de citoyens. Cela dit, il faut d'abord s'interroger sur les enjeux d'une telle discussion publique. Et c'est là que le philosophe peut intervenir.

« J'ai tenté, pour ma part, de discerner des enjeux proches, des enjeux à moyen terme, des enjeux à long terme de la discussion publique.

« Pour saisir en quoi consistent les enjeux proches, partons de cette idée : les sociétés industrielles avancées peuvent être considérées comme des opérateurs de distribution. Mais on oublie trop souvent qu'elles distribuent des biens hétérogènes. Les uns sont des biens marchands (revenus, patrimoines, services etc.), d'autres biens ne peuvent être achetés, ni vendus (éducation, santé, sécurité, emplois publics, citoyenneté, etc.). Il y a donc une pluralité de biens qui sont qualitativement différents. Entre ces biens, aucune priorité ne s'impose d'elle-même comme une évidence absolue ou comme un ordre des choses.

Né en 1913, Paul Ricoeur est l'auteur d'une œuvre philosophique considérable, tant par sa taille (une vingtaine d'ouvrages, des centaines d'articles) que par l'ampleur et la diversité des domaines qu'elle aborde.

Héritier spirituel de Husserl et de l'existentialisme chrétien (Gabriel Marcel, Emmanuel Mounier, Karl Jaspers), Paul Ricoeur a renouvelé la question de l'interprétation au fil d'une réflexion dialoguant avec la théologie, la linguistique, la psychanalyse, la littérature ou l'histoire.

Après avoir enseigné dans les universités de Strasbourg, de Paris-Sorbonne et de Nanterre (dont il fut un an doyen, après mai 68), le philosophe est aujourd'hui professeur émérite de l'université

de Chicago, et poursuit son chemin de pensée, ouvert aux théories comme aux inquiétudes de notre temps.

Trois volumes rassembleront, sous le titre de *Lectures*, des textes dispersés (Ed. du Seuil). Le premier, dans quelques jours en librairie, réunit des études centrées sur des thèmes politiques, à partir de Hannah Arendt, Karl Jaspers, Eric Weil, Jan Patocka.

A cette occasion, ce penseur attentif à la chose publique évoque ici les différents registres de l'intervention du philosophe dans la Cité, le statut des valeurs, et notre responsabilité envers le futur, liée à la nécessité de réinterpréter nos traditions multiples.



Comme l'a dit le philosophe Kosleck, la conscience historique des individus ou des communautés repose sur le contraste entre un horizon d'attente dans lequel nous nous projetons et un espace d'expérience dans lequel nous nous trouvons enracinés. Qu'est-ce que cela veut dire pour nous Européens ?

« La chance de l'Europe est d'être tissée de plusieurs traditions : héritage juif et chrétien, héritage grec et latin, humanisme de la Renaissance puis de la Réforme, projet des Lumières et socialisme du dix-neuvième siècle. Aucune de ces traditions n'a échappé à la critique. Mais aucune non plus n'est vraiment épuisée ni totalement accomplie. Nous devons les repenser en fonction des exigences nouvelles de l'histoire. Car une tradition n'est vivante que si elle donne l'occasion d'innover, si elle constitue une ressource à réinterpréter et non une éternité figée.

« Il me semble que nous avons tellement de projets inaccomplis derrière nous, tellement de promesses encore non tenues, que nous aurons de quoi construire un futur par la revivification de ces multiples héritages. Par un paradoxe tout à fait étrange, les utopies les plus fortes ne peuvent venir que de ce qui a été inaccompli dans nos traditions et qui demeure comme une réserve de sens. L'utopie à venir ne peut surgir à partir de rien. Elle ne saurait non plus dériver en droite ligne du passé, mais elle serait sans force si elle n'était pas en complicité avec ce qui, dans ce passé multiple, n'est pas encore épuisé.

« Par exemple ? »

« L'idée de pardon, d'origine théologique, a aujourd'hui des implications politiques extraordinaires ! On ne doit pas l'enfermer dans les seules relations interpersonnelles. Lorsque le chancelier Brandt va s'agenouiller à Varsovie, lorsque Vaclav Havel écrit au président allemand pour lui demander pardon pour ce que les Tchéques ont fait aux Sudètes en 1945-1948, ces gestes me paraissent avoir une importance considérable pour la construction de l'Europe dans sa dimension culturelle et spirituelle. Nous devons devenir capables d'échanger nos mémoires nationales ou ethniques et d'exercer les uns à l'égard des autres à la fois la volonté de ne pas oublier et celle de pardonner, c'est-à-dire de libérer la mémoire des autres de sa charge de culpabilité ! »

Propos recueillis par ROGER-POL DROIT

« Sur le choix des enjeux globaux, les experts n'en savent pas plus que nous »

« Ce choix doit donc faire l'objet d'une discussion, quel ordre de priorité apparaît à la majorité des gens, dans une société donnée, comme préférable ? Faire comprendre la nature de ce choix et ses enjeux, c'est là une tâche d'éclaircissement qui me paraît incomber au philosophe.

« Mais ce n'est encore qu'un premier niveau de son intervention... »

« Tout à fait. Le deuxième, celui des enjeux moyens ou intermédiaires, consiste à comprendre selon quels principes s'organise le choix du préférable. Nous rencontrons alors des termes fortement chargés d'idéologie : justice, liberté, égalité, fraternité. Certains représentants considèrent ces notions comme définitivement corrompues par l'idéologie. La réflexion philosophique devrait finalement les laisser en dehors de ses préoccupations. Je ne partage pas cette position.

« Je pense au contraire qu'il est possible d'avancer utilement dans la distinction des différentes significations de ces termes. Démêler les sens multiples et parfois embrouillés de ces concepts porteurs d'une longue histoire, faire ressortir leurs diverses faces, montrer en quoi elles se différencient et parfois se superposent (une partie du concept de liberté peut recouvrir par exemple une partie du concept d'égalité), c'est là une tâche de clarification philosophique. Les discours politiques emploient chaque jour ces termes sans se rendre compte que s'y juxtaposent de multiples éléments qui sont parfois incompatibles.

« Quel est le dernier registre ou l'enjeu le plus lointain de l'intervention philosophique ? »

« Celui qui touche à l'orientation générale, au choix global de nos sociétés - comme par exemple le choix d'une croissance et d'une consommation illimitées. Ici, le travail du philosophe ne peut plus être simplement une clarification des concepts. L'analyse doit s'accompagner nécessairement d'un choix, d'une préférence intime où le penseur s'engage à titre personnel. Des concepts maîtres, comme ceux de justice, d'égalité, de liberté, etc. ont en effet un contenu intellectuel qui peut faire l'objet d'analyses théoriques. Mais, d'un autre côté, leur signification n'a de consistance que si l'on y adhère par une conviction intime. C'est pourquoi on n'en parle qu'en termes de « valeurs ».

« Ces valeurs n'existeraient-elles qu'en fonction d'une croyance ? »

« Ce n'est pas si simple. On ne peut dire que les valeurs sont inventées par ceux qui y croient. Le statut des valeurs est en fait très particulier et difficile à concevoir. Les hommes politiques l'oublient trop souvent quand ils se réfèrent

aux « valeurs républicaines » ou aux « valeurs de la démocratie », comme si ces formules allaient de soi et ne soulevaient aucune difficulté.

« La notion de valeur a un statut particulier pour deux raisons. En premier lieu, elle combine, de manière singulière, objectivité et subjectivité. D'un côté, une valeur s'impose à quelqu'un avec une certaine autorité, comme un élément hérité d'une tradition. En ce sens, elle n'est pas dépourvue d'objectivité. D'un autre côté, elle n'existe véritablement que si l'on y adhère. Comme si la conviction était la condition de sa vie effective.

« En second lieu, les valeurs se situent, me semble-t-il, à mi-chemin entre les convictions durables d'une communauté historique et les évaluations incessantes que réclament les changements d'époque et de circonstances avec l'émergence de problèmes nouveaux, comme ceux de l'environnement, de l'application des techniques biologiques à la maîtrise de la vie, de l'économie à l'échelle mondiale, etc.

« Pour illustrer cette seconde particularité des valeurs, on peut songer à ce que voit un passager par la fenêtre d'un train. Le paysage défile, mais tous ses plans ne le font pas à la même vitesse. Les horizons lointains glissent lentement, les pelles proches passent à vive allure. Les valeurs sont, à mes yeux, dans une position intermédiaire. Trop souvent, dans les débats actuels, on oublie cette position spécifique des valeurs. Les dogmatiques misent trop aisément sur l'immobilité des valeurs. Les nihilistes soulignent trop facilement la disparition instantanée des avantages et le caractère friable des valeurs. Il me semble que c'est au contraire entre les deux que se tiennent les grandes catégories directrices du politique. Elles ne passent pas en un clin d'œil. Elles s'inscrivent dans la longue durée. Mais elles sont aussi fondamentalement périssables et doivent donc être continuellement réactualisées afin de répondre aux mutations très rapides de notre histoire.

« Est-ce à dire que nous en sommes responsables ? »

« Tout à fait, mais en un sens nouveau et particulier de l'idée de responsabilité, que l'on doit au philosophe Hans Jonas. Jusqu'à présent, on considérait quelquefois, comme espérance seulement, l'idée que l'homme est capable d'être l'auteur et qu'on pouvait dès lors lui imputer. Hans Jonas, dans le *Principe de responsabilité*, conçoit au contraire une responsabilité tournée vers le futur lointain. Quelque chose nous est confié qui est essentiellement fragile. L'objet de la responsabilité, affirme Jonas, c'est le périssable en tant que tel. Il peut alors s'agir de la vie ou de l'équilibre de la planète.

« Mais s'agit-il aussi de la Cité. La Cité est fondamentalement périssable. Sa survie dépend de nous, comme l'a souligné Hannah Arendt. En effet, aucun système institutionnel ne se prolonge sans être soutenu par une volonté de vivre ensemble qui est en acte chaque jour, même si on l'oublie. Lorsque ce vouloir s'effondre, toute l'organisation politique se défait, très vite - notre siècle en a donné de multiples exemples, en particulier à l'occasion de grandes défaites.

« L'indifférence croissante envers la vie politique vous paraît-elle receler un tel risque ? »

« On pourrait être tenté de traiter avec indulgence cette forme d'abstention. Aux Etats-Unis, de nombreux citoyens, et parmi eux beaucoup d'étudiants, sont convaincus que leurs institutions ont une existence suffisamment solide pour qu'ils se dispensent de participer à la chose publique. C'est une erreur.

Jamais la Cité n'existe par la seule inertie de son système institutionnel. Hannah Arendt distingue finement autorité et pouvoir. L'autorité, à ses yeux, relève d'un système institutionnel, lequel se réfère toujours à un passé, à des institutions plus anciennes, mais qui ne peuvent le qu'« augmenter » le pouvoir. Le pouvoir, au contraire, est, en un sens, instantané : il existe ici et maintenant, pour autant que nous le voulons ensemble. C'est la continuité et la rénovation de ce vouloir qui font l'objet de notre responsabilité.

« Responsabilité seulement politique ou aussi morale ? Les deux sont-elles séparables ? »

« Les deux sont indissociables mais, là encore, en un sens particulier. Ce qui fait que le politique n'est pas l'éthique ni la morale - peu importe ici la distinction - c'est l'existence de médiations institutionnelles. Le politique apparaît lorsqu'une communauté historique s'organise pour devenir capable de prendre des décisions collectives. Le « vouloir vivre ensemble » se transfère sur un noyau institutionnel plus fort que chacun. L'existence de l'Etat repose donc sur une sorte de désappropriation des individus. Ce désaisissement est fondateur et, en ce sens, nécessaire, mais il engendre en même temps les formes spécifiques du mal politique. Le politique est en effet enclin à des maux spécifiques du fait même qu'il paraît susceptible d'exister au-dessus de nous, voire, à la limite, contre nous. Il peut alors se corrompre, indépendamment de sa base économique et sociale, en tant que pur phénomène de pouvoir.

« C'est pourquoi il doit demeurer sous surveillance. L'héritage de la pensée libérale vaut d'être ici, souligné : il nous est demandé de nous garder de la politique et de veiller à son contrôle en le divisant contre lui-même, en jouant de contre-pouvoirs contre le pouvoir. Montesquieu, sur ce point, a vu plus clair que Rousseau. Aux maux spécifiques du politique doit répondre une thérapeutique spécifique.

« Les bienfaits liés à l'institutionnalisation du « vouloir politique » auraient pour contre-partie des risques d'asservissement ou de domination sans contrôle.

« Oui. Et cette dernière peut prendre des formes moralement neutres en apparence. On se dessaisit, aujourd'hui, au profit des experts, de décisions concernant les problèmes économiques, financiers, fiscaux, etc. Ces domaines sont devenus si compliqués, nous dit-on, qu'il faut nous en remettre au jugement de ceux qui savent. Il y a là, en réalité, une sorte d'expropriation du citoyen. La discussion publique se trouve ainsi captée et monopolisée par les experts.

« Il ne s'agit pas de nier l'existence de domaines où des compétences juridiques, financières ou socio-économiques très spécialisées sont nécessaires pour saisir les problèmes. Mais il s'agit de rappeler aussi, et très fermement, que, sur le choix des enjeux globaux, les experts n'en savent pas plus que chacun d'entre nous. Il faut retrouver la simplicité des choix fondamentaux derrière ces faux mystères.

« Dans les domaines dont nous parlions en commençant : définir des priorités dans le partage entre

des biens multiples et qui ne peuvent être tous commensurables, classer les grandes notions qui dirigent ces choix, mettre enfin en débat l'orientation globale de notre civilisation, il me semble que les experts eux-mêmes sont en demande d'éclaircissements et de conseils.

« Une tradition n'est vivante que si elle donne l'occasion d'innover »

« En tout cas, il ne sont pas plus qualifiés que nous et ce n'est pas à eux que peuvent appartenir les décisions de fond. La tâche d'un éducateur politique est aussi de remettre constamment dans le courant de la discussion publique ce qui est monopolisé abusivement par les spécialistes.

« Y a-t-il, aujourd'hui, après l'effondrement des grandes espérances révolutionnaires, des modèles susceptibles de remplacer celui de la croissance et de la consommation ? »

« La mort des idéologies peut susciter, dans un premier temps, le découragement ou la démobilisation. C'est là un phénomène superficiel et même facile. Nous attendons toujours quelque chose.

LA FASCINATION DES FORMES PURES

ETERNA

Propriété de la Société Eterna

MORABITO
1, place Vendôme
75001 PARIS
Tél. : (1) 42-60-30-76

DEGON
49, rue Jeanne d'Arc
76000 ROUEN
Tél. : 35-71-36-95

Notre supplément
« Livres-Idees » publiera
un ensemble d'articles
consacrés à Paul Ricoeur
dans le numéro
du jeudi 31 octobre
daté du 1^{er} novembre.

Le Monde

Edité par le SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescaume, gérant
directeur de la publication
Bruno Prappat
directeur de la rédaction
Jacques Gully
directeur de la presse
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amalric
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Fervet
Philippe Harman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, rue de la Harpe
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : 40-65-25-26
ADMINISTRATION :
1, place Hubert Beuve-Méry
94882 Ivry-sur-Seine CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : 40-65-30-10

55 من لامل

ÉTRANGER

YUGOSLAVIE : trêves fragiles

A Dubrovnik, les forces croates refusent de se rendre

Le secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, a dénoncé, dimanche 27 octobre, « l'abjection » du comportement des différentes factions dans la guerre civile yougoslave, qui empêchent notamment le travail des équipes de secours aux blessés. Invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », M. Kouchner a estimé que ce comportement constituait « une régression totale de l'action humanitaire ». Il a vivement critiqué le « chantage » exercé pour permettre l'accès aux blessés, et le rôle des milices, qui s'opposent selon lui à tout véritable cessez-le-feu. « Je vois des hommes qui veulent en découdre et qui me rappellent les pires images du Liban (...). Même au Liban, les Croix-Rouge n'ont jamais été attaqués, elles sont toujours restées unies. La Serbie et la Croatie ont déjà fait éclater leurs Croix-Rouge, c'est infect », a-t-il déclaré. M. Kouchner a enfin estimé qu'il serait désormais « très difficile » d'envoyer une force d'interposition en Yougoslavie, « à moins de faire la guerre ». Sur le terrain, la situation était relativement calme, lundi 28 octobre, à Dubrovnik, mais des combats se poursuivaient en Slavonie, notamment autour de Vukovar.

BELGRADE

de notre correspondant

Dubrovnik ne se rendra pas : telle est la conclusion d'un week-end de négociations entre l'armée fédérale et les autorités croates. Après vingt-cinq jours de combats, des unités de l'armée avaient réussi à s'installer, vendredi soir 25 octobre, à 2 kilomètres à peine de Dubrovnik, encerclant toute la ville, aussi bien par la mer que sur terre. A ce stade de l'offensive, il ne restait plus aux forces fédérales qu'à investir la ville - ce qui avait été condamné par l'ensemble de la communauté internationale - ou à négocier. Lorsque l'armée avait demandé, jeudi dernier, aux habitants de Dubrovnik d'évacuer la ville, les risques d'une offensive avaient inquiété notamment lord Carrington, qui avait soumis, à la conférence de paix de La Haye, le ministre fédéral de l'Armée yougoslave, le général Kadijevic, d'interrompre les bombardements sur la ville. Le lendemain, les autorités militaires affirmaient : « Aucune unité fédérale ne pénétrera dans Dubrovnik et aucun projectile ne sera tiré en direction de la ville ».

En échange de cette garantie, elles exigeaient la signature d'un accord visant à normaliser la vie dans cette cité qui est depuis près de trois semaines sans eau ni électricité et où la pénurie de denrées alimentaires et de gaz commence à se faire sentir. L'armée fédérale demandait que les armes qui se trouvent à l'intérieur de Dubrovnik lui soient restituées avant le dimanche 27 octobre à 20 heures, que tous les membres de la police et de la garde nationale croates non domiciliés dans cette ville avant le 1^{er} janvier 1991 quittent Dubrovnik, que tous les mercenaires étrangers qui ont rejoint l'armée croate soient livrés à leurs ambassades respectives puis extradés de Yougoslavie, que les effectifs de la police de Dubrovnik soient ramené à ceux d'avant le 23 janvier 1991. En contrepartie, l'armée s'engageait à assurer un cessez-le-feu absolu et à ne pas pénétrer dans la ville, à établir les liaisons téléphoniques et l'approvisionnement en eau et en électricité. Toutefois, elle contrôlerait les entrées de la ville.

Mobilisation en Krajina

Dans la nuit de samedi à dimanche, le gouvernement croate rejetait l'ultimatum, accusant l'armée yougoslave de créer la panique pour faire fuir les Croates de Dubrovnik et s'emparer de la cité. Dans la journée de dimanche, les autorités militaires entamaient des négociations avec le maire local et la mission d'observateurs européens dans le petit port de Cavtat, contrôlé depuis une semaine par les fédéraux. Selon l'un des membres de la Commission européenne, « toutes les questions sont restées au point mort (...) et l'armée n'a pas précisé ce qu'il adviendrait si ses conditions n'étaient pas acceptées ».

Après l'échec de l'ultimatum, les autorités croates appellent, tard dans la nuit, les habitants de Dubrovnik à ne pas quitter la ville et à tous les Croates attachés à leur cité à la rejoindre. A cette occasion, le gouvernement croate devait organiser, lundi 28 et mardi 29 octobre, des départs par bateau de Split et de Rijeka et, par autobus, de Zagreb, dans une opération de repeuplement de Dubrovnik. Selon les chiffres officiels de l'armée yougoslave, plus de onze mille personnes ont été évacuées de la ville et de ses environs ces dernières semaines.

La Krajina-Krajina, enclave serbe de Croatie qui, après la tenue d'un référendum en août 1990, s'était proclamée région autonome serbe, a décidé de mettre en œuvre certaines décisions sans attendre le feu vert du bloc serbe de la présidence yougoslave. Celle-ci avait annoncé, le 22 octobre, la nécessité d'intensifier la mobilisation dans les territoires qui choisissent avec la Serbie de rester dans une mini-Yougoslavie fédérale. Samedi, le gouvernement autonome de la Krajina a donc décrété la mobilisation générale sur son territoire et exigé que tous les hommes après un combat ayant quitté la région rejoignent immédiatement leurs unités. Par ailleurs, les autorités de la « province autonome serbe de Slavonie » (est de la Croatie), qui avaient appelé à maintes reprises tous les hommes entre seize et soixante ans à rentrer chez eux pour défendre leurs « foyers », ont demandé vendredi aux entreprises de Serbie employant des réfugiés de Slavonie de les licencier.

En dépit de l'interdiction signifiée par les autorités serbes et monténégrines, le référendum sur « l'entière autonomie politique et territoriale » de l'enclave musulmane du Sandjak, qui comprend six districts de Serbie et trois districts du Monténégro, s'est déroulé sans incident majeur. La police avait été renforcée dans toute la région et les bureaux de vote habituels étaient fermés, mais les musulmans du Sandjak ont voté dans des lieux secrets. Selon les organisateurs, la consultation, prévue officiellement les 25, 26 et 27 octobre, aurait commencé dès mercredi soir afin de contourner la décision des autorités. Satisfait du taux de participation particulièrement élevé - plus de 90 %, selon les premières estimations - le leader du Parti musulman (Action démocratique, SDA) du Sandjak, M. Suljeman Ugljanin, déclarait dimanche à Novi-Pazar (Serbie) que le peuple musulman « aspirait à conserver les frontières intérieures de la Yougoslavie, mais si elles venaient à être retirées, les résultats du référendum seraient alors mis en œuvre ». Il semblait, par ailleurs, que le taux de participation ait été beaucoup moins élevé dans les districts du Monténégro. Ce phénomène pourrait s'expliquer par le revirement du président monténégrin, M. Momir Bulatovic, qui avait, contrairement à la Serbie, adhéré au plan de paix de La Haye. Les résultats définitifs du référendum au Sandjak devaient être communiqués, mercredi, à Sarajevo, en Bosnie-Herzégovine.

FLORENCE HARTMANN

Cinq mille morts du côté croate. - Depuis le début de juillet, la guerre en Croatie a fait quelques cinq mille morts, des dizaines de milliers de blessés, et l'on compte trois cent cinquante mille personnes déplacées, a indiqué, dimanche 27 octobre, le chef de la diplomatie croate, M. Zvonimir Sesarovic, dans une lettre adressée aux ministres des affaires étrangères de la CEE, qui devaient se réunir, lundi 28 octobre, à Bruxelles. - (AFP)

Le dernier soldat fédéral a quitté la Slovénie. - Le dernier contingent de l'armée yougoslave stationné en Slovénie a quitté dans la nuit du vendredi 25 au samedi 26 octobre le territoire de cette République, qui a proclamé son indépendance. Un contingent de quatre cents soldats yougoslaves légers, quatre-vingts véhicules légers de l'armée ont quitté le port de Koper à bord de deux ferries à destination de Tivat, au Monténégro. - (AFP)

POLOGNE : les élections législatives

La III^e République commence mal

Suite de la première page

Si, à en croire le président de la République, dimanche 20 heures, « la III^e République commence ce soir », on doit reconnaître que ses débuts se placent sous de bien tristes auspices.

La faible participation n'est pas le seul motif de ce pessimisme. L'éparpillement des voix qui va donner une Diète fragmentée entre une vingtaine de partis est aussi considérée comme un handicap pratique pour la III^e République. Comment former un gouvernement et permettre à celui-ci d'élaborer et de faire appliquer un programme cohérent alors qu'aucune coalition raisonnable ne semble, pour le moment, possible ?

Même sur le papier, tenter, pour voir un tant soit peu clair, de regrouper au moins par affinités les quelques dix partis qui ont obtenu des scores importants, c'est-à-dire aux alentours de 10 % des suffrages, paraît bien ardu. Qu'en sera-t-il lorsque, les querelles de personnes et les pressions des uns et des autres ?

En attendant les scores définitifs, les résultats partiels des élections de dimanche font apparaître les quelques grandes tendances suivantes :

L'ancien parti communiste, rebaptisé Alliance pour une gauche démocratique, améliore ses positions

par rapport à l'élection présidentielle puisqu'il passerait de 9,4 % à 12,9 % des suffrages. Électeurs disciplinés, les communistes bénéficient de l'abstention qui a davantage pénalisé les autres partis. Ils bénéficient aussi, selon les analyses, d'un report des voix important des électeurs de M. Tyminski, l'homme d'affaires qui était arrivé en deuxième position au premier tour de l'élection présidentielle. Les difficultés économiques et la crise sociale très dure qui frappe la Pologne ont été certes mises à profit par les anciens communistes, mais ceux-ci ont peut-être commencé à réaliser plus large en attirant à eux une frange de l'électorat rebuté par l'influence de l'Eglise et qui a trouvé chez les ex-communistes le seul parti à prendre des positions claires sur quelques sujets éthiques comme l'avortement. Le score de l'Alliance démocratique est d'autant plus satisfaisant qu'un autre parti issu des anciennes structures communistes, le parti paysan (PSL), recueille près de 7 % des voix.

Influence de la droite

Les partis nationalistes et ultracatholiques obtiennent aussi un beau succès. Ainsi, la Confédération pour une Pologne indépendante (KPN), qui se veut le plus ancien parti autocommuniste de Pologne, obtient, à la surprise générale, plus de 9 % des voix. Quant à l'Action catholique (WAC) - « l'état, famille, nation » - soutenue directement par l'Eglise, elle obtient 9,4 %. Plus modérée, l'Alliance pour une droite démocratique, comme la droite de Solidarité, réa-



lise aussi un score de 8,8 % des voix. En y ajoutant les petits partis démocrates chrétiens, votants aussi directement par l'Eglise, ce « bloc catholique » totalise ainsi plus de 30 % des suffrages et sera donc la mouvance la plus importante dans le futur Parlement.

L'Union démocratique (UD), bien qu'elle soit le parti le plus important avec 13,4 % des voix, n'en est pas moins considérée comme perdante dans les élections de dimanche : les sondages lui attribuaient d'au moins 20 % des intentions de vote. Dirigée par des personnalités telles que l'ancien premier ministre Tadeusz Mazowiecki, Jacek Kuron, Bronislaw Geremek, soutenue par une grande partie de l'intelligentsia, elle fait à peine 1 % de plus que l'ancien parti communiste, l'abstention, mais aussi le fait d'être

considérée comme « laïque » par l'Eglise, comme les séquelles de la lutte présidentielle, ont certainement joué contre l'Union démocratique. On la voit mal, dans ces conditions, mener une coalition gouvernementale, d'autant plus que son allié potentiel, le Congrès libéral-démocratique du premier ministre Jan Krzysztof Bielecki, n'a pas réussi la percée esérée, puisqu'il obtient 7,9 % des suffrages.

Le président Lech Walesa, dont le pouvoir sort renforcé de cette impuissance prévisible du Parlement, aura besoin de toute son habileté pour redresser la barre et soigner ces symptômes de la maladie infantile de la démocratie apparus en Pologne.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Lire également page 4 l'article de Jan Krausz.

URSS : « le Putsch » raconté par le président soviétique

M. Gorbatchev invoque les circonstances atténuantes

M. Gorbatchev sait bien que ses plus fidèles amis se trouvent en Occident, qu'il leur doit même le modeste strapontin qu'il occupe encore à la tête d'un « centre » qui ne cesse de se déliter un peu plus chaque jour. C'est sans doute pourquoi il a confié - moyennant 500 000 dollars, dit-on - à l'éditorialiste Harper Collins le soin d'orchestrer dans des dizaines de pays la sortie de son récit consacré au putsch raté du 18 août.

On ne peut pas, malheureusement, recommander la lecture de ce petit traité (125 pages), écrit à la va-vite et plein de redites à défaut de révélations. Mieux vaut encore se reporter en « étranger » de la conférence de presse que M. Gorbatchev avait donnée le jeudi 22 août, le lendemain de son retour de Crimée. L'exercice avait au moins le mérite de la spontanéité. Le président soviétique s'était alors, il est vrai, déclaré toujours communiste et bien décidé à le rester (je ne suis pas

une girouette), avait-il même affirmé. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, même s'il a « longtemps cru sincèrement que le parti pouvait se rénover ». Il se veut désormais socialiste, démocrate et partisan d'une nouvelle Union à géométrie variable, car « la tentative de coup d'Etat » a été le plus des espoirs que l'on pouvait avoir dans la transformation du Parti communiste en un parti démocratique moderne.

Cette évolution subite de M. Gorbatchev ne l'incite cependant pas à se poser quelques questions essentielles sur le parti-Etat qui a conduit son pays au bord de l'effondrement. Pour lui, la révolution d'octobre reste « une révolution authentiquement populaire », mais elle a été dévoyée par « l'application forcée du modèle stalinien de société ». « En ce qui me concerne, poursuit Gorbatchev, j'ai tout fait au cours des dernières années pour en finir avec le stalinisme. » Ce « tout » n'a pourtant pas été suffisant. Sans crainte de se contredire, le président soviétique reconnaît d'ailleurs dans un autre passage de son petit livre, lorsqu'il dit sa coupe pour avoir fait preuve « d'un certain laxisme », d'avoir « gagné du temps par des manœuvres tactiques » et avoir « toléré des lenteurs et des incohérences dans l'action politique, surtout dans la liquidation du monopole du pouvoir du parti et de ses structures bureaucratiques ». Il se garde bien cependant de fournir la moindre explication sur la fin de l'année 1990, qui est marquée par son rapprochement avec les éléments les plus conservateurs du parti, qui devaient déclencher le putsch contre lui. M. Gorbatchev éprouve de « l'amertume » au souvenir de cette « trahison » des lénins, lasov, Pougov et autres Loukianov.

« Ce goût de fiel me poursuivra sans doute jusqu'à la fin de mes jours », nous confie-t-il, sans imaginer le seul instant que lui aussi a tâté naguère ses amis réformateurs en pactisant avec les « néo-staliniens » et en croyant qu'il était possible de réformer le totalitarisme.

M. Mitterrand égratigné

Pour le reste, le récit du putsch que fait M. Gorbatchev lui donne le beau rôle, celui d'un homme « qui n'a failli ni à l'honneur ni au devoir ». Au passage, le président soviétique s'insurge contre les soupçons de collusion entre lui et les conjurés, qui ont été avancés par des hommes comme Edouard Chevardnadze et Alexandre Iakovlev. Le bruit, suggère-t-il, aurait fort bien pu être lancé par les comploteurs eux-mêmes. C'est l'un d'eux, Oleg Baklanov, l'homme du complexe militaro-industriel, qui lui aurait proposé « de se reposer, de soutenir le Comité d'Etat pour l'état d'urgence. Nous ferons le sale boulot en votre absence et ensuite vous rentrerez à Moscou ».

Un passage fera beaucoup jaser dans les chaumières françaises : celui dans lequel M. Gorbatchev regrette que M. Mitterrand ne l'ait pas appelé en Crimée, dans l'après-midi du 21 août, après sa libération par la délégation conduite par Alexandre Routsikov, le vice-président russe, et qui, était accompagnée par un membre de l'ambassade de France à Moscou. « De Paris, écrit-il, j'ai eu une conversation avec le président Bush. François Mitterrand devait m'appeler. Il ne l'a pas fait et je le regrette encore aujourd'hui. Dès mon retour à Moscou, j'ai demandé que

l'on me mette en relation avec lui. Lundi matin, 28 octobre, on s'appliquait à l'Elysée à reconstituer la chronologie des trois jours du putsch, qui a été ponctué, affirmait-on, par d'innombrables mais vaines tentatives pour entrer en contact téléphonique avec M. Gorbatchev. Lorsqu'il fut enfin possible, le mercredi soir, de joindre la Crimée, expliquait-on, M. Gorbatchev venait d'un parir, et lorsque, quelques heures plus tard, le standard de la présidence française eut enfin le Kremlin, M. Gorbatchev venait de se coucher. La petite phrase assassine de M. Gorbatchev est d'autant plus mal venue à l'Elysée qu'on ne cache plus qu'il était « malade » de qualifier les putschistes, le 19 août au soir, de « nouveaux dirigeants soviétiques ». Peut-être MM. Mitterrand et Gorbatchev s'en expliquent-ils mercredi après-midi, lors du tête-à-tête prévu dans le sud-ouest de la France.

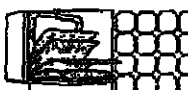
JACQUES AMALRIC

Le Putsch, de Mikhaïl Gorbatchev. Olivier Orban éditeur, 180 pages. L'ouvrage est complété par un article de M. Gorbatchev écrit à la veille du putsch ; 95 F.

o Déclaration d'indépendance en Turkménie. - Le Parlement de Turkménie (République d'Asie centrale soviétique) a déclaré l'indépendance de cette république, dimanche 27 octobre, au lendemain d'un référendum où 94 % des votants se sont prononcés pour un Etat « indépendant et démocratique ». Des quinze anciennes Républiques soviétiques, seuls désormais la Russie et le Kazakhstan n'ont pas proclamé leur indépendance.

Un tour d'horizon du fanatisme au XX^e siècle...

Vous croyez que ça existe ?*



3617 ELECTRE

TOUS LES TITRES, TOUS LES AUTEURS, TOUS LES SUJETS

Une information immédiate sur tous les livres disponibles en langue française. Plus de 300 000 titres. Mise à jour permanente.

Un service du Cercle de la Librairie

*Tapez dans sujet : Fanatisme

CHRONIQUE

EUROPE

Lituanais et Polonais : nouvelle querelle, vieux malentendus

VILNIUS

de notre envoyé spécial

C'est un conflit mineur, qui passe presque inaperçu à l'heure où les Arméniens et les Azerïs s'entre-tuent, où les Géorgiens et les Ossètes dialoguent à coups de canon et où, un peu partout, majorités et minorités nationales de l'ex-URSS menacent de s'échapper. Mais c'est tout de même une triste histoire, qui oppose deux peuples unis par un très ancien voisinage historique et qui ont joué l'un et l'autre un rôle de pionnier dans la création de l'Europe post-communiste : les Polonais parce qu'ils ont sapé les fondements du système soviétique, les Lituanais parce qu'ils ont éminemment contribué à la dislocation de l'empire.

La tension monte depuis des mois, sinon des années, mais le putsch raté d'août, en même temps qu'il a apporté à la Lituanie la consécration de son indépendance, lui a aussi donné l'occasion de régler quelques comptes anciens avec sa minorité polonaise : près de 300 000 personnes, soit 7 % de la population de la République, regroupées à Vilnius et dans ses environs où ils sont installés depuis des siècles.

Officiellement, il ne s'agit de rien d'autre que d'une opération de « débolchevisation » : les conseils (soviétiques) des deux districts « polonais » de Vilnius, accusés d'avoir approuvé la tentative de putsch du mois d'août, ont été suspendus, et les districts en question placés sous l'autorité d'un commissaire lituanien qui en profite pour faire le ménage.

Quant aux Polonais, ils affirment que tout cela n'est qu'un faux prétexte, que les quelques brebis galeuses qui, de fait, s'appuyaient sur les conservateurs

moscovites, avaient déjà été expulsées, et on accuse les Lituanais des plus noirs desseins. En particulier, de projeter un redécoupage administratif destiné à priver les Polonais de majorité dans leurs propres régions, et par là même à spolier une partie des paysans polonais de leurs droits à récupérer leurs terres.

Promesses oubliées

Au passage, toutes sortes de rancunes et de malentendus, vieux de quelques mois ou de plusieurs siècles, remontent à la surface. Les Lituanais rappellent que seuls trois députés polonais sur huit ont voté pour l'indépendance de la Lituanie. Et ils accusent les responsables polonais de Lituanie d'avoir tenté de s'appuyer à la fois sur Varsovie et sur Moscou. L'un d'entre eux n'aurait-il pas un jour appelé à suivre la voie de Lénine et Mickiewicz ? Propos, il est vrai, d'une lamentable stupidité : le poète national polonais, par ailleurs chanteur de sa Lituanie natale, n'a cessé d'exalter la lutte contre l'oppression russe.

De leur côté, les Polonais rétorquent que le comportement actuel des dirigeants de Vilnius confortent, hélas, les prédictions des anti-indépendantistes et que les élus polonais qui avaient plaidé pour une Lituanie indépendante se trouvent désormais en porte-à-faux. Et de noter avec amertume que les amis de M. Vytautas Landsbergis, le président lituanien, ont complètement oublié les promesses qu'ils avaient faites en janvier et février derniers aux Polonais, qui leur avaient apporté leur soutien au moment où les tensions avec Moscou avaient atteint leur paroxysme.

Le passé, récent ou ancien,

pèse ici très lourd. Que les Polonais réclament une certaine autonomie locale, et les Lituanais les soupçonnent, en dépit des démentis les plus formels venus de Varsovie, de rêver d'un rattachement à la Pologne qui, au début des années 20, et dans la foulée de la guerre polono-soviétique, s'était emparée de Vilno (le nom polonais de la capitale lituanienne) et de ses environs. Le gouvernement lituanien ne récupère la région que « grâce » au pacte Molotov-Ribbentrop, avant de subir, à son tour, les effets successifs des roulements compresseurs allemand et soviétique.

Elites émigrées

La guerre et l'après-guerre transformèrent radicalement la composition de la partie polonaise de la population. Les élites, celles du moins qui n'avaient pas été liquidées par les Allemands ou le NKVD, émigrèrent massivement dès que l'occasion leur en fut donnée : aussitôt après la guerre d'abord, et pour le reste, après le dégel de 1956. Ne restèrent pour l'essentiel que des paysans installés sur des terres ingratées et dans la Lituanie d'aujourd'hui, les Polonais constituent la couche la plus pauvre et la moins instruite de la population, alors que, depuis des siècles, l'aristocratie et l'intelligentsia polonaises s'étaient habituées à regarder de haut le petit peuple polonais.

Même si les cinquante dernières années leur ont apporté une sorte de revanche, les Lituanais de souche en gardent un vieux « complexe ». Jozef Tumaš, le président du Sajudis (le mouvement indépendantiste qui domine la scène politique lituanienne), est le premier à le

reconnaître. Et à exprimer lui-même, au détour d'une phrase, cette amertume ancienne : « Les Polonais, une fois de plus, veulent nous faire la leçon », déclare-t-il, crispé, lorsqu'on l'interroge sur les revendications des minoritaires.

Bien entendu, ce vieux contentieux n'a pas empêché M. Tumaš d'apprendre et de parler couramment le polonais, comme d'ailleurs tant d'autres intellectuels. Comment l'historien qu'il est pourrait-il d'ailleurs ignorer la langue d'un pays dont le passé est si inextricablement lié à celui de la Lituanie ? Mais que ce passé soit dans une large mesure commun ne l'empêche pas d'être perçu très différemment. Les Lituanais évoquent la longue période de leur union avec la Pologne — inaugurée au quatorzième siècle lorsque le grand-duc de Lituanie fut baptisé par le roi de Pologne dont il épousa la fille — comme une sorte de moindre mal, justifié par la menace allemande représentée par les chevaliers teutoniques. Les Polonais admettent mal ces réserves. Tout comme ils s'irritent de voir « lituanisés », y compris sur les murs de la vieille université, les noms des grands personnages de l'histoire et de la littérature polonaises intimement liés à « Vilno » et aux autres confins orientaux, sans doute définitivement perdus mais certainement pas oubliés.

« Lituanie, ma patrie... »

Des générations de petits Polonais ont énoncé sur les bancs de l'école les premiers mots du chef-d'œuvre de Mickiewicz : « Lituanie, ma patrie... ». Et personne n'ignore, maintenant, que tout peut enfin être écrit, que c'est dans les forêts des envi-

rons de Vilnius que la résistance polonaise a livré aux Allemands, pendant la dernière guerre, certains de ses combats les plus durs et les plus désespérés avant que ses survivants ne soient achevés par un NKVD, qui se mit ensuite en demeure de liquider les maquis lituanais. Ces derniers, dans une tentative également sans espoir, réussirent à se maintenir jusqu'au début des années 50.

Ces souffrances parallèles, sinon partagées, ce passé qu'on se dispute comme un des héritages et dont on est malgré tout plutôt fier, empêcheront-ils donc que les choses ne dégénèrent vraiment ?

La « déclaration de loyauté »

Certains responsables politiques ou journalistes lituanais laissent entendre à demi-mot que la conduite des autorités de Vilnius a été maladroite. De son côté, le gouvernement de Varsovie, après s'être un moment raidi, semble tout disposé à revenir à une attitude beaucoup plus conciliante, trop conciliante même à en croire nombre de Polonais de Lituanie, qui s'estiment insuffisamment soutenus. Après un échange de lettres entre les présidents Walesa et Landsbergis, des négociations bilatérales ont permis de régler certains problèmes : les Lituanais ont admis que soit entériné le principe d'une stricte réciprocité entre les droits reconnus aux Polonais de Lituanie et aux Lituanais de Pologne (30 000 personnes). On s'est aussi engagé à respecter les textes de la CSCE concernant le droit des minorités, comme le souligne le directeur des affaires consulaires au ministère lituanien des affaires étrangères, M. Kucinskas.

Mais certaines interrogations majeures subsistent, en particulier sur la date des élections qui permettront de mettre fin au « régime des commissaires » (lituanais) dans les régions polonaises, ou encore sur le redécoupage administratif et ses conséquences.

Reste aussi un problème particulièrement sensible, celui de la « déclaration de loyauté » que devront signer, d'ici au 3 novembre, tous les Polonais désireux de se voir reconnaître la nationalité lituanienne, sans laquelle ils seraient privés de leurs droits civiques et aussi du droit à la terre. Les Lituanais — et M. Kucinskas le premier — font valoir que cette obligation concerne tous les habitants du territoire lituanien, quelle que soit leur origine nationale.

Depuis Varsovie, le président de la Diète polonaise, M. Stelmachowski, a invité ses « compatriotes » à signer quoi qu'il leur en coûte, dans leur propre intérêt, l'humiliante déclaration. Mais dans la jolie campagne des environs de Vilnius, une campagne d'autant plus attachante qu'elle semble d'un autre âge, on a le plus grand mal à se faire à cette idée. « Comment un Polonais pourrait-il vouloir devenir lituanien ? », demande tout simplement un paysan quinquagénaire, la main sur l'encolure de son cheval. Il parle avec ce puissant accent des confins, dans une langue un peu mêlée de russe et parfois les mots lui manquent : signe des temps et du renouveau national qui exacerbe les difficultés avec les Lituanais, ses fils sont, eux, parfaitement à l'aise dans la langue de leurs ancêtres.

JAN KRAUZE



Quand une crise commence quelque part, autant qu'elle ne finisse pas chez vous.

Que vos clients soient en France ou à l'étranger, l'actualité vous réserve bien des surprises, bonnes et mauvaises. Aujourd'hui, avec EUREXEL, ne profitez que du meilleur. EUREXEL conjugue les compétences de la SFAC et de la COFACE pour protéger vos crédits dans le monde entier. Pour des indemnisations encore plus élevées et encore plus rapides, adoptez le contrat EUREXEL PLUS.

SFAC
SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ASSURANCE DE CRÉDIT

EUREXEL - 48 rue Pierre Charron, 75008 PARIS
téléphone : (1) 47.20.50.06.

COFACE

X
EUREXEL

AUSSI LOIN QU'IRONT VOS AFFAIRES.

هكذا من لامل

Le Monde • Mardi 29 octobre 1991 • 5

PROCHE-ORIENT

Avant l'ouverture de la conférence de Madrid

Arabes et Israéliens font assaut de fermeté

L'OLP a brandi, dimanche 27 octobre, la menace d'un départ des Palestiniens de la conférence de paix de Madrid si Israël refuse de geler sa politique d'implantation de colonies dans les territoires occupés. Le gouvernement israélien a, de son côté, réitéré sa détermination à n'accepter aucune concession territoriale à la conférence sur le Proche-Orient, qui s'ouvrira mercredi sous les auspices des États-Unis et de l'Union soviétique.

L'essor rapide de colonies de peuplement en Cisjordanie et dans la bande de Gaza est l'illustration la plus manifeste de la fermeté du gouvernement conservateur de M. Itzhak Shamir. Samedi soir, trente mille Israéliens ont défilé dans les rues de Tel-Aviv pour exhorter leur gouvernement à accepter un compromis et à ne pas gâcher l'occasion qui se présente. M. Moshe Arens, ministre de la

défense, a qualifié cette manifestation de « inutile ». « Nous n'envisageons pas de retrait [de la conférence], a-t-il dit dans une interview accordée à la radio nationale, faisant allusion aux propos de certains membres du gouvernement qui ont laissé entendre que les délégués israéliens pourraient rompre la discussion si leurs vis-à-vis palestiniens se réclamaient de l'OLP. Mais M. Arens, paraissant viser les Américains, a ajouté : « Nous n'avons pas l'intention d'aller à cette conférence et aux négociations pour faire l'objet de pressions ».

An Chir, M^{me} Hanane Achraoui, porte-parole de la délégation palestinienne, a fait peu de cas de l'intimidation israélienne. « Ils peuvent paraître durs mais nous avons une confiance extrême dans la justice de notre cause et la détermination de notre peuple. Nous avons une cause solide à présenter. Ils n'ont pas d'arguments. Nous avons tous les arguments », a-t-elle déclaré à l'issue d'un entretien avec le président Hani Mubarak.

La question des implantations

juives dans les territoires occupés devrait être aussitôt évoquée à Madrid : selon M. Yasser Abed Rabbo, membre du comité exécutif de l'OLP, les Palestiniens sont convenus de demander le gel de la colonisation immédiatement après l'ouverture de la conférence. « S'ils ne cessent pas les implantations, nous pourrions ne pas participer aux négociations », a-t-il déclaré à Amman. « Nous parlons d'un arrêt complet. Tout gelier en l'état », a renchérit M. Nabil Chas, conseiller de Yasser Arafat, également présent en Jordanie.

« Jérusalem capitale de la Palestine »

Le président Mubarak a, quant à lui, appelé toutes les parties à faire preuve de souplesse. « Nous devrions tous manifester davantage de flexibilité pour que les négociations puissent être couronnées de succès », a-t-il déclaré après un entretien avec le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk El Charr.

Homme de secret par excellence, M. Itzhak Shamir n'est pas précisément porté sur le lyrisme, c'est vrai. Et d'ailleurs, il faudrait être aveugle pour ne pas se rendre compte que le chef du gouvernement se rend à Madrid à contre-cœur. « Il se prépare à la conférence comme on va à un enterrement », ironisait, récemment, le grand quotidien Haaretz. Le problème est que le pays, malgré tout, est à l'écoute de son premier ministre, qu'il lui fait relativement confiance et que des millions d'Israéliens se préparent donc, eux aussi, à une sorte d'enterrement.

Bien sûr, pour manifester un soutien au processus de paix, il y a la gauche, les travaillistes de Shimon Peres, et le mouvement La paix maintenant, qui est parvenu à réunir cinquante mille personnes samedi à Tel Aviv. Ils ont crié à pleins poumons qu'Israël veut la paix, espérant ainsi entendre juifs et arabes se réjouir. Cinqante mille, pour un mouvement qui l'on croyait un peu éteint, c'est un beau score, le plus beau sans doute depuis des années, selon les organisateurs. Mais n'avaient-ils pas été beaucoup plus nombreux dans les rues pour protester contre les responsables israéliens dans les massacres de Sabra et Chatila, à Beyrouth, après l'invasion du Liban ? C'était il y a bientôt dix ans, presque un siècle.

Trois jours avant Madrid, les seules confidences qui émanent encore des corridors du pouvoir portent l'empreinte d'un profond scepticisme, d'une abyssale méfiance. Elles se résumaient presque aussi ornement : « Nous allons à Madrid parce que nous n'avons pas le choix. Nous allons discuter avec nos ennemis mais nous ne lâcherons rien. Nous sommes montés dans le tourbillon de la « paix américaine », contraints et forcés. Comptez sur nous pour l'empêcher de parvenir à bon port ».

Délégation de « durs de durs »

Quand on sait que les Palestiniens veulent leur État et qu'il n'est pas question, du côté israélien, d'envoyer pareil scénario. Quand on sait que les pays arabes, comme l'ailleurs les Américains et, avec eux, la quasi-totalité de la planète, estiment que la fin des conflits au Proche Orient ne peut être fondée que sur le principe (énoncé par l'ONU dans la résolution 242), de l'échange « des terres contre des terres », qui prévoit que les territoires occupés contre la paix. Quand on sait aussi que le pouvoir israélien veut conserver, à la fois les territoires conquis en 1967 et l'état de « guerre », qui prévient que les négociations palestiniennes à Madrid ont tous les mandats par l'OLP et que M. Shamir a promis de claquer la porte dès que l'un d'eux aura fait référence à ce mandat. Quand on sait tout cela, on peut effectivement se demander ce qu'Israël va faire dans la galère madrilène.

« C'est simple, fanfaronnent les cyniques à Jérusalem, nous allons faire plaisir aux Américains, qui y tiennent tellement, et qui ont mis cette condition à l'obtention des garanties bancaires dont nous avons un urgent besoin ». « George Bush nous tient », se lamentent-on de plus en plus ouvertement. Il sait que nous avons besoin de ces dix milliards de dollars », pour l'emprunt desquels l'état juif a demandé la caution de Washington qui a retardé sa réponse en attendant Madrid. Le pays, c'est vrai, est économiquement dans le besoin. « S'il y a une préparation à l'inflation à trois chiffres pour l'an prochain », comme l'écrit en plaisantant un éditeur, on ne voit pas comment Israël va pouvoir intégrer les trois cent mille juifs soviétiques qui ont

Les six pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) arabe saoudite, Koweït, Émirats arabes unis, Qatar, Bahreïn et Oman) ont, d'autre part, décidé de participer aux négociations multilatérales sur les questions régionales, prévues deux semaines après l'ouverture de la conférence. Le chef du département politique de l'OLP, M. Farouk Kaddoumi, a toutefois affirmé dimanche que les Arabes étaient d'accord pour ne pas participer à cette phase des pourparlers, « car lorsque des progrès tangibles seront réalisés au niveau des négociations bilatérales ».

Enfin, M. Arafat affirme, dans un entretien publié lundi par le Figaro, que les Palestiniens ne renonceraient jamais à Jérusalem, « capitale de la Palestine ». Il reconnaît que la Ville sainte « n'est pas aussi la nôtre » et déclare : « Nous ne voulons pas établir un nouveau mur de Berlin au milieu de Jérusalem », estimant qu'« il faut imaginer des accords sur la circulation dans une Jérusalem qui serait ouverte à toutes les confessions ».

débarqué en « terre promise » depuis deux ans et dont plusieurs dizaines de milliers sont au chômage. Sans compter que l'on prévoit encore cent soixante-dix mille arrivées supplémentaires pour l'an prochain.

Pourtant, les « durs de durs » que M. Shamir a décidé d'emmener avec lui, dans la délégation israélienne à Madrid, n'ont pas laissé percer, en huit mois de négociations préparatoires avec les Américains, le moindre espoir d'ouverture. Le ministre des affaires étrangères, M. David Lévy, lui seul au gouvernement, parlait parfois d'ouverture, de paix possible. Ce n'est pas certain, mais c'était quand même « possible ». La voix de M. Lévy était faible, souvent couverte par les redondances des lieutenants du premier ministre, mais elle existait. Or, soudain la semaine dernière, l'austère et volontariste sphériste, ainsi que ses fidèles les plus éclairés, apprenant qu'il était israélien, sans exception aucune, proprement éliminés de la scène madrilène.

Le rêve des optimistes

La veille, un institut de sondage avait interrogé, par téléphone, cinq cent dix Israéliens ; la quasi-totalité (91 %) s'étaient déclarés en faveur de la conférence mais persuadés, à 57 %, qu'elle n'aurait « aucun résultat concret ». Un miracle qu'il s'en fut encore trouvé 57 % pour estimer que « oui », les réalités de la conférence pourraient peut-être aboutir à quelque chose. Quoi ? Mystère. Pour s'en tenir à ce sondage, le seul et unique publié avant la conférence dans la presse locale - ce qui en fait le climat de relative indifférence régnant à Jérusalem -, il n'y avait que 26 % des Israéliens disposés à rendre « la plupart des territoires » pour avoir la paix avec les Palestiniens. Seulement 16 % se sont déclarés en faveur de la constitution d'un État palestinien, tandis que 39 % estimaient qu'une autonomie, par ailleurs indéfinie, représentait le maximum qu'Israël devait accorder.

Que va faire M. Shamir à Madrid ? A-t-il décidé de torpiller la conférence dès son ouverture, comme le prétendent certaines « colonnes » israéliennes ? Les rares optimistes qui ont survécu à la « sinistrose » ambiante, proposent une autre réponse. Selon eux, le premier ministre, symbole personifié de l'intransigeance israélienne, est en train de jouer un dernier bon tour à la classe politique internationale. A soixante-seize ans, le partisan passionné du « Grand Israël » aurait secrètement compris que l'heure des compromis a sonné. Il se serait souvenu d'un principe fondamental de la politique, à savoir que le meilleur moyen d'obtenir le consensus des « ultras », quels qu'ils soient, est toujours de les faire participer aux reculs nécessaires, de leur faire goûter les concessions vitales, sous couvert de discours inépuisables, quasiment sans qu'ils s'en rendent compte. « Oui, c'est pour cela et rien que pour cela », révent les optimistes, qu'il a décidé de les inviter à Madrid. « Ne sont-ce pas toujours des nationalistes qui, en définitive, règlent les conflits avec d'autres nationalistes ? »

PATRICE CLAUDE

(1) Ministre du logement, l'un des « faiseurs » du gouvernement Shamir, champion de la colonisation des territoires occupés.

Prochain article :

Territoires occupés : un certain impatience

Israël : les risques de la paix

Suite de la première page

Mais il n'est pas l'essentiel. Après douze années de cohabitation avec l'Égypte, sans accrochages notables mais sans échanges culturels conséquents, sans relations économiques importantes, avec toujours en toile de fond, des articles agressifs, fréquents dans la presse du Caire et, parfois, des déclarations malheureuses du haut de certaines tribunes officielles, les Israéliens ont acquis cette conviction, irrationnelle mais capitale en Orient : « Les Arabes ne nous aiment pas ».

Les vieilles rengaines ont réapparues : « Ils n'ont pas les mêmes mœurs, pas les mêmes valeurs, on ne peut pas leur faire confiance ». Et de nouveaux cette crainte : « Pétrole oblige, les Américains semblent bien passés, avec armes et bagages, de leur côté ». Quant aux autres, tous ceux « qui exercent sur nous une impitoyable pression et n'hésitent jamais à prendre des risques avec la paix », ils ne nous veulent-ils pas ?

La guerre, ça, on connaît. Il y a près d'un demi-siècle que les voisins d'Israël lui manifestent leur haine. Mais la paix ? C'est quoi, la paix ? Combien ça coûte ? Quelles concessions va-t-on encore exiger de nous ? Et si ça rattrape ? Et si le bel échafaudage, dirigé par James Baker, s'effondrait lamentablement, comme un château de cartes ? Par exemple sous les tirs de kalachnikov d'une poignée d'extrémistes, lâchés sur une plage de Tel Aviv ? Et si les Arabes, tous comptes faits, n'attendaient que cela ? Si Ariel Sharon (1) avait raison ? S'il ne cherchait qu'à nous endormir avec la coup de la paix, pour mieux nous refaire celui de la guerre ?

Où il y a d'abord la peur, irrationnelle comme toujours ; mais elle est si lancinante dans les conversations, les esprits et le cœur d'Israël, qu'il serait vain de citer tous les auteurs de ces remarques angossées. Ouvriers et notables, chrétiens et colons, « colonisés » ou « faucons », tous se posent les mêmes questions. « Madrid, c'est Munich ? »

« Pas de faux sentiment d'euphorie »

Que répondre à ces gens qui ne demandent souvent qu'à être convaincus, qui « amènent » bien y croire, pourvu que quelqu'un leur explique ? Seulement voilà, si invraisemblable que cela puisse paraître, il n'y a personne. A la veille d'une conférence qui marque, peut-être, que l'histoire, depuis un tournant historique dans la destinée de l'État hébreu, il n'y a pas un responsable, à Jérusalem, pour remplir cet élémentaire devoir de salubrité politique : rassurer, préparer, informer l'opinion. C'est ainsi. Ailleurs dans le monde, pour faire cet effort, des dirigeants s'évertuent, jusqu'à épuiser leur auditoire et la force d'envahir les ondes et les écrans. En Israël, rien. On plonge si les autorités semblent s'employer délibérément à tuer dans l'œil ne serait-ce qu'un embryon d'euphorisme, c'est ne fait pas créer de faux sentiment d'euphorie dans la nation. C'est ainsi, selon la presse locale, que le directeur de la radio nationale, Kol Israël, aurait justifié, la semaine dernière, l'interdiction faite aux programmeurs de diffuser trop de chansons sur la paix, pendant la conférence. Pas de chanson donc, mais pas de discours, non plus. De la part du pouvoir, pas une allocution, pas une tentative d'explication de la situation, pour exposer les dangers ou évoquer les espoirs, quelle qu'elle soit.

IUA
INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
California State Approved University - A.C.B.S.P. - Public Benefit Corporation
220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

MBA Master of Business Administration

■ Université à San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel ■ programme américain unique dans son concept habilité à délivrer le :

Master of Business Administration for International Management

■ Filière d'admission : 3^e CYCLE
Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Graduates : Magistères, Maîtrises
■ Programme de 12 mois à San Francisco, en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au :
M.B.A. en Management International

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25 rue de Chailiot, 75116 Paris (Métro : Iéna)
tél. : (1) 40 70 11 71

IUA
Communiqué par International University of America, San Francisco - CA
Programme accrédité en Asie : Pacific Council on Higher Education



Le LIVRE de POCHE

Littérature générale	
JEAN VAUTRIN	Un grand pas vers le Bon Dieu
STEFAN ZWEIG	Le joueur d'échecs
PATRICIA HIGHSMITH	L'Amateur d'escargots
PATRICIA HIGHSMITH	Le Cri du hibou
NOELLE LORiot	Le Serment d'Hippocrate
ALEXANDRE ZINOVIEV	Katastroika
CHRISTIANE COLLANGE	Mot, ta fille
GUY GILBERT	Avec mon aube et mes sanglants
ALEXANDRE WICKHAM	La Nomenclature française
SOPHIE COIGNARD	
HELENE de MONFERRAND	Les Amies d'Hélène
JEAN-PAUL ROUART	La Femme de proie
YVES BERGER	La Pierre et le Saguaro
JEAN FERNIOT	Soloï orange
MICHEL GRISOLIA	L'Amour noir
FRANÇOIS NOURISSIER	Bratislava
HENRI LABORIT	La Vie antérieure
JACQUES BRENNER	Les petites filles de Courbeilles
Classique	
ANTON TCHERKHOV	Les Trois Soucis
Classique de la philosophie	
ARISTOTE	Rhétorique
Lettres gothiques	
FRANÇOIS VILLON	Poésies complètes
Bible / Romans	
KNUT HAMSON	Esclaves de l'amour
HERMANN HESSE	Le dernier été de Klingens
Bible / Essais	
ANDRE LEROI-GOURHAN	Les Racines du monde
ERIC FERRY	Homo Aestheticus
Policier	
HUBERT MONTEILHET	La Part des anges
HUBERT MONTEILHET	Mourir à Francfort
Thrillers	
TOM CLANCY	Jeux de guerre
Langues modernes	
BILINGUE	Victorian Short Stories / Nouvelles victorienne
LIRE EN	Fraulein Else
ARTHUR SCHNITZLER	
GRAHAM GREENE	The Basement Room

PROCHE-ORIENT

La réunion à Alger du groupe des « 5 + 5 » et la conférence sur la paix

Le Maghreb et l'Europe du Sud réaffirment le droit à l'autodétermination des Palestiniens

Les dix ministres des affaires étrangères des pays de la Méditerranée occidentale (1), qui se sont réunis, samedi 28 et dimanche 29 octobre à Alger, pour continuer un dialogue entamé il y a un an à Rome, n'ont pas manqué de s'intéresser au sort de la partie orientale de la Méditerranée, à trois jours de l'ouverture de la conférence de paix sur le Proche-Orient.

ALGER

de nos envoyés spéciaux

Entre les pays du Maghreb et ceux de l'Europe du Sud qu'unissent

des mêmes problèmes et de mêmes ambitions, la coopération politique a malgré tout ses limites. Les premiers auraient souhaité voir les seconds, en préliminaire à la conférence de Madrid, endosser, dans un communiqué conjoint, le plus clair de leurs vues sur l'avenir du Proche-Orient. Mais la partie qui va s'engager outre-Pyrénées est si risquée que le chef de la diplomatie espagnole a invité ses homologues à ne pas compliquer les choses par des prises de position intempestives.

« En tant que pays d'accueil de la conférence de paix, l'Espagne a des obligations particulières, dont il convient de tenir compte », a reconnu M. Roland Dumas. Il est légitime de chercher des formules qui ne gênent en rien les négociations. »

Ces discussions politico-diplomatiques se sont donc finalement conclues par l'adoption - réserves libérées - d'un texte passe-partout, qui évoque « la sécurité et la stabilité de tous les États de la région », aussi bien que « la réalisation, par le peuple palestinien, de son droit à l'autodétermination ».

Les délégués maghrébins ont critiqué la faiblesse de ce texte, dont ils ont bien dû se contenter, compte tenu d'un rapport de force qui ne leur était pas favorable. Dans son allocution de bienvenue, M. Lakhdar Brahimi, chef de la diplomatie algérienne, avait pourtant invité les grandes puissances, notamment européennes, à « réviser leur politique de tolérance et de complaisance excessive à l'égard d'Israël ». Se référant aux implantations de colonies

juives dans les territoires occupés, les dix ministres ont, à tout le moins, tombés d'accord pour demander à l'État hébreu de prendre « des mesures propres à créer un climat de confiance ».

M. Dumas a souhaité qu'en la matière, « rien d'excès ne soit fait qui risque de compromettre la poursuite de la conférence de Madrid ». « Bien qu'elle soit appelée à régler des problèmes de procédure, cette conférence devra déboucher sur des problèmes de fond », a expliqué M. Dumas. « Pour pouvoir espérer, il faut entreprendre », a-t-il ajouté avec philosophie, alors que ses homologues maghrébins se montraient plus réservés sur l'issue de ces négociations. Ces incertitudes n'ont pas

empêché le chef de la diplomatie italienne, de relancer, au risque de faire un peu cavalier seul, une idée qui lui est chère, celle d'une Conférence sur la sécurité et la coopération en Méditerranée (CSCM). D'après M. Gianni De Michelis, il y a, en effet, une « nouvelle donne » qui doit être prise en considération et « qui permet une approche globale des questions de sécurité et de coopération économique d'un bout à l'autre de la Méditerranée ». Aussi a-t-il souhaité que l'Égypte et la Grèce rejoignent, en tant qu'observateurs, le groupe des « 5 + 5 ».

« Pas d'excès de bagages », a commenté avec humour M. Mohamed Ben Yakin, ministre tunisien des affaires étrangères, jugeant qu'il ne convenait pas de mettre la char-

me devant les bœufs puisque nul ne savait comment allait tourner la conférence de Madrid. En cas d'échec, ne courrions-nous pas le risque de voir le conflit israélo-palestinien bloquer le processus de rapprochement entre les deux rives de la Méditerranée? « Il faut s'atteler à ce qui est immédiatement réalisable, apprendre à travailler à dix en gardant en perspective l'ambitieux projet de la CSCM », a sage-ment conclu M. Dumas.

JACQUES DE BARRIN et GEORGES MARION

(1) Le groupe des « 5 + 5 », qui rassemble les cinq pays de l'Union du Maghreb arabe (Algérie, Libye, Mauritanie, Maroc et Tunisie) et quatre pays de l'Europe du Sud (Espagne, France, Italie et Portugal), vient d'accepter Malte comme dixième membre.

La Méditerranée, un défi pour l'Europe

par Daniel Vernet

L'Europe des Douze a été finalement invitée à participer à l'ouverture de la conférence de paix au Proche-Orient, et bien qu'elle ait plaidé depuis des années pour la tenue de cette réunion, son rôle y sera des plus modestes. Mais elle aurait tort de se plaindre, car si les libéraux et Arabes ne sont pas au bout de leurs peines pour régler le conflit qui les oppose depuis près de cinquante ans, le simple fait qu'ils s'assoient à la même table peut enfin lever l'obstacle principal à une véritable politique méditerranéenne de l'Europe (1).

Les difficultés ne sont certes pas toutes externes. Malgré des velléités réitérées de s'intéresser à la Méditerranée, malgré la multiplication des tentatives d'instaurer un dialogue avec les pays riverains - arabes notamment - malgré l'embryon de concertation entre les pays européens qui ont eux-mêmes une façade méditerranéenne, la Communauté a été ces dernières années trop occupée avec elle-même pour s'intéresser vraiment à ses voisins méditerranéens. L'Europe de l'Est a capté, sans doute à juste titre, toute son attention et risque d'absorber à l'avenir la majeure partie de ses capacités d'aide.

A cette pression des événements s'ajoute la perception différente que les pays européens ont de la Méditerranée. Traditionnellement la France y est plus présente que l'Allemagne. Et même si les immigrants sont en Allemagne comme en France, dans leur grande majorité, d'origine méditerranéenne, Turcs et Yougoslaves dans le premier cas, Maghrébins dans le second, les relations entre les deux rives n'y ont pas, pour des raisons historiques évidentes, le même contenu passionnel.

Certes, les manifestations d'extrême droite hostiles aux étrangers et au droit d'asile sont devenues récemment une préoccupation du gouvernement de Bonn, mais en France, l'immigration, l'acculturation de quelques quatre millions de personnes et l'islam - deuxième religion après le catholicisme, mais loin devant le protestantisme - sont de véritables questions de politique intérieure. Quant aux Italiens, ils ont eu à faire face, après l'arrivée de ressortissants d'Afrique noire, aux vagues de réfugiés albanais, sans parler des « immigrants de l'intérieur », pour ne prendre que ces exemples.

Pas de « division du travail »

Il est parfaitement compréhensible, dans ces conditions, que les États européens ne réagissent pas de la même façon aux problèmes de la Méditerranée. Que certains y soient plus sensibles que d'autres et mieux placés que d'autres pour y répondre. Mais rien ne serait plus dangereux pour l'avenir d'une diplomatie commune qu'une « division du travail » entre les États membres, l'Allemagne, l'Espagne en Océanik, prenant la tête de la coopération avec les nouvelles démocraties de l'Europe de l'Est, et la France, regroupant autour d'elle ses sœurs latines, devenant le chef de file de la politique méditerranéenne.

Dans ce cas, les vieilles méfiances et les vieux malentendus reprendraient vite le dessus. Une vraie politique extérieure commune suppose que chacun prenne en compte les intérêts des autres, mais que tous assument leur part de l'action engagée. Qu'ils soient proches ou éloignés géographiquement de la Méditerranée, tous les pays européens comprennent, à un

degré ou à un autre, l'importance de cette zone pour l'avenir du Vieux Continent, en termes économiques, culturels, démographiques, voire militaires.

Lors du colloque de Barcelone, M. Gianni De Michelis, ministre italien des affaires étrangères, a expliqué que l'Europe des Douze devait veiller, à mesure que s'approfondit son unité, à ce qu'il n'appelle sa « cohésion externe », c'est-à-dire sa capacité d'ouverture vers le monde extérieur, sans perdre sa spécificité, mais sans élargir le fossé avec les pays tiers.

Il a ensuite affirmé qu'une bonne politique méditerranéenne était d'abord une affaire de ressources. Il a souhaité que les États de la Communauté consacrent 1 % de leur PNB à la coopération avec les pays du Bassin méditerranéen, ce qui est une vaine utopie quand on sait que ce pourcentage est loin d'être atteint pour l'ensemble de l'aide au développement.

Ce n'est d'ailleurs pas seulement une question de moyens financiers. Les obstacles sont aussi politiques - les Douze en font l'ambitieuse expérience en Yougoslavie - et sont souvent dressés par les interlocuteurs potentiels de l'Europe. Ce ne sont pourtant pas les tentatives de trouver un mode de coopération sur le pourtour méditerranéen qui ont manqué : dialogue euro-arabe, réunion dite « 3+4 », sans parler de tous les colloques et séminaires « oncsés » chaque année à ce sujet.

Mais, toujours, les meilleures intentions ont buté sur le conflit israélo-arabe dont la solution apparaît comme une condition sine qua non pour tout développement de la coopération dans la région. Ce n'est cependant pas le seul. La Méditerranée apparaît comme un mythe : loin d'être un élément unificateur, c'est souvent

un lieu de division. Le vis-à-vis de l'Europe n'est ni un Maghreb unifié ni un monde arabe homogène. Comme il ne peut y avoir une politique arabe, il ne saurait y avoir, pour l'Europe, comme pour l'importateur le plus de ses États membres, une, mais des politiques méditerranéennes.

Ces politiques adaptées à chaque cas d'espèce peuvent-elles entrer dans une stratégie globale? Certains pays européens et des pays arabes, comme l'Égypte et la Jordanie, pensent qu'ils doivent être possible de s'inspirer de l'esprit d'Helsinki, pour mettre sur pied une « Conférence sur la sécurité et la coopération au Moyen-Orient » (CSMO). Elle regrouperait les pays arabes et non arabes de la région, avec une participation et une garantie européennes, mais on voit mal les Américains (et donc les Soviétiques) en être écartés.

Le préalable reste un *modus vivendi* israélo-palestinien, condition nécessaire mais pas suffisante, car si la seule cause plus ou moins commune est enlevée au monde arabe, alors apparaîtront les vrais clivages, c'est-à-dire ceux qui passent en son sein : il ne faut pas supposer que les hommes de la région acceptent la démocratie et les droits de l'homme dans des pays où menace l'intégrisme. Il est vrai qu'il a fallu près de quinze ans pour que triomphe pleinement en Europe les principes d'Helsinki. Pourquoi attendre des pays voisins de la Méditerranée qu'ils se montrent plus rapides sur la voie de la sagesse? Raison de plus pour commencer dès que possible. Mais le terrain reste à débayer.

(1) Un colloque a été organisé au début du mois d'octobre à Barcelone par la Fondation Bertelsmann et la généralité de Catalogne sur « l'Europe face au défi méditerranéen ».

IRAK

L'armée turque a poursuivi ses opérations contre les Kurdes

ISTANBUL

de notre correspondant

Les raids aériens et attaques terrestres des forces armées turques contre les rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) basés dans le nord de l'Irak se sont poursuivis, dimanche 27 octobre, pour la troisième journée consécutive et continueront jusqu'à l'indépendance des brigades», a déclaré le chef de l'état-major de l'armée turque, le général Dogan Güres.

Selon le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), les avions turcs ont bombardé plusieurs villages kurdes irakiens, tuant deux civils

et en blessant quinze autres. Les ruines de Barzan, le légendaire village d'origine du dirigeant du parti, M. Massoud Barzani, déjà détruit par le régime de Bagdad, ont également été la cible des bombes turques. « Il n'y a pas de bases du PKK ni dans les villages bombardés ni aux alentours. De plus, la plupart de ces villages sont situés à plus de 30 km au sud de la frontière turque », souligne le PDK, mouvement qui réclame l'autonomie en Irak, alors que le PKK, agissant en Turquie, réclame l'indépendance. Le commandement des forces turques a démenti avoir frappé des villages habités.

NICOLE POPE

IRAN

M. Dumas se rendrait à Téhéran en novembre

La télévision iranienne a annoncé, samedi 26 octobre, que le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, était attendu en novembre à Téhéran pour signer l'accord sur le contentieux financier entre les deux pays, paré vendredi soir à Paris. Lequel d'Orsay, pour sa part, mardi 26 octobre, a déclaré que le ministre français, annonçant la conclusion des négociations sur le contentieux, M. Dumas avait alors indiqué que la signature de l'accord aurait lieu « d'ici quelques jours ou quelques semaines » (Le Monde du 26 octobre). Il n'avait pas précisé où.

« Selon l'accord, la France doit payer à l'Iran l'équivalent d'un milliard de dollars en remboursement d'un prêt iranien au Commissariat français à l'énergie atomique (CEA) et en compensation d'autres réclamations de notre pays », a rapporté la télévision iranienne. En Giant M. Mahmoud Vaezi, le négociateur iranien, elle a assuré que le principal obstacle à la normalisation des relations entre Paris et Téhéran avait ainsi été levé - alors que M. Dumas avait dissuadé les deux dossiers. M. Vaezi aurait souligné que son pays continuerait à être actionnaire d'Eurodif, consortium produisant du Plutonium enrichi. (Reuter.)

DIPLOMATIE

De retour de Madrid

M. Gorbatchev sera reçu par M. Mitterrand « dans le sud-ouest de la France »

Le président Mikhaïl Gorbatchev sera l'hôte du chef de l'État français mercredi 30 octobre « dans le sud-ouest de la France », a-t-on annoncé dimanche à l'Élysée. Le président soviétique, qui participera mercredi matin à Madrid aux côtés du président américain George Bush à l'ouverture de la conférence internationale de paix sur le Proche-Orient, devrait faire une escale dans cette région en fin d'après-midi avant de regagner Moscou.

Cette rencontre devait être organisée à Latche, dans la résidence privée de M. Mitterrand. Mais cela pose certains problèmes logistiques qui étaient encore à l'étude lundi matin à l'Élysée.

Les deux chefs d'État devraient s'entretenir notamment de l'aide occidentale, européenne en particulier, à l'Union soviétique, sujet que M. Gorbatchev tient pour prioritaire, indiquait-on de source française. Les deux présidents examineront en outre les conditions dans lesquelles pourrait se réunir une conférence des quatre puissances (États-Unis, Union soviétique, Grande-Bretagne et France) détenant des armes nucléaires sur le sol européen, indiquait-on de source française.

L'idée d'une telle réunion sur la sécurité nucléaire en Europe avait été lancée par le chef de l'État français lors d'une conférence de presse le 11 septembre dernier. Elle a recueilli un accord de principe, mais Britanniques et Américains avaient estimé que cette réunion ne pouvait avoir lieu avant le sommet de l'OTAN, début novembre. Par ailleurs, MM. Bush et Gorbatchev ont annoncé entre-temps leurs plans de désarmement et devraient s'entretenir de vive voix de cette question mardi à Madrid.

Signature d'un accord de défense entre Bahreïn et les États-Unis. - Bahreïn et les États-Unis ont conclu, dimanche 27 octobre, à Manama « un accord de coopération en matière de défense », selon un communiqué du ministère bahreïni des affaires étrangères. Bahreïn est le deuxième pays du Conseil de coopération du Golfe, après le Koweït, à avoir signé un accord de coopération militaire avec les États-Unis, ce deuxième accord porte sur le stockage de matériel militaire, l'octroi de facilités portuaires à la marine américaine et l'organisation de manœuvres communes. (AFP.)

AMÉRIQUES

COLOMBIE : les élections législatives du 27 octobre

Victoire des libéraux... et des abstentionnistes

Les élections législatives, protégées par les forces armées, ont eu lieu dimanche 27 octobre dans un calme relatif. Le Parti libéral, au pouvoir, a remporté ce scrutin, selon les premiers résultats, avec plus de 50 % des voix, tandis que le Parti conservateur, son adversaire traditionnel, subit une défaite cuisante. L'abstention pourrait atteindre 65 %.

BOGOTÁ

correspondance

Environ 15 millions d'électeurs devaient désigner les cent deux sénateurs et les cent soixante et un députés du nouveau Congrès. Ils devaient aussi choisir pour la première fois au scrutin direct les vingt-sept gouverneurs des pays jusqu'à présent désignés par le président de la République.

La guérilla n'est pas restée inactive. Elle a multiplié les attentats et attaqué des patrouilles militaires, faisant plusieurs morts et de nombreux blessés. Le bilan des affrontements avait eu lieu dans les jours précédents le scrutin s'élevait à au moins trente morts.

Peu d'irrégularités ont été signa-

lées. A Medellín, cependant, les milices populaires se sont efforcées d'empêcher les électeurs d'aller voter dans les communes, les quartiers les plus « chauds ». En province, les « achats » de voix ont été, dans certaines régions rurales, conformes à la tradition. Et on peut supposer que les hommes moyens financiers des cartels de la drogue ont été une fois encore mis à contribution.

« On peut estimer que la véritable lutte du 27 octobre, dit Plinio Mendoza, écrivain et éditeur de journaux, a eu lieu entre les candidats honnêtes et les corrupteurs par des votes massivement. Les résultats du scrutin semblent lui donner raison puisque les électeurs ont plutôt coché leurs suffrages à des personnalités ayant vivement condamné le « clientélisme » et relativement nouvelles dans l'arène politique. C'est le cas par exemple à Barranquilla de Gustavo Bell, un jeune inconnu élu triomphalement au poste de gouverneur du département de l'Atlantique.

Pourtant, la première conclusion est une déception. Les Colombiens n'ont pas voté massivement, comme le demandait avec insistance le président Gaviria. Le taux d'abstention devait se situer autour de 65 %. Multiplicité excessive des candidatures, confusion, lassitude d'une population qui a connu quatre scrutins

successifs en 1990, mode d'élection complexe (à Bogotá, les électeurs devaient voter à une « primaire » du Parti libéral pour désigner son meilleur candidat à la mairie de la capitale en mars 1992) : bien des raisons sont avancées pour justifier cette boucherie. L'explication la plus simple est sans doute la meilleure : la majorité de la population ne croit pas que le « jeu » politique, très discrédité, puisse, à court terme, améliorer son sort matériel et mettre fin rapidement à une violence multiforme.

Le Parti libéral au pouvoir va cependant, comme prévu, sauver les meubles. En multipliant les listes (quatre-vingt-neuf dans l'ensemble du pays), qui ont pour la plupart obtenu des résultats relativement modestes - mais qui s'additionnent - les libéraux, bien que déchirés en plusieurs clans, retrouvent la majorité absolue au Sénat et revendiquent leur place habituelle de première formation politique de Colombie, même s'ils font moins bien que les 60 % obtenus aux législatives de décembre 1990.

Le Parti conservateur, rival traditionnel du Parti libéral, est en mauvaise posture. Il avait obtenu 34 % des voix en 1990. Divisé, il a obtenu 5 % des voix. En revanche, l'un des vainqueurs incontestables du

27 octobre est M. Andres Pastrana, leader entonnant de la Nouvelle Force démocratique (NFD) et fils de l'ancien président conservateur Miguel Pastrana. Les électeurs ont négligé cette ambiguïté familiale et n'ont vu en lui que le politicien moderne, jeune, ambitieux, formé à l'américaine, qui promet d'agir au lieu de faire des discours. Il arrive très largement en tête pour le nombre de voix à titre personnel et figure maintenant parmi les favoris pour l'élection présidentielle de 1994.

Même phénomène de sympathie pour M. Vera Grabe, ancienne combattante dans les rangs de la guérilla du M 19 et tête de liste de l'Alliance démocratique M 19. Avec environ 10 % des suffrages, ce parti est en recul par rapport aux élections de décembre 1990, lors desquelles il avait recueilli 26 % des voix. « Les dirigeants du M 19 sont déjà embourgeoisés. Ce sont des traitres », affirment sans ambages des porte-parole de l'Union patriotique (extrême gauche) rencontrés dimanche à Ciudad Bolívar (un million et demi d'habitants), le quartier le plus misérable de Bogotá, au sud de la capitale. Cette formation, dans laquelle le Parti communiste orthodoxe, fidèle à Cuba, est prépondérant, n'obtient que 1 % des voix.

MARCEL NIEDERGANG

هكذا من لامل

• Le Monde • Mardi 29 octobre 1991 7

POINT/ISRAËL ET LES ARABES

Une troisième conférence pour la paix

Quarante-quatre ans de conflit

1947 - 27 novembre : l'ONU adopte une résolution consacrant le partage de la Palestine entre un Etat juif et un Etat arabe, avec un statut particulier, sous régime international, pour Jérusalem.

1948 - 14 mai : à la fin du mandat britannique sur la Palestine, David Ben Gourion proclame l'indépendance de l'Etat d'Israël et, le lendemain, s'ouvrent les hostilités avec les Arabes, qui refusent le plan de partage. Cette première guerre israélo-arabe s'achève par les accords de Rhodes, fixant une ligne de démarcation qui demeurera jusqu'en 1967.

1958 - 20 avril : le royaume jordanien annexe la Cisjordanie.

1956 - 29 octobre : après la nationalisation du canal de Suez, décidée en juillet par Nasser, la seconde guerre israélo-arabe éclate avec l'intervention de troupes franco-britanniques. Les Israéliens commencent à évacuer le Sinaï à la fin de l'année.

1964 - 28 mai-2 juin : après la création par Yasser Arafat, en 1956, d'un mouvement de libération (qui adoptera le nom de Fatah en 1959), le premier congrès national palestinien, dans le secteur arabe de Jérusalem, fonde l'OLP.

Sadate se rend à Jérusalem et, devant la Knesset, propose une paix « juste et durable » dans toute la région.

1978 - 3-17 septembre : lors de laborieuses négociations à Camp David entre Jimmy Carter, Menachem Begin et Anouar El Sadate, les Etats-Unis, Israël et l'Egypte conduisent des accords-cadres pour la paix au Proche-Orient. Mais les réactions sont négatives dans le reste du monde arabe.

1979 - 26 mars : l'Egypte et Israël signent à Washington un traité de paix séparé. Les Israéliens commencent en mai leur retrait du Sinaï, qui s'achève en 1982.

1980 - 30 juillet : la Knesset adopte la loi fondamentale sur « Jérusalem réunifiée, capitale éternelle » d'Israël.

1981 - 14 décembre : le Parlement israélien vote l'annexion du Golan.

1982 - L'armée israélienne envahit le Liban et chasse de Beyrouth les organisations palestiniennes.

1985 - 11 février : le roi Hussein et Yasser Arafat signent à Amman un accord envisageant une « délégation commune jordanienne-palestinienne » pour d'éventuelles négociations de paix.

Des « six jours » au Kippour

1967 - 3-10 juin : troisième guerre israélo-arabe, dite guerre de six jours. Israël occupe le Sinaï, Jérusalem, la Cisjordanie et le Golan.

28 juin : le Parlement israélien vote l'annexion de la partie arabe de Jérusalem.

22 novembre : le Conseil de sécurité de l'ONU adopte à l'unanimité la résolution 242 ordonnant l'évacuation par Israël des (ou des) territoires occupés et la reconnaissance de tous les Etats de la région.

1973 - 6-25 octobre : quatrième guerre israélo-arabe, dite guerre du Kippour ; l'armée égyptienne enfonce les lignes israéliennes et pénètre dans le Sinaï occupé mais, encerclée, doit se retirer.

22 octobre : le Conseil de sécurité adopte à l'unanimité la résolution 338 qui, en décidant le cessez-le-feu, demande l'application de la résolution 242.

21-22 décembre : le secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger organise une conférence de paix à Genève, à laquelle les Palestiniens ne participent pas et qui échoua notamment parce que les Israéliens refusent l'égide de l'ONU.

Anouar El Sadate à Jérusalem

1974 - 13 novembre : Yasser Arafat est accueilli triomphalement par l'Assemblée générale de l'ONU, qui adopte, le 22, une résolution reconnaissant le droit des Palestiniens à l'indépendance et accordant à l'OLP le statut d'observateur permanent.

1977 - 19-21 novembre : lancant une initiative « historique », le président égyptien Anouar El

« On ne doit pas placer les espoirs trop haut », a récemment déclaré le président George Bush à propos de la conférence de paix au Proche-Orient dont il doit présider l'ouverture à Madrid, le mercredi 30 octobre, avec son homologue soviétique, Mikhaïl Gorbatchev. « Personne ne s'étend à une paix immédiate après trois jours de discussions », a-t-il ajouté.

Le chef de l'Etat américain a sans doute raison de se montrer prudent. Alors que d'autres conflits « régionaux » viennent

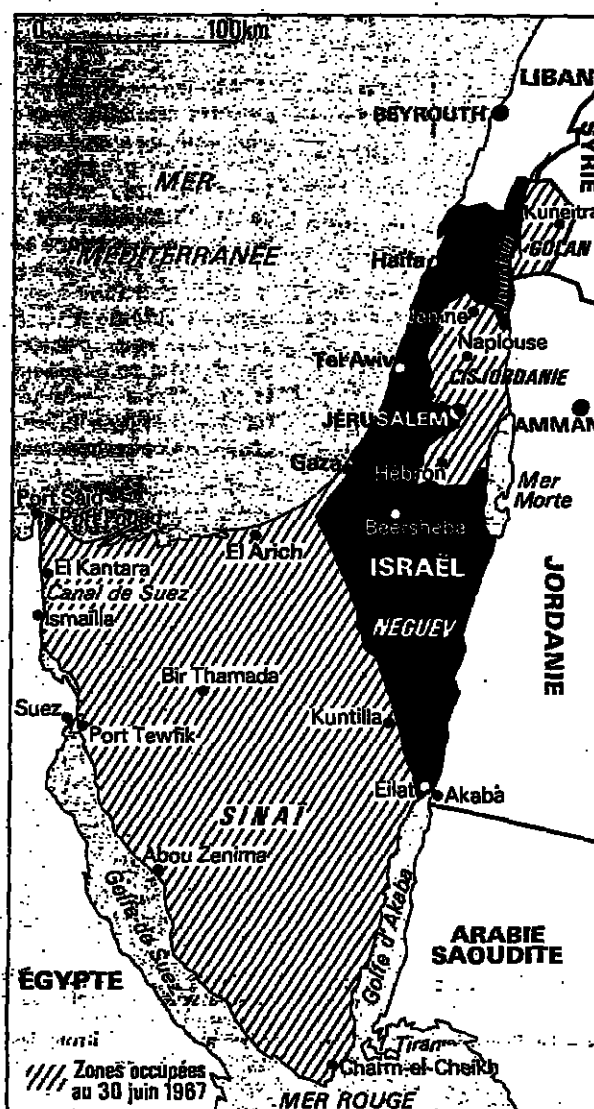
d'être réglés en Afrique et en Asie, celui qui oppose Israéliens et Arabes est, de beaucoup, le plus ancien. Durant quatre décennies, il n'a cessé de menacer l'équilibre mondial. Et les positions des parties directement impliquées demeurent très divergentes sur le fond : le problème palestinien.

Deux conférences de paix ont déjà été organisées, en 1973 et 1978, sans aboutir à de réels progrès sur ce sujet. Aussi, toujours inappliquée, la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU, visant à l'éva-

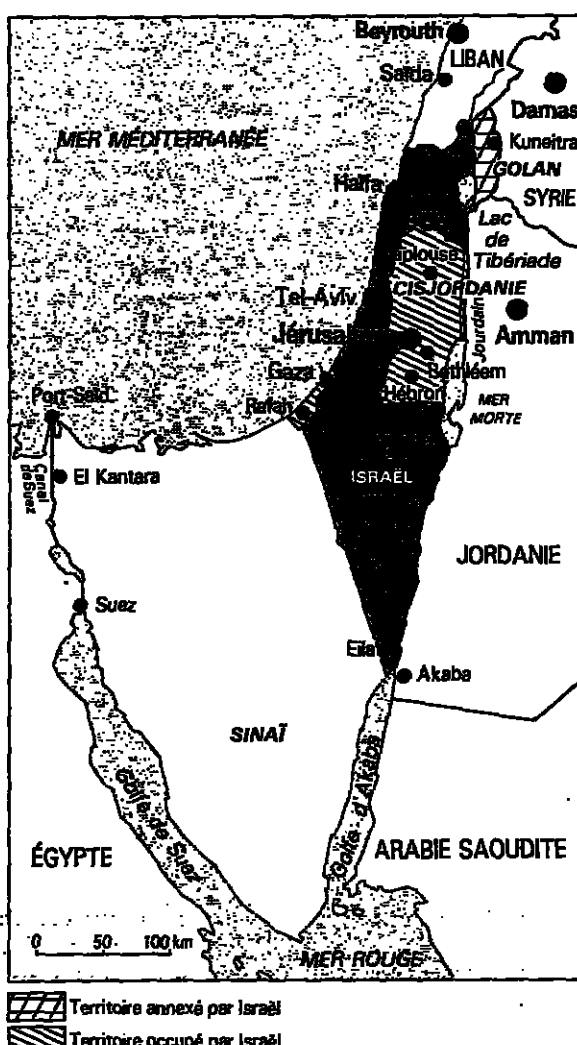
cuation des territoires occupés par Israël, sera-t-elle encore, à Madrid, au centre des débats, comme elle le fut à Genève et à Camp David.

A priori, les Israéliens refusent plus que jamais le principe d'échanger la paix contre des territoires. Cependant, pour la première fois, tous les protagonistes seront représentés à la table de négociation. Car le fait sans précédent est que non seulement les Syriens mais encore les Palestiniens ont accepté de venir.

1967 : LE GRAND ISRAËL



1991 : ISRAËL AUJOURD'HUI AVEC LES TERRITOIRES OCCUPÉS



Echec à Genève, demi-succès à Camp David

La conférence de paix qui va s'ouvrir le 30 octobre à Madrid aura eu deux précédents : l'un à Genève en 1973, l'autre à Camp David, sur l'initiative de l'ONU, comme maintenant Israël, l'Egypte et la Jordanie étaient représentés par leurs ministres des affaires étrangères, Abba Eban, Issam Fahmi et Zaid Rikhi (qui était également premier ministre). La Syrie était absente, de même que l'OLP. Sur l'initiative des Israéliens, le cas des Palestiniens, que prétendait défendre la Jordanie, avait été mis de côté. Cette conférence n'a duré que deux jours. Des délégués permanents se rencontrèrent ensuite pendant quelques semaines mais les négociations ne produisirent pas d'autres résultats que des accords de désengagement militaire, en 1974, sur les fronts du Sinaï et du Golan, entre

l'armée israélienne et les troupes égyptiennes, d'une part, et celles de la Syrie, d'autre part.

Après la spectaculaire initiative du président Sadate, qui s'est rendue à Jérusalem à la fin de l'année précédente, un sommet américano-égypto-israélien est organisé, du 5 au 17 septembre, à Camp David, la résidence de campagne du président des Etats-Unis. Avec Jimmy Carter, Menachem Begin et Anouar El Sadate signent deux « accords-cadres » pour la paix au Proche-Orient. Le chef de l'Etat américain est garant de ces accords.

Le président égyptien s'engage à conclure avec Israël un traité prévoyant l'établissement de relations diplomatiques contre la restitution, par étapes, du Sinaï. Le premier ministre israélien s'engage pour sa part à accorder une autonomie provisoire aux habitants de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, avant que le statut définitif de ces territoires ne soit négocié avec l'Egypte, la Jordanie et des représentants palestiniens. Cette dernière partie restera lettre morte : le nouveau gouvernement de Jérusalem, champion du « Grand Israël », estime avoir le droit d'étendre la colonisation de ces territoires, tandis que les autres pays arabes et les Palestiniens, dénonçant catégoriquement cette attitude « intransigente », refusent de participer à ce processus qu'ils avaient déjà condamné dès le moment où le président Sadate l'avait lancé, en accusant celui-ci de ne chercher qu'une « paix séparée ».

Ainsi, seul l'accord concernant le traité israélo-égyptien sera appliqué.

FRANCIS CORNU

La résolution 242

Cinq mois après la guerre de six jours, le 22 novembre 1967, le Conseil de sécurité des Nations unies adopte à l'unanimité la résolution 242, qui, pour les Arabes Sinaï pour les Israéliens, doit de nouveau être au centre des débats lors des négociations qui vont s'engager durant la conférence de Madrid.

Ce texte « affirme que l'accomplissement des principes de la

Charte de l'ONU exige l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient qui devrait comprendre l'application des deux principes suivants :

« Retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés lors du récent conflit ; »

« Cessation de toutes assertions de belligérance ou de tous états de belligérance et respect et reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque Etat de la région et de leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues à l'abri de menaces ou d'actes de force. »

D'autre part, le document souligne notamment « la nécessité (...) de réaliser un juste règlement du problème des réfugiés ».

(1) Le texte anglais parle non pas « des territoires » mais « de territoires (from territories) », nuance capitale aux yeux des Israéliens, qui se sont toujours refusés à la version anglaise pour signifier que la résolution ne les oblige pas à évacuer la totalité ou l'ensemble des territoires occupés, le Likoud de M. Shamir allant même jusqu'à déclarer que l'Etat hébreu avait déjà fait son devoir en restituant le Sinaï à l'Egypte.

La résolution 338

Six ans plus tard, durant la guerre du Kippour, tous les membres du Conseil (à l'exception de la Chine qui s'abstient) votent, le 22 octobre 1973, la résolution 338 qui ordonne la cessation des hostilités fin et « admettent aux parties en cause de commencer immédiatement après le cessez-le-feu, l'application de la résolution 242 (...) dans toutes ses parties ». En outre, le Conseil « décide que, immédiatement et en même temps que le cessez-le-feu, des négociations commenceront entre les parties en cause, sous des auspices appropriés, en vue d'instaurer une paix juste et durable au Moyen-Orient ».

Les trois phases de la négociation

La conférence de paix qui va commencer à Madrid doit se dérouler en trois phases : une réunion plénière, puis des négociations bilatérales et multilatérales.

Seules les modalités de la première phase ont été jusqu'à présent esquissées par les responsables américains, maîtres d'œuvre de cet exercice diplomatique. La réunion plénière, prévue pour une durée de trois jours, devrait être surtout consacrée à une présentation des positions de chacun des participants : Etats-Unis, URSS, Israël, Egypte, Jordanie, Liban, Palestiniens, Syrie et CEE. Les Nations unies, le Conseil de coopération du Golfe (Arabie saoudite, Bahreïn, Emirats arabes unis, Koweït, Qatar, Oman) et les Etats du Maghreb ont été invités à y assister en tant qu'observateurs silencieux.

Les Américains ont prévu que

des tractations se poursuivraient entre-temps en coulisses sur les modalités des négociations bilatérales entre Israël et ses voisins arabes, avec les délégations syrienne, libanaise et jordanienne. Ces pourparlers devraient commencer quatre jours après l'ouverture de la conférence, mais le lieu n'a pas encore été décidé. Les pays arabes insistent pour qu'ils aient lieu à Madrid, Israël pour qu'ils prennent place au Proche-Orient.

Tous les pays concernés par les négociations multilatérales sur les questions « régionales », comme l'eau, le désarmement, le développement économique et l'environnement, ont été invités à se réunir deux semaines après le début de la conférence pour des travaux préparatoires ; la Syrie, suivie par le Liban, a déjà annoncé qu'elle n'y participerait pas tant qu'Israël refuserait d'échanger les territoires contre la paix.



AFRIQUE

ZAIRE : après avoir été « lâché » par les Occidentaux

Le président Mobutu affirme qu'on « veut sa tête »

KINSHASA

de notre envoyé spécial

Le « lâchage » des Occidentaux n'a pas plongé le Zaïre dans le chaos. Le pays s'y enfoncé déjà depuis des mois. Mais les reproches de Paris et de Bruxelles, qui ont ouvertement justifié leur retrait en déplorant l'absence de démocratisation, ont provoqué la fureur du président Mobutu. « Ils veulent ma tête. A n'importe quel prix. Mais il n'est pas question que j'accepte ce genre d'ultimatum ! Personne n'a le droit de me dicter ma conduite », s'est indigné le chef de l'Etat, dimanche 27 octobre, lors d'une conférence de presse organisée dans sa résidence bunker de Nsola.

Les critiques occidentales sont allées droit au cœur du maréchal. « Nous nous rendons compte à présent à quel point l'aide occidentale est assortie de toutes sortes de menaces et de chantage », a-t-il lancé. Sommé de s'entendre ou du moins de cohabiter avec l'opposition, le président Mobutu a finalement levé le masque. Le limogeage de « son » très éphémère premier ministre, M. Etienne Tshisekedi, doit être considéré comme définitif, a-t-il expliqué en substance. Principal chef de file de la contestation, M. Tshisekedi avait refusé, en juillet, de diriger le gouvernement. Ce n'est qu'au lendemain des émeutes de septembre que, devenu la figure de proue des

opposants du régime, il avait accepté le poste de premier ministre, avant d'être brusquement révoqué par le président, le 16 octobre.

Pour M. Mobutu, la page est tournée : « Tshisekedi une fois, d'accord. Tshisekedi une deuxième fois, d'accord. Mais Tshisekedi une troisième fois, non ! », a martelé le chef de l'Etat. Le dialogue avec l'Union sacrée est-il pour autant totalement bloqué ? « Il existe d'autres personnalités remarquables au sein de l'opposition », a répondu, souriant en coin, le président.

Les « hiboux » commandos nocturnes

Ces « habiletés » policiennes, qui laissent présager de nouvelles tractations en coulisses, n'ont cependant guère de chances de soulever l'enthousiasme des foules zaïroises. L'annonce de la composition du nouveau gouvernement, attendue dans la journée du lundi 28 octobre, pourrait bien, au contraire, déclencher de nouveaux incidents. M. Mungu Diaka, le docteur successeur de M. Tshisekedi, bénéficie pas, à l'évidence, d'un très fort crédit populaire.

La tragédie n'a pas cessé de marquer le Zaïre. La capitale est encore sous le choc de l'attentat qui a détruit, dimanche, à l'aube, l'imprimerie du quotidien de l'op-

position *Elima*. L'explosion a littéralement éventré les locaux, soufflant vitres et plafonds. La population du quartier ne cache pas sa colère. « C'est l'armée qui a fait le coup ! Qui d'autre aurait eu les moyens de trouver un explosif aussi puissant ? », s'exclame un journaliste désormais réduit, comme les quelque quatre cents personnes qui travaillaient ici, à rejoindre les légions de chômeurs zaïrois.

L'attentat (qui a fait quatre blessés légers) n'est pas le premier du genre. Plusieurs membres de l'opposition ont vu leur domicile attaqué par des mystérieux commandos que beaucoup n'hésitent pas à comparer à des escadrons de la mort. Baptisés les « hiboux » — « car ils opèrent exclusivement la nuit », explique-t-on à Kinshasa —, ces commandos ont « réussi » à détruire presque totalement, la semaine dernière, la résidence d'un des gardes du corps de M. Tshisekedi. Là non plus, il n'y a pas eu de victimes, mais la psychose est telle que même la télévision zaïroise a évoqué, dimanche soir, le risque de voir « le terrorisme élire son domicile dans la capitale ».

« Œil pour œil, dent pour dent »

Certaines des déclarations du président Mobutu prennent, dans ce contexte, une connotation inquiétante. Nombre de ses partisans seraient prêts à se débarrasser violemment avec l'opposition, a-t-il ingénument reconnu. « Pour eux, c'est œil pour œil, dent pour dent. Si la maison d'un de mes supporters est attaquée, ils sont prêts à faire de même en représailles contre la maison d'un dirigeant de l'opposition », a précisé le maréchal. « Bien sûr, en tant que chef de l'Etat, je ne peux pas encourager de telles méthodes », a-t-il cru bon de souligner, laissant entendre qu'en cas d'incident, sa responsabilité ne pourrait pas être mise en cause.

La reprise en mains de l'armée, que le président Mobutu a dit appeler de ses vœux, risque de s'effectuer de manière brutale et sélective. Tandis que les commandos « hiboux » répandent la terreur parmi l'opposition, les hommes de troupes sont sommés de rentrer dans le rang. Dans une déclaration très dure, diffusée samedi par la radio nationale, le nouveau chef d'état-major des forces armées zaïroises, le général Mabele Lyeke, a brandi le spectre des cours martiales pour « tout militaire présimant coupable d'actes d'indiscipline ». Cette menace s'accompagne d'un appel, sans ambiguïté, au « loyalisme » obligé au régime : « Les agents de l'ordre pourront faire usage d'armes à feu lorsque des violences ou des actes de rébellion seront exercés contre eux-mêmes ou contre autrui, ou qu'ils se verront défendre ou empêcher les lieux ou les personnes qu'ils sont chargés de protéger. » Au fil du temps, le Zaïre se transforme en poudrière.

CATHERINE SIMON

Malgré l'arrêt de la coopération

La France est prête à organiser « une opération humanitaire sans précédent »

Le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, a annoncé dimanche 27 octobre que la France allait organiser une « opération humanitaire sans précédent » à Kinshasa, pour aider la population zaïroise après le départ des Français. Pour autant, décidé vendredi de cesser toute coopération avec le Zaïre et de rapatrier ses troupes.

Invité de l'émission « Le Grand Jury RTL-Le Monde », M. Kouchner a notamment indiqué qu'un « hôpital sera disposé à l'ambassade de France » à Kinshasa pour accueillir les victimes d'éventuels nouveaux troubles, et que « des préparatifs pour l'envoi de secours se mettent en place à Brazzaville », la capitale congolaise, de l'autre côté du fleuve Zaïre.

La veille, M^{me} Edwige Avice, ministre française de la coopération, avait prié les Français du Zaïre de prendre la « mesure de la gravité de la situation » et d'utiliser les moyens mis à leur disposition pour rentrer en France. « L'ambassadeur de France au Zaïre m'a confirmé la gravité de la situation. C'est l'impasse politique, donc un risque de durcissement dans les jours qui viennent. D'autre part les pillages continuent », a-t-

elle déclaré sur Antenne 2. Pour M^{me} Avice, la suspension de la coopération entre Paris et Kinshasa est « un signal très important au niveau de la politique étrangère de la France ». Elle a ajouté que le discours prononcé en juin 1990 au sommet de la Baule par le président François Mitterrand était « appliqué ». « Ceux qui n'ont pas voulu comprendre ce mouvement de l'histoire connaissent des troubles considérables », a-t-elle dit.

Le premier ministre Wilfried Martens a indiqué que Bruxelles, Washington et Paris allaient accentuer les pressions diplomatiques en vue de trouver une solution politique à la crise, des consultations se poursuivant entre les trois capitales.

Environ deux cents Français ont quitté Kinshasa pour Brazzaville dimanche. A l'issue de l'opération d'évacuation, il ne devrait rester que huit personnes à l'ambassade de France. Le consulat français à Lubumbashi a été évacué dimanche. Environ cinq cents Européens avaient quitté la veille la province du Shaba pour Lusaka, la capitale de la Zambie, dans un convoi de véhicules escorté jusqu'à la frontière par des parachutistes belges.

EN BREF

□ **RENCONTRE DES PARLEMENTAIRES** d'expression française. — A trois semaines du quatrième sommet francophone, convoqué au palais de Chaillot, le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, a réuni à Paris, samedi 26 et dimanche 27 octobre, les présidents des Parlements des pays utilisant le français. Etaient notamment absents le Zaïre et Haïti, pays dont la France ne souhaite pas voir les dirigeants actuels assister au prochain sommet de Paris. En revanche, Madagascar — dont le président, M. Ratsiraka, n'est pas plus désiré au sommet que MM. Mobutu et Cédraz — avait délégué le président de son Assemblée nationale populaire, M. Michel Andriananjahjaka, qui s'est livré devant ses pairs à un vigoureux plaidoyer *pro domo*.

□ **ALLEMAGNE** : attaque contre un lieu de rassemblement d'extrême droite. — Plusieurs incidents violents ont opposé des militants d'extrême gauche à des néo-nazis, dans diverses régions d'Allemagne, samedi 26 octobre. A Mackenrode, près de Göttingen, la maison d'un néo-nazi autrichien, qui doit être expulsé d'ici à la fin du mois, a été attaquée à coup de pavés, de cocktails Molotov

et de billes d'acier par quelques dizaines d'inconnus, probablement militants d'extrême gauche. Une trentaine de personnes étaient dans la maison au moment de l'attaque. Une quinzaine ont été blessées. Trois des blessés sont dans un état grave, selon la police. A Arnstadt et Marbachhausen (ex-RDA), dans la nuit de samedi à dimanche, des affrontements entre anarchistes et néo-nazis ont causé d'importants dégâts. A Fribourg (ex-RFA), une manifestation contre la xénophobie a dégénéré, samedi, plus de six mille personnes. — (AFP, AP, Reuters)

□ **ÉTATS-UNIS** : le taux de criminalité a progressé de 2 % au cours de la première moitié de 1991. — Le taux de criminalité a augmenté de 2 % aux Etats-Unis au cours des six premiers mois de cette année par rapport à la même période de 1990, selon un rapport publié dimanche 27 octobre par le FBI. Selon les chiffres fournis au FBI par 16 000 unités de police dans le pays, le nombre de crimes et de délits a progressé de 4 % dans le Sud et de 2 % dans l'Ouest. En revanche, le taux de criminalité a régressé de 3 % dans le Nord-Est. Ces statistiques

indiquent également que les attaques à main armée ont augmenté de 9 % au cours de la période considérée, les meurtres de 5 % et les vols de 4 %. — (AFP)

□ **GRÈCE** : limogeage du numéro deux du gouvernement. — M. Miltiades Evert, ministre à la présidence du conseil, l'un des postes-clés du gouvernement, a été démis de ses fonctions, samedi 26 octobre, par le premier ministre conservateur, M. Constantinos Mitsotakis, à la suite d'une polémique publique avec le ministre des affaires étrangères, M. Antonis Samaras, notamment au sujet de la question chypriote. — (AFP)

□ **MAROC** : nouvelles libérations de militaires emprisonnés. — Un groupe de militaires détenus au bagne de Tazmamart pour des tentatives de coup d'Etat en 1971 et 1972 a été libéré, a rapporté, samedi 26 octobre, le journal marocain d'opposition *Al Ihtikad al Ichtiraki*. Cette mesure, qui fait suite aux libérations annoncées la semaine dernière (le Monde du 26 octobre), porte à vingt-cinq, selon ce journal, le nombre des militaires qui viennent d'être relâchés. — (AFP)

JAPON : élu à la tête du parti au pouvoir

M. Miyazawa est aussi à l'aise dans les arcanes de la bureaucratie qu'en politique étrangère

M. Kichi Miyazawa a été élu, dimanche 27 octobre, président du Parti libéral-démocrate (PLD) en remplacement de M. Kaifu, ce qui fera de lui le 5 novembre, à la suite d'un vote sans surprise à la Diète, où les conservateurs disposent de la majorité, le nouveau premier ministre du Japon. Moins bien élu qu'on ne l'attendait (avec 58 % des voix), M. Miyazawa disposera d'une autorité affaiblie. Il sera plus dépendant qu'il ne l'espérait du clan de l'ex-premier ministre Takeshita, mais aussi de celui de M. Watanabe, l'un de ses rivaux, qui a obtenu l'excellent score de 24 %. Ce dernier, dont le poids politique s'est ainsi considérablement accru, est quasiment assuré d'obtenir pour son clan des portefeuilles importants (affaires étrangères ou finances) et pour lui-même le poste de vice-premier ministre.

TOKYO

de notre correspondant

Rares sont les dirigeants politiques qui ont une expérience gouvernementale aussi longue que M. Miyazawa. Dernier de cette lignée de hauts fonctionnaires devenus hommes politiques, qui dans les années 60 et 70, placent le Japon sur l'orbite de la croissance économique, il a détenu successivement tous les portefeuilles importants, des affaires étrangères aux finances, en passant par le plan, l'industrie et le commerce international (MITI). Une expérience qui lui donne l'assurance nécessaire pour faire entendre la voix d'un pays qui, en dépit de sa puissance, s'est enlisé dans les atterrissements aux cours des dernières crises.

Entend-il faire de son pays un leader de la politique mondiale ? Nous recevons il y a quelque temps, M. Miyazawa déclarait : « Le Japon peut et doit contribuer aux équilibres mondiaux. Mais n'allons pas trop vite. Nous sommes plus habitués au leadership collectif qu'aux initiatives solitaires. »

« Les cuisines de la politique »

De petite taille, affable et souriant, M. Miyazawa a conservé, malgré ses soixante-douze ans, un regard pétillant. Faisant preuve d'une grande souplesse d'esprit, parlant un anglais excellent, il a les capacités intellectuelles requises pour donner à la politique japonaise ce vernis intellectuel que l'Occident affectionne et qui, jusqu'à présent, lui a fait défaut. Mais sera-t-il autre chose qu'un premier ministre plus représentatif que d'autres ?

L'ambition de M. Miyazawa de faire preuve de fermeté ne semble pas relever de la simple rhétorique : de manière symptomatique, l'arrivée au pouvoir d'un ancien

haut fonctionnaire du Trésor est ressentie dans l'administration avec une certaine appréhension, dans la mesure où elle risque de se traduire par une réduction des prérogatives laissées aux bureaucrates par un pouvoir politique faible. Des frictions se sont déjà fait sentir avec le gouverneur de la Banque du Japon. Mais M. Miyazawa aura-t-il les moyens de cette fermeté ?

On dit souvent qu'il est un « fils de Nagata-cho » (quartier du gouvernement et, par analogie, le monde politique). Il est né en effet dans une famille de politiciens d'Hiroshima. Sa longue carrière l'amena à connaître tous les rouages de la machine politique. Il fut élu pour la première fois au Sénat en 1953.



Entré au ministère des finances à sa sortie de l'Université impériale en 1941, il devint d'abord secrétaire particulier de M. Ikeda, ministre des finances qui allait lancer en 1960 la politique de croissance. En 1951, il fut l'un des délégués japonais à la signature du traité de San-Francisco par lequel le Japon recouvrait sa souveraineté. Dans le cabinet Ikeda, il fut directeur de l'agence de planification. Une fonction qu'il occupa quatre fois par la suite.

Représentant le Japon au Kennedy Round des années 60, ayant participé au sommet de Rambouillet en 1975, M. Miyazawa fut, au milieu des années 80, le ministre des finances qui gela la revalorisation du yen. Ces expériences internationales lui confèrent la stature politique de ses ambitions. Les rapports de force au sein du PLD risquent néanmoins de limiter sa marge de manœuvre.

Paradoxalement, ses qualités ne lui valent pas que des amis parmi les conservateurs, déçus par une rationalité un peu trop froide pour le contexte nippon. On lui reproche d'être hautain, de pratiquer une certaine ascèse à l'égard des capacités de certains de ses collègues en matière financière. M. Miyazawa peut avoir la dent dure, surtout après quelques verres, et ses phrases veinues

font rapidement le tour du Tokyo politique.

Comme il le dit lui-même, M. Miyazawa n'aime pas « descendre dans les cuisines de la politique ». Lorsqu'il est mêlé à ce genre d'affaires (scandale Recruit), il ne sait guère mieux s'en débarrasser que d'autres ; après s'être contredit, il dut démissionner de ses fonctions de ministre des finances du gouvernement Takeshita en décembre 1988.

Le poids du clan Takeshita

Plus profondément, le rôle déterminant du clan Takeshita dans la désignation de M. Miyazawa se fera sentir. Il sera cependant dépendant du clan dominant, et pourra difficilement prendre des décisions auxquelles s'opposerait celui-ci. Il ne sera pas pour autant dans la position inconfortable où se trouvait son prédécesseur.

Son arrivée au pouvoir doit en effet effacer une période anormale de fonctionnement du pouvoir. L'implication en 1988-1989 des « barons » du PLD dans le scandale Recruit avait enrayé le jeu de bascule entre les clans, qui permet traditionnellement une relève dans la continuité. Cette fois, tous les clans étaient neutralisés. Il faut donc choisir un premier ministre hors des grands clans. Ce fut M. Kaifu.

Le nouveau premier ministre devrait être en meilleure position que son prédécesseur pour gouverner. Il s'apprête à prendre les rênes du pouvoir avec deux grands objectifs : réaliser une réforme destinée à assainir les pratiques de la classe politique, question sur laquelle est tombé son prédécesseur ; définir le cadre dans lequel le Japon pourra assumer ses responsabilités internationales.

Fermement attaché à la Constitution, M. Miyazawa entend faire accepter par le Parlement la création d'un corps de volontaires destiné à participer, sous l'égide des Nations unies, à des opérations de maintien de la paix. « Mais il est hors de question que le Japon soit une puissance militaire. Notre contribution ne peut être que d'une autre nature », nous disait-il.

Tendues, les relations entre Japon et Etats-Unis seront le grand problème auquel sera confronté M. Miyazawa. Celui-ci n'épouse pas le nouvel « anti-américanisme » conservateur, actuellement de mode à Tokyo. Sa profonde connaissance des Etats-Unis (sa fille est mariée à un diplomate américain) le détourne de ces réactions émotionnelles. Il conçoit néanmoins les relations avec les Etats-Unis sur un pied d'égalité.

Comme beaucoup de Japonais, M. Miyazawa fut blessé par l'arrogance manifestée par les Etats-Unis à l'égard du vaincu de 1945. Il le rappelle dans ses Mémoires, parus au début de l'année : « Il est difficile de mesurer aujourd'hui combien il est désagréable d'être un pays occupé. » Ce souvenir l'incitera-t-il à faire preuve de plus d'indépendance ?

PHILIPPE PONS

TAIWAN

D'importantes manifestations indépendantistes ont eu lieu dans la ville de Kaohsiung

PÉKIN

de notre correspondant

Le vingtième anniversaire de l'entrée de la Chine populaire aux Nations unies, en remplacement du régime nationaliste réfugié à Taïpei, le 25 octobre 1971, a fait l'objet de manifestations contradictoires de part et d'autre du détroit de Taïwan. Dans l'île où s'était répété Chiang Kai-Shek, les indépendantistes ont célébré « le vingtième anniversaire de l'expulsion forcée de la République de Chine de l'ONU » par deux jours de manifestations, samedi 26 et dimanche 27 octobre, à Kaohsiung.

Avec trente-cinq mille participants, selon les témoins, elles ont constitué le plus important rassemblement jamais organisé sur un thème autrefois tabou. Quinze mille policiers étaient mobilisés

pour l'occasion, mais la manifestation s'est tenue sans incident sérieux. Les participants réclamaient l'organisation d'un référendum — exclu par le premier ministre, M. Hau Pei-tsun, — sur l'indépendance de l'île.

Pékin n'a pas commenté cette nouvelle manifestation, mais a célébré l'anniversaire de la récupération par le continent du siège de la Chine à l'ONU, soulignant que ce « triomphe de la justice » avait en son temps représenté « un événement d'une haute signification dans le maintien de la paix mondiale ». Représentant plusieurs mises en garde aux indépendantistes taïwanais, le *Quotidien du peuple* avait, deux jours avant la manifestation, affirmé que leur « complot en vue de créer deux Chines (était) effrayant ».

F. D.

50 من لامل

POLITIQUE

Au congrès du RPR

M. Chirac renvoie dos à dos le Parti socialiste et le Front national

Réuni à Paris, les 26 et 27 octobre, le congrès du RPR a ratifié le projet intitulé « La France en mouvement, Rassemblement pour changer », par 891 mandats contre 12. A cette occasion, le Rassemblement pour la République a adopté un nouveau logo : une croix de Lorraine sur fond tricolore remplace le bonnet phrygien qui était l'emblème du mouvement fondé le 5 décembre 1976. M. Chirac, dans son discours de clôture, a condamné à la fois les socialistes et le Front national : « Ils sont la division, ils sont l'exclusion », a-t-il dit.

Premier dirigeant à s'exprimer, M. Jacques Toubon, député de Paris, a dénoncé, tour à tour, « le coup d'Etat permanent que pratique M. Mitterrand », le « népotisme » et la « montée des inégalités et des injustices ».

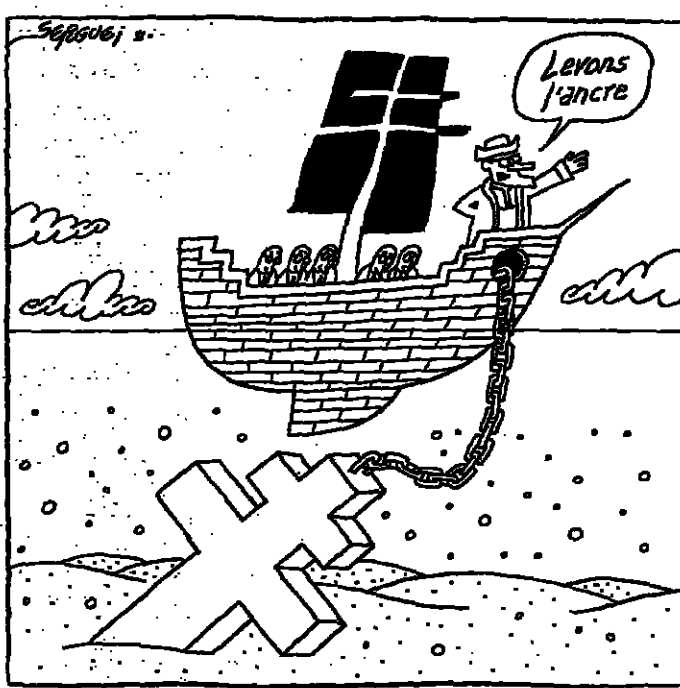
M. Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a proposé de « mettre en place, dès maintenant, des structures de réflexion et de proposition pour une indispensable rénovation du cadre institutionnel des pouvoirs de la République ». Le député de Paris s'est déclaré favorable à la réduction à cinq ans du mandat présidentiel qui n'est pas, selon lui, « synonyme d'évolution vers le régime présidentiel » mais « l'affirmation de la volonté de stopper la dérive monarchique du régime ».

Observant que « l'aspect pragmatique doit l'emporter sur l'aspect idéologique » en matière de loi électorale, il a déclaré : « Nous ne devons pas refuser de rechercher une solution qui pourrait être appliquée dès les prochaines élections », avant de se prononcer pour « l'hypothèse d'un mode de scrutin majoritaire à un tour tenu par une certaine dose de proportionnelle ».

M. Philippe Séguin a dénoncé la « crise morale » qui n'a rien à voir avec le « socialisme » mais « une décadence morale ». Exprimant « quelques idées simples et fortes », l'ancien ministre des affaires sociales a clamé son attachement à la nation : « Ce qui nous distingue de l'extrême droite, c'est précisément la haute idée que nous nous faisons de la France » — à l'Etat et à la République — « Qu'en ont fait MM. les pharisiens du bicentenaire ? Où est l'égalité

des chances ? Où est l'aménagement du territoire ? » Alors qu'un vent mauvais qui ressemble à celui des années trenten se lève à nouveau sur l'Europe et sur la France, nous nous en rendons compte, a conclu le député des Vosges. Réhabilitant la nation, restaurer l'Etat, revivifier la République. C'est à la lumière de ces trois objectifs que devra être lu notre projet. Au demeurant, c'est le seul projet qui vaille.

M. Edouard Balladur a affirmé que « le pays est affaibli » sur les plans économique, militaire, diplomatique et politique. « Que faire pour que la France compte davantage aux yeux des Français et aux yeux du monde ? », s'est demandé l'ancien ministre d'Etat. « Il faut,



a-t-il dit en préconisant une reprise des privatisations, une France plus forte sur le plan économique (...), plus forte socialement (...), plus forte militairement (...). A propos de l'immigration, le député de Paris a indiqué que cette question devait être réglée « de façon juste, respectueuse des droits de l'homme, en évitant les formules excessives, en nous interdisant de passionner les débats, mais pour autant, nous devons être fermes et faire en sorte que les traditions de notre nation demeurent, que la civilisation qu'elle a bâtie au cours des siècles conserve son image ».

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a rejeté l'image d'une

France « frileuse, barricadée, chauvine », en soulignant : « Laissons cela aux réactionnaires. » « La France que nous aimons est créatrice, mère des lettres et des arts, puissante et solidaire, messagère de paix et de liberté. C'est de cette France-là que notre projet veut parler aux Français », a dit le député de Paris qui, lui aussi, s'est prononcé pour « un grand dessein d'aménagement du territoire » et contre la « dérive monarchique du pouvoir ».

« Trouver les bases d'un accord avec les écologistes »

Favorable à une « armée de professionnels », M. Juppé a précisé : « A terme, cette nécessaire évolution nous conduira à remettre radicalement en question le service militaire dans sa forme actuelle. » Découvrant les obstacles que l'opposition va rencontrer jusqu'aux élections, il en a décelé trois : la « tricherie » du changement de mode de scrutin, la « désunion » de la droite et la « propre tiédeur » du RPR. « Il faut entrer en campagne. Le temps n'est plus aux débats internes, aux rivalités, aux stratégies individuelles », a-t-il conclu.

« Je suis inquiet », a déclaré M. Jacques Chirac, président du mouvement chiraciste, dans son allocution finale. Inquiet des difficultés que rencontre notre pays, bien sûr, mais surtout du climat délétère qui s'est, peu à peu, installé. Tout est malheureusement possible aujourd'hui, y compris le pire. Dressant le bilan de dix ans de mitterrandisme, le maire de Paris a énuméré la crise de la démocratie, le triomphe de la démagogie, la montée de l'extrême droite, l'abstentionnisme record, en s'exclamant : « Beau résultat ! » « La caricature injuste et dangereuse de la fonction politique, ça suffit ! (...) Il est inadmissible de jeter le discrédit sur ceux qui sacrifient beaucoup de leur vie au service des autres. (...) Chaque fois qu'injustement on bafoue, on méprise, on calomnie la fonction

politique, c'est la démocratie que l'on foule aux pieds », a déclaré M. Chirac.

A propos du projet du RPR, il a indiqué qu'il se fonde sur « deux grandes ambitions : rassembler, changer ». « Pas plus les socialistes que le Front national ne sont en mesure d'assumer cette ambition. Ils sont la division, ils sont l'exclusion. » « Le plus grand reproche que je fais aux socialistes, à poursuivi l'ancien premier ministre, c'est d'avoir divisé notre pays. Salariés contre patrons, citadins contre paysans, riches contre pauvres, école publique contre école privée, faux chômeurs contre vrais chômeurs. Encore aujourd'hui, quand les affaires de la gauche vont vraiment trop mal, l'on voit le président de la République agiter le chiffon rouge du vote des immigrés. »

« La tactique est toujours la même. Elle consiste à dresser les Français les uns contre les autres, à diviser pour continuer à régner. » Selon lui, « le socialisme est archaïque, les socialistes sont des conservateurs, la liberté leur fait peur. » « Le Parlement, a-t-il poursuivi, doit retrouver un vrai pouvoir d'initiative législative, contrôler davantage l'exécutif et ne plus être soumis à la dictature permanente du 49-3. »

M. Chirac s'est prononcé pour « une baisse des impôts et des charges, une maîtrise des dépenses publiques, une augmentation de salaires et un développement de la participation ». Il propose de « faire de l'écologie un nouveau devoir civique » et il ajoute : « Nous devons prendre des engagements précis et sans doute trouver les bases d'un accord avec les écologistes qui partagent nos valeurs quant à la démocratie, à l'économie de marché et à la primauté du droit. Nous devons les associer à la conduite et à l'application de notre politique, selon des modalités que nous déterminerons de concert et dans un esprit de confiance réciproque. » En conclusion, M. Chirac a lancé : « Je souhaite que la France ne soit pas l'un des derniers pays socialistes d'Europe. »

EN BREF

□ Une centaine de personnes sont venues au « pèlerinage » interdit de Martel (Lot). — Une centaine de personnes se sont rassemblées, dimanche matin 27 octobre au cimetière de Martel-en-Quercy (Lot), pour un « pèlerinage » organisé par un universitaire, M. Bernard Leguay, compagnon de route du Front national. La manifestation avait été interdite par M. Jean-Claude Réquier, maire MRG (le Monde des 23 et 26 octobre), mais le colonel de gendarmerie n'a pu faire respecter l'arrêté municipal pour cause de vice de forme dans la rédaction du texte. Plusieurs intégristes catholiques, quelques skinheads et une quinzaine de scouts Jeanne d'Arc de Toulouse, branche des jeunes de l'Œuvre française présidée par M. Pierre Sidos, avaient fait le déplacement.

□ M. Barrot veut « changer de République ». — M. Jacques Barrot, président du groupe UDC de l'Assemblée nationale, s'est affirmé, dimanche 27 octobre au micro de Radio J, partisan d'un régime présidentiel. « Ou bien on change la République, ou bien on change la République, a-t-il dit. Moi j'ai choisi le changement de République. » Commentant les déclarations de M. Poniatowski sur l'immigration, comparée à une « occupation », il a déclaré : « C'est mon patriotisme qui me fait dire non à M. Poniatowski. »

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

Objectif atteint

par André Passeron

Au terme du congrès que le RPR a tenu les 26 et 27 octobre à Paris, le triple objectif que s'était fixé M. Chirac, et qui remonte, en fait, aux lendemains de sa défaite présidentielle de 1988, semble atteint. Il ne constitue cependant qu'une étape sur la voie de la reconquête du pouvoir. Trois démonstrations ont donc été faites. La première consistait à montrer que le RPR est prêt à assumer les responsabilités gouvernementales, qu'il possède un programme d'action clair en main et, surtout, qu'il incarne désormais le « progrès », le « mouvement » et le « changement », concepts dont la gauche avait voulu faire son monopole. Les socialistes sont dénoncés aujourd'hui par leurs adversaires chiraquiens comme des « conservateurs », des « immobilistes », voire des « archaïques ».

Dans tous les domaines évoqués au cours des réunions de travail, comme dans la séance plénière, chacun des orateurs a insisté pour refuser toute confusion avec le politicien du gouvernement socialiste, tout amalgame considéré comme une manœuvre « électoraliste » de la part du PS. « Une autre politique est possible », a ainsi affirmé M. Chirac, tandis que M. Balladur assurait que « le socialisme ne fait plus illusion » et que MM. Pasqua et Séguin dessinent de « vaines régressions » contre M. Mitterrand.

Le deuxième objectif était de prouver que le RPR est un. Non seulement quelque cinq à six mille personnes sont venues dimanche pour les séances plénières du congrès, mais la veille, l'affluence était grande et studieuse dans les

« estalliers », rappelés un peu l'ambiance et de 1988, lorsque l'opposition serait approchée la victoire et qu'elle entrerait de nouveau davantage. Des personnalités extérieures ou des spécialistes notoires n'hésitent plus à venir « plénier » face aux opposants, comme on l'a d'ailleurs déjà vu devant les autres partis de la droite. De surcroît, aucun « courant » organisé et tant soit peu contestataire ne se manifeste plus, alors que c'était encore le cas il y a un an. Si des désaccords portant sur des points particuliers du programme d'expériment, ils ne correspondent pas à des tendances structurées, mais reflètent davantage des interrogations personnelles. C'est le cas, notamment, pour le quinquennat ou pour la réforme électorale, sur lesquels le RPR n'a pas encore pris de position officielle. Aussi M. Bernard Pons, président du groupe de l'Assemblée nationale, est-il apparu tout à fait isolé lorsqu'il s'est placé délibérément à contre-courant des décisions prises, en souhaitant que la réforme de la loi électorale soit abordée sans tarder et en prévoyant un scrutin majoritaire à un tour, accompagné d'une dose de proportionnelle. Malgré les demandes de MM. Chirac et Juppé, il avait refusé de renoncer à cette attitude publique. MM. Pasqua, Séguin, Toubon et Juppé ont fait, en réponse, l'éloge du scrutin majoritaire à deux tours, alors que M. Chirac avait rappelé devant un « estallier » qu'on ne changeait pas les règles juste avant une élection.

Enfin, le RPR a voulu se placer à la pointe de l'union de l'opposition

dont certains leaders — MM. Longueval et Bayrou — assistaient au congrès. Le terme de « rassemblement » ne doit pas se limiter à un seul mouvement, mais englober tous les autres partis de l'opposition, et même tous les adversaires des socialistes. M. Chirac l'oppose à la « division » de la société française, opérée selon lui par les socialistes, et à l'« exclusion » qu'incarne le Front national. Il a renouvelé son offre d'association aux écologistes en termes assez précis, mais sans évoquer les modalités électorales qui rendraient celle-ci possible. En revanche, personne n'a expressément parlé du Front national, comme si chacun se refusait à laisser croire que l'extrême droite pourrait être l'arbitre des prochaines scrutins. M. Chirac, le soir même, à 7 sur 7, a été plus explicite pour refuser catégoriquement tout accord avec le parti de M. Le Pen, et pour dénoncer par contraste le comportement de M. Mitterrand pour qui « la fin justifierait les moyens ». Il est vrai que, dans son programme, le RPR propose, en matière d'immigration, de sécurité, de justice, etc., des solutions inspirées par une fermeté accrue.

Le message que le RPR a ainsi voulu faire passer est qu'il est prêt, au nom de l'opposition tout entière, à l'alternance politique, et que d'ores et déjà, il se donne l'image d'un moteur suffisamment puissant pour entraîner les autres. Depuis quinze ans qu'il existe, le mouvement de M. Chirac a déjà agi de cette façon avec des succès divers. Il prend peut-être, cette fois-ci, le risque d'aller un peu vite en besogne.

L'HISTOIRE... DANS UN CARRÉ

CARRÉ HISTOIRE

Une nouvelle collection de synthèses sur les grandes questions d'histoire, des livres de référence pour l'étudiant, l'enseignant, l'amateur éclairé.

G. Cholley 224 p. - 79 F	J.-L. Pineda 232 p. - 79 F
G. Pervillé 256 p. - 79 F	J. Leduc 240 p. - 71 F

HACHETTE Supérieur

Son perroquet dressé décroche le téléphone, il gagne 8 millions de francs à un jeu télévisé. Sérillon raconte.

France inter

ÉCOUTEZ, ÇA N'A RIEN À VOIR.

QUOI DE NEUF A 10 ? UN REGARD UNIQUE SUR LES FAITS DIVERS. 9h Claude Sérillon

POLITIQUE

La préparation des élections régionales

Les chasseurs d'Aquitaine s'élèvent contre l'«écologie intolérante»

Le mouvement Chasse, pêche, nature, traditions (CPNT) part en guerre contre l'«écologie intolérante». Il présentera des listes aux élections régionales dans les cinq départements aquitains.

BORDEAUX

de notre correspondante

«Faire un meilleur score que les Verts de toutes nuances» et les empêcher d'être les seuls arbitres de l'élection du président du conseil régional : tel est l'objectif affiché du mouvement Chasse, pêche, nature, traditions en Aquitaine. «C'est une lutte contre l'écologie intolérante», a répété à Bordeaux, le 25 octobre, M. Jean Seignaly, trésorier national de CPNT. M. Seignaly, qui préside la fédération des chasseurs girondins, a confirmé qu'il dirigera la liste CPNT en Gironde. Chaque année, en mai, les tireurs de tourterelles s'affrontent aux écologistes qui veulent les empêcher de pratiquer leur sport favori.

L'Aquitaine est un peu le berceau du mouvement CPNT dont la création officielle eut lieu en octobre 1989 à Bordeaux, en Médoc. Cette création faisait suite à la première apparition des chasseurs sur la scène électorale à l'occasion des élections européennes. M. André Goussard, président des chasseurs pyrénéens et président national de CPNT, était alors le porte-drapeau de ce mouvement naissant. Il sera tête de liste en Dordogne pour les régionales. Dans les Pyrénées-Atlantiques, cette place revient à M. Jean Saint-Joseph, également président de la fédération départementale des chasseurs et secrétaire national de CPNT.

CUMUL

Dans les Landes, M. Henri Capdeville, président des sociétés taurines de France, a été pressenti. On attend sa réponse. La situation est «plus compliquée» en Lot-et-Garonne, de l'avis même de M. Seignaly. Dans ce département, le président de la fédération de chasse est en effet un conseiller général PS. Selon M. Seignaly, il a décliné l'offre de CPNT. Le président de la fédération de pêche, qui penche, lui, plutôt du côté de M. Jean François-Ponce, a également refusé de diriger la liste. On attend donc qu'un troisième personnage sorte du chapeau.

L'Aquitaine, où deux cent mille électeurs environ détiennent un

permis de chasse, est actuellement la seule région de France où trois présidents de fédération sur cinq vont prendre la tête d'une liste CPNT. En Gironde, ce cumul de casquettes a suscité quelques remous. M. Jean Barrière, président du groupe communiste au conseil régional (huit élus), a reproché par écrit à Jean Seignaly de confondre les locaux de la fédération de chasse avec une permanence électorale de CPNT. M. Georges Riboulet, proche du PC et président de l'union girondine de défense des chasses traditionnelles, avait auparavant annoncé que son association «ne participerait ni de près ni de loin à quelque élection que ce soit».

Selon M. Seignaly, il n'y a cependant «aucune ambiguïté». Le conseil d'administration de la fédération des chasseurs girondins a donné son accord à la participation de son président aux élections régionales par quatre voix contre une. «Pourquoi n'aurions-nous pas le droit de mener des listes CPNT?

demande M. Seignaly, alors que certains présidents de fédération détiennent déjà des mandats de maires, de députés ou de conseillers généraux sous l'étiquette d'un parti traditionnel?» Gaulliste de toujours mais non adhérent au RPR, M. Seignaly se proclame désormais «cult-terreux et fier de l'être». «CPNT présente un candidat à la présidence de la région, annonce-t-il. Nous ne passerons pas d'alliance. Nous nous déterminerons d'après le dossier.»

Le programme de CPNT est exposé dans un livre blanc qui attaque la «conception anglosaxonne de la nature, biocentrique et zoophile», et critique l'écologie et ses «fausses réponses à de vrais problèmes». «Les Verts, accuse CPNT, veulent imposer à l'espace et à la population rurale un schéma hégémonique d'écologie citadine et de gestion de la faune déconnecté des réalités rurales». Les chasseurs et pêcheurs s'en prennent aussi à l'«émergence d'une Europe des clerics» réductrice et homogénéisatrice.

Il s'agit de «prendre auprès des chasseurs des leçons de régionalisme et de convivialité». M. Seignaly affirme que son mouvement ne défend pas seulement la chasse. «Nous avons notre mot à dire sur tous les dossiers qui touchent à la ruralité et à l'aménagement de l'espace rural : passage du TOV, disparition des zones humides, bétailage du bassin d'Arcachon...», affirme-t-il.

CPNT a donc en ligne de mire à la fois les Verts et Génération Ecologie. Ces deux mouvements alignent en effet des listes en Aquitaine. M. Noël Mamère, maire de Bègles et président régional de Génération Ecologie, dirigera la liste girondine. Il s'est assuré, s'il est élu, la présence de la liste de Lot-et-Garonne d'une vedette de la chanson, Francis Cabrel. En Dordogne, le président de Génération Ecologie annonce qu'il aura aussi sur sa liste un chasseur. Mais un chasseur écologiste.

GINETTE DE MATHA

A Nice, M. Schwartzberg prône «la défense des valeurs républicaines et de l'identité française»

NICE

de notre correspondant régional

M. Léon Schwartzberg, député européen et tête de liste de la majorité présidentielle dans les Alpes-Maritimes, a lancé, samedi 26 octobre, à Nice, sa campagne pour les élections régionales. Il a déclaré qu'il avait «beaucoup hésité» à être candidat dans le département et que M. Bernard Tapie «n'avait été pour rien» dans sa décision. Sa priorité : «Faire barrage au Front national. Un succès du FN dans la région, a-t-il souligné, aurait des conséquences dramatiques. Si l'on devait diriger le département des Alpes-Maritimes, le tourisme tomberait, les étrangers ne viendraient plus. Les entreprises iraient s'installer ailleurs et le chômage augmenterait. Sur le plan national, l'image de la France serait dévalorisée à cause de l'avènement, unique en Europe, de ce genre de personnage (Jean-Marie Le Pen) et de sa clique. Ce serait, aussi, pour lui, un tremplin pour arriver à ses fins.»

Interrogé sur la composition de la liste qu'il conduira, le candidatologue

a indiqué qu'il ne poserait qu'une seule condition : «La défense des valeurs républicaines et de l'identité française.» «Ma liste, a-t-il indiqué, sera largement ouverte. La fédération socialiste aura, naturellement, son mot à dire. A gauche, il n'y a aucune exclusion. A droite, on peut envisager d'accueillir tous ceux qui feront la promesse sacrée de ne jamais s'allier avec le Front national.»

La présence, aux côtés de M. Schwartzberg, du professeur J.-F. Cassuto, «adjoint (sans étiquette) au maire de Nice, témoigne de cette volonté d'ouverture. Ce professeur d'ophtalmologie de la faculté de médecine de Nice, président de la Ligue départementale de

lutte contre le sida, avait démissionné de son mandat, le 2 avril 1990, avec deux autres élus municipaux d'origine juive pour protester contre le rapprochement de M. Jacques Médéric avec le FN.

M. Cassuto a, publiquement, témoigné son appui au professeur Schwartzberg et pourrait être amené à partager le combat de celui-ci dans le département. Le chef de file de la majorité présidentielle a précisément manifesté sa volonté de s'attaquer «au grand problème de santé publique posé, dans les Alpes-Maritimes, par les fléaux du sida et de la toxicomanie».

GUY PORTE

DÉFENSE

Tirant les leçons de la guerre du Golfe

La France relance un projet d'hélicoptère radar

En prévoyant de lui consacrer quelque 100 millions de francs d'autorisations de programme en 1992, la France relance son projet - baptisé Horizon - d'un hélicoptère porte-radar de surveillance, auquel elle avait renoncé avant que n'éclate la guerre du Golfe en août 1990. Cette initiative se traduit par l'acquisition de deux prototypes de cet hélicoptère, un Super-Puma à bord duquel est embarqué un radar Doppler pouvant détecter toute cible mobile à 150 kilomètres.

A l'origine, le projet de l'armée de terre, qui s'appelait Orchidée, consistait, pour une dépense de 7,5 milliards de francs, d'aligner vingt hélicoptères Super-Puma équipés d'un radar à impulsions, de puissants moyens de contre-mesures électroniques, et disposant d'une antenne repliable sous la queue de l'appareil. Trois stations Mistigri au sol devaient analyser et traiter les données reçues en temps réel. A 3 000 mètres d'altitude, Orchidée était censé repérer, entre 70 et 150 kilomètres de distance, des véhicules terrestres et des hélicoptères volant en rassemblement à 300 kilomètres à l'heure.

Le but du système était de pouvoir localiser et identifier des cibles adverses en profondeur, au-delà de la ligne des contacts, pour préparer l'engagement d'un corps d'armée en Europe, avant une frappe nucléaire éventuelle, ou celui de la Force d'action rapide (FAR) sur des territoires extérieurs.

Quelques semaines avant l'invasion du Koweït par l'armée irakienne, le ministère de la défense choisissait d'annuler ce programme pour des raisons de coût. Il existait alors un seul prototype simplifié en cours d'essai, pour le développement d'un projet d'un milliard de francs sur les 4 milliards prévus par les industriels sous la maîtrise d'œuvre du groupe Aérospatiale - avait déjà été engagée depuis 1986. En décembre 1990, l'armée de terre décidait d'envoyer en Arabie

soudite ce démonstrateur qui ne dépendait pas d'elle, mais appartenait à ses constructeurs. Cette opération était baptisée Horus.

An plus fort de la guerre contre les troupes de M. Saddam Hussein, en février, le démonstrateur Horus a permis à la division Daguet, mais aussi à des avions A6 de l'aéronavale et à des hélicoptères Apache de l'armée de terre américaines d'attaquer des convois de blindés irakiens ou des radars au sol. Plus de trente missions, dont une dizaine de nuit, ont été accomplies au profit des alliés. Ces actions ont, après coup, été jugées particulièrement efficaces par la coalition.

Des moyens complémentaires de surveillance

Pour ses besoins de renseignement, Daguet a, du reste, utilisé bien d'autres matériels dont la division était démunie ou qui étaient encore en expérimentation. La France ne l'a pas révélé à l'époque. Par exemple, pour déceler le trafic radio des unités ennemies au contact, elle a dû acheter à l'étranger deux stations de gonio-métrie à très hautes fréquences montées sur des Toyota. De même, elle a déployé, pour la même mission, des batteries MARTI, qui sont des avions légers téléguidés ALT équipés de deux caméras de surveillance du champ de bataille, transmettant leurs images à des écrans au sol et installés, à l'origine, sur des véhicules israéliens par leur concepteur français, le groupe Intertechnique : ces ALT, qui peuvent voler cinq à six heures d'affilée, portent jusqu'à 200 kilomètres de distance, bien au-delà des seules exigences de l'artillerie.

Tirant les leçons de la guerre du Golfe, le ministère de la défense vient de décider de consacrer, dans le cadre de son projet de budget pour 1992, quelque 100 millions de francs d'autorisations de programme à l'acquisition - au bénéfice de l'armée de terre - de deux prototypes de radar hélicoptère qui fondent désormais le projet baptisé Horizon. Par là, il faut entendre le lancement d'un programme qui aura été simplifié

par rapport à Orchidée et dont les livraisons seront davantage étalées dans le temps. Avec dix hélicoptères Super-Puma et deux stations d'exploitation, dont les performances seront réduites, le programme Horizon serait deux fois moins cher.

Ce sera à la loi de programmation militaire 1992-1997, soumise au Parlement au printemps prochain, de déterminer le sort définitif du projet Horizon, son ampleur et son prix. De même, ce sera à cette programmation - dont les grandes lignes seront arrêtées à la fin de l'année - de préciser si le nouveau système Horizon, ou non, besoin, comme l'armée de terre le souhaite, d'être complété par l'acquisition d'un engin léger téléguidé (ou drone) pour la surveillance directe du champ de bataille. Deux programmes qui n'ont pas la même ambition technique, ni le même coût, sont en concurrence : le Brevet du

groupe Matra et l'ALT du groupe Intertechnique.

Déjà partiellement développé aux frais des Israéliens qui voulaient disposer d'un engin comparable à un drone américain revu et corrigé par les Israéliens, l'ALT est beaucoup moins cher - sans doute aussi un peu moins performant - parce que plus rustique. - et il a pour lui d'avoir des débouchés aisés dans le civil avec la surveillance de la circulation routière, des feux de forêt ou de la pollution. Le Brevet, qui est un petit avion furtif piloté du sol, porteur d'une caméra infrarouge et plutôt destiné à la fin de cette année à un théâtre des opérations Centre-Europe, est sensiblement plus onéreux mais il a un allié de poids : en sa faveur, l'Allemagne, qui participe pour moitié à un projet aboutissant à créer une industrie européenne du renseignement.

JACQUES ISNARD

La crise du Golfe a coûté 10,5 milliards de francs à la France

Selon des estimations de source gouvernementale communiquées à la commission sénatoriale des finances, l'effort de guerre de la France dans le Golfe a représenté un surcoût de 10,5 milliards de francs, dont quelque 6 milliards de francs (fonctionnement des unités et achat ou usage des matériels) pour les seules opérations militaires. Le reste de ces charges budgétaires est lié notamment aux risques, non approvisionnés à l'origine, des garanties que la COFACE a apportées à des contrats, civils ou militaires, signés avec des pays de la région et perturbés dans leur exécution par les événements.

Au titre de leur propre surcoût de dépenses entraînées par la mise sur pied de la division Daguet, les armées n'ont pas été soumises aux économies imposées durant l'été 1990 par le gouvernement à d'autres administrations. Elles ont bénéficié, à ce jour, d'un décret dit

d'avances, qui a représenté une somme de 1,5 milliard de francs pour leur fonctionnement. Le solde sera examiné lors de l'élaboration d'un «collectif» budgétaire prévu pour la fin de cette année.

En attendant, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a expliqué aux sénateurs qu'il subsistait «un important coût résiduel» lié au non-règlement de certaines dépenses du Golfe, mais aussi de dépenses des autres opérations extérieures (Liban, Tchad, Zaïre et Comores). Pour le seul surcoût, en 1991, du fonctionnement des armées, il s'agit d'un besoin de financement supérieur à 2,5 milliards de francs dans l'immédiat. M. Joxe a indiqué que, faute d'être résorbé, ce besoin obligera à des reports de charges importants en 1992, qui «obérerait» l'exécution du projet de budget de la défense des premiers mois de l'année prochaine.

DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC AUX MEILLEURES TABLES.



Les grands chefs et sommeliers de la gastronomie ont choisi VOLVIC pour son extrême pureté issue du filon naturel des volcans d'Auvergne. Retrouvez aux meilleures tables l'eau qui valorise la saveur des mets les plus fins.

volvic L'EAU DES SAVEURS INTACTES

(Publicité)

L'Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité (ADMD) organise un Colloque

«MOURIR DANS LA DIGNITÉ» Vivre sa mort : un choix, un droit les samedi 16 et dimanche 17 novembre 1991, de 9 h 30 à 17 h 30

au Palais des Congrès, Porte Maillot, à Paris.

Qui d'entre nous n'a pas souffert de voir l'un des siens mourir dans l'indignité ?

Qui ne voudrait être sûr que lui et ceux qu'il aime pourront approcher dignement la mort ? Chacun doit être assuré que ses volontés concernant la fin de sa vie seront respectées par tous.

Parmi les intervenants : Dr Claudine BASCHET, Claude BESSY, Henri CAILLAVET, Anne-Marie DOUREN-ROLLIER, Benoîte GROUIT, Pr Yvon KENIS, Claude MARCUS, Jacques POHIER, Pr Léon SCHWARTZENBERG, Pierre SUDREAU. Les débats seront animés par Louis BÉRIOT, Doisy de GALARD, Aline PAULIER, Guy THOMAS.

Pour tout renseignement : ADMD, 103, rue La Fayette, 75010 Paris. Tél. : 42.85.12.22 - Fax : 45.96.00.50.

Fabius rejet
de responsa

de
la
tes
co
UI
De
mi
na
en
de
Pri
vo

I
l'a
mc
frai
par
der
aff
ma
pej
for
M.
34
pre
d'F
ful
coc
for
ma
du
car
rev
de
avi
tali
Pa
mo
no
de
br
été

l
cor
des
été
«J
M.
été
le
ret
pa
fra
pou
tte
en
pli

vie bordel
de Kiki

Les affaires liées à la transfusion du sang

Embarras politiques

par Jean-Yves Nau et Franck Nouchi

M. Fabius rejette toute responsabilité

Suite de la première page

« Les experts, à l'époque, ont déclaré M. Fabius, reconnaissant, datent tous une certaine solution. On sait maintenant, avec les connaissances que nous avons en 1991, que cette solution était dangereuse. Mais, à l'époque, le Comité national pour l'hépatite se réunissait le 19 juin et, à l'unanimité, demandait la solution qui a été appliquée. Le Comité consultatif de la transfusion sanguine se réunissait le lendemain avec tous les pontes de la médecine. Il demandait la même solution. Et c'est cette solution-là qui a été appliquée. On ne peut pas juger ce qui s'est passé à l'époque avec nos connaissances d'aujourd'hui. »

Concernant ensuite la volonté du gouvernement de vouloir favoriser le test de dépistage de l'institut Pasteur par rapport à celui de la firme américaine Abbott, M. Fabius a estimé que ce n'était pas le cas. « Mon conseiller, a-t-il déclaré, était le professeur François Gros. Un grand savant [...] C'est lui qui présidait cette réunion (une réunion interministérielle qui s'est tenue à Matignon le 9 mai 1985 - NDLR). M. Hervé a dit que les demandes d'agrément des tests avaient été déposées en février 1985. Le 11 février pour le test américain. Le 25 février pour le test français. A partir de ces demandes, toute une série de vérifications ont été faites. Elles ont abouti le 15 juin à l'agrément des deux tests. Cela fait justice de toute une série d'accusations prononcées. Je ne peux pas accepter que l'on mette en cause des décisions prises par des autorités comme François Gros. »

A propos du professeur Jacques Roux, M. Fabius a précisé qu'il ne l'attaquait pas en diffamant pour ce qu'il avait dit concernant les transfusions sanguines vers le Centre informatique mondial et Matignon. « Je l'attaque parce qu'il dit que le premier ministre de l'époque a pris de l'argent pour le sida pour des fins quasiment personnelles, électorales. »

Sur les réglementations budgétaires, M. Fabius a expliqué que cette pratique était très fréquente. « Mais, à ma connaissance, aucune action concernant la lutte contre le

sida, aucune action en 1984-1985 n'a été empêchée pour des raisons de limitation ou de transfert budgétaire. Sur l'autre aspect, qui consiste à dire que j'aurais pris des fonds sur la lutte contre le sida pour des fins personnelles ou électorales, je dis que c'est faux. M. Roux est membre du comité central du Parti communiste mais qu'il n'y a aucun argument qui justifie ce type d'accusation. Vous vous rendez compte de ce que ça signifie ? J'ai aussi un honneur, une famille. »

Une affaire « monstrueuse »

Samedi 25 octobre, le président du tribunal de Paris, M. Jacqueline Cochard, avait rejeté la requête de M. Laurent Fabius qui lui demandait d'interdire aux six chaînes nationales de télévision de diffuser les propos du professeur Jacques Roux. Le magistrat a cependant ordonné aux six chaînes de faire précéder les déclarations du professeur Roux d'un communiqué faisant état des protestations de M. Fabius et informant de la procédure engagée à sa demande contre le professeur Roux. L'ordonnance de référé ajoute que ce communiqué devra être « inséré de façon très claire et lisible en image sur les écrans et être lu par un présentateur. »

Toujours sur TF1, dans l'émission « 7/7 », M. Jacques Chirac a qualifié cette affaire de « monstrueuse ». Il a estimé qu'on avait « joué avec la vie humaine en utilisant du sang dont, semble-t-il, on savait qu'il était contaminé. » « Rien, aucune considération d'ordre administratif, politique, économique, commercial, financier, ne peut justifier ou excuser une telle situation », a-t-il conclu.

M. Edmond Hervé, qui était secrétaire d'Etat à la Santé au moment des faits, est lui aussi sorti de son silence. « De 1980 à 1983, a-t-il rappelé sur FR3, les crédits de la prévention générale ont été multipliés par trois. La Sécurité sociale dans ce domaine comme dans d'autres, a fonctionné à guichet ouvert. Voilà quelle est la réalité. »

Le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, a pour sa part

déclaré qu'il « n'est pas question de mettre qui que ce soit à l'abri de la justice ou de sa responsabilité ». Quant au ministre délégué à la Santé, M. Bruno Durieux, il a simplement voulu démentir un passage de l'interview que le docteur Michel Garretta, l'ancien directeur général du CNTS, avait accordé au Monde (daté 27-28 octobre), dans lequel il affirmait que M. Durieux lui avait demandé de ne pas démissionner. « C'est inexact, a déclaré M. Durieux. Je lui ai dit que cette décision relevait de sa conscience, et je ne l'en ai pas dissuadé. »

Le président de l'association des polytransfusés, M. Jean-Pierre Garretta, a lui aussi, sur Europe 1, réagi à l'interview du docteur Garretta. Comme ce dernier, il a mis en cause la responsabilité des médecins prescripteurs : « Les hémophiles avaient le devoir d'informer leurs malades, a-t-il déclaré. Les hémophiles avaient, au moins, droit au libre choix. » « Mais de là à ce que le docteur Garretta se transforme en victime, estime-t-il, il y a un pas impossible à franchir. Il était directeur général du CNTS. Il a laissé écouler des produits qu'il savait contaminés à 100 %. Il avait le devoir comme tout médecin d'alerter les hémophiles. Il ne l'a pas fait. » Selon lui, M. Garretta n'est pas le seul coupable. M. Jean-Benoît (président du conseil d'administration de la Fondation nationale de transfusion sanguine jusqu'en décembre 1984 - NDLR) « savait tout, était au courant de tout, et il n'a rien dit à l'époque. »

Autre personnalité à réagir à l'interview du docteur Garretta, le docteur Robert Netter, ancien directeur du Laboratoire national de la Santé et lui aussi inculpé. Dans une interview accordée au Figaro, lundi 28 octobre, il a contesté à maintes reprises les déclarations de l'ancien directeur général du CNTS. Considérant qu'« à partir de janvier 1983 il n'y avait plus de sang, mais qu'il y avait du sang contaminé, que des tests avaient été disponibles ou non », il affirme que le docteur Garretta est « allé résolument à contre-pied des recommandations de son prédécesseur (le docteur Robert Netter, ancien directeur du Laboratoire national de la Santé en 1983 et 1984, a réitéré mises en garde. Il a conseillé de revenir aux anciens produits, les cryoprécipités, plus sûrs (quelques fois archaïques) que les produits congelés. »

En outre, le docteur Netter affirme qu'il est « étonné d'affirmer, comme le fait le docteur Garretta, que l'on importait des produits chauffés à chaque fois que les médecins prescripteurs le

demandaient. « S'il y a eu quelques importations, il est de notoriété publique que de nombreuses demandes médicales de produits chauffés n'ont pas été saisies. »

Pour sa part, le professeur Jean Loygue, ancien administrateur et président de la Fondation nationale de transfusion sanguine et actuel adjoint au maire de Paris, a annoncé dimanche 27 octobre qu'il souhaitait « être associé aux côtés du docteur Michel Garretta en tant qu'administrateur depuis décembre 1978 et président de juin 1986 à avril 1991 de la FNTS. »

Un « comité vérité »

Dans un communiqué transmis par l'avocat de M. Garretta, M. Charvet, le professeur Loygue annonce en outre la constitution d'un « comité vérité » afin « de faire valoir la totale réalité des faits et celle de leur contexte. » « Il n'y a pas eu de scandale dans l'action du docteur Garretta », indique-t-il, précisant que « l'on accreditait cette idée sur fond de haine et de vengeance. » Le professeur Loygue souligne qu'en mai 1991 les administrateurs de la FNTS avaient demandé au gouvernement la constitution d'un groupe d'experts internationaux indépendants, mais que « cette demande n'a pas été écoutée. »

Enfin, le ministre des affaires sociales et de l'intégration, M. Jean-Louis Bianco, a décidé, samedi 26 octobre, de « poursuivre en diffamation » M. Jean-François Revel. Dans son éditorial diffusé samedi matin sur Europe 1, M. Revel regrettait l'attitude des responsables politiques consistant « à rendre les journalistes responsables de la réalité qu'ils décrivent parce qu'ils la décrivent, et alors qu'ils se bornent à la décrire. »

Selon M. Revel, un bel exemple de cette « hypocrisie » a été fourni par le discours prononcé par M. Bianco à l'Assemblée nationale (le Monde du 24 octobre). « On peut tuer les gens, mais il ne faut pas les affoler », ajoutait l'éditorialiste. Dans un communiqué, M. Bianco juge ces propos « gravement diffamatoires », et réitère les critiques qu'il formulait à l'encontre du titre du Monde.

J.-Y. N. et F. N.

JUSTICE

Devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône

La vie bordée d'épines de « Kiki la rose »

MARSEILLE

de notre correspondant

Après sa prestation au cours de « Ciel mon mardi » où elle avait défendu - plus marseillaise que nature - la réputation de sa ville mal-aimée, on attendait quelque chose comme une « pagnolade judiciaire » devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône. Paulette Carakulaki, soixante-trois ans, bouquetière depuis quarante ans, à qui son cri de guerre « qui veut mes roses ? » avait valu le surnom de « Kiki la Rose », y comparait-elle aux côtés de sa sœur, Georgette, cinquante-trois ans et de son fils, Michel, quarante-trois ans.

Elle était accusée de complicité de meurtre avec préméditation sur la personne de Nicolas Pons, son beau-frère, assassiné de deux balles dans la tête, dans une rue du quartier du Panier, par son propre neveu. Tous trois prétendaient avoir mis ainsi fin au calvaire de Georgette, régulièrement battue par son époux depuis trente ans.

Nicolas Pons était mort le lendemain même du soir où dans le micro tendu par Dechavanne, Kiki s'était écriée : « A Marseille, il n'y a pas plus de bandits qu'à Paris. » En fait de Pagnol, c'est à Berthe Silva (1) que l'on a songé tout au long des trois jours du procès. Car, si les roses de Kiki n'étaient pas blanches, elles étaient garnies d'épines et il revient au président Bernard Fayolles d'avoir su mener les débats avec tact et surtout d'avoir su écouter jusqu'au bout une histoire comme n'en avait pas osé imaginer le pire de ces auteurs

de mélés qui, dit-on, « faisaient pleurer Margot ».

Pendant trente ans, sans se lasser, Michel Pons a tapé sur sa femme. « Chaque fois qu'il m'offrait des fleurs, dira Georgette, avant, j'avais pris des coups. Sa vie à cette femme, ce sont des bleus allumés avec des séjours en hôpitaux psychiatriques. Je savais à une maladie dans une autre, monsieur le président. Alors, un beau soir, a expliqué Kiki, il a fallu choisir entre Georgette, qui voulait une fois de plus se suicider, et lui. Ça a été lui. » C'est Michel - un enfant naturel qu'un « docteur de Paris » chez qui elle était bonne à tout faire avait laissé en gage à Kiki lorsqu'elle avait vingt ans - qui sera le bras armé des sœurs Carakulaki.

Pour Georgette : « Il n'y avait plus que ça pour m'élever la tristesse ». « Une fatalité ! », lance Kiki. Les psychiatres disent la même chose avec d'autres mots. Le ministère public lui-même, par la voix de l'avocat général Yves Le Bent, reconnaît le climat de violence, mais se refuse à accabler Michel Pons « parce que c'est tout de même lui la victime ». Il appelle à une nécessaire régression malgré les circonstances atténuantes. Ces dernières vaudront à Kiki son acquittement, mais pas à Georgette condamnée à huit ans de réclusion criminelle et Michel à six ans en raison de la préméditation : Kiki aura le mot de la fin : « C'est un drame de plus dans les deux familles. »

JEAN CONTRUCCI

(1) Du nom de la chanteuse rendue célèbre par les « Roses blanches ».

POLICE

La gestion informatique des cartes de séjour permis de conduire et cartes grises va être généralisée

L'introduction systématique de l'ordinateur dans les préfectures devrait rendre plus difficile les fraudes aux cartes grises, aux permis de conduire et aux cartes de séjour. Trois mille terminaux informatiques vont être installés dans les services chargés de délivrer ces documents, a annoncé le ministère de l'Intérieur en présentant à la presse, vendredi 25 octobre, l'utilisation des trois nouveaux fichiers mis en œuvre simultanément pour la première fois à la préfecture de Chartres (Eure-et-Loir).

L'informatisation se traduit par la création progressive de fichiers nationaux pour les étrangers, les immatriculations de véhicules (41 millions de cartes grises) et les permis de conduire. Selon le ministère, le système devrait non seulement permettre de mieux détecter certaines fraudes comme les inscriptions multiples dans plusieurs départements, mais aussi améliorer notablement l'accès du public et les connaissances statistiques.

Policiers et gendarmes pourront avoir accès à ces données dont la cohérence nationale devrait être assurée par la mise à jour en temps réel. La suppression des échanges postaux, générateurs de délais et de lourdeur, doit aboutir à une accélération de la délivrance des documents. A Chartres, le délai d'attente pour un duplicata de permis de conduire, est passé de six semaines à vingt-quatre heures et doit être prochainement réduit à une heure. Les récépissés de carte de séjour peuvent désormais être imprimés immédiatement, tandis que les données recueillies

□ Raccourci. - Contrairement à ce que nous avons indiqué dans le Monde du 26 octobre, le journaliste et écrivain Pierre Pén, au domicile duquel, ont été découverts des écoutes téléphoniques, n'a jamais collaboré à l'Idol international.

lies au guichet sont transmises sur le champ au centre chargé de fabriquer les documents, à Levallois (Hauts-de-Seine).

L'utilisation de l'informatique pour gérer les quatre millions de dossiers d'étrangers, expérimentée dans la Seine-Saint-Denis depuis juin, doit être généralisée d'ici à 1993. La gestion automatisée des permis de conduire a été rendue nécessaire par la mise en place du permis à points, et concernera toutes les préfectures en juillet 1992. Les trois applications informatiques - dossiers des étrangers, cartes grises et permis de conduire - vont nécessiter au total l'installation de trois mille terminaux dans les préfectures et certaines sous-préfectures d'ici à 1993, pour un budget total de 650 millions de francs. Ph. Ba.

FAITS DIVERS

□ Deux morts dans un règlement de comptes à Marseille. - la flambée de violence enregistrée dans le « milieu » marseillais depuis quelques semaines a fait, samedi 26 octobre, deux morts et un blessé grave. Peu après 20 heures, plusieurs hommes, cagoules et munis d'armes de gros calibre, ont fait irruption dans le bar de « La Grotte-Rolland », au sud de Marseille. Ils ont ouvert le feu, criblant de balles Vincent Pivanti et Joseph Coppola, considéré comme un des parrains de la pègre locale. Marcel Marando, un boulangier fiché, a été grièvement atteint. Ce règlement de comptes pourrait être mis en rapport avec la vingtaine de meurtres qui déciment depuis le début de l'année le milieu marseillais. Ces derniers semaines ont été tués : Barthélémy Lion, le 28 septembre; Dominique Boschi, le 9 octobre; l'ancien boxeur professionnel Vincent Parra, le 18 octobre. Les enquêteurs estiment toutefois « prématuré » de parler de « guerre des gangs ».

(Publicité)

L'Office franco-allemand pour la jeunesse et Le Monde

organisent une table ronde

« LES JEUNES ET LA VIOLENCE EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE : MÊMES SYMPTÔMES, MÊMES CAUSES ? »

animée par Philippe Bernard, le Monde

avec

MARIE RICHARD
ministère de la jeunesse et des sports

REINHARD WABNITZ
ministère fédéral des femmes et de la jeunesse (Allemagne)

JEAN-CLAUDE ROUTHIER
Office franco-allemand pour la jeunesse

CLAUS LEGGEWIE
université de Gießen

DIDIER LAPEYRONNIE
Ecole des hautes études en sciences sociales

BRIGITTE MOHR
Frankfurter Allgemeine Zeitung

le jeudi 31 octobre 1991, à 20 heures

à la Maison Heinrich Heins
Fondation de l'Allemagne

Ché internationale universitaire de Paris
27 C, boulevard Jourdan, 75014 PARIS - Métro-RER : Ché Universitaire

Entrée libre.

SOCIÉTÉ

RELIGIONS

L'assemblée plénière des évêques à Lourdes

Mgr Duval riposte aux « agressions » des publicitaires

La partie publique de l'assemblée plénière des évêques français à Lourdes s'est ouverte, dimanche 27 octobre, par un discours de Mgr Joseph Duval, archevêque de Rouen et président de la Conférence des évêques de France, qui a notamment riposté aux « agressions » des publicitaires.

LOURDES

de notre envoyé spécial

« Les catholiques de ce pays ne sont pas une minorité méprisable. L'assemblée plénière des évêques a commencé par un double coup de colère de son président, Mgr Joseph Duval, connu comme un homme plutôt réservé et de sang-froid, dénonçant à la fois l'utilisation de des fins publicitaires de thèmes religieux et l'organisation de la semaine scolaire qui ne dégage pas assez de temps, à l'entendre, pour la formation religieuse des enfants.

Les publicitaires se livraient, selon lui, à « une véritable agression » contre les catholiques. « Ils se sont emparés d'images et de symboles religieux pour les utiliser, dit le président des évêques, dans un sens qui les travestit et les tourne en dérision. » Si l'argument n'est pas neuf, il vise, cette fois, la publicité Benetton montrant le baiser d'un prêtre et d'une religieuse et celle, plus récente encore, de Manix, une marque de préservatifs qui cite la formule évangélique « Aimez-vous les uns les autres » pour illustrer le geste d'un homme et d'une femme ouvrant un préservatif. Cette publicité, apparue dans des pharmacies du Midi de la France, choquant d'autant plus l'épiscopat que celui-ci est réticent, on le sait, envers de toute campagne de prévention contre le sida fondée sur le seul préservatif.

La hiérarchie catholique ne veut pas donner l'impression de suivre les intégristes (qui ont demandé, sans succès, aux tribunaux l'interdiction de la publicité Benetton) ni de porter atteinte à la liberté d'expression des publicitaires. Aussi leur président, Mgr Duval, s'est-il placé sur le terrain de la « lutte », qu'il considère plus respectueuse des convictions religieuses, et réclame-t-il l'intervention des pouvoirs publics : « Je demande, a-t-il dit, que la loi catholique soit respectée au même titre que l'est celle des autres croyants de ce pays. Il s'agit d'un droit dont les pouvoirs publics sont garants. Je leur demande de veiller à ce que soit réel le respect de ce droit, en n'autorisant pas la diffusion d'images et la réalisation de campagnes publicitaires susceptibles de heurter plusieurs millions de Français. »

Le même ton a été employé pour traiter d'un autre sujet cher aux évêques : celui du temps

réserve à la formation religieuse qui ne serait pas garanti, selon Mgr Duval, par le décret du ministère de l'éducation sur l'assouplissement des horaires scolaires. « A-t-on mis directement en cause M. Jospin ? » Je regrette que les échanges avec le gouvernement au sujet des rythmes scolaires et, par là, des temps hebdomadaires consacrés à la formation religieuse des jeunes, n'aient pas abouti de manière satisfaisante, a déclaré le président des évêques de France. La place légitime que doit occuper cette formation dans la semaine scolaire des enfants n'a pas été pleinement reconnue.

Réunion extraordinaire sur l'enseignement catholique

Pour ne pas donner prise, malgré ces expressions d'humeur, au soupçon de repli et de frilosité, l'épiscopat a choisi d'aborder cette année à Lourdes un certain nombre de questions liées à la situation économique, sociale et à l'avenir de l'Europe. Mais l'impression de flottement domine. Il y a moins d'un mois, la commission sociale avait publié un texte jugé décevant sur la politique.

« L'atelier » ouvert sur les questions sociales, cette fois en assemblée plénière, a donné lieu, dimanche, à de nouvelles critiques en séance publique, venant notamment de deux évêques, Mgr Dubout, évêque aux armées et Mgr Cuminal, évêque de Blois : manque d'instruments de référence, sous-estimation, dans le discours traditionnel de l'Eglise, des effets pervers de la solidarité (« assistantat »), du coût financier des réformes sociales, des besoins propres à l'économie, etc.

« Nous sommes au-delà de nos compétences », lance un évêque, face à la crise du monde agricole, à l'aggravation du chômage, à quelques semaines du sommet européen de Maastricht jugé capital, la hiérarchie catholique française se sent la nécessité d'intervenir ; mais elle se montre impuissante à appréhender une telle diversité de problèmes et à définir une méthode.

Les évêques ont également décidé de repenser à une assemblée plénière extraordinaire – procédure rarissime – au mois de juin prochain à Paris, l'adoption des nouveaux statuts de l'enseignement catholique. Cet ajournement montre l'ampleur des difficultés intervenues pour représenter les liens entre l'épiscopat et l'enseignement catholique (le Monde du 24 octobre).

Succédant à Mgr Bernard Panfili, arrivé à la fin de son mandat de six ans, c'est Mgr Michel Colani, évêque de Dijon, ancien évêque auxiliaire de Paris, qui aura la charge de suivre ce dossier de l'enseignement catholique. Il a été élu président de la commission épiscopale du monde scolaire et universitaire.

A la tête de la commission de l'enseignement religieux, qui doit notamment négocier avec le ministère la question du temps réservé à la catéchèse, Mgr Louis-Marie Billé, évêque de Laval, succède à Mgr Pierre Plateau, archevêque de Bourges. Trois autres commissions changent de présidents : ont été élus à la commission sociale Mgr Albert Rouet, évêque auxiliaire de Paris ; à la commission du monde ouvrier Mgr Daniel Labille, évêque de Soissons ; à la commission de la liturgie Mgr Michel Monod, évêque de Nîmes.

Enfin, c'est le Père Bernard Lagoutte, directeur général de la Caisse de Cautances, qui succède au Père Claude Cestron, nouveau recteur de l'université catholique d'Angers, comme secrétaire général adjoint de la conférence des évêques, chargé des questions pastorales.

HENRI TINCQ

LOTTO SAMEDI 28 OCTOBRE 1991

19855

6	16	16	27	37	41	42
---	----	----	----	----	----	----

10 millions de francs

5 millions de francs

2 millions de francs

1 million de francs

500 000 francs

100 000 francs

20 000 francs

10 000 francs

5 000 francs

2 000 francs

1 000 francs

500 francs

200 francs

100 francs

50 francs

20 francs

10 francs

5 francs

2 francs

1 franc

50 centimes

20 centimes

10 centimes

5 centimes

2 centimes

1 centime

LOTTO SAMEDI 28 OCTOBRE 1991

RESULTATS OFFICIELS

6	16	16	27	37	41	42
---	----	----	----	----	----	----

10 millions de francs

5 millions de francs

2 millions de francs

1 million de francs

500 000 francs

100 000 francs

20 000 francs

10 000 francs

5 000 francs

2 000 francs

1 000 francs

500 francs

200 francs

100 francs

50 francs

20 francs

10 francs

5 francs

2 francs

1 franc

50 centimes

20 centimes

10 centimes

5 centimes

2 centimes

1 centime

Galère sur le Pacifique

Suite de la première page.

Parti pour cinq mois de galère, le rameur solitaire a rompu un peu plus longuement son silence. Le 9 octobre, pour fêter son centième jour d'océan, il venait de franchir le cap des deux tiers de son interminable traversée. Les radios, la famille, les amis, se sont bousculés sur les ondes. Depuis, Gérard d'Aboville est retourné à sa solitude mais semble vivre des moments particulièrement difficiles. Sa progression a été ralentie par des vents contraires. La brume enveloppe son canot, le plus souvent immobilisé sous une flotante pour ne pas reculer. Le navigateur qui essie de dormir, avec bottes et ciré, dans ses deux sacs de couchage, le « marais salé » et la « serpillère », détrempe par vingt-sept chavirages (cinq seulement lors de sa traversée de l'Atlantique), évoque plus souvent qu'à son habitude le froid et des douleurs aux articulations, aux muscles, au bassin.

Médecin de la course autour du monde en solitaire et sans escale à la voile, le docteur Jean-Yves Chauve, qui conseille Gérard d'Aboville pour cette aventure, a été appelé pour une consultation à distance, abrégée par le rameur. « Gérard est un être entier, assez fermé et qui s'estime capable de gérer ses problèmes tout seul, explique le médecin. Pour ses cent jours de mer, il a replié, même à distance, dans notre monde. Dans ce genre d'aventure de longue durée, il est essentiel de se fixer des buts rapprochés : penser au tiers, puis à la moitié, aux deux tiers, aux trois quarts de la course. Là, on lui a beaucoup parlé de l'arrivée. Ça le peut-être déconcentré, déstabilisé. Les liaisons radio sont une arme à double tranchant. Elles accentuent les tendances de celui qui les reçoit. Elles peuvent être très stimulantes si tout va bien ou, au contraire, très déprimantes. Mais le multiple aspect de Gérard n'est pas forcément inquiet. Peut-être s'est-il replié sur lui-même pour se reconcentrer, se ressourcer. »

Conditionnement

Plus qu'un exploit sportif, une telle traversée du Pacifique par un rameur qui a fêté en mer ses quarante-six ans est avant tout une exploration de soi. Une quête de ses propres limites physiques et psychologiques. Pour ses cent jours de mer, il a replié, même à distance, dans notre monde. Dans ce genre d'aventure de longue durée, il est essentiel de se fixer des buts rapprochés : penser au tiers, puis à la moitié, aux deux tiers, aux trois quarts de la course. Là, on lui a beaucoup parlé de l'arrivée. Ça le peut-être déconcentré, déstabilisé. Les liaisons radio sont une arme à double tranchant. Elles accentuent les tendances de celui qui les reçoit. Elles peuvent être très stimulantes si tout va bien ou, au contraire, très déprimantes. Mais le multiple aspect de Gérard n'est pas forcément inquiet. Peut-être s'est-il replié sur lui-même pour se reconcentrer, se ressourcer. »

Gérard d'Aboville n'avait pas procédé autrement en 1980, lorsqu'il avait tenté et réussi, dans l'incroyable pitié à la surprise générale, la première traversée de l'Atlantique en solitaire, à la rame, après avoir parcouru les 2 800 miles (4 500 km) séparant Cap Cod (Etat de New-York) de Brest en soixante-deux jours. Passionné par la vie d'aventurier comme Henri de Monfreid, il s'était lancé très jeune dans un tour du monde à la voile, finançant son odyssee par des petits

travaux effectués lors des escales. Mais c'est le récit d'une traversée à la rame entre Terre-Neuve et l'Irlande par deux Anglais qui allait bouleverser sa destinée.

Gérard d'Aboville avait mis deux ans pour finaliser son projet en construisant lui-même un canot en bois moulé de 5,20 mètres de long. Onze ans plus tard, il a tiré

les leçons de cette première expérience et bénéficié des progrès enregistrés depuis en matière de navigation pour s'attaquer à la traversée du plus grand des océans. Son nouveau canot (Sector), conçu en collaboration avec l'architecte rochelais Jean Barret, mesure 8 mètres de long et 1,80 mètre de largeur maximale. Construit en sandwich carbone et mousse, son poids ne dépasse pas 150 kilos à vide.

Le canot est divisé en trois parties. L'avant, ponté, abritait 160 kilos de vivres, essentiellement des produits lyophilisés susceptibles de fournir quelque 3 500 calories par jour pour une traversée de cinq à six mois. Au centre de l'embarcation, se situe le poste de navigation, avec un siège d'aviron coulissant, semblable à ceux qu'on trouve dans les salles de gymnastique, mais qui actionne une petite pompe pour dessaler l'eau de mer. Lorsqu'il ne sonque pas sur l'une de ses trois paires d'avirons, de 3 à 3,20 mètres de long, Gérard d'Aboville peut se reposer à l'arrière, dans sa cabine. Un espace réduit de 2,50 mètres de long et 80 centimètres de hauteur maximale, abritant une couchette, un réchaud, les instruments de navigation et de communication et les commandes des quatre ballasts (bord, tribord, pouce et pouce) pour redresser le canot en cas de chavirage.

A son arrivée à Choshi, à la fin juin, Gérard d'Aboville pensait avoir tout prévu. Hélas ! Des problèmes de mise au point de sa radio et de son télex de bord ne lui ont pas permis de partir dans le créneau envisagé, juste avant le début de la saison des pluies. Il a dû attendre trois semaines la première accalmie pour prendre la mer, mais ce retard allait modifier les conditions de navigation qu'il avait envisagées pour l'ensemble du parcours. Dès les premières heures, il était confronté à des

vents contraires qui ont bien failli le rejeter à la côte. Au deuxième jour, il se laissait surprendre par un premier chavirage qui détrempait tout son matériel.

Gérard d'Aboville pensait profiter du Kuro Shivo, un fort courant de 3 à 4 nœuds, pour progresser rapidement vers le nord, au-delà du quarantième parallèle. Mais le vent d'est soufflant à contre-courant a provoqué une manœuvre. « Un voilier de 60 pieds est relativement stable avec son mât et sa quille. Ses mouvements sont lents et faciles à anticiper, explique le docteur Chauve. En revanche, un canot a très peu de quille et roule sans arrêt. Sur le plan de la

et moi avec. C'est pourquoi il vaut mieux avoir les pieds en avant. » « Miroille », le dernier typhon, lui a laissé un souvenir plutôt terrifiant avec six chavirages en quelques heures, dont un par l'avant. Après s'être dévot à la verticale, le canot est retombé sur le toit. « J'ai cru que je m'étais cassé une côte, dit Gérard d'Aboville. Mais je ne demande surtout comment le canot n'a pas explosé en mille morceaux. » Ainsi secoué comme dans le tambour d'une machine à laver ou soumis à dix ou douze heures d'aviron par jour lorsque le temps le permet, le navigateur breton a beaucoup souffert physiquement depuis le départ. Par pudeur, il n'évoque pas les furoncles qui lui couvrent le corps. Récemment, il a dû s'astreindre à un traitement aux antibiotiques pour soigner une infection au coude. Le docteur Chauve vient aussi de lui conseiller un petit traitement anti-inflammatoire pour mieux diagnostiquer la nature des multiples douleurs ressenties par le navigateur. « Ce sera aussi un bon test pour juger de son état et de sa volonté de poursuivre positivement cette aventure », affirme le médecin.

La volonté et la ténacité de Gérard d'Aboville ne sont, certes, plus à prouver. Mais les références manquent pour estimer toutes les incidences d'une aussi longue aventure en solitaire. Les navigateurs du Tour du monde sans escale avaient aussi défrayé les cent jours de solitude en mer ; mais, contrairement à eux, le rameur est en permanence assis ou couché, et il ne bénéficie pas de la stimulation d'une compétition. « A l'inverse d'un bateau, le canot est ballotté par les flots et emmené par les courants. Ce n'est pas très stimulant pour le rameur, qui n'a pas toujours une action positive », explique le docteur Chauve.

Un mois et demi après son départ, Gérard d'Aboville comptait quinze jours de retard sur son tableau de marche. Il en venait à souhaiter les dépressions lui apportant des vents porteurs. « Je sors alors mes bottes de sept lieues (grande aviron) pour avaler mon petit degré de longitude par jour, à la moyenne de 4 nœuds (7,5 km/h), raconte-t-il. L'une de ces dépressions a pourtant failli lui être fatale, le 26 août. Lors du chavirage, son harnais s'est pris sous le siège à coulisse, se transformant en piège. Retenu sous le cockpit, il ne pouvait prendre sa respiration que dans certains creux de vagues, évitant de justesse la noyade. Une interminable demi-heure d'efforts lui a été nécessaire pour se dégager et vomir toute l'eau de mer avalée. »

La limite du rationnel et de la folie

Le pire était encore à venir avec l'arrivée, à la mi-septembre, de deux typhons. « J'ai vu des oiseaux par centaines descendre comme moi vers le sud pour tenter de fuir le typhon », raconte-t-il. Le rameur s'avait d'autres recours que celui de se retrancher dans sa minuscule cabine. « Je me mets sur la couchette, la tête vers l'arrière, car lorsque la déferlante arrive en rasant, le bateau part en surf à la vitesse de la vague. En général, après cinq à dix secondes, tout se passe bien. L'avant remonte et la vague s'échappe. Mais parfois l'avant s'engage dans la vague, le cockpit se remplit. C'est comme si on heurtait un mur. On passe de 15 nœuds à zéro avec un choc terrible contre la cloison. Dans la cabine, tout est précipité en avant

A la limite du rationnel et de la folie

Le pire était encore à venir avec l'arrivée, à la mi-septembre, de deux typhons. « J'ai vu des oiseaux par centaines descendre comme moi vers le sud pour tenter de fuir le typhon », raconte-t-il. Le rameur s'avait d'autres recours que celui de se retrancher dans sa minuscule cabine. « Je me mets sur la couchette, la tête vers l'arrière, car lorsque la déferlante arrive en rasant, le bateau part en surf à la vitesse de la vague. En général, après cinq à dix secondes, tout se passe bien. L'avant remonte et la vague s'échappe. Mais parfois l'avant s'engage dans la vague, le cockpit se remplit. C'est comme si on heurtait un mur. On passe de 15 nœuds à zéro avec un choc terrible contre la cloison. Dans la cabine, tout est précipité en avant

GÉRARD ABOVILLE

PLONGÉE : 118 mètres en apnée. – Le plongeur italien Umberto Pelizzari a amélioré de 3 mètres la performance du Cubain Francisco Ferreras en apnéisme, en apnée, la profondeur de 118 mètres. La plongée, qui a eu lieu au large de Punta-Calamita (île d'Elbe), samedi 26 octobre, a duré 2 min 56 sec. Cette performance définitive comme une « expérimentation de caractère médico-scientifique » ne sera pas homologuée par la Fédération internationale de plongée, qui ne reconnaît que les records avec bouteille, jugeant les plongeurs en apnée trop dangereux.

Les résultats

*Pignagnon et Strasbourg, 0-0

Classement. – 1. Strasbourg, 26 pts ; 2. Bordeaux, 25 ; 3. Lens, 21 ; 4. Pignagnon, 19 ; 5. Rodez, Ajaccio et Châteauroux, 16.

JUDO

CHAMPIONNATS DU MONDE PAR ÉQUIPES

Les judokas soviétiques ont battu les Français par 4 victoires à 3 en finale des championnats du monde par équipes, dimanche 27 octobre à Den Bosch (Pays-Bas). La veille, dans la finale féminine, les Françaises s'étaient imposées par 3 victoires à 2 contre les Britanniques.

TENNIS

Tournoi de Stockholm

Après un mois d'absence pour blessure, l'Allemand Boris Becker a effectué un retour victorieux à Stockholm, où il a battu en finale le Sud-Africain Endre Pretorius, 6-4, 1-6, 6-2, 6-7, qui restait sur vingt-deux matches consécutifs sans défaite. Les Français s'étaient imposés par 3 victoires à 2 contre les Britanniques.

TENNIS

Tournoi de Porto-Rico

La Française Julie Halard a remporté, dimanche 27 octobre, son premier grand tournoi à Porto-Rico, où elle a battu en finale la Sud-Africaine Amanda Coetzar (7-5, 7-6). Cette victoire la hisse au seizième rang mondial et devrait lui permettre de participer au Masters féminin à partir du 16 novembre à New-York.

TENNIS

Tournoi de Porto-Rico

La Française Julie Halard a remporté, dimanche 27 octobre, son premier grand tournoi à Porto-Rico, où elle a battu en finale la Sud-Africaine Amanda Coetzar (7-5, 7-6). Cette victoire la hisse au seizième rang mondial et devrait lui permettre de participer au Masters féminin à partir du 16 novembre à New-York.

TENNIS

Tournoi de Porto-Rico

La Française Julie Halard a remporté, dimanche 27 octobre, son premier grand tournoi à Porto-Rico, où elle a battu en finale la Sud-Africaine Amanda Coetzar (7-5, 7-6). Cette victoire la hisse au seizième rang mondial et devrait lui permettre de participer au Masters féminin à partir du 16 novembre à New-York.

TENNIS

Tournoi de Porto-Rico

La Française Julie Halard a remporté, dimanche 27 octobre, son premier grand tournoi à Porto-Rico, où elle a battu en finale la Sud-Africaine Amanda Coetzar (7-5, 7-6). Cette victoire la hisse au seizième rang mondial et devrait lui permettre de participer au Masters féminin à partir du 16 novembre à New-York.

TENNIS

Tournoi de Porto-Rico

La Française Julie Halard a remporté, dimanche 27 octobre, son premier grand tournoi à Porto-Rico, où elle a battu en finale la Sud-Africaine Amanda Coetzar (7-5, 7-6). Cette victoire la hisse au seizième rang mondial et devrait lui permettre de participer au Masters féminin à partir du 16 novembre à New-York.

TENNIS

Tournoi de Porto-Rico

La Française Julie Halard a remporté, dimanche 27 octobre, son premier grand tournoi à Porto-Rico, où elle a battu en finale la Sud-Africaine Amanda Coetzar (7-5, 7-6). Cette victoire la hisse au seizième rang mondial et devrait lui permettre de participer au Masters féminin à partir du 16 novembre à New-York.

TENNIS

Tournoi de Porto-Rico

La Française Julie Halard a remporté, dimanche 27 octobre, son premier grand tournoi à Porto-Rico, où elle a battu en finale la Sud-Africaine Amanda Coetzar (7-5, 7-6). Cette victoire la hisse au seizième rang mondial et devrait lui permettre de participer au Masters féminin à partir du 16 novembre à New-York.

TENNIS

Tournoi de Porto-Rico

La Française Julie Halard a remporté, dimanche 27 octobre, son premier grand tournoi à Porto-Rico, où elle a battu en finale la Sud-Africaine Amanda Coetzar (7-5, 7-6). Cette victoire la hisse au seizième rang mondial et devrait lui permettre de participer au Masters féminin à partir du 16 novembre à New-York.

TENNIS

Tournoi de Porto-Rico

La Française Julie Halard a remporté, dimanche 27 octobre, son premier grand tournoi à Porto-Rico, où elle a battu en finale la Sud-Africaine Amanda Coetzar (7-5, 7-6). Cette victoire la hisse au seizième rang mondial et devrait lui permettre de participer au Masters féminin à partir du 16 novembre à New-York.

TENNIS

Tournoi de Porto-Rico

La Française Julie Halard a remporté, dimanche 27 octobre, son premier grand tournoi à Porto-Rico, où elle a battu en finale la Sud-Africaine Amanda Coetzar (7-5, 7-6). Cette victoire la hisse au seizième rang mondial et devrait lui permettre de participer au Masters féminin à partir du 16 novembre à New-York.

SPORTS

RUGBY : la Coupe du monde

L'Australie bat la Nouvelle-Zélande 16 à 6

L'Angleterre bat l'Ecosse (9 à 6)



La finale de la deuxième Coupe du monde de rugby mettra aux prises les équipes d'Angleterre et d'Australie, samedi 2 novembre (15 h 30 sur TF1), à Twickenham, dans la banlieue sud de Londres. Les Anglais, toujours aussi puissants, se sont qualifiés en dominant l'Ecosse (9-6), samedi 26 octobre, à Edimbourg, à l'issue d'un match d'avants. Le lendemain, à Dublin, les Australiens ont offert un bien meilleur spectacle en inscrivant deux essais contre les tenants du titre néo-zélandais (16-6). L'Ecosse et la Nouvelle-Zélande se retrouveront mercredi à Cardiff (Pays de Galles) pour le match de la troisième place.

CADRAGE

La touche atout

Les joueurs du pack ne passent pas leur temps couronnés dans l'obscurité des mêlées ou des regroupements. Une quarantaine de fois par match, ils doivent improviser des actions pour récupérer les ballons mis en touche. Ils se divisent alors en deux alignements, séparés par un couloir de 50 centimètres. Le joueur chargé de la remise en jeu, en général le talonneur, prend le titre de lanceur. Le demi de mêlée devient relayer. Tous les autres joueurs sont considérés dans leur camp, à 10 mètres du champ de bataille (1).

La touche, c'est quarante ballons à jouer par match, souvent deux fois plus que dans les mêlées, explique Bernard Herrer, ancien lanceur néo-zélandais du RC Toulon. Tout doit donc être parfaitement rodé pendant les entraînements. Sur le terrain, c'est le demi de mêlée, mieux placé parce qu'il voit l'alignement de côté, qui donne les instructions codées : un chiffre pour indiquer quel sauteur doit prendre la balle, d'autres éventuellement précisent de quelle manière il doit sauter. Le lanceur peut effectuer trois sortes de remise en jeu. « La touche courte, sur la ligne placée au début de l'alignement », est essentiellement défensive, dit Bernard Herrer. Quand la coordination est bonne, le lanceur attend un signe du sauteur, puis il n'a plus qu'à déposer la balle dans les mains. La touche en milieu d'alignement, la plus courante, s'effectue sur la grande diagonale. « Il faut lancer la balle assez haut pour la faire passer au-dessus des premières défenses. Le sauteur doit la saisir, dans l'idéal à deux mains, au moment où elle commence à retomber sur lui. La touche longue, extrêmement offensive, vise les trois quarts ligne. Ils peuvent sauter sur place, ou en reculant : ils doivent donc porter un signe d'alignement où ils veulent que la balle arrive. »

Parfois la tâche du sauteur est facilitée par ses soutiens qui l'aident de manière plus ou moins lichte à s'élever : c'est le célèbre « ascenseur », d'autant plus difficile à sanctionner que le règlement permet de scouter un joueur une fois qu'il est arrivé à l'apogée de son saut. Plus fréquemment, ce sont les joueurs adverses qui cherchent à perturber l'alignement. « J'ai même vu des joueurs monter sur les pieds d'un sauteur pour l'empêcher de décoller », dit Bernard Herrer. « La dernière mode, explique René Hourquet, arbitre français de la Coupe du monde, consiste à faire sauter le sauteur pour se retrouver dans le camp adverse et pour ainsi la sortie de la balle. Dans le match d'ouverture, j'ai dansé vu une touche incroyable, où tous les joueurs avaient changé de camp. Seuls les deux vrais sauteurs étaient restés à la bonne place. »

J. Fe.

(1) Voir Le Rugby, de Pierre Villipart, éditions Denoël, 260 F.

DUBLIN

de notre envoyé spécial

La dictature noire n'aura pas mis plus d'une mi-temps à s'effondrer. Les All Blacks, qui régnaient le monde ovale depuis le début du siècle, auront vu leur système faire faillite en moins de trente minutes. Le temps pour des Wallabies rebelles de prendre possession du ballon et de s'installer dans leur camp. Le temps pour David Campese, dissident général de tous les totalitarismes du rugby, de se lancer dans une de ses courses impétueuses vers l'en-but. Puis d'adresser cette passe miraculeuse à son centre, Tim Horan.

Le reste ne fut plus qu'une lente agonie. Celle de joueurs empiétrés dans des schémas tactiques qui leur assuraient des victoires faciles il y a peu et se transformaient dimanche en pièges insurmontables. Celle d'une équipe-monde pour la première fois depuis bien longtemps, et incapable de se révolter pour revenir au score. Les hommes en noir semblaient assister, impuissants, à leur propre enterrement.

Car c'est bien une passion de pouvoir qui a eu lieu à Lansdowne Road, théâtre des plus belles parties de cette Coupe du monde. Cette défaite des Néo-Zélandais n'est pas de celle qu'ils distribuent de temps en temps au gré de leurs tournées, comme des succettes, pour récompenser la patience de leurs adversaires. Les All Blacks ont déjà perdu contre toutes les grandes nations du rugby. Mais dans cette quatrième-douzième partie contre le rival australien, disputée pour la première fois de l'histoire en terrain neutre, ils ont perdu bien plus. La Coupe du monde, d'abord.

Un capitaine sans charisme

Ce premier trophée international, qu'ils s'étaient adjugé sans coup férir en 1987 et qui scellait spécialement inventé pour consacrer leur domination. Les Néo-Zélandais l'ont laissé échapper dans cette vraie finale, celle d'un hémisphère sud maître incontesté du jeu, et de la plus humiliante des façons.

Is ont surtout lâché ce qui fait leur grande force : cette supériorité psychologique qui a toujours impressionné leurs adversaires.

Le trou noir

Cette évidence qui fait que les Blacks gagnent parce qu'ils ont toujours gagné. Après le match, Gary Whetton, le capitaine, souriait mécaniquement. L'entraîneur Alex Wyllie, hébété, marmottait des phrases incompréhensibles dans sa moustache tombante. Tous deux semblaient vidés de leur substance, de cette invincibilité proverbiale qui les avait fait. Et les critiques de Graham Mourie (1), capitaine de légende du début des années 80, devenaient d'autant plus d'actualité : « Wyllie est resté trop longtemps. Au bout de quatre ans, il est difficile de sortir des joueurs, c'est comme une famille. Ces All Blacks sont sur le déclin. Les avants gardent les meilleurs ballons, les arrières n'ont plus que des restes. »

Face à de jeunes Australiens au sonnet de leur condition physique, les Néo-Zélandais ont en effet paru démodés. La première ligne arrive au contact de sa carrière : les moustaches en bataille de Loe, la tête carrée de bégarreur irlandais de Fitzpatrick, le bandeau noir de McDowell, ne font plus peur. Leurs homologues Wallabies ont cinq ans de moyenne d'âge en moins, pèsent 10 kilos de plus et se ruent sur tous les ballons. Les arrières néo-zélandais n'ont visiblement plus l'habitude d'attaquer belle en main. Lorsqu'ils se sont rendu compte qu'il n'y avait plus d'autre solution, Kirwan, l'ancien idole, et ses acolytes ont ainsi accumulé les balles lâchées ou se sont empiétrés avec une belle constance dans la défense australienne. Quant au capitaine, le deuxième ligne Gary Whetton, il avait beau battre pour ce match le record des sélections de Colin Meads, cela ne lui a pas donné davantage de charisme. Il reste un chef d'occasion, appelé à la rescousse pour remplacer ce vrai meneur d'hommes qu'était le troisième ligne Wayne Shelford, évincé de l'équipe, et qui lui fait aujourd'hui tant défaut.

Parmi ceux qui avaient aidé à le pousser vers la sortie, figure l'ouvrier Grant Fox, qui supporte très mal que l'on mette en cause ses choix tactiques. Et il suffisait de voir houpiller ses troupes à la mi-temps pour comprendre que Fox est la vraie tête de l'équipe. Or, à Dublin, l'un des temps forts de la rencontre devait être son affrontement avec son homologue australien Michael Lynagh, meilleur marqueur mondial. Le duel des antipodes ne s'est pas joué au pied. Heureusement pour Lynagh, qui a encore une fois raté presque toutes ses pénalités. Mais l'ouvrier à la dégauche de surfer ne se contente pas de miser sur sa botte : il joue. Lynagh est même à l'origine des deux essais, l'un en se jetant dans les lignes adverses pour créer un regroupement, l'autre par un coup de pied à suivre impeccable.

Grant Fox l'ouvrier assoupi

Qu'a fait Fox, à part marquer les six points de son équipe ? Presque rien. L'ouvrier ne se mêle plus au jeu. Il se sert de ses pieds, passe éventuellement le ballon, mais on ne le verra jamais au milieu d'une cavalcade de trois-quarts. Lynagh a marqué plus de dix essais pour son équipe, Fox un seul. Sous la menace des Wallabies, il semblait tellement emprunté qu'il s'est débarrassé plusieurs fois de la balle dans des touches approximatives. Fox symbolise à lui seul cette équipe néo-zélandaise, semblable à un boxer qui a trop gagné, assoupi sur son trône pendant que les Australiens mettaient en place l'équipe de l'avenir. Fox était l'assurance tous risques d'une équipe sûre de maîtriser les adversaires. Il en est devenu le maître à penser, imposant sa tactique de comptable et ce jeu devenu de plus en plus

Un homme au sein de l'équipe semble l'avoir compris : John Hart, le co-entraîneur, appelé en catastrophe cet été après la première déconvenue de la Bledisloe Cup, face aux mêmes Wallabies. Sa critique très sévère du jeu anglais, sa satisfaction d'avoir été battu par « une équipe qui joue un jeu magnifique » peuvent aussi viser indirectement ses propres rangs. Hart a choisi son camp pour la finale de Twickenham. Celui du jeu. Et il sait d'ores et déjà que la reconquête de leur statut par les All Blacks passera par celle d'une notion qui leur semble aujourd'hui inconnue : le plaisir de jouer ensemble.

JÉRÔME FENOGLIO

(1) Dans un entretien à l'Équipe Magazine.

FOOTBALL : le bon début de saison du RC Strasbourg

«Chillès», l'enfant prodigue de la Meinau

Après onze ans d'exil, Gilbert Gress est revenu comme entraîneur au Racing Club de Strasbourg au début de cette saison. Avec lui, les résultats et le public du stade de la Meinau : onze victoires et quatre matches nuls (à l'extérieur), un point d'avance sur Bordeaux, la meilleure attaque (36 buts) et la meilleure défense (7 buts) du groupe B de la deuxième division (vingt et un mille cinq cents spectateurs de moyenne pour les sept matches joués jusqu'ici à domicile). Il reste à «Chillès» (Gilbert en Alsacien) à faire accéder le club en première division, tentative qui a échoué ces deux dernières années dans l'épreuve des barrages.

STRASBOURG

de notre correspondant régional

Il suffit d'écouter l'entraîneur du beau stade de la Meinau (quarante mille places) pour comprendre ce que représente le nouvel entraîneur du RCS pour les Alsaciens. Dans l'annonce de la composition des équipes, il n'est pas question d'employer une autre formule que « mon-fils Gilbert Gress ». Du « mon-fils », il y en a partout, dans les couleurs et les vestiaires de la Meinau. Du côté de «patrons», c'est le vœu de voir ce club plus concret.

Gress ne veut pas qu'il y ait le moindre doute : un «pro» jusqu'au bout des ongles, cet homme à Strasbourg pour remplir un contrat de trois ans sans faire de sentimentalisme. Visiblement, les quatre saisons (1966-1970) jouées en Bundesliga avec Stuttgart l'ont profondément marqué : «Déjà à cette époque, les clubs allemands disposaient de structures professionnelles telles qu'on com-

mence à les connaître en France. Lorsque je suis parti du Racing, on s'entraînait sur le parking du stade, raconte-t-il, et à Stuttgart, on avait dix terrains d'entraînement. Et de rappeler une citation de Netzer de Beckenbauer : «Une équipe est l'association de onze hommes d'affaires qui se rencontrent une heure et demie par semaine pour signer un marché. »

Du côté du club et des dirigeants français, on ne peut pas dire qu'il en a la même idée. Mis à part son séjour au début des années 70 à l'Olympique de Marseille (avec lequel il a gagné deux titres de champion et une coupe de France), Gress n'a que peu de souvenirs de bons souvenirs. Moins d'ailleurs que de colère face à «la médiocrité et l'incompétence» : «Je n'ai pas fait la Coupe du monde de 1966 parce que j'avais les chevrons longs.»

Le ménage a été fait

Mais c'est dans l'évocation de son «mon-fils» avec M. André Bord que «Chillès» est le plus dur, voire le plus cruel. En faisant ses adieux au public de la Meinau, il avait dit qu'il ne reviendrait pas aussi longtemps que l'ancien ministre du général de Gaulle serait dans les murs du Racing. Gress est de retour, et l'ancien président du RCS ne dispose, même plus d'un bureau dans le club : «Le préalable à mon retour était qu'on fasse le ménage et il a été fait.»

Chez Gress, c'est plus le «gâchis» de la présidence Bord que la manœuvre qui l'empêche. Il est vrai que lorsqu'il est arrivé en décembre 1977 à Strasbourg comme entraîneur, les bleus et blancs évoluaient en deuxième division et se débattaient dans une crise financière grave. Deux ans plus tard, le RCS, pour la première et unique fois, était champion de France de 1ère division et les couleurs étaient de nouveau à flot. «Vint en septembre 1980», il est parti en Suisse où il est resté pendant dix ans à Nuchet. Une décennie de sé-

né : «J'étais bien là-bas ; on a même failli éliminer le Bayern dans un tour de coupe d'Europe.»

Au début de la saison 1990, il rejoint le Servette de Genève. La voie n'est pas totalement dégage au Racing : il est encore sous le coup de la «crise Daniel Hechter» et M. André Bord fait encore partie des meubles. Ce n'est que partie remise, car sur les bords du lac Léman, il retrouve «la même incompétence» qu'au cours de sa «période triste» à Strasbourg. L'affaire est conclue : le président Bord a la nouvelle direction du club mise en place après le départ de Daniel Hechter. Il prépare le recrutement (surtout Keshi Andriehart et Pouliques de Saint-Etienne) en s'appuyant notamment sur l'ancien entraîneur international du Stade de Reims, Jean Wendling, manager général.

En dépit d'un début de saison tonitruant, «Chillès» n'est pas entièrement satisfait : «Mes joueurs sont conscients qu'ils peuvent mieux faire et qu'ils doivent mieux faire.» Car encore une fois, il est impératif que les choses soient claires : si M. Jacky Kientz est président du RCS, lui est «président de l'équipe». A la Meinau, personne n'osera s'occuper à propos de ce subtil distinguo. Car le système Gress, c'est cela : seul maître à bord. Il n'est pas question, par exemple, d'arriver en retard à l'entraînement ni de ne pas y assister lorsqu'on est blessé. Et pour éviter tout malentendu, il affirme : «Je peux dire merde à qui je veux.»

La réputation de «tête de cochon» ? «Ce sont les médias qui disent cela, répond-il sèchement, autrement pourquoi a-t-on voulu me garder où je suis passé et même me faire revenir ?» Il préfère parler football, dire que «le Racing, c'est l'Alsace», et évoquer son enfance, quand il tapait toute la journée dans un ballon sur le parking de la Meinau - déjà - distant de quelques centaines de mètres d'où il est né et s'est élevé.

On devine combien ce «fou de football» aime «sa Meinau. Mais il

EDIMBOURG

de notre envoyé spécial

«Le rugby, c'est une certaine façon de prendre son thé.» Les historiens n'ont pas retenu le nom de l'auteur de cette savoureuse tirade à déguster l'après-midi, entre manils et mêlées, de Londres à Dublin. Sans doute était-il anglais. Car les Anglais sont ainsi faits qu'ils se plaisent à magnifier la superbe ambiguïté de ce jeu, tiraillé depuis toujours entre manières de voyous et esprit gentleman. L'Angleterre raffole de ces formules définitives. Elles ont valeur de devises et fonction de règlement interne au Royaume d'Ovalie.

Or il arrive parfois que les mots ne suffisent plus. Au détour d'une percée de All Blacks, d'une déferlante de trois-quarts français, d'une polémique sur l'arbitrage écossais ou l'arbitrage australien, on oublie que ce sport est anglais avant d'être étranger. Alors, la «maison mère» se mobilise, s'insurge, s'enflamme, réclame la reconnaissance du ventre, persuadée de détenir la vérité d'un ballon aux rebonds pourtant imprévisibles. Pour avoir sous-estimé ce tempérament rebelle, le Quinze d'Ecosse, comme avant lui celui de France, s'est incliné sur sa pelouse de Murrayfield (9-6), samedi 26 octobre. Pour n'avoir pas compris que le rugby restait une «façon de prendre son thé», le «reste du monde» doit aujourd'hui admettre que l'Angleterre, en se qualifiant pour la finale contre l'Australie, reprend le pouvoir.

Car c'est bien une certaine idée du jeu qui triomphe avec le Quinze de la rose. Et si cinquante-cinq mille supporters écossais entonnant les couplets anti-anglais du *Flowers of Scotland* n'ont pas suffi à remporter ce cent huitième match entre les deux équipes, si quelques centaines d'années de haine envers le «vieux ennemi» n'ont pas eu raison de ce adversaire honni qui n'avait pas gagné à Murrayfield depuis 1980, c'est bien parce que l'histoire était déjà écrite : le finaliste européen serait anglais ou ne serait pas. L'Ecosse Gavin Hastings a pu s'en rendre compte, lui qui a manqué une pénalité face aux poteaux, en seconde période, alors que le score était de 6 à 6 et que son équipe semblait encore pouvoir s'imposer.

En fait, la qualification de l'Angleterre résulte d'un processus de réhabilitation. Vexée d'avoir été éli-

minée en quarts de finale de la première édition par le Pays de Galles (16-3), elle attendait sa revanche depuis 1987. A l'époque, cet échec avait amené la fédération à planifier la naissance de son équipe. Un groupe de joueurs s'était dévoué, l'objectif final étant le rendez-vous de 1991.

Après s'être classés à la seconde place du Tournoi des cinq nations en 1989 et 1990, ils enlèvent le neuvième grand chèque de l'histoire du pays, en 1991, à la suite d'un succès mérité contre le Quinze de France (21-19). Mais cette victoire n'était qu'une étape. L'objectif demeurait la Coupe du monde. C'est donc une équipe en pleine maturité qui s'est présentée sur la pelouse de Murrayfield. Parmi les huit joueurs alignés contre l'Ecosse, sept avaient plus de trente ans. Au lendemain de la finale de Twickenham, ils prendront leur retraite internationale.

Quel que soit le résultat de cette rencontre, ils auront bien mérité de la patrie. Car la reconnaissance restera leur œuvre. Pas plus que les Français en quarts de finale, les Écossais n'ont pu résister à l'implacable logique du muscle imposée par le pack anglais. Quand le rugby devient un jeu de force, une sorte de «gagner-terre» entre surhommes de force, les joueurs au maillot blanc frappés de la rose n'ont guère de rival.

Is sautent plus haut, courent plus vite et poussent plus fort que les autres. Ils sont aussi plus intelligents dans la maîtrise du jeu et savent faire preuve d'une rigueur tactique irréprochable. Ils s'y entendent également pour provoquer les fautes de l'adversaire (Jonathan Webb a marqué six points sur pénalités, Rob Andrew inscrivant le drop de la victoire à la 74^e minute de jeu). Enfin, ils restent toujours maîtres des airs. «Nos vieux ennemis ont obtenu suffisamment de chandelles dans le ciel d'Edimbourg pour éclairer une année durant le palais de Buckingham», notait un chroniqueur écossais après la partie.

Seuls contre tous

Dans ces conditions, le fait qu'un atter de talent comme Rory Underwood ose filer une seule fois vers la ligne adverse avec le ballon (70^e minute) est presque de la faute de goût. Quand bien même comptez-vous des joueurs capables de carresser la balle et non de la torturer dans les manils, les Anglais sont définitivement convaincus qu'il n'est de bonne tactique que celle qui permet d'aller au plus vite (les coups de pied) et en toute sécurité (les avants en guise de bélier) en terre adverse.

Le physique l'emporte donc sur l'esthétique. Et les Anglais se soucient guère des critiques. Peu importe, par exemple, que l'entraîneur écossais Ian McGeechan lance : «Ils ont essayé d'étrangler le jeu, nous avons tenté de lui sauver la vie», puisque l'essentiel était de gagner. Peu importe, aussi, que le «coach» néo-zélandais John Hart affirme : «Si l'Angleterre gagne la Coupe du monde, quel drôle de jeu sera le rugby, puisque le but était de se qualifier. Cette équipe fait l'unanimité contre elle. Tout juste s'arrête-elle l'admiration - justifiée - des amoureux du jeu d'avants, de la conquête en touche et de la pose en mêlée. Ils auront sans doute été les seuls à prendre quelque plaisir dans la bataille de Murrayfield.

Tant d'hostilité ne gêne pas les Anglais. Bien au contraire. Ils y voient des raisons de persévérer. En fait, à mesure que la sélection poursuit sa route vers Twickenham, son aventure prend des allures de croisade contre les infidèles, autrement dit ceux qui n'ont rien compris au jeu et pervertissent son esprit.

Comme enivré par une euphorie patriotique, le pays s'empare de son héros retrouvé, s'abrite derrière ses avants pour mieux humilier ses rivaux et rappeler que, d'une certaine manière, l'Angleterre a déjà gagné la Coupe du monde. Elle contrôle l'organisation, impose sa conception du jeu et s'érige en gardienne du temple. L'entraîneur français Daniel Dubroca, coupable d'avoir parlé vertement à l'arbitre néo-zélandais David Bishop après le match contre l'Angleterre, a pu s'en apercevoir à ses dépens. A la suite d'une stupéfiante et ridicule campagne francophobe de la presse anglaise, il a dû démissionner. Samedi, jour du match de la demi-finale contre l'Ecosse, le *Times* lui consacrait encore un article de première page.

Ce déchaînement patriotique risque de s'amplifier d'ici la finale. Les Anglais n'étant jamais aussi fiers que lorsqu'ils ont le sentiment d'être «seuls contre tous», le pays va se mobiliser pour fêter, tête baissée et drapés au vent, dans les tribunes de Twickenham. Rendez-vous est pris pour samedi après-midi. A l'heure du thé.

G. S.

PHILIPPE BROUSSARD

Après le dépôt de bilan

Sursis pour le Brest-Armorique

BREST

de notre correspondant

Le tribunal de Quimper a prononcé, vendredi 25 octobre, la mise en redressement judiciaire du Brest-Armorique. Un sursis a été octroyé au club, qui avait déposé son bilan lundi 21 avec 150 millions de francs de dettes. Un plan de redressement devait être présenté pour le lundi 4 novembre.

M. Charly Shaker, homme d'affaires, président de l'Association pour le développement des relations entre les pays arabes et la France (ADRAF), qui a déjà investi 35 millions de francs dans le Brest-Armorique, se déclare prêt à garantir la fin de la saison. Le budget nécessaire pour terminer la saison est estimé à 24 millions de francs, dont seulement 5 millions de francs de recettes attendues.

Si M. Shaker obtient satisfaction devant le tribunal, il se dit prêt à prendre la présidence du club à la place de M. Alain Guillaud, lequel a succédé en septembre 1991 à M. François Viree, qui en était à la tête depuis 1981.

CULTURE

Brancusi photographe

Multipliant les prises de vues, le sculpteur développait son œuvre

L'une est parfois un peu floue, et l'autre tachée. Le tirage, semble-t-il, laisse à désirer... mais l'imperfection pourrait faire partie du jeu. La netteté qui fige les formes n'est pas forcément la meilleure façon de montrer le travail. Le propos a été rapporté par Man Ray : la photo d'une de ses sculptures prise par Stieglitz était belle et parfaite, mais ne satisfaisait pas Brancusi. Il estimait qu'elle ne représentait pas son œuvre et que lui seul saurait comment la photographier.

Et Brancusi de devenir, à partir des années 20, le photographe presque exclusif et toujours plus professionnel de sa sculpture. Il multiplie les clichés, procède lui-même au tirage. Si bien que, lorsqu'il légua, en 1937, son atelier au Musée national d'art moderne, on peut dénombrer plus de 500 négatifs originaux et quelque 1 250 tirages : vues de l'atelier sous différents angles et différents jours, ou sous le même angle avec des œuvres différentes, sculptures isolées sur des socles variés, autoportraits.

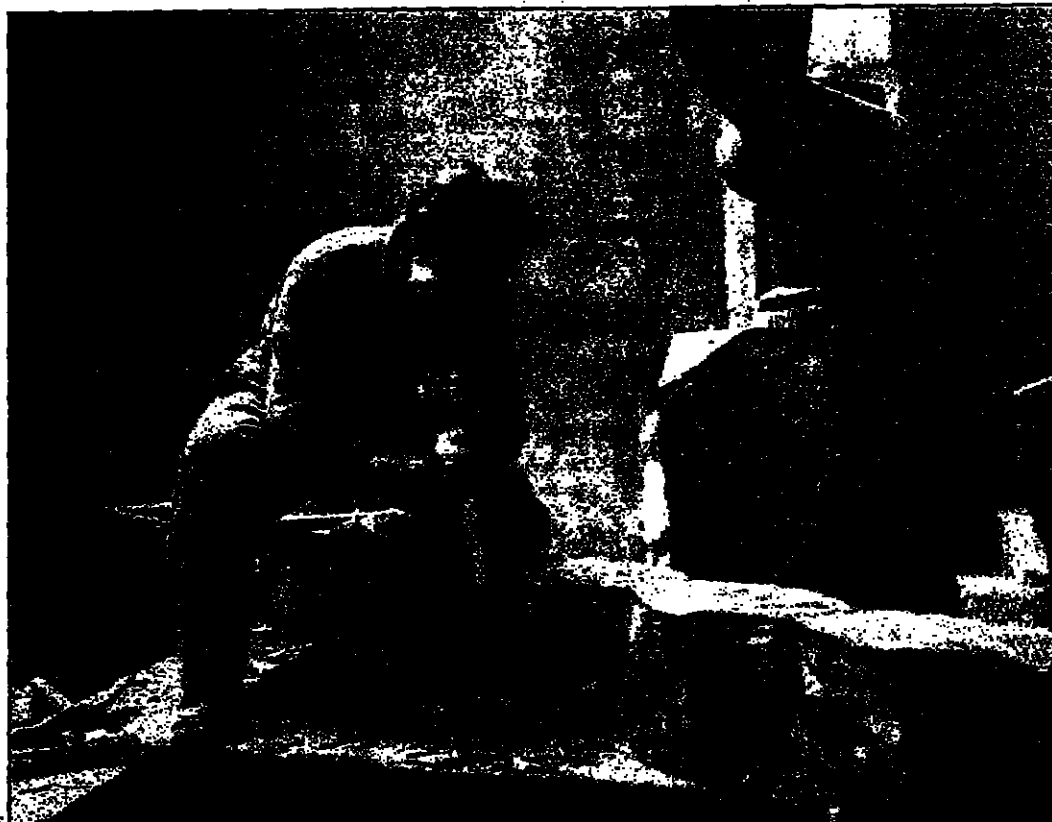
Les tirages originaux - environ 80, de sources roumaines - réunis à la Galerie Lambert donnent une juste et belle idée du montage de Brancusi photographe autour de sa sculpture. Dont l'objectif n'est justement pas d'être objectif, mais de donner à voir son œuvre du dedans, d'en développer le contenu : toute réflexion faite, de la révéler.

Travail de médium

Ce travail de médium, Brancusi l'a entrepris - on en est surpris - dès ses débuts, à Bucarest, lorsqu'il modelait des portraits et travaillait à son *Ecroulé* (vers 1901) : une histoire de corps, au-delà des apparences, qu'il met en perspective dans l'atelier, dans un raccourci historique, contre un moulage et des fragments d'antiques, dans les parages d'un squelette et d'un buste de femme. Une photo-clé.

Christo ferme ses paravents. Une jeune femme de trente-deux ans a été tuée samedi par l'un des 1 760 paravents jaunes installés dans une vallée à proximité de Los Angeles par l'artiste Christo. Un coup de vent malheureux et l'instabilité, qui pèse 200 kilogrammes, s'est envolé pour retomber un peu plus loin en heurtant la visiteuse. Christo et son épouse, qui se trouvent actuellement au Japon, où sont installés 1 340 paravents bleus, se sont déclarés « choqués et bouleversés » et ont aussitôt décidé de fermer l'ensemble des paravents « par respect pour la mémoire » de la victime. - (AFP)

THÉÂTRE DE GENÈVE
AJAX
DE SOPHOCLE
MISE EN SCÈNE : STEPHANE BRAUNSCHWEIG
18 OCTOBRE - 3 NOVEMBRE
DANS LE CADRE DU FESTIVAL D'AUTOMNE À PARIS
AS YOU LIKE IT
DE SHAKESPEARE
MISE EN SCÈNE : MARC FRANÇOIS



Autoportrait (artiste assis, travaillant à la Colonne sans fin), 1924.

Comment à Paris, dans l'atelier de l'impasse Ronsin, il combinait ses sculptures entre elles pour les photographier : l'arrangement de la petite *Tête d'enfant endormi* (1906) en plan incliné mal dégrossi, plein d'aspérités, et du *Nouveau-né* (vers 1920), un volume ovoïdal en marbre poli, en est un exemple, parmi les plus beaux, les plus percutants. Comment il attendait le rayon de soleil qui allait provoquer toutes sortes de transformations des

bronzes astiqués, dématérialiser un peu plus les volumes : un tirage de *M^{re} Pogony II*, saisie avec un éclat de lumière sur la courbe de la tête, l'image de l'appareil photographique dans la joue et mille reflets brisés tout le long du cou, le montre par-dessus tout, éphémère. Comment il variait et échafaudait les socles, jouant là encore des contrastes de matériaux, de couleurs, de formes, proposant aussi le support de la sculpture comme sculpture : une

photo de l'*Oiseau* le rappelle. Du tronc de bois à peine équilibré à l'infinité précisée du métal poli, de l'ombre à la lumière, de l'autoportrait en quasi-bûcheron, à l'autoportrait assis, de face, en sage, la poire du déclencheur de l'obturateur à la main, de l'*Homo faber* à l'*Homo sapiens*, Brancusi fixe les étapes et les états (affectifs aussi) de son œuvre, par le moyen de la photographie qui lui permet de montrer sa sculpture comme forme vivante,

en devenir, mais détachée, délivrée de la pesanteur. De la transformer en une activité de l'esprit.

Espace, mouvement, lumière : Brancusi photographie se comporte en champion de la relativité. Il pratique « l'installation », comme on dit aujourd'hui. C'est un « conceptuel » qui entend montrer son œuvre comme un *work in progress*. Et cela personne ne pouvait le faire à sa place.

Plusieurs photographies montrent des vues de l'atelier et de ses divers quartiers, celui des *Colonnes*, celui des *Cogs*, ou celui de l'*Oiseau dans l'espace*. L'occasion est trop belle pour ne pas rappeler que cet atelier de l'impasse Ronsin, haut lieu de toutes les métamorphoses, œuvre en soi rassemblant les œuvres mises en relation entre elles, existe toujours - en principe. Brancusi y tenait au point d'avoir demandé, lors du legs, qu'il soit reconstruit. Ce qui fut fait, une première fois, avenue du Président-Wilson, au Musée national d'art moderne, où nombre d'artistes sont allés le visiter.

L'atelier après la pluie

Ce qui fut fait une seconde fois, quand le musée a déménagé, pour le meilleur et pour le pire, sur le plateau Beaubourg. Le sait-on encore ? C'est ce cabanon, au nord de la Piazza, fait, semble-t-il, pour servir provisoirement du matériel de voirie. On a pu être tenté, hier, d'aller en vérifier le contenu : il fallait beaucoup de chance pour que la porte ne soit pas close. On peut être tenté, aujourd'hui, de le faire : cette fois elle est toujours fermée. Et ce n'est pas la peine de protester, il n'y a plus rien à voir, l'atelier a été vidé, après des pluies torrentielles. Et son contenu, sérieusement endommagé, mis en réserve. En attendant une solution...

Le petit bâtiment, construit « à l'identique », c'est-à-dire en matériaux fragiles comme ceux des at-

liers de l'impasse Ronsin, a pris l'eau plus d'une fois depuis son ouverture, et sinon l'eau, l'humidité qui redoutait Brancusi pour l'éclat de ses bronzes. D'où sa fermeture pour travaux, qui d'occasionnelle a fini par devenir permanente. Le trésor n'était plus du tout préservable. Si on en est arrivé à cette situation scandaleuse, c'est par négligence ou économie, y compris de gardiennage, mais aussi parce qu'on ne savait trop, au Centre, s'il ne fallait pas envisager carrément une autre façon de présenter l'atelier, ailleurs.

C'est ce qui va très probablement se passer. Dominique Bozo, le nouveau président du Centre, a mis le dossier à l'ordre du jour. L'atelier Brancusi, là où il a été placé (faute d'avoir pu d'ailleurs le faire entrer, comme prévu, dans le musée) et tel qu'il a été reconstruit, est non seulement vulnérable (à la pluie, aux casseurs) mais trop excentrique, malcommode d'accès et incapable d'accueillir des visites, sinon confidentielles. On prévoit donc de raser le petit bâtiment. Et d'en reconstruire un autre, plus près du Centre, et dans le même esprit.

Les architectes de Beaubourg ont reçu la mission de l'étudier en même temps que le programme de réaménagement de la Piazza. Pas question de changer l'organisation interne de l'atelier, qui gardera la même disposition au sol, auquel on accèdera directement depuis le Centre, et autour duquel on pourra circuler. Un projet à suivre, pas facile à mener à bien. Car, s'il faut rendre accessible au public ce qui est, de fait, un des plus beaux lieux de collections du Musée national d'art moderne, il s'agit aussi de préserver l'intimité et la magie du lieu.

GENEVIÈVE BREERETTE

« Brancusi : Photo Reflection », Galerie Didier Lambert, 19, avenue Matignon, 75008 Paris. Tél. : 45-62-10-40. Jusqu'au 30 novembre. Catalogue par Friedrich Toja Bach.

MUSIQUES

Premier Festival français en Roumanie

Le premier Festival de musique contemporaine française de Bucarest aura lieu du 4 au 7 novembre sous l'égide de l'Association culturelle parisienne Nova Musica, en collaboration avec l'Institut culturel français et les orchestres de la radio-télévision roumaine. Soulignant que ce Festival est celui « des interprètes », le saxophoniste et directeur artistique de Nova Musica, Daniel Kientzy, se propose d'offrir aux Roumains un « panorama de la musique contemporaine française » avec des œuvres pour la plupart inédites en Roumanie.

Prologue électro-acoustique avec un spectacle vidéo-musical de Jean-Paul Fargier et une œuvre de Bernard Cavanna. La seconde journée sera consacrée au Groupe de recherches musicales avec, entre autres, des œuvres de Christian Zannesi, Pierre Henry, Pierre Schaeffer. Ce premier festival s'achèvera sur une journée dédiée à Xenakis.

J.-B. N.

Mort du producteur de rock Bill Graham. Le producteur américain de rock Bill Graham est mort le vendredi 25 octobre à Vallejo (Californie) dans un accident d'hélicoptère. Il était âgé de soixante ans. Né à Berlin en 1931 de parents russes, Bill Graham quitta l'Europe en 1940, émigra à New York, puis à San Francisco où il devint l'un des plus grands découvreurs de talents de ces trente dernières années : Bob Dylan, Janis Joplin, Santana ou Jefferson Airplane. Promoteur de la tournée des Rolling Stones en 1962, Bill Graham avait également organisé le Live Aid pour les enfants d'Éthiopie en 1985. - (APF)

L'ère du faux

D'ironiques et facécieux manipulateurs déjouent la duplicité des images

DES VESSIES ET DES LANTERNES au Palais de Tokyo

Quiproquo visuel, piège optique, mystification photographique, réflexion ludique sur l'artifice et le simulacre, tout cela inspire l'exposition collective conçue par François Deville et Alain d'Hooghe. Le visiteur y est convié à démasquer le vrai du faux, en découvrant les documents d'archives d'un zoologiste allemand, les vues aériennes inédites de la guerre de Sécession et celles, atroces, du conflit Iran-Irak, ou les portraits du Britannique P. M. Hoobargan, qui œuvre de 1855 à 1928, et dont la pratique allie tous les styles, de Julia Margaret Cameron à Paul Outerbridge.

Les épreuves simulent une vésicule de bon aloi, les tirages épousent la matérialité du « vintage » et accablent ainsi la phrase d'Oscar Wilde qui sert d'exergue à l'exposition : « Les apparences sont belles dans leur vérité momentanée ». Mirage de l'authenticité, l'illusion de la reproduction apparaît ainsi plus réelle que la vérité vraie. C'est ce que montre splendidement les (faux) souvenirs de voyage, rapportés d'Afrique noire et d'Orient par Marina Cox. Ou les sombres visions élaborées à partir de maquettes par Christian Carrez évoquant des cités fantômes d'URSS et du Nouveau-Mexique.

Mais l'irritant maître de Staline, Goebbels, évanouit dans la nature, à côté de son Führer, sont aussi vrais que les « faux cornets d'Hilber ». Ils figurent parmi les ellipses et les suppressions de personnages gênants relevés par Alain Joubert dans son

livre le *Communistarist aux archives*. Le texte (Michèle Chomette, Christian Caillotte, l'historien Helmut Gensheim) vient à la rescousse des vues sépia extraites de vieux magazines ou des archives médicales du premier conflit mondial. La science, sage de vérité, est aussi malmenée que l'histoire ou les médias par ces citations, détournements, emprunts, qui, tous, à des titres divers, restituent le lecture d'une réalité tronquée. À partir de fantasmes de plastique (David Levinthal), de créatures fantastiques (Formigera, Fontcuberta), conçus par des taxidermistes, la théâtralité de la représentation crédibilise la vraisemblance de la fiction et le pouvoir de conviction de l'illusion. Rappelant que toute image n'est jamais qu'une reproduction, cet ensemble aboutit à une interrogation sur la nature même de la photographie.

Reste que cette collection de « faux authentiques » n'est pas exempte de faiblesses ou de longueurs. Les pastiches par deux artistes berlinois de la collection Adif Frick, faite uniquement de chefs-d'œuvre inédits de grands maîtres du vingtième siècle, du baron de Meyer à Cindy Sherman, sont trop approximatifs. Et l'idée de révéler, noir sur blanc, le dessous des cartes après coup apparaît bien pesante. Comme s'il fallait accablant par son envers la non-véracité du mensonge.

PATRICK ROEGERS

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, 75016 Paris. Jusqu'au 5 novembre.

THÉÂTRE

Sulfureuse symphonie

LES CHANTS DE MALDOROR au Paris Villette

Des volets bleus aveuglent les arcades du théâtre Paris-Villettes. Du sable bleu se reflète dans le plancher miroir. Une curieuse architecture hâchée, qui pourrait être la carcasse d'un bateau de bois blanc, se dresse côté jardin, et côté cour d'une sorte de niche ajourée sort, glissant à quatre pattes, un homme torse nu, portant une coiffure d'indien en plumes rouges. Il y a un seul moniteur de télévision et encore peu utilisé, et seulement à deux reprises pour des répliques de film américain. Avec un minimum de gadgets et son habituelle équipe championne - Jean Haas pour les décors, Jean Kalman pour les lumières, Peter Ludwig pour la musique, Hans-Peter Cloos a mis en scène les *Chants de Maldoror*.

Curieux défi de vouloir théâtraliser ce grand poème échoué de Lautréamont, sans autre action que délirer et cauchemars, sans autres personnages que les créatures nées de ces cauchemars et délirer. Hans-Peter Cloos ne cherche pas à en tirer artificiellement une intrigue. Il bâtit une magnifique composition

théâtrale avec des mots évocateurs d'images, des images autonomes, des musiques qui emmènent encore ailleurs. C'est l'antichambre de l'enfer, un enfer poncé par le temps, habité par deux comédiens - le Blanc Fedor Atkins, le Noir Alex Descas - et une danseuse, Gitta Barthel, dont les gestes févresques désarticulent le corps, accompagnent le souffle du poème, son rythme convulsif.

Des imprécations, des plaintes. Les extraits choisis mettent en reflets une sorte de joute verbale entre les deux acteurs, qui, alternativement s'emparent d'un personnage ou d'un autre, tandis que la danseuse découpe l'espace, le déconstruit, détruit le moindre tentation d'harmonie. C'est une sulfureuse symphonie, un tableau fascinant où tout ensemble les éléments se fondent les uns aux autres, indissociables. La tension retenue des acteurs, la grâce animale des mouvements, la splendeur lisse des images font ressortir par contraste la violence du texte. C'est un moment envoûtant.

COLETTE GODARD

Du mardi au samedi à 21 h. Dimanche à 18 h 30. Jusqu'au 24 novembre. Tél. : 42-02-02-88.

THIERRY LHERMITTE

LA TOTALE! 18 DÉCEMBRE

سكزا من الإمل

CULTURE

PATRIMOINE

L'empereur de Chine à Fontainebleau

Le musée chinois de l'impératrice Eugénie vient de rouvrir

Le château de Fontainebleau est en travaux depuis des siècles. Chaque génération, ou presque, s'affaire à augmenter, transformer ou restaurer le vieux bâtiment. L'histoire s'y bouscule, les styles se succèdent, les premiers capétiens et la monarchie de Juillet, les stucs de la Renaissance et les marbres de Gabriel, la révolution de l'édit de Nantes et l'adieu de Napoléon à son armée, les scènes Empire et les ottomanes de Napoléon III. Rien n'y manque, pas même la touche indispensable d'éclectisme : le musée chinois vient de rouvrir ses portes. Un Extrême-Orient vu par les yeux de l'impératrice Eugénie, mais qui n'en est pas moins authentique. Trois salons accueillent en effet quelque 400 pièces chinoises et une série d'objets venus du Siam. Longtemps négligés par les spécialistes, on redécouvre aujourd'hui leur qualité. Qualité impériale : ces pièces faisaient parties des collections personnelles de l'impératrice, souverain de la dynastie Qing, la dernière qui ait régné en Chine.

En 1860, une expédition franco-britannique débarque à Shanghai sous le prétexte de faire respecter les traités, mais en réalité pour les trois puissances. La force d'intervention européenne met en déroute les troupes mal armées du Céleste Empire. Celles-ci font retraite vers le nord. Par hasard, ou presque, le coupe expéditionnaire tombe sur la résidence d'été de l'empereur, non loin de Pékin. Le bâtiment est pillé avant d'être incendié. Le butin est partagé entre Anglais et Français.

Le général Cousin-Montaubert, qui commande ces derniers, retire de cette promenade militaire un titre digne d'Offenbach : comte de Pail-Kao, en souvenir du combat « décisif » qu'il remporta - et son bâton de maréchal. L'impératrice Eugénie, elle, héritera d'une belle collection : les objets rapinés au palais d'été lui seront offerts et feront l'ornement de salles, spécialement aménagées pour eux, à Fontainebleau. Les cadeaux offerts par les ambassadeurs du roi de Siam à Napoléon III les rejoindront.

Ces salles viennent de retrouver leurs parfums du Second Empire grâce aux travaux (5 millions de francs) entrepris sous la houlette des conservateurs du château, Jean-Pierre et Colombe Seroussi. Dans le gros pavillon de Gabriel qui s'ouvre sur une pièce d'eau, Eugénie avait fait aménager trois pièces. Une antichambre où les palanquins et les armes siamoises venaient avec des billards anglais et chinois, bien sûr. Un salon noir et or, avec piano mécanique, tentures en reps cramoisi, fauteuils à dossier renversé, divans d'angle, tables drapées et vitrines néo-louis XVI. Dans celles-ci, des bols de jades, des boîtes de laques, des bijoux cloisonnés et des médaillons, tous sortis des ateliers impériaux chinois au dix-huitième siècle. Ailleurs, on remarque des porcelaines vertes, des jacinthes en laque rouge, des écrans en jade blanc.

A côté, on trouve le musée proprement dit, lambrissé de panneaux de laque : des porcelaines chinoises du dix-huitième siècle scies dans le sens de l'épaisseur. Au plafond planent des bouddhas : des tapisseries sorties des manufactures impériales chinoises. Autour de la pièce, des vases en émail cloisonnés montés en lampe par Barbedienne, le faïencier parisien à la mode, également responsable du lustre monumental confectionné à partir du couvercle d'un brûle-parfum. Sur les étagères d'angle, des porcelaines jusqu'au plafond. Au fond, un stupa de style tibétain, monument en laiton doré et deux grands dragons de bronze, venus eux aussi du palais d'été.

Les vitrines sont bourrées d'objets divers : porcelaines émaillées, jades et pierres dures que le responsable du Musée Guimet, Jean-François Jarrige, couvrait d'un œil intéressé. L'étude - jamais réalisée - de ces collections doublement impériales va pouvoir être menée. Le vandalisme du maréchal-comte de Pail-Kao sera - en partie - annulé.

EMMANUEL DE ROUX

► Ouvert tous les jours sauf mardi. Tél. 64-22-27-40.

ARCHITECTURE

L'art et la manière de devenir célèbre

Deux expositions révèlent le cru 91 des nouveaux maîtres d'œuvre

Comment devient-on un architecte célèbre ? La recette est simple : il faut avoir attiré l'œil bienveillant du critique. Pour cela, il faut avoir construit. Cela signifie qu'on aura obtenu une commande qui, pour les bâtiments, un tant soit peu prestigieux, fait suite à un concours ou à une consultation restreinte. Un concours est théoriquement ouvert à tout le monde, mais pour avoir quelque chance de « toucher », il faut mieux, comme par hasard, être bien rodé à l'exercice et être moins inconnu du jury que l'anonymat de l'épreuve ne semble l'autoriser. La consultation restreinte, elle, ne s'adresse, par définition, qu'à une poignée d'architectes déjà reconnus.

Mais alors, s'il faut être déjà connu ou reconnu pour construire, comment se faire connaître lorsqu'on n'a rien construit ? En fait, les recettes sont aujourd'hui nombreuses, élaborées principalement par les services de la direction de l'architecture, reprises par le mécène, et valorisées de surcroît par l'air du temps qui veut que le talent soit l'apanage de la jeunesse. Alors qu'en peinture un « jeune peintre » est un artiste peu connu qui peut avoir la cinquantaine bien tassée, la jeunesse architecturale a été limitée à moins de quarante ans.

Repérage de talents

La double et récente exposition de l'Institut français d'architecture (IFA) avait, de la même manière, pour objectif de présenter quarante architectes de Paris et autant de province pourvu qu'ils n'aient pas plus de quatre décennies, premier critère, et qu'ils aient, deuxième critère, quelque chose de talentueux à montrer. Ces deux fois quarante architectes, c'est au fond une sorte de *numerus clausus* que ne sanctionne aucune étude mais qui définit typiquement une élite, un catalogue pour les maîtres d'ouvrage. Dans ces conditions, on peut comprendre la rage froide qu'ont ressentie les exclus de cette « grande école » qui ne dit ni

son nom, ni ses critères de sélection, mais qui produit d'ores et déjà son annuaire, photos à l'appui.

Dans leur genre, les *Albums de la jeune architecture*, ou le « Programme Architecture nouvelle », plus connu sous son abrégé PAN, et depuis deux années sous sa formule élargie *Européen*, ont la même fonction de repérage de talents, mais sans les tromperies de la renommée qu'a embouchées l'IFA. Ces *Albums* voient cette année l'aboutissement de leur existence session par session : exposition à la Maison de l'architecture. Créés en 1980 par la direction de l'architecture, leur objectif était de promouvoir les nouveaux architectes et de « briser le cercle vicieux du pas de référence, pas de commande, pas de référence ».

Le principe en est simple : chaque année, dix projets sont sélectionnés et font l'objet, sous l'égide du ministère de l'équipement, d'une publication sous forme d'albums largement diffusés (vingt-cinq mille exemplaires). Depuis 1988, l'exposition est un ajout de plus à leur médiation (1).

L'Européen, quant à lui, est une création à vocation désormais européenne. Dans sa formule originale, il s'agit d'un concours sur un thème donné dont les lauréats étaient mis en contact avec des maîtres d'ouvrage, villes, ministères, institutions publiques, voire privées, à la recherche d'innovations. Pour la deuxième année, c'est sous une forme fédérative que ce concours réintègre son expérience. Braille-bas de combat à l'Est-ouest, onze pays d'une Europe agrandie participent cette fois à l'organisation de la manifestation.

Pas moins de quarante-trois lauréats et quarante-cinq mentionnés issus de vingt pays ont été retenus cette année. Il s'agit, pour les concurrents, de réaliser des projets architecturaux sur le thème « Habiter la ville » - requalification de sites urbains. Pour cela, seize et onze villes européennes leur avaient proposé des sites urbains « obsolètes par leur usage » - zones industrielles en

friche, quartiers anciens... soit un « enjeu stratégique pour le développement urbain de ces villes ».

Une fois choisis, les primés voient leur projet se diffuser par les onze pays organisateurs sous forme de catalogues et d'expositions circulant dans les villes concernées. C'est enfin à Madrid, lors de l'inauguration de celle-ci comme « capitale européenne de la culture » (les 12 et 13 décembre) que cette session prendra fin par l'organisation de débats et de réflexions sur la transformation de ces projets primés en projets opérationnels.

D'autres circuits existent encore pour les nouveaux diplômés. Ainsi la Fondation pour les jeunes architectes, qui, depuis cinq ans, organise un concours pour aider des propositions « créatives et originales » pourvu qu'elles procèdent à une « intégration originale de l'énergie propre ». La Compagnie générale de développement immobilier (Cogedim), pour sa part, n'a pas cette restriction lorsqu'elle décerne son Prix de la première œuvre à un jeune architecte (2), qui se voit confier la conception et la réalisation d'un bâtiment financé par le promoteur.

Tics de jeunesse

Les mauvaises langues insinuent que la Cogedim veut ainsi faire oublier une autre part de ses réalisations qui ne se signaient pas toujours par le plus grand raffinement. Il est vrai que des groupes comme la Régie immobilière de la Ville de Paris (RIVP) n'ont pas eu besoin de concours pour faire travailler avant qu'ils aient le moindre nom public une pléiade d'architectes, dont beaucoup sont aujourd'hui au faite de la célébrité.

Il ne faut pas se croire arrivé pour autant. Une fois connu, reconnu, célèbre, jaloux, voilà en effet que commencent les problèmes. On se sent au maximum de ses capacités, apte à maîtriser les plus vastes chantiers. On s'est débarrassé de ses tics

de jeunesse, on sait aller à l'essentiel. On vient d'achever un vaste musée, un hôpital d'une infinie complexité.

Et c'est alors que la toile arrive : le Grand Prix national vous tombe sur les épaules. Et voilà la commande qui s'éloigne, vous imaginant trop occupé, ou inaccessible sur votre usage de gloire, incapable d'accepter des projets qui ne soient d'ordre monumental, à moins qu'on ne vous juge hors du coup pour être ainsi digne de la reconnaissance officielle. Il va falloir désormais se faire oublier, faire un long détour solitaire pour rentrer par la porte la plus petite possible.

FREDÉRIC EDELMANN

(1) Les lauréats sont, en 1991, Olivier Baudry, Christophe Lah, Isabelle Devin et Catherine Raison. Anne Lacaze et Jean-Philippe Vassal. Naco, Gilles Richard et Gilles Ferret, Richard Scofield, Pascale Sarrin, Techniques (Joseph Duvert, Pierre-Yves Leboeuf, Max P. Rolland, Alain Vargas), Valérie Vaudou.

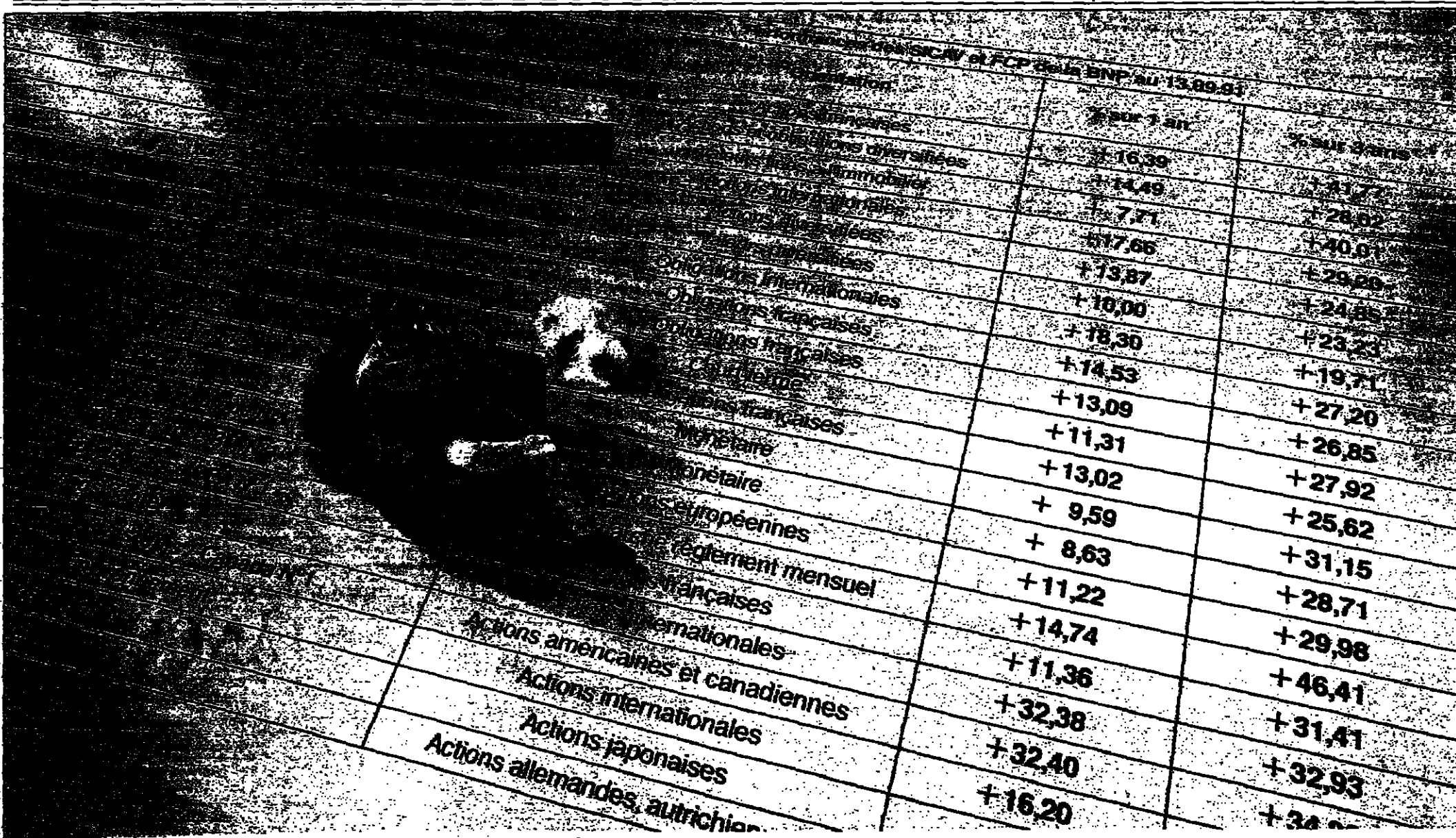
(2) Olivier Moynard, Patrick Verbaenen, ainsi qu'Anne et Philippe Gravier ont reçu un prix en 1990.

(3) Emmanuel Saadi pour 1990.

► Les *Albums de la jeune architecture*, la Maison de l'Architecture, 7, rue de Chaillot, 75016 Paris ; jusqu'au 9 novembre.

► *Européen 2* (France), pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland, 75004 Paris ; jusqu'au 17 novembre.

► Le théâtre Petruzzelli de Bari détruit par un incendie. - Un violent incendie a entièrement détruit, dimanche 27 octobre, le théâtre Petruzzelli de Bari, considéré par les mélomanes comme l'un des meilleurs d'Italie avec la Scala de Milan et le San-Carlo de Naples. Du théâtre, construit en 1898, inauguré en 1903 avec les *Huguenots*, de Meyerbeer, « Il Petruzzelli » - du nom du mécène qui le finança, il ne reste que les murs extérieurs : sa coupole s'est effondrée au milieu des flammes. - (AFP.)



	pour 1 an	pour 3 ans
Actions françaises	+16,30	+24,52
Actions étrangères	+14,49	+21,77
Actions monétaires	+7,71	+24,62
Actions monétaires	+17,66	+40,01
Actions internationales	+13,87	+20,26
Actions françaises	+10,00	+24,65
Actions étrangères	+18,30	+23,23
Actions monétaires	+14,53	+19,71
Actions monétaires	+13,09	+26,85
Actions internationales	+11,31	+27,92
Actions françaises	+13,02	+25,62
Actions étrangères	+9,59	+31,15
Actions monétaires	+8,63	+28,71
Actions internationales	+11,22	+29,98
Actions françaises	+14,74	+46,41
Actions étrangères	+11,36	+31,41
Actions internationales	+32,38	+32,93
Actions françaises	+32,40	+32,93
Actions étrangères	+16,20	+32,93

En un seul Fonds Commun de Placement, la BNP vous offre en permanence le meilleur de ses 40 SICAV et FCP : c'est Natio Fonds Multi-Gestion.

Natio Fonds Multi-Gestion dispose en permanence d'un vivier sans équivalent. Celui-ci est constitué des 40 SICAV et FCP de la BNP, à court, moyen et long terme, en actions, obligataires ou monétaires, à vo-

cation française ou étrangère. Les spécialistes de la BNP arbitrent et sélectionnent en fonction des évolutions de la conjoncture. Avec ce potentiel, Natio Fonds Multi-Gestion assure pour vous la meilleure

diversification de votre investissement. Souscription à partir de 10.000 F. Natio Fonds Multi-Gestion : Fonds de Fonds de capitalisation. Frais de gestion : 1 % H.T. Commission de souscription : 2 %. Valeur de

la part d'origine : 1.000 F. Minimum de la première souscription : 10.000 F. Toutes informations auprès de nos conseillers, dans chacune de nos agences.

BNP

sulfureuse symphonie

! 18 DECEMBRE

BILLET

Renault pris à la gorge

L'épreuve de force lancée par la CGT à Cléon (Seine-Maritime) depuis le 17 octobre et qui paralyse l'approvisionnement de la plupart des autres usines du groupe commence à devenir de plus en plus inquiétante pour Renault.

Il a suffi que les cégétistes, soutenus localement par la CFDT, installent des piquets de grève devant un établissement stratégique pour que l'ensemble de l'entreprise, livrée de moteurs et de boîtes de vitesses, tourne au ralenti. La technique des « flux tendus », qui permet de réduire les stocks et les coûts, se retourne ainsi contre la société dès que survient le moindre conflit social. Après l'usine Renault de Villorbe (Belgique), la filiale néerlandaise de Volvo, à Helmond, devra suspendre son activité à partir du 29 octobre. En France, les reports de séance se sont transformés en chômage partiel depuis jeudi. Seul l'établissement de Flins (Yvelines) a pu maintenir la fabrication des Clio en se fournissant en Espagne ou au Portugal et en multipliant les heures de nuit.

Pour le seul Hexagone, Renault perd à l'heure actuelle près de cinq mille véhicules par jour. Certes, le manque à gagner quotidien (plus de 100 millions de francs en théorie) pourra être comblé ultérieurement. Mais quand ? Pour l'instant, on ne voit pas comment la Régie pourra sortir « en douceur » de ce conflit qu'elle n'a pas vu venir et qui la prend à la gorge. Si le blocus de Cléon se prolongeait, l'entreprise nationale devra abandonner l'objectif de repasser à court terme au-dessus de la barre des 10 % du marché automobile européen. Quant aux grévistes, qui réclament une revalorisation de la politique salariale (+ 2,5 % en 1991) et une compensation financière à la suite de la chute de la prime d'investissement induite par la baisse des profits, ils pourront difficilement obtenir satisfaction tant que les autres usines ne les suivront pas. Mais telle n'est sans doute pas la préoccupation essentielle de la CGT. Une fois de plus, celle-ci cherche d'abord à montrer que, malgré ses revers électoraux dans ce qui fut son sanctuaire, elle est encore capable de défier la direction et, au-delà, les pouvoirs publics. Même si son action est minoritaire.

Pressé par Renault de faire appliquer la décision de justice qui prévoit un recours à la force pour libérer les accès de Cléon, le gouvernement s'est jusqu'à présent interdit de franchir le pas. La rudesse des forces de l'ordre à l'égard des infirmières a créé un fâcheux précédent et il redoute de jeter de l'huile sur le feu. Sa position de spectateur risque pourtant de devenir de moins en moins confortable.

JEAN-MICHEL NORMAND

La préparation du sommet européen de Maastricht

Les Pays-Bas présentent leur projet d'union économique et monétaire

Le gouvernement néerlandais, qui préside actuellement la Communauté européenne, devait présenter, lundi 28 octobre, le projet de traité d'union économique et monétaire (UEM) qui doit être entériné par les Douze en décembre à Maastricht. Une réunion préliminaire des ministres des finances devrait être organisée le 1^{er} décembre pour en achever la préparation. Les grandes lignes du projet néerlandais sont désormais connues. Les douze pays devraient signer le traité, mais chacun

pourra ne rejoindre l'Union qu'à l'heure de son choix. Cette Europe à géométrie variable, sinon à plusieurs vitesses, a la vertu de faire partir le train tout en permettant à la Grande-Bretagne, la plus réticente, de décider, plus tard, d'y monter.

Jusqu'avant l'entrée en vigueur de la phase trois, à partir de 1997, la composition de l'écu serait gelée; autrement dit la part des monnaies faibles dans le panier du système monétaire européen ne sera pas réduite.

Des économistes prônent une stratégie différente

Ce n'est pas un réquisitoire contre l'union économique et monétaire, mais une remise en question de la logique du processus fixé par les Douze, que présente dans son rapport annuel l'Institut de recherche Center for Economic Policy Research (CEPR).

Si monnaie unique et banque centrale commune il doit y avoir, les experts européens du CEPR estiment que les priorités ont été mal définies. Ce que veulent les Douze, en créant l'Europe monétaire, c'est fonder une monnaie qui soit la plus forte possible. Mais quel intérêt peut-il y avoir pour les États qui, comme l'Allemagne ou les Pays-Bas, disposent déjà des monnaies les plus fortes ? La seule solution pour que l'Allemagne ne perde pas plus qu'elle ne gagne dans le processus est d'obtenir une véritable indépendance de la banque centrale. Or les projets d'union monétaire dérogent au conseil des ministres des finances (ECOFIN) la gestion du taux de change vis-à-vis des monnaies extérieures à la CEE.

Un tel projet est la preuve, selon le rapport, de la « confusion économique et de la cuisine politique » des négociations actuelles.

Après l'accord sur la maîtrise des dépenses de santé

Le gouvernement et l'assurance-maladie tentent de rassurer les syndicats de médecins

M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales, et les représentants des trois caisses nationales d'assurance-maladie (CNAMTS pour les salariés, CANAM pour les non-salariés, Mutualité sociale agricole) ont officiellement signé, vendredi 25 octobre, un protocole d'orientation qui prévoit que les dépenses d'assurance-maladie progressent selon un « taux d'évolution annuel global » (le Monde du 18 octobre). Les partenaires se sont donné un mois pour préciser les mécanismes. Il leur faudra aussi vaincre les réticences du corps médical.

En posant - pour la première fois depuis la création de la Sécurité sociale - le principe d'une véritable politique de maîtrise des dépenses de santé, les pouvoirs publics et les gestionnaires de l'assurance-maladie ont marqué un essai qu'il leur faut rapidement

Selon une étude de la CNAMTS

Le pouvoir d'achat des praticiens libéraux a progressé de plus de 13 % entre 1980 et 1990

Une récente étude de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) fait apparaître qu'entre 1980 et 1990 le pouvoir d'achat des praticiens libéraux a progressé de 13,6 %, alors que, pendant la même période, celui des cadres supérieurs baissait de 5,7 % (1). L'an passé, le revenu moyen d'un médecin généraliste atteignait 27 000 francs nets par mois (37 000 francs bruts), alors qu'un cadre supérieur percevait 19 000 francs. En dix ans, l'écart de pouvoir d'achat atteignait vingt points. La démographie

médicale (32 000 praticiens supplémentaires depuis 1980) n'a donc pas opéré globalement d'effet négatif sur la rémunération des médecins.

Comparées à l'ensemble des professions libérales, les professions de santé tirent aussi leur épingle du jeu. Avec 200 000 à 300 000 francs par an, généralistes, pédiatres et dermatologues font mieux que les ingénieurs-conseils ou les architectes. Les autres spécialistes atteignent, pour leur part, la tranche supérieure (300 000 à 400 000 francs) avec les avocats et les experts-comptables.

seront d'ailleurs prévues afin de faire face aux épidémies ou aux innovations médicales. Reste que l'objectif initial - qui sera décliné selon les spécialités (généralistes, spécialistes, radiologie, biologie, professions paramédicales) et les réalités locales - n'aura rien d'une vague référence indicative. Outre le renforcement du contrôle médical afin de sanctionner les abus, des mécanismes financiers permettront de le faire respecter.

Pas de « volontarisme comptable »

Rien, certes, n'est encore décidé, mais le gouvernement et les caisses réfléchissent déjà aux mécanismes qui pourraient être introduits. On pourrait, par exemple, considérer qu'au-delà d'un certain seuil d'actes médicaux, qui pourrait être de 5 500 à 6 000 (chaque généraliste en réalise 4 519 par an en moyenne contre 3 966 pour le spécialiste), la rémunération d'un praticien serait réduite, la différence étant affectée au financement des retraites ou de

Toutefois, 11 % des généralistes disposent d'un revenu moyen égal au SMIC. Les débuts de carrière sont difficiles mais, estime la CNAMTS, « le temps passé avec de faibles recettes n'excède pas trois ans pour plus de 90 % des médecins qui s'installent ».

J.-M. N.

(1) Ce phénomène est, pour l'essentiel, imputable au rajustement de la catégorie des cadres supérieurs, ce qui tend à tirer à la baisse la moyenne des salaires. Cet effet de structure a pu aussi être observé chez les médecins, mais il n'a pas été suffisant pour avoir des conséquences négatives sur leur pouvoir d'achat.

En visite au Salon de l'automobile de Tokyo

M. Jacques Calvet souhaite une intensification des échanges technologiques avec le Japon

En visite à Tokyo, à l'occasion du 29^e Salon de l'automobile qui a ouvert ses portes samedi 26 octobre (le Monde daté 27-28 octobre), M. Jacques Calvet, président du directoire de Peugeot SA, a déclaré au Monde qu'il écarte toujours l'idée d'une grande alliance de son groupe avec un constructeur japonais, mais qu'il est en revanche favorable à une intensification des échanges technologiques.

TOKYO

de notre correspondant

« Quel est à votre avis l'état de la fabrication japonaise en matière automobile ? »

« J'ai été frappé par la remarquable variété des causes, c'est-à-dire la robe mais aussi le corps du véhicule, pour un même modèle. Ce qui suppose un outil industriel très flexible. En revanche, en matière de décoration intérieure (harmonie des couleurs et de matériaux), les constructeurs japonais n'ont pas fait, à mon sens, les percées attendues. En termes de style, je pense que les voitures européennes restent meilleures ».

« Que pensez-vous des technologies de pointe présentées au Salon de Tokyo ? »

« Nous faisons tous actuellement ce genre de recherches. On commence seulement à parler au Japon de réduction de la consommation d'énergie, alors que c'est un sujet qui nous préoccupe au premier chef en Europe. La voiture moyenne japonaise consomme

encore 8,7 litres pour 100 kilomètres, et l'européenne 6,4 litres. Les constructeurs japonais démarrent donc tard derrière nous, notamment Peugeot-Citroën qui, en Europe, a la meilleure place ».

« En ce qui concerne les autres innovations, par exemple les véhicules électriques, nous sommes au moins aussi avancés. Pour le reste, moteur à hydrogène etc., c'est vraiment pour l'avenir. Les Japonais sont néanmoins plus attentifs à des équipements dont nous ne pensons pas qu'ils soient indispensables, telles ces télévisions qui aident à suivre son chemin sur une carte. Il ressort de ce salon deux grandes tendances : une focalisation sur la nécessité de réconcilier voiture et environnement et la montée en gamme comme en diversité des modèles ».

Des alliances traditionnelles

« En ce qui concerne la production ? »

« J'ai un sentiment un peu apaisant. Ce qui nous gêne, c'est un problème de législation du travail, mais, au niveau technologique, nous avançons au même rythme que les meilleurs japonais. Du fait de la difficulté de recruter une main-d'œuvre jeune en lui offrant de meilleures conditions de travail, ceux-ci sont amenés à automatiser davantage, alors que je les admets beaucoup d'être restés raisonnables dans le choix entre travail automatisé et travail humain. Ils se reposent, en outre, des questions sur le « just in time » [le « zéro stock »] en raison des difficultés de circulation, et ils envisagent de travailler avec les sous-traitants de leurs concurrents. Les Japonais sont en train de devenir un peu plus proches des Européens ».

« Compte tenu de ces constatations et des ambiguïtés de l'accord automobile entre le Japon et la CEE, quelle stratégie préconisez-vous pour les Européens ? »

« D'abord, il faut que nous sachions exactement ce qui a été décidé. Nous sommes pour l'instant dans l'incertitude (1). Je ne suspecte ici personne de mauvaise foi. Et notamment pas les Japonais. Nous sommes certes concurrents, mais nous parlons le même langage. Pour ma part, je ne peux que poursuivre en l'accroissant ma politique antérieure (qualité et productivité) ».

« Ecartez-vous toute idée d'une alliance avec un constructeur japonais ? »

« Oui et non. Oui, dans le cas d'une grande alliance (nous n'en avons d'ailleurs avec aucun autre constructeur au monde). Compte tenu de la taille des uns et des autres, je considère que c'est plutôt nuisible qu'utile. En revanche, j'ai un certain nombre d'alliances traditionnelles avec Fiat ou Ford. Je ne tiens pas à ce que les Japonais viennent en Europe mais, si c'est le cas, je souhaite que des équipementiers européens les fournissent. Pour ma part, je suis tout à fait prêt à le faire. Nous avons, d'autre part, constaté avec Toyota que nous avions échangé, ces dernières années, une quinzaine de missions techniques. Il faut intensifier ces contacts : il existe beaucoup de domaines où nous pouvons échanger des technologies ».

Propos recueillis par PHILIPPE PONS

(1) L'un des points de controverse de l'accord est l'inclusion ou non, dans le contingent des voitures japonaises vendues en Europe, des véhicules fabriqués sur place. Pour les Européens, ou du moins certains d'entre eux, ils sont inclus ; pour les japonais, non.

Peugeot et Nissan s'installent en Algérie. - A l'occasion de la clôture de la 27^e Foire internationale d'Alger, le 26 octobre, les groupes Peugeot et Nissan ont déclaré avoir reçu l'autorisation de s'installer en Algérie. Le groupe français envisage ainsi la mise en place d'un réseau commercial « opérationnel dans quelques semaines » et le développement d'une unité de production de pièces de rechange. Quant à la société Nissan-Algérie, son directeur a aussi annoncé la création d'un réseau de commercialisation, ainsi que la construction d'une unité de fabrication de composants.



COMPTES SEMESTRIELS 1991

CROISSANCE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS

Déterminé dans un périmètre de consolidation de 1700 sociétés, le chiffre d'affaires du Groupe s'est élevé à 62 milliards de francs au cours du premier semestre 1991, contre 53 milliards au 30 juin 1990, en progression de 17 %. L'ensemble des domaines d'intervention de la Compagnie et de ses filiales ont connu une croissance soutenue de leur activité.

Le chiffre d'affaires réalisé à l'étranger a atteint 16,1 milliards de francs au 30 juin 1991, c'est-à-dire plus du quart (26 %) de l'activité totale du Groupe. Dans ce total, les pays européens ont représenté 10,3 milliards de francs, en augmentation de près de 25 % par rapport au premier semestre de l'exercice précédent. Le développement a de nouveau été particulièrement vif en Grande-Bretagne, dans l'ensemble des secteurs d'activité où les sociétés du Groupe interviennent (distribution d'eau, BTP, chauffage, propreté, santé). En Europe de l'Est, la période confirmée du groupe CBC mérite également d'être soulignée. Les récentes filiales de la SGE dans les nouveaux Länder de l'Allemagne (principalement OBG et VBU) ne sont pas encore intégrées dans les comptes au 30 juin 1991. Leur chiffre d'affaires pour l'ensemble de l'année devrait être de l'ordre de 3 milliards de francs.

Le résultat d'exploitation consolidé semestriel est de nouveau en forte augmentation. Il s'établit à 1976 millions de francs, en hausse de 77,9 %. Cet accroissement est notamment dû à la bonne évolution des résultats des secteurs eau, énergie thermique, propreté, ainsi qu'à la progression de la Compagnie Immobilière Rhône-Alpes. De son côté, le résultat d'exploitation semestriel de la Société Générale d'Entreprises (SGE) est en diminution par rapport à celui du 30 juin 1990, en raison, pour l'essentiel, de l'incidence ponctuelle de certaines opérations pour lesquelles les risques de perte à terminaison ont été convertis en totalité dès le 30 juin 1991, tandis que le groupe CBC a enregistré une nouvelle progression au cours du premier semestre.

Dans le secteur de la santé, en France, des gains de productivité n'ont que faiblement permis d'atténuer l'impact négatif des mesures réglementaires restrictives prises il y a quelques mois. La tendance est meilleure, en Grande-Bretagne, pour le groupe AMI Healthcare. Dans le domaine de la télévision par câble, les charges de développement des réseaux ont été d'un niveau un peu supérieur à celui constaté à la fin du premier semestre de l'année dernière. Par ailleurs, les comptes de la Société Française de Radiotéléphone (SFR) sont devenus nettement positifs dès le premier semestre de l'année 1991.

Le résultat financier est en recul du fait d'un effort d'investissement qui reste important. Le résultat courant semestriel s'est néanmoins élevé à 1318 millions de francs, en augmentation de 16,2 %.

Le résultat net des sociétés intégrées ressort à 792 millions de francs, contre 555 millions. La part du groupe dans le résultat des sociétés mises en équivalence s'établit à 316 millions de francs et comprend principalement les quote-parts des résultats semestriels de Canal+, d'Electrafina, de Cofronat (dont la SGE détient 30,66 %), de Fougere et du groupe J.-C. Decaux.

Au total, le résultat net consolidé du Groupe s'est élevé, pour ce premier semestre 1991, à 1004 millions de francs en croissance de 12,5 %.

Pour l'ensemble de l'exercice, le chiffre d'affaires consolidé de la Compagnie atteindra probablement 131 milliards de francs (contre 116,6 milliards en 1990) dont plus de 36 milliards réalisés à l'étranger. Les dernières analyses confirment que le résultat net consolidé du Groupe de l'année 1991 pourrait être supérieur à 2,5 milliards de francs (contre 2,2 milliards en 1990), tandis que l'autofinancement de la Compagnie et de ses filiales se maintiendrait à un niveau élevé.

Informations Actionnaires - 05 05 55 66 - 3616 CLIFF

LE JEUDI 12 DATÉ 13 DÉCEMBRE DOSSIER SPÉCIAL ÉPARGNE PLACEMENTS

Pour tout renseignement
Publicité financière
46-62-73-57

L'intérêt de nos obligations, c'est l'avenir de l'Europe

Institution financière de la Communauté européenne, la BEI favorise par ses prêts la réalisation d'une large gamme d'investissements productifs contribuant à l'intégration de la C.E. et à son développement équilibré.

La BEI participe également à la politique communautaire de solidarité envers 69 pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique et 12 pays méditerranéens. En outre, la BEI finance des projets économiquement sains et urgents dans certains pays d'Europe de l'est.

EMPRUNT 9% OCTOBRE 1991 DE F. 2 MILLIARDS NOMINAL REPRÉSENTÉ PAR 400.000 OBLIGATIONS DE F. 5.000 NOMINAL assimilable à l'emprunt 9% - 2003 code SICOM 11 068

Prix de souscription : 100,05 %, soit F. 5.002,50 par obligation, incluant le parti d'amortissement de 99,7599 %, soit F. 4.997,50 par obligation et le coupon couru de 0,2999 %, soit F. 314,75 par obligation.

Date de jouissance : 1^{er} Mars 1991.

Date de règlement des souscripteurs : 22 Novembre 1991.

Date d'échéance : 1^{er} Mars 2003.

Intérêt annuel : 9 % soit F. 450 par titre payable le 1^{er} Mars de chaque année.

Taux de rendement actuariel au règlement : **9,02 %**

Durée : 11 ans et 120 jours.

Amortissement normal : Les obligations seront amorties en totalité le 1^{er} Mars 2003 par remboursement au pair.

Amortissement anticipé : Intérêt par remboursement.

Autant par rachats en Bourse.

Probabilité d'effets publics d'achat d'obligations.

Régime fiscal : S'agissant d'un emprunt émis en France et de plus, en vertu de l'article 28 de la loi de finances rectificative du 12 juillet 1980, les intérêts du présent emprunt versés à des bénéficiaires ayant leur domicile fiscal en France, sont exonérés de la retenue à la source. Le paiement des intérêts et le remboursement des titres sont effectués sous la déduction des impôts que la loi peut imposer à la charge des porteurs.

Cotation dès le 24 Novembre 1991 : à la Cote Officielle (Bourse de Paris).



Une fiche d'information qui a reçu 16 et 14 432 du 22 Octobre 1991 de la Commission des Coordonnateurs de Bourse a été publiée par l'Agence Economique et Financière du 28 Octobre 1991.

Banque européenne d'investissement

MATRA : RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1991.

Le Conseil d'Administration de MATRA s'est réuni le 23 octobre sous la Présidence de M. Jean-Luc LAGARDÈRE pour examiner les comptes du premier semestre de l'exercice 1991.

A méthode de consolidation constante, le chiffre d'affaires du Groupe traduit une légère progression par rapport à celui du premier semestre de 1990 (12,5 milliards de francs). Cependant, la perspective de nous désengager de la participation minoritaire que nous détenons aux côtés de FIAT dans la Société d'électronique automobile UFIIMA nous a conduit à en modifier le processus de consolidation : cette participation est désormais mise en équivalence au lieu d'être intégrée proportionnellement. Dans ces conditions, le chiffre d'affaires consolidé que nous affichons est ramené à 10.650 MF.

Dans le détail, le compte de résultat consolidé se présente comme suit :

En millions de francs	1 ^{er} semestre 1990	1 ^{er} semestre 1991
Résultat d'exploitation	719	317
Résultat financier	(427)	217
Résultat exceptionnel, divers, amortissement des survalues, et quote-part des sociétés mises en équivalence	(157)	(289)
Impôts sur les bénéfices	(266)	(181)
Résultat net consolidé part du Groupe	249	64

L'impact de l'activité d'UFIIMA n'intervient donc plus maintenant, pour notre quote-part, qu'au niveau des éléments qui conduisent au résultat courant au résultat net. La perte de cette Société est plus importante que prévu, ce qui en raison des dépenses de niveau très élevé engagées pour maintenir à l'entreprise sa position de leader européen dans le domaine de l'instrumentation et lui assurer à terme une place majeure dans celui du contrôle moteur.

La baisse du résultat d'exploitation provient pour l'essentiel, de deux éléments :

- les activités de télécommunications ont subi en France les effets d'une conjonction dégradée et ont supporté des charges importantes de Recherche-Développement pour l'achèvement du radiotéléphone portatif GSM. Ces charges, représentatives d'un investissement destiné à garantir l'avenir, conduisent à une contribution négative.

- MATRA AUTOMOBILE a connu un semestre affecté par la préparation puis la montée en cadence de sa production, dans le cadre du lancement du nouveau véhicule RENAULT-ESPACE, qui par ailleurs connaît un grand succès commercial.

Il est difficile, dans l'environnement économique perturbé qui est le nôtre, de faire des prévisions fiables pour l'année entière. Cependant, les résultats du second semestre devraient s'améliorer par rapport à ceux du premier semestre, jusqu'à permettre de se situer globalement, pour l'année, au niveau des prévisions effectuées en début d'exercice, et ce dans la mesure où certains éléments clés relatifs à ces prévisions voient leur réalisation intervenir suffisamment à temps.

MATRA

22,3 % DES CADRES
SUPÉRIEURS
(594 000)
lisent le Monde.
Le Monde
est la première
source
d'information
des cadres
supérieurs.
(IPSOS 91)

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

844 000
LECTEURS CADRES.
Le Monde
est le premier titre
d'information
des cadres.
(IPSOS 91)

GIFI

GIFI, compagnie de gestion industrielle et financière, vient de prendre le contrôle majoritaire de PARIMETAL et CABLERIE DE CROSNE, deux sociétés spécialisées dans la fabrication de câbles électriques et de télécommunication.

Avec la société METALEURE, filiale de PARIMETAL, cet ensemble réalise environ 280 MF de chiffre d'affaires, essentiellement en France, auprès des grands donneurs d'ordres que sont EDF, FRANCE-TELECOM, la SNCF, la RATP.

Dirigé par M. Pierre OREFFICE, le groupe PARIMETAL rassemble 270 personnes à Crosne et à Evreux.

Le groupe PARIMETAL trouve auprès de GIFI le soutien industriel et financier pour engager, en toute indépendance, les investissements nécessaires à sa croissance et à l'évolution technique des besoins de ses clients.

M. Pierre OREFFICE, avec son équipe, assurera le développement du groupe. Il devient actionnaire de GIFI, à titre personnel, et à travers deux sociétés holding qui conservent des participations dans PARIMETAL et CABLERIE DE CROSNE.

Créée en février 1990 par M. Alain CLAROU, GIFI, dont le capital s'élève à 343 MF, constitue avec PARIMETAL un deuxième pôle d'activité.

Devenue, dès sa création, l'actionnaire de référence de TELEFLEX LIONEL-DUPONT (coté au comptant de la Bourse de Paris), GIFI conduit, à partir de cette holding industrielle, le redressement de sa filiale de maintenance et l'expansion, par croissance externe, de ses activités d'équipements aéronautiques et aéronautiques.

Amérique

Israël en Egypte

Amérique latine : les risques de la rupture

L'intégration dans l'économie mondiale ne peut concerner que moins de la moitié de la population active du continent

Collection Enjeux.

Migrations :
pour ne pas
perdre le nord.

25 F

Collection Enjeux.

CHAMPS ECONOMIQUES

Où en est la pensée économique ?

Une discipline à géométrie variable

Les transformations de la science économique ne relèvent ni de la synthèse ni de l'émiettement mais d'une évolution souterraine

par Christian Schmidt

Il est un point sur lequel s'accordent deux esprits différents comme celui de Karl Popper et celui de René Thom : la science progresse davantage par la pertinence des questions qu'elle souleve que par les réponses, nécessairement provisoires, qu'elle propose pour les résoudre. La science économique n'y fait pas exception.

Une méthode féconde pour apprécier son évolution devrait donc commencer par un recensement des principales interrogations suscitées par ses champs de recherche les plus novateurs durant la période récente. Trois domaines s'y prêtent particulièrement : ils concernent respectivement l'économie du travail, l'économie industrielle et la réflexion économique sur l'organisation.

Considérons d'abord les deux premiers. L'intuition initiale qui a guidé leur renouvellement relève d'une démarche parallèle. Pour ce qui est de l'économie du travail, elle a consisté à introduire l'hypothèse des deux marchés, l'un extérieur, l'autre intérieur aux entreprises (Piore et Doring, 1971 ; Piore, 1988). En matière d'économie industrielle, elle a conduit à compléter la typologie

traditionnelle des marchés par l'introduction de caractéristiques complémentaires concernant la détermination du nombre des entreprises qui y opèrent, de leur taille et de leur organisation interne (Williamson, 1985).

Ce double changement de perspective, intervenu dans les vingt dernières années, s'il paraît simple dans son principe, n'a pas manqué d'entraîner une série de questions en chaîne, souvent embarrassantes pour les représentations conventionnelles de ces phénomènes. En premier lieu, l'appellation même de marché, communément retenue pour qualifier les relations d'offre et de demande à l'extérieur des firmes, est apparue inadéquate pour rendre compte des ajustements dans les politiques d'emploi qui s'effectuent à l'intérieur des entreprises.

De proche en proche, cette observation a débouché sur une interrogation plus générale concernant les limites de notre connaissance du marché - son caractère trop familier à la pensée économique s'accompagnant paradoxalement d'une large zone d'approximations implicites encore non explorée. Enfin, le fait que l'étude de deux réalités économiques aussi importantes que le travail

et l'activité industrielle requière la prise en compte des relations entre la face « externe » et la face « interne » de leur manifestation a rendu difficilement tenable l'habitude, solidement ancrée dans la tradition, de considérer la ligne de démarcation qui les sépare comme une donnée intangible et exogène par rapport à l'analyse économique.

La portée théorique de ce dernier point mérite qu'on s'y arrête. Il aboutit, en effet, à étendre le domaine d'investigation assigné à l'explication du fonctionnement des systèmes économiques. Ainsi faut-il, pour délimiter l'extérieur de l'intérieur, être d'abord capable d'expliquer le nombre des centres de décision opérant sur le marché et leur structure dans une industrie considérée, toute chose difficile à appréhender dans le cadre de l'équilibre général.

Des axes de recherche

On comprend mieux, dans ces conditions, le regain d'intérêt suscité récemment par les analyses en termes d'équilibre partiel (Stiglitz, 1985 ; Frayse, 1988), ainsi que par les tentatives visant à renouveler les

hypothèses de base qui relient les firmes au marché. C'est dans cet esprit qu'a été élaborée notamment la nouvelle théorie des marchés contestables (*contestable markets*), où les entreprises sont idéalement supposées pouvoir, à tout moment et sans coût, entrer et sortir du marché (Baumol, Panzard et Willig, 1982).

La définition économique de la firme pose à son tour des problèmes et fait, pour cette raison, l'objet aujourd'hui d'un réexamen. On redécouvre à cette occasion des idées déjà anciennes, apparues à la faveur de la mise en évidence des coûts de transaction (Coase, 1937 - prix Nobel d'économie 1991). Le fonctionnement de la firme ne peut plus désormais être réduit à ses seules relations avec les différents composants de son environnement immédiat (fournisseurs, concurrents, clients).

Il faut également intégrer dans son analyse l'organisation des ressources internes dont elle dispose. Au concept classique d'économie d'échelle s'ajoute, depuis peu, celui d'économie de champ (*scope economies*). Il désigne l'efficacité de la coordination des activités de l'entreprise sur ses coûts (Panzard et Willig, 1981). Cette notion permet, en particulier, d'expliquer dans quelles conditions il est plus intéressant de combiner, à l'intérieur d'une même firme, plusieurs activités au lieu de les faire séparer.

On constate une convergence entre ces différents axes de recherche repérés dans l'économie de travail et en économie industrielle. Elle peut s'interpréter comme l'indice d'un programme plus général, résumé en ces termes : découvrir les principes selon lesquels s'effectuent les découpages entre « l'extérieur » et « l'intérieur » des entités économiques considérées. Ce programme de recherche est susceptible de développement au niveau de chaque unité économique (perspective micro-économique), comme au niveau d'un système économique pris dans son ensemble (perspective macro-économique).

En apparence, il respecte donc cette partition communément admise dans la discipline. Mais on s'aperçoit rapidement qu'il tend en réalité à en modifier le contenu. Pour l'illustrer, il faut introduire maintenant les novations qui ont trans-

formé le troisième domaine, celui de la pensée économique sur l'organisation.

Toujours sceptiques à l'endroit de l'approche holiste des phénomènes, les économistes qui se sont penchés sur les phénomènes d'organisation ont souvent eu recours à une analyse en termes d'interactions entre ses participants. Cette option les a conduits, tout naturellement, à recourir à la théorie des jeux. L'utilisation de la grille formelle des équilibres de Nash pour expliquer le fonctionnement de ces interactions est à l'origine d'une découverte singulière, à vrai dire déjà pressentie par certains précurseurs (Schelling, 1960).

Un savoir commun

A l'encontre d'une des convictions économiques les plus vénérables que l'on fait souvent remonter à Adam Smith, il s'est avéré que les hypothèses couramment associées à la rationalité individuelle sont insuffisantes pour garantir, dans un très grand nombre de situations, la coordination des actions. Circonstance aggravante, ces difficultés peuvent même se manifester lorsque les agents ont des intérêts convergents et poursuivent un objectif identique.

Un exemple tiré de la vie courante permet de mieux comprendre la nature du problème ainsi soulevé. Il est emprunté à la circulation automobile. L'organisation des flux automobiles ne peut s'expliquer ni par la seule conduite rationnelle de chaque automobiliste, ni même par l'introduction de l'hypothèse supplémentaire, bien optimiste, de leur bénévolence réciproque.

Elle découle de l'existence d'un code de la route supposé connu et respecté de tous. Or l'information contenue dans ce code est bien différente de celles habituellement traitées par les théories économiques. Se présente aujourd'hui sous les traits d'une discipline à géométrie variable. Les transformations qui l'affectent ne relèvent ni de la synthèse généralisante ni de l'émiettement en parcelles désordonnées. Il s'agit plutôt d'une évolution souterraine et convergente de ses cadres conceptuels à la faveur de recherches menées dans des domaines particuliers et apparemment très divers.

En d'autres termes, cette information constitue ce que l'on appelle aujourd'hui, à la suite du philosophe David Lewis, un savoir commun (*common knowledge*). Doit-elle être analysée au niveau de chaque déci-

deur particulier ou considérée seulement au niveau du système dans son ensemble ? On serait tenté de répondre aux deux à la fois, puisqu'elle intéresse également l'un et l'autre, qui apparaissent difficilement discernables dans sa perspective.

La portée de cette observation a également pour conséquence d'enrichir, en le complétant, le champ d'investigation offert à l'économie théorique par l'introduction, cette fois, d'une dimension cognitive. On ne peut plus se contenter désormais de regarder les phénomènes que l'on cherche à expliquer en adoptant les deux seuls points de vue extrêmes que sont celui de chaque acteur, considéré individuellement, et celui de l'ensemble du système, comme peut le connaître, par exemple, le modélisateur. On savait déjà depuis un certain temps, grâce à Simon, que la rationalité des décideurs se trouvait limitée par le niveau de leur information (Simon, 1955).

L'analyse de cette information invite aujourd'hui à remplacer la traditionnelle frontière entre l'individu et le collectif par une représentation en termes de degrés de connaissance. Cela signifie que le décideur peut savoir seulement qu'il détient une information (1^{er} degré), savoir, en outre, si les autres savent ou ne savent pas qu'il la détient (2^e degré) et ainsi de suite jusqu'à la limite de savoir commun, lorsque l'on étend cette démarche à tous les décideurs. Un tel traitement a permis notamment de renouveler la manière d'aborder les négociations (Binmore et Dasgupta, 1987) et les conventions (Schelling et Thelen, 1986 ; Favereau, 1988) qui fournissent deux des trames essentielles sur lesquelles se déroule la vie économique.

Ligne de démarcation fluctuante entre « l'interne » et « l'externe », niveaux multiples de représentation des phénomènes, la science économique se présente aujourd'hui sous les traits d'une discipline à géométrie variable. Les transformations qui l'affectent ne relèvent ni de la synthèse généralisante ni de l'émiettement en parcelles désordonnées. Il s'agit plutôt d'une évolution souterraine et convergente de ses cadres conceptuels à la faveur de recherches menées dans des domaines particuliers et apparemment très divers.

► Professeur à l'université Paris-IX-Dauphine.

Les risques de la rupture

Suite de la page 19

Une telle politique suppose la formation de forces politiques qu'on puisse appeler de gauche, qui remplissent le rôle que les partis social-démocrates, travaillistes, socialistes ou même communistes ont joué en Europe occidentale.

La difficulté est ici que les forces sociales et politiques ont toujours été subordonnées à l'Etat clientéliste en Amérique latine. Rares sont les réussites comme celle de l'Uruguay sous Sanguinetti, qui s'est dégagé de l'ancien clientélisme mais a réussi, aussi, à organiser des négociations collectives. Le Brésil qui avait le grand avantage d'avoir été des acteurs sociaux, entrepreneurs et syndicalistes, modernes et actifs, a gâché ses chances en détruisant abusivement son administration publique, la capacité d'intervention d'un Etat appauvri par une inflation qui allège les impôts des plus dévoués, qui ne sont pas les plus pauvres.

Ainsi l'essentiel est de séparer les entreprises, l'Etat, et des partis qui

soient représentatifs des intérêts et des opinions de la majorité. C'est pour l'avoir compris que le Mexique de Miguel de La Madrid, puis de Salinas, se redresse malgré des épreuves terribles et le maintien insupportable de graves fraudes électorales, tandis que le Brésil, qui avait réussi une extraordinaire progression, subit une crise grave de désorientation et de confusion. Le Chili a pris une avance nette sur cette voie, la seule qui conduise au développement.

En un mot, la destruction de l'Etat « national-populaire » ne doit pas conduire au triomphe exclusif des entreprises modernes, nationales ou étrangères, mais au contraire à la complémentarité des entreprises orientées en priorité vers l'exportation, de l'appareil d'Etat et des partis représentatifs des intérêts sociaux. C'est seulement cette union qui permet d'associer la croissance économique et la lutte contre les inégalités, association sans laquelle aucun développement n'est possible en Amérique

latine. Cette conclusion s'applique aussi aux pays de l'Europe post-communiste où la rupture avec le système ancien risque de mener à un libéralisme économique donnant le rôle principal aux capitaux étrangers et produisant des déchirements sociaux et des crises politiques graves. Il n'est plus suffisant aujourd'hui de rompre avec un passé élitiste presque partout abandonné ; l'essentiel est de ne pas confondre cette rupture indispensable avec une confiance aveugle dans les mécanismes économiques. Il n'y a nulle part de développement économique possible sans capacité nationale d'action et sans mobilisation sociale contre les inégalités.

ALAIN TOURAINE

Les numéros des 6, 13, 20 et 27 août de « Champs économiques » ont été consacrés à une série d'études et de reportages sur « Le destin de l'Amérique latine ». En outre, ont été présentées les relations avec l'Amérique latine de l'Espagne et du Portugal (16 juillet), de la CEE (23 juillet), de la France (30 juillet), de l'Italie (3 septembre), des Etats-Unis (10 septembre) et du Japon (22 octobre), ainsi que la position des Caraïbes face à Washington (15 octobre).

PRÉFECTURE DE LA VIENNE
DIRECTION DES AFFAIRES
DÉCENTRALISÉES
DE L'URBANISME ET DU CADRE DE VIE
3^e Bureau

PRÉFECTURE DES DEUX-SÈVRES
DIRECTION DES RELATIONS AVEC
LES COLLECTIVITÉS
LOCALES
1^{er} Bureau

AVIS AU PUBLIC

relatif à l'enquête publique portant sur la déclaration d'utilité publique des travaux de construction, par EDF, de la ligne électrique à deux circuits 400 kV Valdivienne (Vienne) Granzay-Gript (Deux-Sèvres) et sur la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes de GRANZAY-GRIPT, MOUGON, PRAHECQ et THORIGNÉ nécessaire pour permettre la réalisation de cet ouvrage

Le préfet de la région Poitou-Charentes, préfet de la Vienne, et le préfet des Deux-Sèvres, conformément à l'arrêté interpréfectoral du 24 septembre 1991, informent le public de l'ouverture d'une enquête portant :

- sur la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la ligne électrique à deux circuits 400 kV Valdivienne (36) Granzay-Gript (79), sollicitée par Electricité de France et sur l'étude d'impact de ce projet ;

- sur la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes de GRANZAY-GRIPT, MOUGON, PRAHECQ et THORIGNÉ dans le département des Deux-Sèvres, nécessaire pour permettre la réalisation de cet ouvrage.

Sont désignés membres de la commission d'enquête :

- M. Louis BOUILLON, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat en retraite, demeurant à LA COURONNE (Charente), président de la commission ;
- M. Roger FRAIGNEAU, ingénieur agronome en retraite, demeurant à NIORT (Deux-Sèvres) ;
- M. Jean BIGET, géomètre expert foncier, demeurant à SAINT-BENOIT (Vienne).

La préfecture des Deux-Sèvres à NIORT est désignée comme siège de l'enquête et de la commission d'enquête.

Le dossier d'enquête relatif à la demande d'utilité publique décrivant le projet et comprenant notamment l'étude d'impact et le registre d'enquête sera déposé :

Dans le département des Deux-Sèvres

- à la préfecture des Deux-Sèvres à NIORT ;
- aux mairies de GRANZAY-GRIPT, FORS, AIFRES, PRAHECQ, SAINTE-BLANDINE, MOUGON, THORIGNÉ, CELLES-SUR-BELLE, VITRE, BRAUSSAIS, LA COUARDE, EXOUDUN, SEPVRET, CHEY, CHENAY, VANÇAIS, ROM.

Dans le département de la Vienne

- à la préfecture de la Vienne à PORTIERS
- à la sous-préfecture de MONTMORILLON,
- aux mairies de SAINT-SAUVANT, PAYRÉ, VIVONNE, VOULON, CHATEAU-LARCHER, MARNAY, SAINT-MAURICE-LA-CLOÛÈRE, VERNON, SAINT-LAURENT-DE-JOURDES, VERRIERES, MAZEROLLES, CIVAUX, VALDIVIENNE.

Par ailleurs, chacun des dossiers relatifs à la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes de GRANZAY-GRIPT, MOUGON, PRAHECQ et THORIGNÉ sera déposé à la mairie de la commune concernée.

La consultation du dossier et le dépôt des observations sur les registres pourront avoir lieu pendant toute la période de l'enquête du 18 novembre au 30 décembre 1991 inclus, aux jours et heures d'ouverture des bureaux des préfectures, de la sous-préfecture et des mairies mentionnées ci-dessus.

Les observations écrites pourront être adressées au président de la commission d'enquête, préfecture des Deux-Sèvres, direction des relations avec les collectivités locales, 1^{er} bureau, rue Duguesclin 79021 NIORT Cedex.

En outre, les observations du public seront reçues personnellement par la commission d'enquête ou par l'un des membres de celle-ci aux dates et lieux suivants :

- par la commission d'enquête le LUNDI 25 NOVEMBRE 1991 de 14 h à 16 h 30 à la préfecture de NIORT ;
- par un membre de la commission d'enquête, le VENDREDI 6 DÉCEMBRE 1991 de 14 h à 16 h 30
- à la mairie de PRAHECQ (79)
- à la mairie de CHENAY (79)
- à la mairie de SAINT-MAURICE-LA-CLOÛÈRE (86) ;

- par un membre de la commission d'enquête, les MERCREDI 18 DÉCEMBRE 1991, JEUDI 19 DÉCEMBRE 1991 et VENDREDI 20 DÉCEMBRE 1991 de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h
- à la mairie de CELLES-SUR-BELLE (79)
- à la mairie de VIVONNE (86)
- à la mairie de CIVAUX (86).

Une copie du rapport et des conclusions de la commission d'enquête sera tenue à la disposition du public pendant la durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête à la préfecture des Deux-Sèvres, à la préfecture de la Vienne, à la sous-préfecture de MONTMORILLON et dans chacune des mairies où aura été déposé un dossier d'enquête.

Toute personne physique ou morale intéressée pourra demander communication du rapport et des conclusions de la commission d'enquête. Cette demande devra être adressée obligatoirement au préfet des Deux-Sèvres, direction des relations avec les collectivités locales, 1^{er} bureau, ou au préfet de la Vienne, direction des affaires décentralisées, de l'urbanisme et du cadre de vie, 3^e bureau.



Sur présentation de notre annonce, à l'achat d'une nouvelle voiture de série.

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

NEUBAUER
vous propose
votre **106, 205, 309, 405**
en série spéciale **CUIR**
(intérieur complet en cuir façon sellier)

NEUBAUER
vend et loue des **FUSION**
est français, nous en sommes fiers !

28, bd des Basquilles 75008 PARIS ☎42.93.59.52
227, bd. Anatole France 93200 ST-DENIS ☎42.21.60.21

Etats-Unis

Et la France...

هكذا من لامل

CHAMPS ECONOMIQUES

Etats-Unis : priorité aux filiales industrielles

L'expansion américaine s'effectue moins par l'exportation que par l'organisation à l'étranger d'une production complémentaire

par Jean Lempérière

DANS leur majorité, les articles produits par des sociétés américaines et vendus hors du territoire ne viennent pas des Etats-Unis. Les exportations directes (232 milliards de dollars en 1988) ne fournissent que 37 % seulement. Le reste provient de leurs filiales industrielles à l'étranger, par leurs ventes locales (275 milliards, soit 44 %) et leurs livraisons à des pays tiers (119 milliards, soit 19 %) sans tenir compte de leurs envois aux Etats-Unis.

Cette répartition des exportations manufacturières des pays de la CEE sortent d'usines sous contrôle majoritaire américain (100 milliards de dollars de livraisons aux pays tiers), montant largement supérieur aux livraisons directes des Etats-Unis à la CEE (11). Comment se satisfaire des balances commerciales sans les compléter par un examen méthodique de l'internationalisation de la production ?

Conquête des marchés et restructuration

L'expansion des produits américains s'effectue moins par l'exportation et le développement de réseaux commerciaux que par l'organisation à l'étranger d'une production complémentaire de l'industrie nationale. Sa répartition géographique et sectorielle, la comparaison avec les exportations permettent de préciser quelques aspects de la stratégie des grands groupes américains.

Leur premier choix décisif, qui ne fut suivi qu'avec retard par les pays concurrents, a été de donner la priorité aux filiales industrielles, dont les ventes sont deux fois et demie plus fortes que celles des filiales commerciales. Alors que les produits américains distribués sans transformation sont de toute façon déjà comptés comme exportés, les ventes des filiales industrielles, comportant une forte part de valeur ajoutée grâce à des techniques propres, viennent dans une certaine mesure s'ajouter aux exportations des Etats-Unis.

Il faudrait naturellement tenir compte ici de leurs achats aux entreprises locales. Aux Etats-Unis, cet apport local (745 milliards de dollars) dépasse la moitié des ventes des filiales industrielles étrangères et constitue un important stimulant pour l'industrie américaine (le Monde du 22 janvier 1991). Malheureusement, certaines données ne sont pas disponibles en France pour l'évaluation de cette retombée de l'activité des filiales étrangères.

Les filiales sont partagées entre deux fonctions principales : la conquête des marchés locaux et la restructuration de la production sur une plus large échelle (30 % d'échanges internes avec les Etats-Unis ou les filiales d'autres pays). Les choix, très différents d'un secteur à l'autre, sont guidés par de multiples facteurs dont aucun ne semble absolument déterminant (proximité, bas salaires, taux de profit plus élevés qu'aux Etats-Unis, présence sur les marchés principaux avec l'appui d'une main-d'œuvre qualifiée, mais aussi nature des produits et niveau de la technologie...).

Dans la plupart des secteurs, y compris l'informatique, les ventes des filiales industrielles américaines dépassent les exportations directes des Etats-Unis. Elles sont même trois fois plus fortes pour l'automobile, la chimie et la parachimie, la transformation des

métaux... Les exportations directes demeurent plus élevées, surtout pour l'équipement mécanique : souvent à partir d'entreprises sans filiale à l'étranger, mais aussi, par exemple, pour l'ensemble des textiles et des vêtements, contrairement à une idée reçue.

La Communauté européenne est le grand centre d'activité des filiales américaines, autonome et conquérant, avec plus de la moitié de leurs ventes locales et les quatre cinquièmes de leurs livraisons aux pays tiers. Le quart des exportations des Etats-Unis est dirigé vers les pays de la CEE (57 milliards de dollars), mais les ventes sur place des usines des seules filiales majoritaires y sont deux fois et demie plus élevées.

Echanges croisés et spécialisation

Il ne s'agit pourtant pas de simple substitution d'importations, car une partie de ces ventes ne serait pas possible depuis les Etats-Unis. A cela s'ajoutent les envois des filiales de la CEE à des pays tiers principalement dans un cadre de restructuration au niveau européen.

Au contraire, dans les pays du tiers-monde, les livraisons directes depuis les Etats-Unis (un tiers des exportations américaines) sont d'un montant près de deux fois plus fort que les ventes locales des filiales. Moins d'un cinquième de la production totale des filiales américaines se situe d'ailleurs dans le tiers-monde. Profiter des bas salaires est loin d'être le motif le plus général d'implantation.

La restructuration de la production est marquée par la spécialisation des filiales dans quelques secteurs, leur concentration géographique et une forte part d'échanges internes aux groupes. Près de la moitié de la production des filiales industrielles est concentrée sur deux secteurs seulement : le matériel automobile (26 % de leurs ventes, agglomération exclu, contre 13 % dans les exportations directes des produits manufacturés) et les produits chimiques et parachimiques (22,5 % contre 14 %). Les composants électroniques ont une place quatre fois plus forte dans les ventes des filiales que dans les exportations.

Pour l'automobile et le matériel électrique, la part, déjà faible, des exportations dans l'ensemble des ventes américaines hors des Etats-Unis (22,4 % et 27,6 %) est d'ailleurs encore très surfaite. Il s'agit surtout d'envois aux filiales pour retour après transformation dans le cadre d'échanges croisés à peu près équilibrés (plus de 24 milliards de dollars dans chaque sens pour l'automobile, et 5,4 milliards pour les composants).

Les livraisons des filiales industrielles à leurs groupes dépassaient 140 milliards de dollars en 1988. Il s'agit de transferts internes commandés par des impératifs de production échappant en partie aux conditions du marché. Peu importants dans les ventes locales des filiales (4,2 %), ils forment les deux tiers de leurs livraisons aux pays tiers (79 milliards) et près des neuf dixièmes de leurs envois aux Etats-Unis (50 milliards de dollars).

Très spécialisées, ces livraisons aux Etats-Unis prennent 25 % de la production des filiales dans l'automobile et 32 % dans les composants électroniques (contre 7,5 % pour l'ensemble des autres secteurs). Elles dominent l'activité des filiales dans les pays limitrophes (plus d'un tiers de leurs ventes au Canada et au Mexique), ainsi qu'en Asie du Sud-Est (près de la moitié).

Les filiales canadiennes se placent largement en tête avec 54 % des envois, concentrés pour plus de

70 % sur le secteur automobile, tandis que les Asiatiques assurent 58 % des livraisons de matériel électrique. Mais le Mexique, en cinq ans, a plus que triplé sa part (de 2,7 % à 8,7 %).

En 1988, ces envois aux Etats-Unis étaient pour plus de 60 %,

constitués par quatre flux portant sur deux secteurs seulement : le matériel électrique d'Asie (5,5 milliards) et du Mexique (1,5 milliard), et l'automobile, depuis le Mexique (1,5 milliard) et l'automobile depuis le Mexique (3,1 milliards) et surtout le Canada

(22,2 milliards). Dans les livraisons aux pays tiers, les échanges internes, d'un montant encore plus élevé, (79 milliards de dollars au lieu de 50 milliards), concernent plutôt d'autres produits (chimie et informatique pour plus d'un tiers). Leur concentration dans les pays de la CEE indique qu'il s'agit surtout de la structuration d'une production entre filiales centrée dans le Marché commun.

Ainsi, dans la chimie, la complémentarité s'est établie entre filiales proches. Les ventes américaines hors des Etats-Unis tendent à se répartir entre une moitié de ventes locales, un quart de livraisons des filiales aux pays tiers voisins et un quart d'exportations directes, avec un très faible chiffre d'envois aux Etats-Unis.

Compétition et sous-traitance

Ce secteur est d'ailleurs celui où les filiales étrangères aux Etats-Unis effectuent le tiers de leurs ventes avec des chiffres dépassant ceux des filiales américaines. Compte tenu de la nature des produits, il a surtout connu les plus forts taux de pénétration étrangère, suite à un développement prioritaire des investissements directs.

Malgré l'importance prise par les filiales étrangères, la production des groupes américains demeure située pour les trois quarts aux Etats-Unis et leurs débouchés pour plus des deux tiers. Cela justifie l'intérêt des sociétés étrangères

pour ce marché où se jouent en partie la compétition industrielle et le développement rapide de leur production aux Etats-Unis.

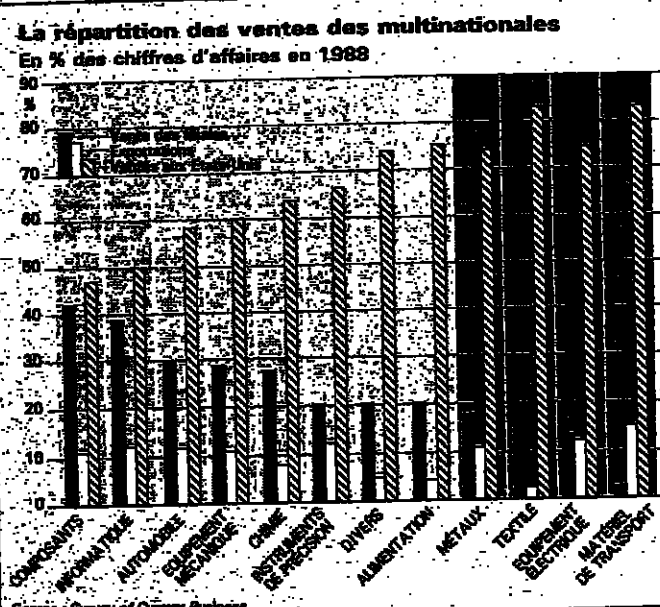
La part des filiales extérieures dépasse 28 % dans l'automobile, la chimie, les composants, et plus de 40 % dans l'informatique, là où les groupes américains cherchent à organiser une production à l'échelle mondiale contrôlée à tous les échelons, sans parvenir d'ailleurs à éviter une production concurrente accrue sur leur propre sol.

Pour la plupart des biens de consommation (textiles, vêtements, articles en cuir), 85 % de la production des groupes se situent aux Etats-Unis, mais d'abord parce que, dans ces secteurs à risques ou peu rentables, les grandes sociétés préfèrent recourir à la sous-traitance étrangère et importer en contrôlant les circuits de distribution.

Les contrôles directs de production ne sont qu'un aspect du redéploiement industriel et de l'expansion des groupes, que complète l'utilisation de la sous-traitance nationale et étrangère, d'une étude combien plus délicate.

(1) De même, les exportations de grandes sociétés françaises sont inférieures aux productions de leurs filiales à l'étranger (CGE, BSN, Saint-Gobain, Rhône-Poulenc, Thomson, L'Oréal, L'Air liquide, LVMH, Pechiney). MOCF n° 938, septembre 1990.

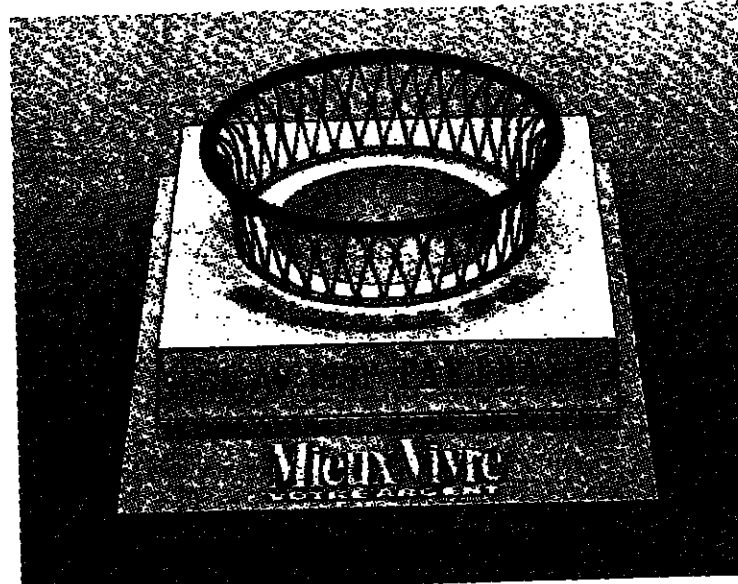
► Economiste.



Sources : Survey of Current Business, enquête du département du commerce auprès de plus de 1 100 multinationales effectuant plus des deux tiers des exportations américaines et contrôlant plus de 6 000 filiales industrielles à l'étranger.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Madame, Monsieur,
Nous n'aimons pas parler de nous,
mais quand d'autres le font...



Paribas : Corbeille d'Or 1991
du meilleur gérant de SICAV

Ce prix a été décerné à la Banque Paribas par la revue "Mieux-Vivre". Il récompense l'ensemble des performances de ses Sicav, gérées par sa filiale Paribas Asset Management.

PARIBAS

Paribas Asset Management Group - 34, avenue de l'Opéra, 75002 Paris - Tél. : 42.98.08.04 - 42.98.13.77

Et la France...

Le chiffre d'affaires des filiales françaises à l'étranger en 1989 dans les secteurs industriels et pétroliers s'élève à 755 milliards de francs (cf. Bulletin trimestriel de la Banque de France, sept. 1991), ce qui correspond à 66 % des exportations françaises. Cependant, les ventes des filiales dépassent nettement les exportations pour le matériel électrique et électronique, ainsi que les métaux non ferreux (du fait des firmes productrices de ciment).

Ce pourcentage est naturellement très supérieur pour des firmes dont l'activité est la plus internationalisée. Le chiffre d'affaires

étranger (exportations + activités des filiales à l'étranger) couvre plus de la moitié des ventes pour 25 des 34 principales sociétés françaises exportatrices (non compris les groupes pétroliers, les sociétés de services ou de BTP).

Le chiffre d'affaires des filiales à l'étranger dépasse à lui seul la moitié du chiffre d'affaires total de grands groupes, surtout dans la chimie et la parachimie (Pechiney, Saint-Gobain, Michelin, Lafarge, l'Air liquide), mais aussi pour Bull et surtout L'Oréal. Dix filiales étrangères (non pétrolières) figurent comme exportatrices au niveau de ces trente-quatre sociétés françaises.

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

ENTRE deux pays aussi différents que la Thaïlande et la Tunisie, par la culture (celui-ci musulman, par la géographie, par la population respectivement, 58 et 8 millions d'habitants), et par beaucoup d'autres traits encore, les points communs, en ce qui concerne la conduite de leurs affaires économiques et financières, sont frappants. L'un et l'autre peuvent être classés dans la catégorie des pays modernes du tiers-monde (voir la chronique du 22 octobre).

A Bangkok et à Tunis, il est une préoccupation dont on souligne le caractère prioritaire : la maîtrise des finances publiques. C'est dans la première de ces capitales qu'on l'a poussée le plus loin. On y a trouvé, pour passer du déficit à l'excédent, une méthode qui, à première vue, s'apparente presque à un « truc », mais qui repose sur une fine analyse des réalités financières et, peut-être aussi, politico-psychologiques.

Pendant les années de difficile conjoncture – fin des années 70, première moitié de la décennie 80 –, l'habitude avait été prise de surestimer les recettes. On attendait toujours, pour le prochain exercice, qu'elles s'améliorent, et on programait les dépenses en conséquence. La réflexion n'était pas particulière au gouvernement thaïlandais. C'est comme ça que les affaires de ce monde sont gérées : on l'a encore vu, en France, pour le budget en cours (les dépenses pour 1991 avaient été décidées à l'automne 1990 sur l'hypothèse d'une croissance de 2,8 %, laquelle, entre autres choses, ne tenait nullement compte des conséquences possibles d'un conflit dans le Golfe). D'où, presque partout, la dégradation quasi régulière et, si l'on peut dire, systématiquement imprévue des comptes de l'Etat.

L'insolite, c'est la conclusion que les autorités responsables de la Thaïlande tirent, pour le bénéfice de leur pays, d'une pratique aussi désastreuse qu'universellement répandue. Ils s'avisent qu'il conviendrait de l'inverser. Depuis l'exercice 1987-88, chaque nouveau budget thaïlandais est fondé sur une sous-estimation délibérée des rentrées fiscales. Selon une étude publiée sous les auspices du Fonds monétaire, la surévaluation d'avant le chargement équivalait à environ 1,5 % de la production intérieure brute (PIB), la sous-évaluation qui a succédé en représente quelque 2 %. Le résultat a été instantané. Alors qu'en 1986-87, le budget s'était encore soldé par un déficit de 27,1 milliards de bahts (1 dollar vaut approximativement 25 bahts), un premier surplus, égal

Les pays modernes du tiers-monde (suite)

à 10,4 milliards de bahts, était enregistré dès l'exercice suivant. Depuis lors, le budget n'a cessé d'être en suréquilibre, avec un excédent de 57,1 milliards en 1988-89 et de 96,6 milliards – contre un total des dépenses de 306 milliards – en 1989-90. L'exercice 1990-91 qui vient de se terminer devrait laisser un solde positif moins important, du fait du « retournement » de la conjoncture. D'une moyenne de 11 % entre 1987 et 1990, le taux de croissance est « tombé » cette année aux environs de... 7,5 %.

Rien n'est peut-être plus justifié que cette méthode. Une des causes les plus importantes de la distorsion et de la dégradation des comptes publics est que, côté des impôts régulièrement votés, ils comportent toujours, à doses variables, une recette invisible. Celle-ci n'est autre que le prélèvement automatique opéré par l'inflation. Le rendement des taxes indirectes est augmenté par le simple jeu de la hausse des prix, celui de l'impôt sur le revenu par le jeu combiné de l'augmentation des revenus nominaux et de la progressivité du barème. Le moyen le plus sûr de restituer à la collectivité ce qui a été indûment prélevé sur elle, ne serait-ce pas de ne pas le dépenser ? Telle semble bien être la sens de la parade budgétaire thaïlandaise. Les excédents ont été employés à désendetter l'Etat. La Thaïlande est ainsi un des rares pays du monde, sinon le seul, qui ait pu diminuer la proportion de ses dépenses publiques courantes (revenue de 17 % de la PIB en 1985 à 12,3 % en 1990) grâce à une contraction du service de la dette.

Dans ce domaine, les résultats ne sont pas aussi spectaculaires, il s'en faut de beaucoup, en Tunisie. Cependant, le déficit public y a été circonscrit, au moins sur le papier ; il est entièrement financé par des emprunts (et non par la création monétaire). Comme dans les deux pays, l'inflation, relativement faible si on la compare à celle qui sévit dans la plupart des pays en voie de développement, est tout de même de 7 % à 8 % – ce qui, en valeur absolue, reste considérable –, il faut croire que l'orthodoxie budgétaire n'est pas tout. Gageons qu'un examen attentif révélerait, dans les procédures d'émission des billets, des pratiques de ces deux pays, des anomalies. Beaucoup moins graves, toutefois,

que celles qu'on peut constater encore aujourd'hui dans des pays cités à l'envi, par les plus hautes autorités internationales (FMI, Club de Paris), comme des exemples de réussite. Au Mexique, le taux d'inflation, malgré une « surveillance » étroite des prix, reste autour de 24 %. Les taux d'intérêt sont à l'avenant. En Thaïlande, en Tunisie, on emprunte à des taux qui, pour dépasser ceux qu'on connaît dans un pays comme la France, n'en sont pas fondamentalement différents (ils s'échelonnent entre 14 % et 19 %).

La parallèle entre les deux expériences se vérifie dans les plus importants compartiments de la politique économique. Tel est le cas pour la modernisation du système fiscal. Depuis plusieurs années déjà, la Thaïlande a remplacé les anciennes taxes « en cascade » sur le chiffre d'affaires par une TVA comportant, comme en France, trois taux : 6 %, 17 % et 23 %. La TVA s'applique à la production et au commerce de gros. Espérons que la sage décision de ne pas l'étendre au stade du détail et de l'artisanat sera maintenue. Pour les petites entreprises au contact direct avec la clientèle finale – plomberie, coiffeur, commerce de détail, etc. –, la TVA devient un impôt sur la main d'œuvre et une incitation généralisée au travail noir.

C'EST des conditions politiques tout à fait particulières – du moins si on les regarde de l'extérieur – que connaît actuellement la Thaïlande. Le coup d'Etat militaire de février dernier a tout à la fois compliqué et simplifié le jeu. Compliqué, parce que l'Etat-major doit bien, tout en restant apparemment discret, faire de l'intérieur sentir son poids sur les rouages de l'Etat. Simplifié, parce que le gouvernement civil qui a été mis en place a, semble-t-il, les coudées plus franches qu'auparavant pour bousculer les habitudes et pour « administrer les choses » (but assigné à un gouvernement libéral, selon les théoriciens du dix-neuvième siècle, auquel, à plusieurs égards, nous sommes en train de revenir). L'homme compétent et honnête – aux dires de nombreux membres de l'opposition – qui le dirige, Anand Panyarachun, mène les réformes tambour battant. Le raison en est peut-être que cet ancien haut fonctionnaire passé ensuite dans l'industrie n'a pas l'intention de se présenter aux élections du mois de février (ou mars)

1992, élections dont il a encore promis, devant la presse internationale réunie à Bangkok, qu'elles seraient « entièrement libres ».

Depuis plusieurs années, l'adoption de la TVA était, en Thaïlande, à l'ordre du jour, mais constamment repoussée. Le premier ministre a annoncé qu'elle serait introduite, au taux de 7 % « environ » le 1^{er} janvier 1992. L'impôt sur le revenu ainsi que celui sur les sociétés vont être réformés : moins d'exemptions et des taux plus bas. Le taux maximal pour le premier étant actuellement de 55 % et, pour le second, de 35 %. En Tunisie, le taux le plus haut de l'impôt sur le revenu a déjà été ramené en 1989 à 35 %. On y espère, grâce à l'élargissement de l'assiette, augmenter jusqu'à 20 % la proportion des recettes provenant de la taxation directe.

L'essentiel, c'est l'idée directrice qui inspire la politique suivie tant à Bangkok qu'à Tunis, l'état d'esprit qui règne dans ces deux capitales étant représentatif d'un vaste élan qu'on retrouve de par le monde, aussi bien dans les pays ex-communistes que dans ces autres déçus du socialisme que sont nombre de pays du tiers-monde. Personne ne l'exprime mieux qu'Anand Panyarachun, dans son anglais impeccable : « Notre engagement fondamental qui s'inscrit à la suite d'une politique suivie déjà depuis de nombreuses années, c'est à l'égard du secteur privé que nous l'avons contracté. Il s'agit, en assurant son essor par la libéralisation progressive de la vie économique, de créer les conditions d'une croissance rapide pour entrer dans le prochain millénaire. Notre action vise la durée, et ce que nous ordonnons ne pourra pas facilement être dévié. » Mustapha Kamel Nablî, le jeune ministre tunisien du plan et du développement régional, ancien professeur (ayant fait ses études de sciences économiques en France et aux Etats-Unis), déclare pour sa part : « Nous allons passer à la vitesse supérieure. »

Dans les deux pays, la nouvelle politique aura été inaugurée par une forte dévaluation. Celle du baht eut lieu en novembre 1984. Depuis lors, le cours du dollar est resté pratiquement inchangé. Le dinar a été dévalué en plusieurs étapes, la principale ayant eu lieu en août 1986. Ainsi fut inaugurée une politique visant à donner toutes ses chances aux activités exportatrices.

C'est pour profiter des débouchés extérieurs que des investissements, financés par des intérêts nationaux et étrangers, ont été engagés sur une échelle beaucoup plus grande qu'auparavant. La proportion des investissements par rapport à la PIB serait de 25 % en Tunisie, de 30 % en Thaïlande. La diversification a fait dans les deux pays des progrès extrêmement rapides. Il y a dix ans, le pétrole représentait plus de la moitié des exportations tunisiennes. La proportion est tombée au cinquième, tandis que la part des produits manufacturés a doublé pour un volume d'exportations qui a lui-même été multiplié par 2,2.

LE reste à suivre naturellement. Pays de tradition d'commerce dirigiste (l'influence française y fut pour quelque chose), la Tunisie a libéré 70 % des prix à la production et 30 % des marges de distribution. La suppression des contrôles devrait être totale d'ici deux ans, sauf pour les tarifs de monopole (électricité, gaz) et quelques produits de grande consommation subventionnés (pain, huile). De même, c'est le marché qui, pour l'essentiel, détermine les marges bancaires, les bonifications de taux d'intérêt ayant été en grande partie supprimées. Ces évolutions ont déjà eu lieu en Thaïlande. L'étape suivante, dans les deux pays, ce sera l'abaissement de la protection douanière, encore très élevée : les tarifs maximaux atteignent environ 40 % dans les deux cas.

En Thaïlande, le coup d'Etat militaire a donné une nouvelle impulsion à la privatisation. La loi a été modifiée pour permettre aux capitaux privés, nationaux et étrangers, de s'associer au développement du téléphone, de la production d'électricité. En Tunisie, le mouvement est plus lent ; plus de la moitié des investissements relèvent encore du secteur public. Mustapha Kamel Nablî assure que toutes les méthodes seront utilisées à la fois, y compris la vente en Bourse, pour accroître la part du privé.

Une dernière remarque : Thaïlandais et Tunisiens n'ont jamais cessé, même aux heures les plus difficiles, d'honorer leurs signatures respectives : ils n'ont jamais demandé de rééchelonnement de leurs dettes extérieures. La Thaïlande jouit d'un excellent « rating », sa « note internationale » étant supérieure à celle de l'Arabie saoudite. La Tunisie arrive en tête des pays africains. L'afflux de capitaux étrangers s'explique aussi par cela.

BIBLIOGRAPHIES

RAMSES devant le Sphinx

THIERRY DE MONTBRIAL, qui vient de présenter le dixième rapport annuel de RAMSES (1), ne devrait-il pas désormais repousser d'un mois sa publication ? L'an dernier, il signalait son éditorial d'ouverture quelques heures avant l'invasion du Koweït par l'Irak et, cette année, une vingtaine de jours avant le putsch en URSS. Il faut se méfier décidément du mois d'août.

Cette impression de tourbillon domine évidemment le nouveau volume. « Insaississable », « Incertitudes », les deux mots reviennent. L'aigle est partout. RAMSES est devant le Sphinx. L'examen de l'« ordre international », si l'on peut dire, est, à cet égard, typique : la guerre du Golfe a-t-elle renforcé les Nations unies ou les Etats-Unis ?

Thierry de Montbrial pense qu'en

réalité « l'ONU ne fonctionne bien dans une affaire donnée que s'il y a un leader – en l'occurrence, les Etats-Unis – qui parvient à s'entendre avec les principales parties intéressées au Conseil de sécurité ». Ceux qu'on appelle naïvement les Grands forment « un couple de plus en plus disparate : les Etats-Unis doivent faire face au défi de la victoire et l'URSS à celui de la décomposition ».

RAMSES offre à ses lecteurs, comme à l'habitude, une partie thématique d'actualité. Le sujet retenu est « Christianisme et sociétés » : 125 pages très denses qui, après avoir présenté l'essence des messages des catholiques, des protestants et des orthodoxes, examinent l'impact de ceux-ci dans toutes les parties du monde.

La relation relative à l'Occident est l'occasion de traiter des rapports du

christianisme et de la modernité (poussée de la sécularisation, mais aussi persistance du phénomène religieux aux Etats-Unis et son rôle dans l'évolution des pays de l'Est et de l'URSS, ainsi que les nouveaux défis pour les Eglises allemandes).

Fidèle à son choix d'instrument de référence, RAMSES offre plus que jamais une grille de lecture des événements qui se bousculent, cette fois, dans un décor chaotique.

P. D.
(1) Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies.

► RAMSES 92. Publié par DUNOD pour l'Institut français des relations internationales (IFRI). 438 pages, 155 francs jusqu'à la fin octobre et 172 francs ensuite.

L'Etat de droit économique

C'EST de tonnerre dans le ciel des affaires : le 2 octobre dernier, la Commission de Bruxelles interdit à Aérospatiale et à la firme italienne Alenia le rachat de l'avionneur canadien De Havilland. Motif : le nouvel ensemble conduirait la plupart de ses concurrents à la faillite et réduirait la compétition à une portion trop congrue. Réaction immédiate des responsables français : le commissaire britannique responsable de la concurrence a fait prévaloir le droit trop strictement interprété (et peut-être des desseins moins avouables) sur la politique industrielle européenne.

Cet affrontement entre les juristes et les économistes servira toujours de trame dans l'élaboration des décisions concernant le droit des fusions. C'est ce qui apparaît clairement à la lecture du livre très fouillé d'Hervé Dumez et Alain Jeunemaitre intitulé *La Concurrence en Europe*. On peut brosser le marché suivant deux scénarios : soit conforter une concurrence nonnante, l'autorégulation ou la régulation par l'Etat s'opérant uniquement au profit des entreprises déjà installées ; soit pousser aux rachats, aux fusions, aux OPA pour créer d'énormes unités de production nationales et défendre ainsi un néo-mercantilisme.

Dans les pays de la CEE, les politiques de concurrence ont essayé de remédier à ce genre de dérives et à éviter aussi les ententes de prix, les refus de vente, etc., préjudiciables au consommateur. Nos auteurs examinent les cas de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne, et l'on est frappé de voir que les philosophies du droit de la concurrence sont assez éloignées. Chez nous, les comportements intéressent plus que les structures. C'est l'inverse en Grande-Bretagne, malgré un certain flou, et en Allemagne.

La Communauté, qui intervient

lorsque la concurrence entre Etats membres est affectée, a dégagé dans sa doctrine (ne parlons pas encore de sa pratique) un étonnant mélange de dogmatisme et de pragmatisme. L'avantage est toutefois nettement donné au droit sur la politique économique dans les deux domaines privilégiés par le traité de Rome (articles 85 et 86) : prohibition des ententes et répression des abus de position dominante.

Comment arriver à un « Etat de droit économique » ? Hervé Dumez et Alain Jeunemaitre reconnaissent que l'articulation entre le droit et l'économie est souvent délicate. Ainsi, dans le flot de plaintes qui lui parvient, le juriste choisira souvent pas les affaires qui peuvent être économiquement significatives, mais celles sur lesquelles il sera possible de réunir les preuves qui conduiront à emporter la décision du juge. Nos auteurs en arrivent à la conclusion que « la réalité de l'Etat de droit économique se joue... dans la conception du dispositif » mis en place pour régler la gestion de l'équilibre entre droit et économie.

Le mariage de fonctionnaires et d'universitaires leur paraît une bonne formule. En tout cas, la Commission de Bruxelles n'a pas pris le bon virage ; elle est, selon nos auteurs, un « système clos », une « forteresse incohérente », les décisions pouvant basculer, notamment suivant la puissance du lobbying, dans un sens ou dans l'autre. On se doute bien un peu que la copie bruxelloise était à revoir. Le livre d'Hervé Dumez et Alain Jeunemaitre fournit aujourd'hui de solides arguments.

PIERRE DROUIN
► La Concurrence en Europe, d'Hervé Dumez et Alain Jeunemaitre. éd. du Seuil, 302 p. 140 F. Sur un sujet voisin, on lira aussi avec intérêt les *Marchés publics européens*, de Jean-Pierre Gohu, PUF, coll. « Que sais-je ? », n° 20626, 127 p., 34 F.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'EPARGNE

Envoyer 80 F (hors taxes à 2,30 F en chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

- Société civile « Les rédacteurs du Monde »
- Association Hubert-Seuve-Méry
- Société anonyme des lecteurs du Monde
- Le Monde-Entreprises
- M. Jacques Lessorre, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Imprimé au « Monde » 112, r. M. Guesbroux 94852 IVRY Cedex

REDACTION ET SIEGE SOCIAL : 15, RUE FAUGIERE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Téléc : 281.311 F

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lessorre, président

France Ligué-Dervall, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin 75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc MONDOPUB 634 128 F

Téléc : 46-62-98-73 - Société filiale de la SARL Le Monde et de la SARL Le Monde Europe SA

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE, BELG., LUXEMB., PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 580 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

111 MON 03 PP-Paris RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____



ÉCONOMIE

TRANSPORTS

La 47^e assemblée de l'IATA

British Airways tire son épingle du jeu

La 47^e assemblée de l'Association du transport aérien international (IATA), qui se tient à Nairobi à partir du 28 octobre, sera l'occasion de comptabiliser les dégâts d'une année noire en raison de la guerre du Golfe et de la récession économique. Presque toutes les compagnies aériennes ont accumulé des déficits, sauf les transporteurs asiatiques et British Airways, la seule grande compagnie européenne entièrement privée.

LONDRES

de notre envoyé spécial

British Airways touche les dividendes de la révolution qu'elle a vécu au cours des années 80. Sous la houlette de son patron, Lord King of Warraby, ami de M. Margaret Thatcher, elle licencie en 1981 20 000 personnes et revient à 37 000 salariés. Elle ferme des lignes, vend ses vieux avions et met fin à la prééminence syndicale. Le client d'abord.

Ce remède de cheval permet de renouer avec les bénéfices en 1983, ce qui autorise, en 1987, le rachat du numéro deux, British Caledonian, et la privatisation totale de British Airways. C'est donc avec une robuste constitution qu'elle a abordé la crise du Golfe. Très réactive, elle annonce, dès la fin de 1990, la suppression de 4 500 emplois, du chômage partiel et la fermeture de lignes non rentables (notamment l'Irlande).

Elle accuse tout de même le coup. Son bénéfice avant impôts régresse de 2,6 milliards de francs (premier trimestre 1989-90) à 1,3 milliard (premier trimestre 1990-91). Le premier trimestre de l'exercice en cours (d'avril à juin 1991) le voit chuter de 94 %. « Nous avons été durement touchés », reconnaît sir Colin Marshall, vice-président et directeur général. Mais notre voyage, reporté deux fois, après un effondrement de 45 % en

février, nous ne sommes plus qu'à -3,5 % en septembre par rapport au mois correspondant de l'année précédente. Nous pensons que nous retrouverons des chiffres normaux à la fin de cette année. En attendant que notre plan d'économie d'un milliard de francs fasse sentir tous ses effets, nous restons bénéficiaires, y compris pour le trimestre qui s'est achevé en septembre. »

Agressivité tous azimuts

A peine les canons s'étaient-ils tus que British Airways faisait preuve d'une agressivité tous azimuts : loterie de billets gratuits à l'échelle mondiale, guerre de réductions tarifaires, à l'Ouest et à l'Est, bradage de ses sièges incinérés. Politiquement, elle pratique le même activisme : ses responsables adressent à tous les futurs candidats au Parlement britannique, mais aussi à la Communauté européenne, « un manifeste pour l'aviation civile des années 90 ».

Lord King avait beaucoup pesté, au printemps, contre le gouvernement, qui lui avait pris des droits de trafic pour les donner à son petit rival Virgin Atlantic. Il avait même annoncé que sa compagnie ne verserait plus un penny au Parti conservateur. Son manifeste est donc l'occasion de rappeler l'importance de British Airways (750 000 emplois en dépendent) et la concurrence qu'elle affronte en Grande-Bretagne même.

Il lui permet aussi d'enfoncer quelques clous : par exemple, que les gouvernements doivent lutter contre la congestion aérienne en améliorant le contrôle. Le deuxième message concerne les participations détenues par les États dans les compagnies européennes : Air France (99,38 %), Air Portugal (100 %), KLM (99,4 %), Lufthansa (51,42 %), SAS (50 %). « Le meilleur pourcentage est zéro », plaide sir Colin. Nous ne croyons pas que les gouvernements puissent s'impliquer dans un secteur soumis à une telle concurrence. Sinon, « ils risquent d'être accusés de verser des subventions et de fausser la concurrence ».

ALAIN FAUJAS

PÊCHE

Les ministres de l'Europe bleue réunis à Luxembourg

Les Douze cherchent à mieux gérer leurs ressources en poissons

Surexploitée, la mer communautaire se dépeuple au point que certaines espèces sont menacées. Flottes trop importantes compte tenu des ressources, quotas de captures mal respectés en raison de l'insuffisance des contrôles expliquent cette situation, qui pèse sur l'activité économique. Mais des méthodes de pêche dévastatrices sont aussi mises en cause. C'est sur ce dernier aspect de la crise affectant, de plus en plus gravement, l'« Europe bleue » que se concentre l'attention des Douze, réunis le 28 octobre à Luxembourg (le Monde daté 27-28 octobre).

BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

M. Manuel Marin, vice-président de la Commission européenne responsable du dossier de la pêche, devait presser les Douze de prendre enfin des engagements fermes et leur proposer, pour aboutir, un compromis global à mettre en œuvre progressivement. Dès décembre 1989, le Conseil des ministres de la CEE adoptait une déclaration soulignant la nécessité de prendre des mesures de conservation. Un an plus tard, des pêcheurs français déversaient deux camions de harengs devant le bâtiment du Conseil à Bruxelles. La réalité de la crise était alors reconnue et le gouvernement français, afin de se conformer aux objectifs approuvés précédemment au niveau communautaire, adoptait un plan de réduction de la flotte.

La Commission a soumis, en

1990 et 1991, une série de propositions, mais les Douze, face à des pêcheurs déjà mécontents, hésitent à prendre des décisions impopulaires. M. Marin entend « secouer » le Conseil pour sortir de l'attentisme actuel. Il parle de risque de « catastrophe biologique » pour des espèces essentielles comme la morue, l'églefin, le lieu noir ou le merlu. L'utilisation de filets aux mailles trop serrées est largement responsable de la dégradation de la situation. En effet, avec les méthodes de pêche pratiquées, les poissons atteignent de moins en moins la taille adulte, si bien que le nombre de géniteurs se raréfie au point de menacer l'avenir.

Constatant que le phénomène s'accroît, la Commission souligne la nécessité de réagir rapidement pour stopper ce gaspillage. Elle observe que les pêcheurs en sont les principales victimes puisque l'épuisement de la ressource entraîne une réduction des « TAC » (totaux de captures autorisées). Ainsi, en Mer du Nord, de 1983 à 1991, les TAC de cabillaud ont chuté de 240 000 à 100 000 tonnes.

Augmenter le maillage des filets

La Commission a proposé, en 1990, de porter le maillage standard des filets de 90 à 100 mm en mer du Nord et à l'ouest de l'Ecosse. Elle suggère maintenant, pour faciliter la reproduction, d'augmenter le maillage graduellement, mais de façon automatique, de 90 à 100, puis à 110, même à 120 mm si nécessaire.

Dans le golfe de Gascogne, elle propose de porter le maillage en moyenne de 65 à 80 mm. Pour faire passer ces mesures, M. Marin compte s'appuyer sur la volonté de plusieurs États membres d'obtenir l'interdiction des filets dérivants de plus de 2,5 km. Un point qui

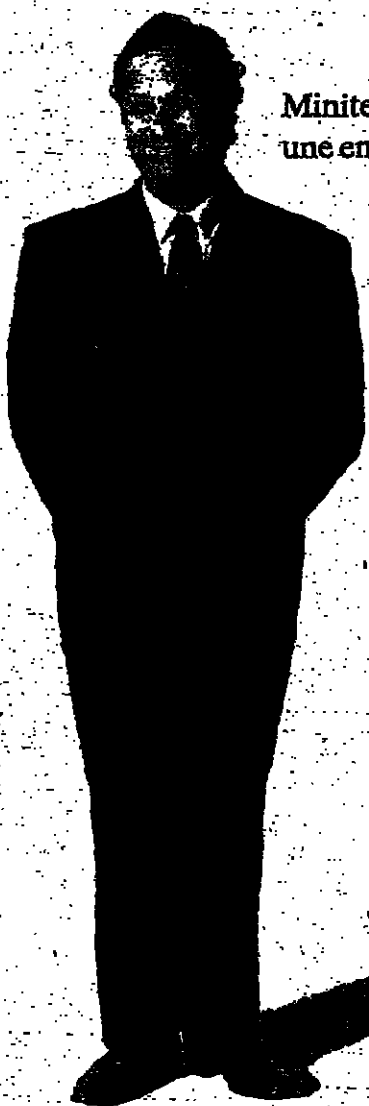
préoccupe les Français, dont une cinquantaine de thoniers (quarante d'entre eux sont basés à l'île d'Yeu) utilisent des filets dérivants d'une longueur supérieure.

Les Espagnols, qui pêchent le thon à la canne, plaident pour l'interdiction du filet dérivant, évidemment plus compétitif. M. Marin estime aussi qu'il serait judicieux de les interdire. A cette pression s'ajoute celle des écologistes. L'opinion s'est émue en apprenant que, dans le Pacifique, les thoniers cortés, formosans ou japonais, qui utilisaient des filets dérivants de 40 et 50 km, capturaient ainsi des dauphins, des tortues de mer et d'autres mammifères marins. L'ONU a condamné cette pratique, les États-Unis ont interdit l'importation de conserves de thons pêchés avec des filets dérivants.

PHILIPPE LEMAITRE

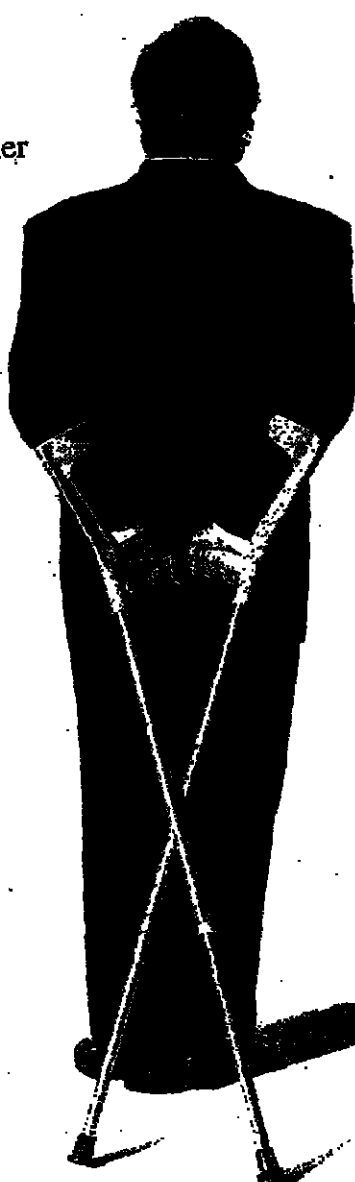
Textile : l'essentiel des restructurations du groupe DMC se feront à l'étranger. - Les 1 500 suppressions de postes annoncées cet été chez Dollfus Migot et Cie (DMC) pour faire face aux difficultés de la conjoncture (le Monde du 16 août) concerneront surtout les unités du groupe à l'étranger : 300 emplois sont ainsi en cours de suppression en Irlande, à Atlantic Mills, et de 700 à 800 dans la filiale turque du groupe (à 50 %), Bozkurt. Les effectifs de cette dernière avaient déjà été ramené de 2 260 personnes en 1989 à 1 740 en 1990. En France, les restructurations concernent pour l'instant 184 emplois : 87 dans le secteur mercerie (en Alsace et dans le Nord principalement), 70 dans la branche velours et tissus sportswear (SAIC Velocetex, en Alsace), et 27 dans les tissages écru de Roanne.

Etat de droit économique



Minitel 36 29 00 59. Parce que quand une entreprise a l'air de bien marcher...

...il est parfois utile d'examiner son bilan.



Pour accéder à la totalité des 1 950 000 comptes et bilans des SA et SARL publiés ces cinq dernières années en France et donc savoir à qui vous avez à faire dans les affaires, composez sur votre tél. le 36 29 00 59 et appuyez sur la touche connexion/fin de votre minitel. Vous accédez instantanément aux bilans comptes de résultat, annexes et ratios de structure, d'endettement, de trésorerie... Possibilité de capture sur micro.

MINITEL 36 29 00 59. TOUS LES COMPTES ET BILANS DE TOUS LES GREFFES DE FRANCE.



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 28 OCT

Après le scandale impliquant Salomon Brothers

Les autorités américaines élargissent le système d'adjudications de bons du Trésor

Après avoir longtemps défendu le système actuel d'adjudications de bons du Trésor, limité à un petit nombre d'intervenants, le secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady, a finalement tenu compte des vives critiques émises après le scandale impliquant le principal opérateur sur ce marché, la banque d'affaires Salomon, et d'élargir ce mécanisme, dès l'adjudication du 5 novembre, à tous les intervenants enregistrés auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC), la commission boursière américaine.

NEW YORK

de notre correspondant

A partir du 5 novembre, ce sont théoriquement 1 500 firmes qui pourront participer aux futures adjudications réservées jusqu'à présent au club très fermé des *primary dealers*, des spécialistes en valeurs du Trésor qui étaient seuls autorisés à placer ces titres pour le compte du gouvernement et de ses agences. L'Etat américain, imité depuis par certains pays, dont la France, voyait à un moyen commode et sûr (compte tenu du nombre limité d'intervenants et de leur surface financière) de financer un déficit budgétaire en constante progression sans risque de ne pas trouver preneur pour ses titres.

En 1990, le Trésor a émis pour l'équivalent de 1 500 milliards de dollars de bons, soit plus de quatre milliards de dollars par jour, des chiffres sensiblement supérieurs à ceux de l'année précédente. En 1991, le Trésor a émis pour l'équivalent de 1 348 milliards de dollars par l'Office of Management and Budget au titre de l'année fiscale qui a démarré le 1^{er} octobre. Le système semblait bien fonctionner jusqu'à ce qu'éclate en août l'affaire de la firme Salomon Brothers, convaincue d'avoir à plusieurs reprises commis des irrégularités diverses (notamment en outrepassant la limite maximale de 35 % du montant de l'adjudication fixée à chaque *primary dealer*) afin de s'approprier la majeure partie des bons du Trésor mis en vente, pour les revendre à des conditions lui assurant d'importantes commissions. Un énorme scandale qui obligea le principal actionnaire de Salomon Brothers, M. Warren Buffett, à prendre la tête de l'entreprise, après avoir congédié l'ancienne direction, et à déployer des efforts considérables pour tenter de limiter financièrement et judiciairement les conséquences de ces malversations (le Monde du 13 septembre).

M. Buffett, qui avait précédem-

ment investi 700 millions de dollars dans la firme sans savoir qu'il en serait un jour le patron provisoire, a récemment indiqué que les gains réalisés par Salomon Brothers à la suite des irrégularités commises au cours de huit adjudications de bons du Trésor représentaient à peine 5 millions de dollars au total. En revanche, l'adjudication de mai, par laquelle le scandale devait arriver, avait permis à la firme d'empocher 16 millions de dollars, un montant qu'elle admet inhabituellement élevé. D'ores et déjà, la société a fait savoir que ses bénéfices du troisième trimestre seraient amputés d'un montant substantiel afin de parer aux amendes infligées par les autorités ou aux dommages et intérêts résultant de procès.

La réforme entreprise par le Trésor pour mieux ventiler le produit de ses adjudications et assurer une meilleure transparence des transactions, en attendant la mise en place d'un système informatique permettant à chacun d'accéder librement aux prix et volumes sur le marché, devrait déboucher sur un rôle accru confié à la Securities and Exchange Commission, laquelle n'était jusqu'à présent pas directement responsable de ce marché, indirectement régi par le Trésor et par la Réserve fédérale.

Une nouveauté qui donnerait satisfaction au président de la SEC, M. Richard Breeden, lequel avait entrepris depuis deux mois un travail intense de lobbying pour élargir le champ des compétences de cette agence, indépendante de l'Etat. Un projet de loi en ce sens vient d'être déposé à la Chambre des représentants. Il prévoit de confier à la SEC un rôle de contrôle sur le marché des bons du Trésor et de l'ensemble des obligations émises par des agences non-gouvernementales. Un marché de 2 300 milliards de dollars.

SERGE MARTI

□ Hoesch congédie un de ses responsables. Le conseil de surveillance du sidérurgiste allemand Hoesch, qui se réunissait samedi 26 octobre, soit deux semaines après l'entrée de Krupp dans son capital, a exprimé, par communiqué, « son étonnement » devant le comportement de Krupp et signifié son congé à l'un des membres du directoire. Le communiqué de la firme de Dortmund n'indique pas les raisons pour lesquelles le conseil de surveillance a décidé de congédier, avec effet immédiat, M. Constantin Von Dziembowski, responsable de la stratégie de Hoesch. Krupp avait, en effet, annoncé le 10 octobre qu'elle avait acheté en Bourse 24,9 % des actions de Hoesch et qu'elle entendait, par la suite, prendre le contrôle de son concurrent pour éviter qu'il ne soit racheté par une firme étrangère.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le Conseil d'administration de CFPI, réuni le 11 octobre 1991 sous la présidence de M. Claude Hess, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 juin 1991. Ils seront soumis à l'assemblée générale ordinaire du 22 novembre 1991.

En millions de francs *	90-91	89-90
Chiffre d'affaires net	898,3	912,8
Amortissements	25,7	23,6
Résultat net	23,0	38,0

* CFPI société mère.

Dans un contexte conjoncturel défavorable, le chiffre d'affaires est en légère baisse en raison essentiellement des difficultés de l'industrie automobile et, pour les produits destinés à l'agriculture, d'une saison difficile.

L'acquisition du Groupe GERHARD RUFF (Allemagne et Autriche) et des perspectives plus favorables devraient permettre au Groupe CFPI de réaliser un chiffre d'affaires consolidé de 1,3 milliard de francs. Malgré une forte progression de la dotation aux amortissements, le résultat net consolidé devrait augmenter sensiblement.

En millions de francs (1)	90-91	89-90
Chiffre d'affaires net	1 122,4	1 102,7
Amortissements	33,3	30,7
Résultat net	23,5	47,7 (2)

(1) Groupe CFPI consolidé.
(2) Hors plus-values exceptionnelles.

Le Groupe intègre dorénavant ETISA (Espagne). A périmètre de consolidation identique, les ventes auraient enregistré une baisse de 3 %.

Les conditions d'exploitation de l'ensemble des filiales françaises et étrangères ont peu varié d'un exercice à l'autre.

Lors de l'Assemblée Générale, il sera proposé aux actionnaires le maintien du dividende à 10 F (+ avoir fiscal) et l'option d'un règlement en actions.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes en variation (en millions de francs)

17 octobre 1991

Total actif	554 087
dont	
Or	172 747
Disponibilités à vue à l'étranger	133 670
Ecos	56 823
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 243
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	80 750
Concessions au Trésor public	25 440
Titres d'Etat (bons et obligations)	41 419
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	659
Effets privés	61 778
Effets en cours de recouvrement	55 426
Total passif	554 087
dont	
Billets en circulation	255 204
Comptes courants des établissements assésés à la constitution de réserves	55 415
Comptes courants du Trésor public	18 891
Reprises de liquidités	8 879
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Comptes des allocations de prêts de trésorerie	8 722
Ecos à l'envoyer au Fonds européen de coopération monétaire	57 171
Reserve de réévaluation des avoirs publics en or	196 074

TAUX DES OPÉRATIONS

- Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9 %
- Taux des pensions de 5 à 10 jours	9,75 %
- Taux des avances sur titres	12 %

LONDRES

Le Fox ne pourra pas racheter le marché à terme de Nouvelle-Zélande

La Bourse londonienne des marchés à terme et des options, le Fox Futures and Options Exchange, vient de subir les premières retombées du scandale qui avait entraîné au début du mois la démission de ses dirigeants. Son offre de rachat a été rejetée par le marché à terme de Nouvelle-Zélande. Non seulement les actionnaires, mais aussi le conseil d'administration du Fox ne veulent pas vendre avant une réduction probable des taxes, mais ils n'ont pas de raison particulière d'acheter. La faiblesse du yen et la monnaie néo-zélandaise ont entraîné une diminution du niveau des courants d'affaires en témoignage, avec seulement 250 millions de titres de la monnaie néo-zélandaise vendus vendredi dernier.

Après les professionnels, c'est l'immobilier, « Nous sommes coincés », affirmait l'un d'eux. Les opérateurs ne veulent pas vendre avant une réduction probable des taxes, mais ils n'ont pas de raison particulière d'acheter. La faiblesse du yen et la monnaie néo-zélandaise ont entraîné une diminution du niveau des courants d'affaires en témoignage, avec seulement 250 millions de titres de la monnaie néo-zélandaise vendus vendredi dernier.

VALEURS	Cours de 28 octobre	Cours de 29 octobre
Alcatel	1 150	1 150
Bouygues	1 150	1 150
Canal	1 150	1 150
Elf	1 150	1 150
France Telecom	1 150	1 150
Immochem	1 150	1 150
Matras	1 150	1 150
Renault	1 150	1 150
Suez	1 150	1 150
Télécom	1 150	1 150

FAITS ET RÉSULTATS

□ Colgate-Palmolive : un déficit de 146,6 millions de dollars. - Le groupe américain Colgate-Palmolive, un des quatre plus grands industriels du monde, annonce une perte nette de 146,6 millions de dollars (113 millions de dollars) pour le troisième trimestre en raison d'un surcoût exceptionnel de 243 millions pour financer un programme de restructuration. Ce déficit se compare à une bénéfice de 34,4 millions (60 cents) au plus tôt. Hors charge exceptionnelle, le bénéfice net du groupe aurait été de 94,6 millions, en hausse de 14 %. Le chiffre d'affaires pour la période sous revue a totalisé 1,51 milliard de dollars contre 1,46 milliard, en hausse de 3,4 %. Pour les neuf premiers mois, le bénéfice net totalise 38 millions de dollars (17 cents) contre 24,7 millions (17 cents) en baisse de 34,7 %, pour un chiffre d'affaires de 4,48 milliards de dollars contre 4,21 milliards, en hausse de 6,4 %.

□ Du Pont : la baisse des résultats se ralentit. - Après avoir sérieusement écopé dans la chimie, secteur où il est numéro un aux Etats-Unis, le groupe Du Pont de Nemours, un pétrolier important aussi avec plus d'un tiers de ses activités dans cette branche, se redresse lentement. Pour le troisième trimestre, le bénéfice net consolidé a baissé plus que de 3,44 % à 304 millions de dollars, alors que pour le deuxième trimestre il avait chuté de 21 %. Le chiffre d'affaires pour la période sous revue fléchit un peu moins (- 5 %) pour revenir à 9,4 milliards de dollars, contre 9,9 milliards, soit une baisse de 5,1 %.

□ Le groupe intègre dorénavant ETISA (Espagne). A périmètre de consolidation identique, les ventes auraient enregistré une baisse de 3 %.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice général de base 100 - 28 octobre 1990

Indice	28 octobre 1990	29 octobre 1990
Indice général	1 150	1 150
Indice des valeurs	1 150	1 150
Indice des actions	1 150	1 150
Indice des obligations	1 150	1 150
Indice des fonds de placement	1 150	1 150
Indice des produits de consommation	1 150	1 150
Indice des services	1 150	1 150
Indice des investissements	1 150	1 150
Indice des exportations	1 150	1 150
Indice des importations	1 150	1 150

Indice	28 octobre 1990	29 octobre 1990
Indice des valeurs	1 150	1 150
Indice des actions	1 150	1 150
Indice des obligations	1 150	1 150
Indice des fonds de placement	1 150	1 150
Indice des produits de consommation	1 150	1 150
Indice des services	1 150	1 150
Indice des investissements	1 150	1 150
Indice des exportations	1 150	1 150
Indice des importations	1 150	1 150

Indice	28 octobre 1990	29 octobre 1990
Indice des valeurs	1 150	1 150
Indice des actions	1 150	1 150
Indice des obligations	1 150	1 150
Indice des fonds de placement	1 150	1 150
Indice des produits de consommation	1 150	1 150
Indice des services	1 150	1 150
Indice des investissements	1 150	1 150
Indice des exportations	1 150	1 150
Indice des importations	1 150	1 150

Indice	28 octobre 1990	29 octobre 1990
Indice des valeurs	1 150	1 150
Indice des actions	1 150	1 150
Indice des obligations	1 150	1 150
Indice des fonds de placement	1 150	1 150
Indice des produits de consommation	1 150	1 150
Indice des services	1 150	1 150
Indice des investissements	1 150	1 150
Indice des exportations	1 150	1 150
Indice des importations	1 150	1 150

Indice	28 octobre 1990	29 octobre 1990
Indice des valeurs	1 150	1 150
Indice des actions	1 150	1 150
Indice des obligations	1 150	1 150
Indice des fonds de placement	1 150	1 150
Indice des produits de consommation	1 150	1 150
Indice des services	1 150	1 150
Indice des investissements	1 150	1 150
Indice des exportations	1 150	1 150
Indice des importations	1 150	1 150

Indice	28 octobre 1990	29 octobre 1990
Indice des valeurs	1 150	1 150
Indice des actions	1 150	1 150
Indice des obligations	1 150	1 150
Indice des fonds de placement	1 150	1 150
Indice des produits de consommation	1 150	1 150
Indice des services	1 150	1 150
Indice des investissements	1 150	1 150
Indice des exportations	1 150	1 150
Indice des importations	1 150	1 150

Indice	28 octobre 1990	29 octobre 1990
Indice des valeurs	1 150	1 150
Indice des actions	1 150	1 150
Indice des obligations	1 150	1 150
Indice des fonds de placement	1 150	1 150
Indice des produits de consommation	1 150	1 150
Indice des services	1 150	1 150
Indice des investissements	1 150	1 150
Indice des exportations	1 150	1 150
Indice des importations	1 150	1 150

Indice	28 octobre 1990	29 octobre 1990
Indice des valeurs	1 150	1 150
Indice des actions	1 150	1 150
Indice des obligations	1 150	1 150
Indice des fonds de placement	1 150	1 150
Indice des produits de consommation	1 150	1 150
Indice des services	1 150	1 150
Indice des investissements	1 150	1 150
Indice des exportations	1 150	1 150
Indice des importations	1 150	1 150

Indice	28 octobre 1990	29 octobre 1990
Indice des valeurs	1 150	1 150
Indice des actions	1 150	1 150
Indice des obligations	1 150	1 150
Indice des fonds de placement	1 150	1 150
Indice des produits de consommation	1 150	1 150
Indice des services	1 150	1 150
Indice des investissements	1 150	1 150
Indice des exportations	1 150	1 150
Indice des importations	1 150	1 150

Indice	28 octobre 1990	29 octobre 1990
Indice des valeurs	1 150	1 150
Indice des actions	1 150	1 150
Indice des obligations	1 150	1 150
Indice des fonds de placement	1 150	1 150
Indice des produits de consommation	1 150	1 150
Indice des services	1 150	1 150
Indice des investissements	1 150	1 150
Indice des exportations	1 150	1 150
Indice des importations	1 150	1 150

Indice	28 octobre 1990	29 octobre 1990
Indice des valeurs	1 150	1 150
Indice des actions	1 150	1 150
Indice des obligations	1 150	1 150
Indice des fonds de placement	1 150	1 150
Indice des produits de consommation	1 150	1 150
Indice des services	1 150	1 150
Indice des investissements	1 150	1 150
Indice des exportations	1 150	1 150
Indice des importations	1 150	1 150

Indice	28 octobre 1990	29 octobre 1990
Indice des valeurs	1 150	1 150
Indice des actions	1 150	1 150
Indice des obligations	1 150	1 150
Indice des fonds de placement	1 150	1 150
Indice des produits de consommation	1 150	1 150
Indice des services	1 150	1 150
Indice des investissements	1 150	1 150
Indice des exportations	1 150	1 150
Indice des importations	1 150	1 150

Indice	28 octobre 1990	29 octobre 1990
Indice des valeurs	1 150	1 150
Indice des actions	1 150	1 150
Indice des obligations	1 150	1 150
Indice des fonds de placement	1 150	1 150
Indice des produits de consommation	1 150	1 150
Indice des services	1 150	1 150
Indice des investissements	1 150	1 150
Indice des exportations	1 150	1 150
Indice des importations	1 150	1 150

Indice	28 octobre 1990	29 octobre 1990
Indice des valeurs	1 150	1 150
Indice des actions	1 150	1 150
Indice des obligations	1 150	1 150
Indice des fonds de placement	1 150	1 150
Indice des produits de consommation	1 150	1 150
Indice des services	1 150	1 150
Indice des investissements	1 150	1 150
Indice des exportations	1 150	1 150
Indice des importations	1 150	1 150

Indice	28 octobre 1990	29 octobre 1990
Indice des valeurs	1 150	1 150
Indice des actions	1 150	1 150
Indice des obligations	1 150	1 150
Indice des fonds de placement	1 150	1 150
Indice des produits de consommation	1 150	1 150
Indice des services	1 150	1 150
Indice des investissements	1 150	1 150
Indice des exportations	1 150	1 150
Indice des importations	1 150	1 150

Indice	28 octobre 1990	29 octobre 1990
Indice des valeurs	1 150	1 150
Indice des actions	1 150	1 150
Indice des obligations	1 150	1 150
Indice des fonds de placement	1 150	1 150
Indice des produits de consommation	1 150	1 150
Indice des services	1 150	1 150
Indice des investissements	1 150	1 150
Indice des exportations	1 150	1 150
Indice des importations	1 150	1 150

Indice	28 octobre 1990	29 octobre 1990
Indice des valeurs	1 150	1 150
Indice des actions	1 150	1 150
Indice des obligations	1 150	1 150
Indice des fonds de placement	1 150	1 150
Indice des produits de consommation	1 150	1 150
Indice des services	1 150	1 150
Indice des investissements	1 150	1 150
Indice des exportations	1 150	1 150
Indice des importations	1 150	1 150

Indice	28 octobre 1990	29 octobre 1990
Indice des valeurs	1 150	1 150
Indice des actions	1 150	1 150
Indice des obligations	1 150	1 150
Indice des fonds de placement	1 150	1 150
Indice des produits de consommation	1 150	1 150
Indice des services	1 150	1 150
Indice des investissements	1 150	1 150
Indice des exportations	1 150	1 150
Indice des importations	1 150	1 150

Indice	28 octobre 1990	29 octobre 1990
Indice des valeurs	1 150	1 150
Indice des actions	1 150	1 150
Indice des obligations	1 150	1 150
Indice des fonds de placement	1 150	1 150
Indice des produits de consommation	1 150	1 150
Indice des services	1 150	1 150
Indice des investissements	1 150	1 150
Indice des exportations	1 150	1 150
Indice des importations	1 150	1 150

per (pneumatiques, produits
caoutchouc), filiale de Michelin
ubi au premier semestre u
erte de 79 millions de francs
e prépare à afficher des per

هكذا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 28 OCTOBRE

[illegible]**COMPTANT** (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
Obligations			C.I.M.	1130	1140	Magnat	750	.....	Etrangères		
Emp.Ét. 8,5/87	125 40	3 70	C.I.T.R.A.M. 88	2000	.....	Alcatel-Alphal	590	.....	J.E.G.	525	.....
Emp.Ét. 9,2/88	100 40	2 60	Coltel	90 50	.....	Alcatel-Telecom	80 10	.....	Alcatel-Mitteleurop.	362	.....
Emp.Ét. 12,5/83	102 80	1 60	Coltel	258	.....	Magnat Ind.	215	.....	Alcatel-Mitteleurop.	317	.....
Emp.Ét. 12,5/84	114 41	1 41	Com. Ind. Bel.	380	345	Opcom	232	285	Alcatel-Mitteleurop.	362	135 10
Emp.Ét. 11,5/85	102 67	0 86	Com. Ind. Bel.	512	511	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
10,25% ann. 86	.....	7 50	Com. Ind. Bel.	5800	.....	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
OAT 5,25/82	.....	8 44	Com. Ind. Bel.	384	382 10	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
OAT 5,25/83	.....	8 44	Com. Ind. Bel.	800	800	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
OAT 5,25/84	.....	8 44	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
OAT 5,25/85	.....	8 44	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
OAT 5,25/86	.....	8 44	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
OAT 5,25/87	.....	8 44	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
OAT 5,25/88	.....	8 44	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
OAT 5,25/89	.....	8 44	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
OAT 5,25/90	.....	8 44	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
OAT 5,25/91	.....	8 44	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
OAT 5,25/92	.....	8 44	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
OAT 5,25/93	.....	8 44	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
OAT 5,25/94	.....	8 44	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
OAT 5,25/95	.....	8 44	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
OAT 5,25/96	.....	8 44	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
OAT 5,25/97	.....	8 44	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
OAT 5,25/98	.....	8 44	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
OAT 5,25/99	.....	8 44	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
OAT 5,25/00	.....	8 44	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
ACTIONS			Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
Agipac (Belux)	1100	.....	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
Agipac (Belux)	1100	.....	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
Agipac (Belux)	1100	.....	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
Agipac (Belux)	1100	.....	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
Agipac (Belux)	1100	.....	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
Agipac (Belux)	1100	.....	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
Agipac (Belux)	1100	.....	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
Agipac (Belux)	1100	.....	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
Agipac (Belux)	1100	.....	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
Agipac (Belux)	1100	.....	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
Agipac (Belux)	1100	.....	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
Agipac (Belux)	1100	.....	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
Agipac (Belux)	1100	.....	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
Agipac (Belux)	1100	.....	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
Agipac (Belux)	1100	.....	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
Agipac (Belux)	1100	.....	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
Agipac (Belux)	1100	.....	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
Agipac (Belux)	1100	.....	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
Agipac (Belux)	1100	.....	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
Agipac (Belux)	1100	.....	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
Agipac (Belux)	1100	.....	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
Agipac (Belux)	1100	.....	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
Agipac (Belux)	1100	.....	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
Agipac (Belux)	1100	.....	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
Agipac (Belux)	1100	.....	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
Agipac (Belux)	1100	.....	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
Agipac (Belux)	1100	.....	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
Agipac (Belux)	1100	.....	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
Agipac (Belux)	1100	.....	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
Agipac (Belux)	1100	.....	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
Agipac (Belux)	1100	.....	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
Agipac (Belux)	1100	.....	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
Agipac (Belux)	1100	.....	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
Agipac (Belux)	1100	.....	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
Agipac (Belux)	1100	.....	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	.....
Agipac (Belux)	1100	.....	Com. Ind. Bel.	380	380	Otel D2	380	.....	Amstein Bank	135 60	

SICAV (sélection)

VALEURS	Emission Franc Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Franc Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Franc Incl.	Rachet net
A.A.A.	1038 63	1017 35	Fructifrance	864 65	843 58	Pront Collecteur	20653 48	20632 86
Aciflex	2228 76	2071 27	Fructifrance	39 19	37 40	Pront Collecteur	62065 93	62065 93
Agropar	802 50	787 94	Fructifrance	1510 81	1065 77	Pront Oblig.	10067 78	10067 78
Amel-gin	630 70	620 10	Fructifrance	1356 86	1322 81	Pront Oblig.	113 59	113 59
Amel-gin	630 70	620 10	Fructifrance	1047 42	1047 42	Pront Oblig.	1114 03	1114 03
Amel-gin Court-T.	680 52	680 52	Fructifrance	171 28	167 28	Pront Oblig.	946 86	946 86
Amel-gin	1142 04	1142 04	Fructifrance	222 28	218 27	Pront Oblig.	903 55	903 55
Amel-gin	381 31	374 94	Fructifrance	1519 35	1312 86	Pront Oblig.	182 86	182 86
Amel-gin	1361 26	1311 50	Fructifrance	1252 94	1022 24	Pront Oblig.	5381 45	5328 39
Amel-gin	1710 54	1677 55	Fructifrance	1359 44	1340 43	Pront Oblig.	1133 68	1114 59
Amel-gin	1659 75	155 39	Fructifrance	528 34	517 95	Pront Oblig.	947 35	947 35
Amel-gin	947 57	947 57	Fructifrance	171 86	165 66	Pront Oblig.	10842 65	10837 70
Amel-gin	127 48	122 4	Fructifrance	274 13	270 08	Pront Oblig.	229 08	229 08
Amel-gin	122 86	117 35	Fructifrance	242 32	232 25	Pront Oblig.	708 74	708 74
Amel-gin	120 04	114 87	Fructifrance	242 32	232 25	Pront Oblig.	194 92	194 92
Amel-gin	113 90	112 76	Fructifrance	250 54	240 33	Pront Oblig.	585 88	585 88
Amel-gin	144 48	144 48	Fructifrance	306 75	293 28	Pront Oblig.	523 04	523 04
Amel-gin	180 48	180 48	Fructifrance	227 07	217 81	Pront Oblig.	1418 45	14102 02
Amel-gin	111 33	108 06	Fructifrance	419 38	402 28	Pront Oblig.	1889 44	1889 44
Amel-gin	5970 38	5964 43	Fructifrance	138 88	132 22	Pront Oblig.	13272 34	13012 12
Amel-gin	8163 54	8082 88	Fructifrance	260 06	251 32	Pront Oblig.	1319 57	1319 57
Amel-gin	1244 70	1226 31	Fructifrance	213 59	213 39	Pront Oblig.	717 70	708 15
Amel-gin	28 35	27 88	Fructifrance	1190 45	1180 45	Pront Oblig.	1753 35	1750 60
Amel-gin	1259 17	1238 12	Fructifrance	6657 88	6494 75	Pront Oblig.	698 78	680 15
Amel-gin	355 20	331 76	Fructifrance	11835 60	11835 60	Pront Oblig.	1070 15	1052 02
Amel-gin	487 78	475 45	Fructifrance	7381 43	7381 43	Pront Oblig.	543 12	543 12
Amel-gin	1224 47	1200 46	Fructifrance	2173 50	2152 28	Pront Oblig.	1470 73	1407 38
Amel-gin	1246 74	1218 48	Fructifrance	2451 19	2451 19	Pront Oblig.	622 48	610 41
Amel-gin	869 50	822 93	Fructifrance	747 51	734 50	Pront Oblig.	214 69	210 47
Amel-gin	259 69	254 54	Fructifrance	617 33	594 57	Pront Oblig.	607 47	607 47
Amel-gin	1052 42	1035 57	Fructifrance	167 28	170 34	Pront Oblig.	1013 52	993 89
Amel-gin	131 46	125 04	Fructifrance	10037 58	10037 58	Pront Oblig.	302 26	298 95
Amel-gin	2444 84	2420 44	Fructifrance	6451 12	6451 12	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	6237 18	6232 73	Fructifrance	6894 35	6894 35	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	45 16	45 16	Fructifrance	7750 17	7750 17	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	3712 57	3712 57	Fructifrance	12854 12	12854 12	Pront Oblig.	2171 1	2168 106
Amel-gin	2304 31	2304 31	Fructifrance	167 44	167 44	Pront Oblig.	752 71	752 71
Amel-gin	2005 21	2015 06	Fructifrance	26530 68	26530 68	Pront Oblig.	1328 66	1298 126
Amel-gin	2 005858	2 005858	Fructifrance	19550 81	19550 81	Pront Oblig.	1000 25	1000 25
Amel-gin	284 59	271 56	Fructifrance	6451 12	6451 12	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	355 20	331 76	Fructifrance	6894 35	6894 35	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	487 78	475 45	Fructifrance	7750 17	7750 17	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	1224 47	1200 46	Fructifrance	12854 12	12854 12	Pront Oblig.	2171 1	2168 106
Amel-gin	1246 74	1218 48	Fructifrance	167 44	167 44	Pront Oblig.	752 71	752 71
Amel-gin	869 50	822 93	Fructifrance	26530 68	26530 68	Pront Oblig.	1328 66	1298 126
Amel-gin	259 69	254 54	Fructifrance	19550 81	19550 81	Pront Oblig.	1000 25	1000 25
Amel-gin	1052 42	1035 57	Fructifrance	6451 12	6451 12	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	131 46	125 04	Fructifrance	6894 35	6894 35	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	2444 84	2420 44	Fructifrance	7750 17	7750 17	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	6237 18	6232 73	Fructifrance	12854 12	12854 12	Pront Oblig.	2171 1	2168 106
Amel-gin	45 16	45 16	Fructifrance	167 44	167 44	Pront Oblig.	752 71	752 71
Amel-gin	3712 57	3712 57	Fructifrance	26530 68	26530 68	Pront Oblig.	1328 66	1298 126
Amel-gin	2304 31	2304 31	Fructifrance	19550 81	19550 81	Pront Oblig.	1000 25	1000 25
Amel-gin	2005 21	2015 06	Fructifrance	6451 12	6451 12	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	2 005858	2 005858	Fructifrance	6894 35	6894 35	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	284 59	271 56	Fructifrance	7750 17	7750 17	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	355 20	331 76	Fructifrance	12854 12	12854 12	Pront Oblig.	2171 1	2168 106
Amel-gin	487 78	475 45	Fructifrance	167 44	167 44	Pront Oblig.	752 71	752 71
Amel-gin	1224 47	1200 46	Fructifrance	26530 68	26530 68	Pront Oblig.	1328 66	1298 126
Amel-gin	1246 74	1218 48	Fructifrance	19550 81	19550 81	Pront Oblig.	1000 25	1000 25
Amel-gin	869 50	822 93	Fructifrance	6451 12	6451 12	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	259 69	254 54	Fructifrance	6894 35	6894 35	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	1052 42	1035 57	Fructifrance	7750 17	7750 17	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	131 46	125 04	Fructifrance	12854 12	12854 12	Pront Oblig.	2171 1	2168 106
Amel-gin	2444 84	2420 44	Fructifrance	167 44	167 44	Pront Oblig.	752 71	752 71
Amel-gin	6237 18	6232 73	Fructifrance	26530 68	26530 68	Pront Oblig.	1328 66	1298 126
Amel-gin	45 16	45 16	Fructifrance	19550 81	19550 81	Pront Oblig.	1000 25	1000 25
Amel-gin	3712 57	3712 57	Fructifrance	6451 12	6451 12	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	2304 31	2304 31	Fructifrance	6894 35	6894 35	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	2005 21	2015 06	Fructifrance	7750 17	7750 17	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	2 005858	2 005858	Fructifrance	12854 12	12854 12	Pront Oblig.	2171 1	2168 106
Amel-gin	284 59	271 56	Fructifrance	167 44	167 44	Pront Oblig.	752 71	752 71
Amel-gin	355 20	331 76	Fructifrance	26530 68	26530 68	Pront Oblig.	1328 66	1298 126
Amel-gin	487 78	475 45	Fructifrance	19550 81	19550 81	Pront Oblig.	1000 25	1000 25
Amel-gin	1224 47	1200 46	Fructifrance	6451 12	6451 12	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	1246 74	1218 48	Fructifrance	6894 35	6894 35	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	869 50	822 93	Fructifrance	7750 17	7750 17	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	259 69	254 54	Fructifrance	12854 12	12854 12	Pront Oblig.	2171 1	2168 106
Amel-gin	1052 42	1035 57	Fructifrance	167 44	167 44	Pront Oblig.	752 71	752 71
Amel-gin	131 46	125 04	Fructifrance	26530 68	26530 68	Pront Oblig.	1328 66	1298 126
Amel-gin	2444 84	2420 44	Fructifrance	19550 81	19550 81	Pront Oblig.	1000 25	1000 25
Amel-gin	6237 18	6232 73	Fructifrance	6451 12	6451 12	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	45 16	45 16	Fructifrance	6894 35	6894 35	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	3712 57	3712 57	Fructifrance	7750 17	7750 17	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	2304 31	2304 31	Fructifrance	12854 12	12854 12	Pront Oblig.	2171 1	2168 106
Amel-gin	2005 21	2015 06	Fructifrance	167 44	167 44	Pront Oblig.	752 71	752 71
Amel-gin	2 005858	2 005858	Fructifrance	26530 68	26530 68	Pront Oblig.	1328 66	1298 126
Amel-gin	284 59	271 56	Fructifrance	19550 81	19550 81	Pront Oblig.	1000 25	1000 25
Amel-gin	355 20	331 76	Fructifrance	6451 12	6451 12	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	487 78	475 45	Fructifrance	6894 35	6894 35	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	1224 47	1200 46	Fructifrance	7750 17	7750 17	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	1246 74	1218 48	Fructifrance	12854 12	12854 12	Pront Oblig.	2171 1	2168 106
Amel-gin	869 50	822 93	Fructifrance	167 44	167 44	Pront Oblig.	752 71	752 71
Amel-gin	259 69	254 54	Fructifrance	26530 68	26530 68	Pront Oblig.	1328 66	1298 126
Amel-gin	1052 42	1035 57	Fructifrance	19550 81	19550 81	Pront Oblig.	1000 25	1000 25
Amel-gin	131 46	125 04	Fructifrance	6451 12	6451 12	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	2444 84	2420 44	Fructifrance	6894 35	6894 35	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	6237 18	6232 73	Fructifrance	7750 17	7750 17	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	45 16	45 16	Fructifrance	12854 12	12854 12	Pront Oblig.	2171 1	2168 106
Amel-gin	3712 57	3712 57	Fructifrance	167 44	167 44	Pront Oblig.	752 71	752 71
Amel-gin	2304 31	2304 31	Fructifrance	26530 68	26530 68	Pront Oblig.	1328 66	1298 126
Amel-gin	2005 21	2015 06	Fructifrance	19550 81	19550 81	Pront Oblig.	1000 25	1000 25
Amel-gin	2 005858	2 005858	Fructifrance	6451 12	6451 12	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	284 59	271 56	Fructifrance	6894 35	6894 35	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	355 20	331 76	Fructifrance	7750 17	7750 17	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	487 78	475 45	Fructifrance	12854 12	12854 12	Pront Oblig.	2171 1	2168 106
Amel-gin	1224 47	1200 46	Fructifrance	167 44	167 44	Pront Oblig.	752 71	752 71
Amel-gin	1246 74	1218 48	Fructifrance	26530 68	26530 68	Pront Oblig.	1328 66	1298 126
Amel-gin	869 50	822 93	Fructifrance	19550 81	19550 81	Pront Oblig.	1000 25	1000 25
Amel-gin	259 69	254 54	Fructifrance	6451 12	6451 12	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	1052 42	1035 57	Fructifrance	6894 35	6894 35	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	131 46	125 04	Fructifrance	7750 17	7750 17	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	2444 84	2420 44	Fructifrance	12854 12	12854 12	Pront Oblig.	2171 1	2168 106
Amel-gin	6237 18	6232 73	Fructifrance	167 44	167 44	Pront Oblig.	752 71	752 71
Amel-gin	45 16	45 16	Fructifrance	26530 68	26530 68	Pront Oblig.	1328 66	1298 126
Amel-gin	3712 57	3712 57	Fructifrance	19550 81	19550 81	Pront Oblig.	1000 25	1000 25
Amel-gin	2304 31	2304 31	Fructifrance	6451 12	6451 12	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	2005 21	2015 06	Fructifrance	6894 35	6894 35	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	2 005858	2 005858	Fructifrance	7750 17	7750 17	Pront Oblig.	1049 95	1032 12
Amel-gin	284 59	271 56	Fructifrance	12854 12	12854 12	Pront Oblig.	2171 1	2168 106
Amel-gin	355 20	331 76	Fructifrance	167 44	167 44	Pront Oblig.	752 71	752 71
Amel-gin	487 78	475 45	Fructifrance	26530 68	26530 68	Pront Oblig.	1328 66	1298 1

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
46-62-72-67

e : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - m : marché continu

PARIS

79

36-15

804593

... 333 333

ALL INFORMATION CONTAINED
HEREIN IS UNCLASSIFIED

Le Monde-RTL
ENTREPRISES
1975 par RTL

هناك من العمل

Le Monde des Dirigeants

REPRODUCTION INTERDITE
POSTES A PLUS DE 400 KT

CHEZ UN LEADER EUROPEEN

DIRECTEUR DE CENTRE DE PROFITS

EQUIPEMENTS SECOND OEUVRE BATIMENT

Un groupe français, leader européen, renommé pour sa créativité et la qualité de ses produits, dont la croissance se fonde également sur une stratégie claire, des performances industrielles, une rigueur de gestion et le dynamisme de ses équipes commerciales, recherche un Directeur de Département.

Ce département, géré en centre de profits et agissant sur le territoire national, est chargé de la vente, de l'installation et de la maintenance d'une gamme de produits. Son chiffre d'affaires actuel est de 150 MF.

La réussite dans ce poste implique :

- une formation grande école d'ingénieurs ou de gestion
- au minimum 10 ans d'expérience, impliquant animation d'équipes, gestion, développement commercial
- une solide connaissance du domaine second oeuvre bâtiment
- le profil d'un chef d'entreprise, gestionnaire, animateur, réalisateur.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 44 B 2276-1M
Discrétion absolue.

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil
75015 Paris

etap

Nous sommes un groupe industriel à vocation européenne. Pour l'un de nos sites de production française (220 personnes), nous recherchons un futur

DIRECTEUR D'USINE

Environ 35 ans, vous avez une formation d'ingénieur généraliste ou à dominante électromécanique.

Vous avez l'expérience de l'encadrement et de l'animation d'atelier de fabrication, dans un environnement de type mécanique automatisé dont vous avez su améliorer les performances techniques (investissements...). Un passage en Méthodes et/ou en Travaux Neufs serait un plus.

Gestionnaire rigoureux, vous avez le souci de la rentabilité de vos actions.

La maîtrise de l'allemand est souhaitable.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en précisant la référence 1928/M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une entière discrétion.

G. R. A. Housseye - 75008 Paris

Actiman

Le Monde International

EUROPE CENTRALE et ORIENTALE

Vous mesurez les enjeux et les difficultés de la transition des économies administrées vers l'économie de marché.

Nous sommes une Société Internationale de Conseil. Pour faire face à un important développement en EUROPE CENTRALE et ORIENTALE,

nous recherchons des

CONSULTANTS

- Pratiquant couramment la langue d'au moins un des pays de la zone
- Bilingues Français Anglais ou Allemand

A — Finances publiques - Budget - Organisation de l'appareil d'état et des collectivités locales

B — Macro-économie - Monnaie - Système financier et bancaire

C — Environnement des entreprises (mesures permises et incitatives)

D — Privatisations - Stratégie industrielle

E — Etudes de filières agricoles, agro-industrielles, industrielles

F — Etudes de projets - Investissements

G — Stratégie et projets d'entreprise - Management

H — Systèmes d'information comptable et financière - Contrôle de Gestion

I — Evaluation et gestion des ressources humaines - Sélection et recrutement - Reversions

J — Ingénierie pédagogique - Lancement de centres de formation de cadres - Conception de programmes de formation

Titulaire d'un diplôme universitaire élevé, ou ancien élève d'une grande école, vous justifiez d'une expérience professionnelle confirmée dans un ou plusieurs des domaines cités.

Vous êtes prêt à vous expatrier, ou à réaliser de nombreuses missions depuis Paris.

- Adresser votre CV et une lettre de candidature manuscrite à PUBLIVAL/10073
27 Route des Gardes 92190 MEUDON,
en spécifiant celles des rubriques (A à J) qui vous intéressent.



SOFRATEV
spécialiste de l'ingénierie audiovisuelle,
membre du groupe France Télécom,
recherche

INGENIEUR RESIDENT CHEF D'AGENCE

Vous animerez une équipe de 9 ingénieurs et serez chargé de superviser la construction de 91 centres émetteurs pour le Ministère de l'Information du Sultanat d'OMAN.

35-40 ans environ, diplômé d'une école d'ingénieur (ESTP ou équivalent), vous avez une expérience de direction de projet d'au moins 10 ans, de préférence chez un consultant.

Vous avez un excellent niveau d'anglais et êtes un bon gestionnaire, habitué aux relations avec les entreprises et les administrations étrangères.

Vous êtes disponible immédiatement.
Salaire : 360 KT selon expérience.
durée du contrat : 2 ans renouvelable
nombreux avantages : logement de fonction, véhicule fourni...

Adressez lettre manuscrite, CV à :
SOFRATEV - 21/23 rue de la Vanne
92120 MONTEUIL
ou téléphonez au : 46.56.75.98 - Poste 442

36 15
LM

Chaque mois, 25 000 utilisateurs se connectent sur 3615 LM, le service télématique expert de l'emploi des cadres. Depuis un an, 40 000 CV ont été déposés sur 3615 LM.

هكذا من لاجل

POSTES A PLUS DE 400 000

Le Monde • Mardi 29 octobre 1991 27

Le Monde des Carrières Européennes en Entreprises

CHEF DES VENTES
Bénélux

Partenaire des constructeurs Européens automobiles et agricoles, nous réalisons un CA de 2 milliards de francs français et sommes représentés par 7 filiales en Europe. 4.400 personnes constituent les forces vives de notre activité. Depuis 75 ans, la notoriété de notre groupe repose sur la qualité de nos produits et sur la confiance de nos clients. Nous recherchons pour notre filiale Belge 18 Chef des Ventes Bénélux. Dépendant du Directeur, vous serez le Responsable des ventes et de la promotion des produits et animerez l'équipe commerciale. A partir d'une analyse méthodique des marchés, vous assisterez votre Direction dans la définition des objectifs et de la politique de vente. A 30/35 ans, vous êtes un professionnel de la vente (produits industriels ou semi-industriels), parfaitement bilingue et possédez une formation commerciale supérieure. Votre connaissance du machinisme agricole sera un atout supplémentaire. Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. DG à Pneumatiques KLEBER 45, rue M. BEROVETS - 1190 BRUXELLES (BELGIQUE).

TOUJOURS PLUS LOIN

TOUJOURS PLUS PROCHE

Kleber

Au service des collectivités locales, nous sommes une équipe d'experts techniques, financiers, juridiques, spécialistes de la conception, la mise en œuvre et la gestion d'installations liées à l'environnement. Dans le cadre de notre développement et de notre ouverture à l'Europe, nous recherchons deux

INGENIEURS D'AFFAIRES

L'un spécialisé dans le traitement des eaux, l'autre dans le traitement des déchets.

Vous dirigerez la conduite de nouveaux projets d'investissements par :

- l'étude de marché
- la conception générale
- l'élaboration de montages juridiques et financiers
- la négociation des contrats avec les collectivités et les industriels
- la maîtrise d'ouvrage.

5 à 10 ans d'expérience de la conception, la réalisation et/ou l'exploitation d'ouvrages (réseaux d'assainissement, stations d'épuration...), un relationnel excellent, le sens de l'initiative, le dynamisme et l'enthousiasme seront les clés de votre réussite.

Venez rejoindre les valeurs d'efficacité et d'intérêt collectif que nous conjuguons dans nos métiers d'avenir.

Adressez votre dossier de candidature à GROUPE SCET - DRH - Atrium - 6, place Abel Gance 92652 Boulogne-Billancourt.



Le Monde SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes 3^e arrdt Bel immeuble, grand studio, portes refaites. Prix exceptionnel. 45-04-24-16. 5^e arrdt SQUARE ST-MEDARD, tout confort, 4 ^e étage, 4 p., 2 bds, poss. 2.300.000 F. Tél. : 45-04-24-30.	locations non meublées demandes Paris EMBASSY SERVICE 8, av. de Messine, 75008 Paris, recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE VIDE ou MEUBLE. HOTELS PARTIC. PARIS et VILLAS PARIS-OUEST T. (1) 45-62-30-00	bureaux Locations VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS SARL - RC - RM Construction de sociétés Démarches et tous services Permanence téléphonique 43-55-17-50 VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ETOILE 10 ^e CHAMPS-ÉLYSÉES 10 AVENUE VICTOR-HUGO Bureaux, matériel, tél., fax, etc. Domicile : 150 à 396 F/24. CIDES 47-23-84/21 Près gare de GARCHES à l'ouest 2 à 4 bureaux dans cadre de verdure Tél. : 47-41-94-41	locaux industriels Ventes BASTILLE 500 m² CESSON DE BAIL LOCAL d'activité et bureaux. Loyer : 400 000 F hors charges. Tél. : 42-48-55-00 M. P. ABOUKRAT.
appartements achats EMBASSY SERVICE RECH. POUR CLIENTS ÉTRANGERS APPARTS DE HAUT DE GAMME PARIS - RÉSIDENTIEL T. (1) 45-62-16-40 locations non meublées offres Région parisienne CHARENTON, 10 ^e Ligne 2 P. 4.400 F + 500 F ch. 2 P. 4.400 F avec jard. 5 000 F + 520 F. 45-67-71-17, matin.	locations non meublées offres Paris EMBASSY SERVICE URGENT rech. pour dirigeants étrangers d'importances pour APPARTS DE GRANDE CLASSE VIDE ou MEUBLE. HOTELS PARTIC. PARIS et VILLAS PARIS-OUEST T. (1) 45-62-30-00 hôtels particuliers VINCENT, Belle, château, HOTEL PART. 6/3 étages, 100 LIT., 4 CHAMB., 4 BAINS, Terrasse, Garage, Jardin. 6 500 000 F. 45-04-24-30.	maisons individuelles 12 km porte de Bercy, Proximité golf, commerces, écoles, Parc, vend maison (1987) sur terrain 300 m ² , séjour cathédrale avec cheminée, 3 chambres, 2 salles de bains, grande cuisine équipée, garage, terrasse. 1 450 MF. Tél. : 45-76-51-78 (ap. 19 h).	boutiques SAINT-MARTIN MARIGOT Mura Bore Bourgeois 60 m ² d'angle Emplacement exceptionnel. Tél. : 42-48-55-00 M. P. ABOUKRAT.

CARNET DU Monde

Naissances

- **Hugo YAKCHE**
est heureux de la naissance de son frère.

Basil,
chez Patrick et Hélène YAKCHE,
née Wolf.

27, rue du Cotentin,
75015 Paris.

Mariages

- **M^{me} Henri AZADIAN**,
le docteur et **M^{me} Yves ALLAIRE**,
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants.

Cécile et Grégoire,
célébré dans l'intimité familiale, le
26 octobre 1991.

75, avenue Dauterive-Rochereau,
75014 Paris.
50, rue Corambert,
75116 Paris.
60, rue de Boulainvilliers,
75116 Paris.

- **Saint-Germain-en-Laye**,
Ambassade de France à Fidji.

M. et M^{me} Armand
L'AVOUE D'AVENSTADT,
M. et M^{me} Henry JACOLIN,
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants.

Claire et Mathieu,
le 26 octobre 1991.

- **Olivier-René VEILLON**

Isabelle TROCHU,
sont heureux de faire part de leur mariage, célébré à Paris dans la plus stricte intimité.

11 bis, rue du Perche,
75003 Paris.

- **Lyon**.

M^{me} André Billot,
M^{me} Pascale Billot,
M. Jean François Billot,
M. et M^{me} Jean Billot,
M. et M^{me} Gérard Billot
et leurs enfants,
M^{me} Simone Lavan,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Jean-Pierre BILLOT,
survenu, le 23 octobre 1991, à l'âge de cinquante-cinq ans.
Les funérailles religieuses ont eu lieu à Lyon, dans l'intimité familiale.

- La direction générale des impôts a la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Pierre BILLOT,
directeur des services fiscaux du Rhône, survenu le mercredi 23 octobre 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

DSF du Rhône,
6, rue Charles-Bienner,
69294 Lyon Cedex 02.

- **M^{me} Charbonneau**,
son épouse,
M. et M^{me} Jean-François Charbonneau,
M. et M^{me} Keith Bloomfield,
M^{me} Odile Charbonneau,
M. Bertrand Charbonneau,
M^{me} Gabrielle Charbonneau,
ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Jean CHARBONNEAU,
survenu le 23 octobre 1991.

« Les Hommes »,
49520 Combray.

- **Anne-Marie Delacampagne**,
sa femme,
Rose-Marie et Christian Delacampagne,
son fils,
ont la douleur d'annoncer le décès de
Jacques DELACAMPAGNE,
survenu le 24 octobre 1991.

La cérémonie religieuse aura lieu à l'église Saint-Sulpice, le mardi 29 octobre, à 8 h 30.

Institut français,
111, rue Hayatton,
Tel-Aviv, Israël.

Françoise MÉZIERES,
museur-kinésithérapeute,
auteur de la méthode Mézières,
chevalier de la Légion d'honneur.

Elle s'est endormie, le jeudi 17 octobre 1991, dans sa quatre-vingt-deuxième année. Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité. Les cendres seront déposées au cimetière de Noisy-sur-Ecole (Seine-et-Marne).

- Les membres d'Errata (association de psychanalystes) ont la douleur de faire part de la disparition de leur collègue et ami

Bernard SIMONNET,
décédé le 23 octobre 1991.

Ceux qui s'intéressaient au discours psychanalytique et à ses attendus philosophiques ont pu connaître, à travers lui, et d'une façon exemplaire, comment la rigueur d'une analyse et d'un commentaire pouvaient être exprimés sans aucun dogmatisme et dans le strict respect des auteurs et de ceux qui sollicitaient son attention.

Bernard Simonnet, qui était également passionné de football, savait faire partager ses préoccupations et enthousiasmes sportifs.

Rendre grâce à son goût de la vie en annonçant sa mort aurait été conforme à ses vœux.

DAVID SHIFF
CASSER LA CRISE C'EST CASSER LES PRIX
OUVERT LE DIMANCHE
PARIS 8^e : 13 RUE ROYALE

- **M^{me} Renée Starck**,
M^{me} Micheline Starck,
M. et M^{me} Thierry Starck
et leur fils,
M. Frédéric Barande
et son fils,
Les familles Bonnel, Mennetrier, du Puy-Monbrun, Noiret,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean STARCK,
directeur général honoraire
de la Société générale,
chevalier de la Légion d'honneur,
survenu, le 24 octobre 1991, dans sa soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 30 octobre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, 1, rue Coeur, Paris-16.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

- Un an déjà, un an seulement.

En ce temps de Toussaint,
Françoise Richardet
et ses enfants
veulent se souvenir de

André RICHARDET.

Que nos fidèles amis soient remerciés de leur présence tout au long de cette année.

Pensons souvent à lui, il survira dans nos mémoires.

Avis de recherche

- Le cabinet d'avocats, Ashurst Morris Crisp, Broadwalk House, 5, Appold Street, London EC2A 2HA, recherche les filles de

M^{me} Mabel LEROY,
née Taylor,

veuve de

Charles Léon Joseph LEROY,
décédé le 13 janvier 1968, et qui habitait à « Péronne », 5, rue des Oliviers, Le Cannet, Nice.

Ecrire à l'attention de M. D.D. Vacha.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5638

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

HORIZONTALEMENT

I. Spécialistes souvent penchés sur des bouches. - II. Ne permet évidemment pas de mener une vie de pacha. - III. Amène une condition. Le sujet pensant. Pour contrôler une pièce cylindrique. - IV. Pronom. Grosses, pouvant être considérées comme la récompense des bonnes actions. - V. Tient des propos malveillants. Son livre rassemble de grandes signatures. - VI. Un lieu d'élevage. - VII. Dans les sucs digestifs. En France. - VIII. Un gros pété. Sont souvent en tas. - IX. Fournit de l'huile. Vieux loup. - X. Des mouvements agités. Pronom. - XI. Fixer un œil.

VERTICALEMENT

1. Des gens entrés dans le décor. - 2. Peut entourer un bassin. Coule en Bretagne. - 3. Adverbe. Peut être une joie ballade. - 4. Une opération faite avec beaucoup de chaleur. - 5. Composées comme les coquilles d'inde. Apprit. - 6. Passe à Evreux. Partie de désert. Symbole. - 7. Interjection. Avant l'heure. Article arabe. - 8. Des voisins de lit. - 9. Villa. Solidement bâties.

Solution du problème n° 5637

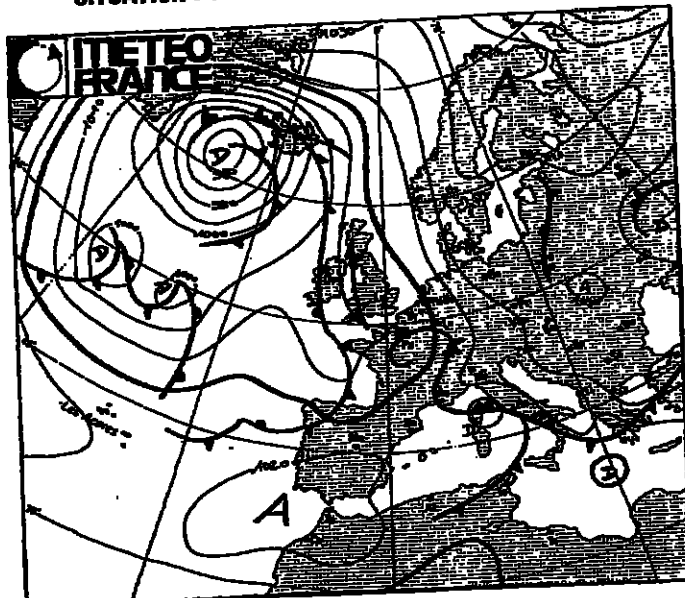
Horizontalement

I. Sériciculteur. - II. Ubac. Amér. - III. Ratisseur. Rots. - IV. Eve. Alfr. Génia. - V. No. Oc. Encre. Cru. - VI. Croc. Sucurs. Al. - VII. Heurs. Sens. Age. - VIII. Errante. Anse. - IX. Orseille. - X. Ingénu. Omission. - XI. Séance. Légal. - XII. Son. Élis. Cécile. - XIII. En. Lue. Al. Ma. - XIV. Usagés. Noé. moss. - XV. Nasse. Sen. Sel.

Verticalement

1. Suranchérisseur. - 2. Ebever. Néons. - 3. Rite. Ouragan. An. - 4. Ici. I. Org. En. Aga. - 5. Sac. Enoncé. Es. - 6. Iasi. Truilles. - 7. Crâneuses. Eu. - 8. Urgence. Éolien. - 9. Lie. Centimes. Ce. - X. T6. Rus. Lt. Ass. - XI. Eriger. Alascien. - XII. Udd. Neale. XIII. Onc. As. Amos. - IV. Etrage. Nasse. - XV. Essaulé. Anis. Et.

GUY BROUTY

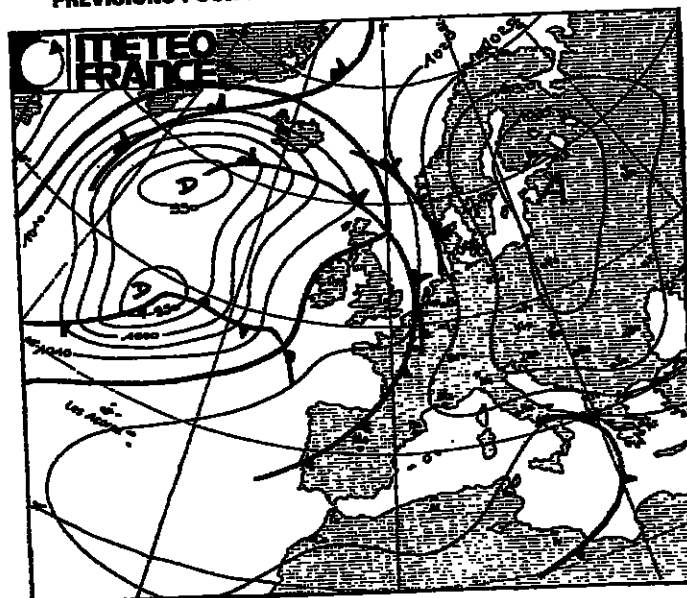


LEGENDE

- ENSOLEILLÉE
- PARCLEMENTS FUSI MARGINAL
- NÉBULES CLOUÉES
- NÉBULES MARGINALES OU COUVERT
- PLUIE OU ORAGNE
- NEIGE
- AVERGES
- ORAGES
- ORAGES ET DÉPLACEMENTS
- DÉPLACEMENTS

TEMPS PRÉVU LE 29.10.91

APRÈS-MIDI

PRÉVISIONS POUR LE 30 OCTOBRE 1991 A 12 HEURES TU

le 20-11-1991 à 18 heures TU et le 20-11-1991 à 5 heures LU																		
FRANCE					TOULOUSE					12	8	C	LOS ANGELES	21	12	D		
PARIS					14	11	P	TOURS	11	8	C	LUXEMBOURG	6	3	T	8	3	
LYON					14	11	P	POINTE-AUTRE	32	22	D	MADRID	20	16	T	8	3	
BORDEAUX					11	8	N	ÉTRANGER					MARSEILLE	20	16	T	8	3
BONNEN					16	11	N	ALGER	24	17	N	MEXICO	21	14	T	8	3	
CAEN					11	8	N	AMSTERDAM	4	1	D	MILAN	8	7	T	8	3	
CHERBOURG					11	8	P	ATHENES	20	15	D	MONTREAL	8	7	T	8	3	
CHERBOURG-VER					11	8	P	BANGKOK	25	18	C	NAGASAKI	0	-1	T	8	3	
CLERMONT					14	10	N	BARCELONE	18	9	D	NAIROBI	0	-1	T	8	3	
DIJON					11	8	N	BELGRADE	6	3	D	NEW-YORK	8	1	T	8	3	
DREUILLE					12	9	C	BERLIN	6	3	D	OSLO	8	15	T	8	3	
LILLE					12	9	C	BIRMINGHAM	7	3	C	PARIS-DEJAL	10	10	T	8	3	
LIMOGES					11	8	N	LA CAIRE	26	19	D	PR-DE-DEJAL	27	21	T	8	3	
LYON					13	10	C	CONCERNAGE	10	3	C	ROME	17	13	T	8	3	
MAGNOLLER					18	12	D	DAKAR	29	22	D	SINGAPOUR	32	25	T	8	3	
MANCY					7	6	C	DELS	15	8	D	STOCKHOLM	15	10	T	8	3	
NANTES					9	9	P	DIJON	26	19	D	TOKYO	15	10	T	8	3	
NICE					9	9	P	GENEVE	9	2	A	TYNEN	23	13	T	8	3	
PARIS-MONTS					12	9	C	GENEVE	5	2	A	VARSOVIE	1	1	T	8	3	
PAU					12	9	C	HONGKONG	27	17	D	VENISE	8	5	T	8	3	
PERPIGNAN					17	12	C	ISTANBUL	10	3	D							
RENNES					11	8	N	KUALA-LUMPUR	10	3	D							
ST-ETIENNE					9	9	P	LESBONNE	14	10	D							
STRASBOURG					13	10	C	LONDRES	12	10	N							

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

La nécessaire vérité

se référant à l'exemple des virus de l'hépatite, estimaient que la majorité des porteurs du virus du sida ne développeraient probablement pas la maladie. On connaît le suite.

Laurent Fabius, homme politique-ment très sûr. Et il le sait. Parce que ça dossier, ce drame d'abord, de la transfusion sanguine comporte, politiquement, tous les risques. Parce que aussi les mots, les concepts mêlés; enchevêtrés, le sang, l'angoisse, la souffrance, la mort, l'argent, la responsabilité sont, dans leur assemblage même, constitutifs du scandale.

Sur TF 1 donc, et devant Claire Chazal qui ne semblait guère en mesure de contester ces affirma-

tions, Laurent Fabius se souvient de sa vertu, son calendrier de l'époque. Il a insisté sur la rapidité de la réponse politique apportée à la demande médicale du professeur Roux sur la nécessité du test de dépistage et l'annonce faite à l'Assemblée nationale de la mise en place progressive de ce dépistage.

Il apprendra à d'autres, compétents, à confirmer, compléter ou constater ce calendrier du passé. Au-delà, et plus encore après avoir consulté Laurent Fabius, se fait évidente désormais la nécessité d'ouvrir, publiquement et rapidement, les archives et les dossiers. Car dorénavant le débat ne peut plus être ainsi, affirmé

Il faut savoir. Savoir si, au nom des intérêts nationaux et au dément de la santé des nationaux, les services de Maignon ont pu délibérément freiner, en 1985, l'engagement accordé à des tests de dépistage américains. Savoir si des fonds primitivement alloués à la direction générale de la santé ont été réaffectés à d'autres fins et à lesquelles. Cas questions. Laurent Fabius les a nettement esquives, laissant ses réponses. Et c'est pas vouloir attenter à la respectabilité d'un homme qui a le « honneur et une femme » que de le remonter.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-jundi. Signification des symboles :
 ■ « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

20.45 Cinéma : Le Fantôme de l'Opéra. ■
Film britannique de Tarenas Fisher (1962).
Avec Edward de Souza, Michael Gough,
Heather Sears.

22.10 Journal et Météo.

22.30 Magazine : Océaniques.
▶ Le Tûd des rômes, de Robert Menthoulis.

23.25 Magazine : Alôes.
Drôles d'histoires, glanées dans les bureaux
régionaux de FR3. Une émission conçue
par la station de Limoges.

0.20 Musique : Carnet de notes.

18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information.
20.00 Un livre, un jour.
20.10 Divertissement : La Classe.
20.45 Hommage à Georges Brassens.
Extrait de l'émission « Le Grand Echiquier »
diffusée le 28 mai 1979, présentée par Jac-
ques Chancel.
20.50 Téléfilm : Karim et Sala.
D'Idrissa Ouedraogo, avec Noufoum Oue-
draogo, Roukietou Barry.
22.30 Journal et Météo.

13.35 Cinéma : Le Mari de la coiffeuse. ■■
Film français de Patrice Leconte (1990).
14.50 Magazine : Mon zénith à moi.
Invité : Jacques Villerat.
15.50 Cinéma : Mace, Police Action USA.
Film américain de William Van Derkirk
(1987).
17.30 Documentaire : Les Allumés...
18.00 Canaille peluche.

18.30 Le Caribou.
18.50 Le Top.
19.20 Magazine : Nuée part ailleurs.
20.31 Le Journal du cinéma.
20.35 Cinéma : Jumeaux. ■
Film américain d'Ivan Reitman (1988).
22.15 Flash d'informations.
22.20 Cinéma : Contre-enquête.
Film américain de Sidney Lumet (1988).
v.o.).
0.30 Cinéma : Zombes 3. ■
Film américain de Lucio Fulci (1988).

13.20 Série : L'Inspecteur Derrick.
14.25 Série : Sur les lieux du crime.
15.55 Série : L'Enquêteur.
16.50 Youpi! Les Vacances.
18.15 Série : Sheriff, fais-moi peur.
19.05 Série : Kojak.
20.00 Journal, Météo
et le Temps de Nicolas.
20.40 Journal des courses.

22.15 Magazine : Ciné Cinq.
Présenté par Michel Cardoze. Spécial Disney.

22.40 Cinéma : La Bonne.
Film italo-français de Salvatore Serrano (1986). Avec Florence Guerin, Karl Michaelson.

0.25 Journal de la nuit.

La rentrée des télévisions américaines; La
sege des marques; Banania; Planète pub;
Des coups; Le cadeau Bonus.
Six minutes d'informations.

21.00 **Cinéma : Le Peuple singe.** ■■
Film franco-Indonésien de Gérard Vienne
(1984-1988).

22.20 **Court métrage : La Consultation.**
De Radovan Tadic.

22.40 **Court métrage : Les Petits Coins.**
De Pascal Aubier.

22.55 **Magazine : Cinéma de poche.**
D'Hélène Mochiri.

20.30 Le Grand Débat.
Qu'est ce qu'un Français ?

21.30 Dramatique.
Si on veut aller par là, de Charles Cherras

22.40 La Radio dans les yeux.
André du Bouchet lit André du Bouchet.

0.05 Du jour au lendemain.
Avec Michel Muretsany (Photo-souvenirs).

0.50 Musique : Coda. Le jazz de Cortazar.

20.30 **Concert** (en direct de Helsinki) : Symphonie concertante pour clarinette, cor, basson, orchestre, de Crusell ; Musique de funérailles pour Gustave III, de Kraus, par le Chœur chambre et l'Orchestre symphonique de radio finlandaise. Dir. En Kles ; sol. : E. Tuukla, cor, Reijo Kozajemi, basson, So. Isokoski, Käsa Hannula, sopranos, Jouni Siivasti, ténor, Juh. Kotlainen, basse.

13.30 Série : Brigade de nuit.
14.20 Téléfilm : Enfants en danger.
De Glenn Jordan, avec Mersha Mas
Robert Guntton.
15.55 Magazine : Accusé de réception.
16.50 Série : L'Homme de fer.
17.40 Jeu : Zygomusic.
18.05 Série : Mission impossible.
19.00 Série : La Petite Maison
dans la prairie.

20.35 Téléfilm : Retour à la jungle.
De James Hill, avec Granville Van Du
Linda Gray.

22.20 Documentaire : 60 Minutes.
Les tumeurs d'enfants.

23.10 Magazine : La 6^e Dimension.
Proposé par Lionel Rostage et Pascale
tde.

23.40 Six minutes d'informations.

20.45 Série : Portraits d'Alain Cavalier.
5. La Roulotteuse.

21.00 Téléfilm : Le Cri du cochon.
D'Alain Guesnier, avec Catherine Lecoq
Christian Clavier.

22.20 Documentaire : Vladimir Horowitz
D'Albert et David Maysles.

20.30 **Archipel science.** Les sources de la vie : autour des R
tres de Blois.

21.30 **Mémoire du siècle.**
Edouard Mac Avoij, peintre (redif.).

22.40 **Les Nuits magnétiques.**
Voyage d'une carte postale.

0.05 **Du jour au lendemain.**
Avec Jean Siquet (le Grand Verre r

0.50 **Musique : Coda.**
L'orchestre de l'Opéra 2 Rix Reidenber

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 28 octobre, salle de la Casemate, ouverture op. 8, flux : Concerto pour violon et orchestre majeur op. 35, de Tchaïkovski ; R. Juliette, extraits des trois Suites, de fiev, par l'Orchestre symphonique d'ici ; Voe Lini, Scherzo blanc, violon ; Poussade, 3 étalles. Plain de 118. Répertoire : neuf compositeurs barbares (œuvres de Martine, Dux, rai, Sholan, Parker, Ashley, Coge, Bettistelle).

Verité

OUVERTURE DU CONGRÈS
DES DÉPUTÉS DE RUSSIE

M. Boris Eltsine propose
de diriger lui-même
le gouvernement russe

Ouvrant, lundi 28 octobre, une session le Congrès des députés de Russie (Parlement élu), le président Boris Eltsine a dévoilé son programme de sauvetage de la Russie : libéralisation des prix dès 1991, privatisation de l'économie et « puissante » réforme agraire. Pour cela, il s'est proposé de diriger lui-même le gouvernement de la fédération de Russie, privée de premier ministre depuis la démission il y a près d'un mois de M. Ivan Silov. « En tant que chef du pouvoir exécutif de Russie (...), je suis prêt dans cette période difficile à diriger directement le gouvernement », a-t-il dit.

Sur la question d'une monnaie russe, que certains de ses collaborateurs proposent de créer avant la fin de l'année, il a déclaré que la Russie ne s'y engagera que si l'idée d'une Banque internationale publique était retenue par les autres Républiques de l'ex-URSS. De même, pour l'armée, la Russie « n'est pas pressée de former sa garde nationale », a-t-il dit, et ne fera que « s'engager à la formation de gardes nationales républicaines » dans les autres Républiques. Il a aussi déclaré que la Russie se trouve « à l'un des moments les plus critiques de son histoire, au moment où se décide ce à quoi la Russie et de fait l'ensemble du pays rassembleront ces prochaines années et décennies », en demandant aux députés de « s'engager résolument et sans condition sur la voie de profondes réformes ». « Je demande le soutien de toutes les couches de la population », a-t-il aussi déclaré. Des dizaines de milliers de personnes avaient manifesté la semaine dernière à Moscou, avançant diverses revendications sociales et dénonçant la hausse des prix. (AFP, Reuters)

BOURSE DE PARIS Matinée du 28 octobre Mieux orienté

À l'ouverture matinale, lundi 28 octobre, l'indice CAC40 enregistrait une modeste avance de 0,10 %, portée vers 11 heures à 0,56 %. Selon les professionnels, qui ne parlaient pas encore de meilleures dispositions, le facteur technique est le principal responsable de cette timide raffermissement. Brillamment introduite vendredi 25 octobre à Wall Street, l'action Total a été de nouveau très recherchée.

La succession de Canson devant la cour d'assises du Var Joëlle Pesnel est condamnée à treize ans de réclusion criminelle

Après un délibéré de plus de douze heures et au terme de trois semaines d'audience, le jury de la cour d'assises du Var, à Draguignan, a condamné, dimanche 27 octobre, à treize ans de réclusion criminelle, M^{me} Joëlle Pesnel, cinquante et un ans, la principale accusée de l'affaire de Canson. Poursuivie pour faux et usage de faux, extension de signatures, non assistance à personne en péril et séquestration, elle a été reconnue coupable de tous les faits qui lui étaient reprochés, mais a bénéficié de circonstances atténuantes.

Me Robert Boissonnet, soixante-deux ans, ancien avocat de M^{me} de Canson et de M^{me} Pesnel, a été acquitté du chef de non-assistance à personne en péril, mais condamné à quatre ans d'emprisonnement, dont un an avec sursis, pour complicité d'abus de confiance, faux en écriture privée et usage de faux. M. Robert Laffargue, quarante ans, ancien chauffeur de Joëlle Pesnel, inculpé de non-assistance à personne à danger, a été acquitté.

L'impression n'est pas différente pour Me Boissonnet qui avait été présenté par l'avocat général comme un quasi-complice de la séquestration de M^{me} de Canson et qui, tout en étant assez sévèrement puni, a été lavé de l'accusation de non-assistance à personne à danger.

Les deux conseils de l'avocat toulonnais, Me Jean-Martin Guisano (Toulon) et Me Jean-Louis Pelletier (Paris), étaient relayés efficacement, chacun dans un registre différent, pour réhabiliter l'incrimination de leur client. Le premier, en se livrant à un démontage en règle du dossier - qui lui prit six heures d'oratoire - le second en dénonçant le « piège intellectuel » tendu par l'avocat général, constant, selon lui, à présenter l'avocat de M^{me} de Canson comme un être « indéfinissable, pour en tirer ensuite la conclusion qu'il était « responsable de tout ».

Principal défenseur de M^{me} Pesnel, Me Henri-René Gaudin (Paris), avait fait, lui, la part du feu en établissant une distinction entre « la magouille », la vente du Murillo et les manœuvres pour déposséder M^{me} de Canson de ses biens) de la séquestration, une accusation qu'il a assimilée à « une erreur judiciaire ». D'où ce conseil sans façon donné aux jurés : « Rattrapez-vous sur la magouille, mais, pour le reste, mettez un bulletin blanc ».

Reste que tous les acteurs de cette affaire n'ont pas en la même manière de la part de la justice, ce qui a constamment laissé planer un malaise sur tout le procès. Forte de la condamnation de Joëlle Pesnel, la partie civile, par la voix de Me Edgard Vincenzini n'a pas manqué de réclamer le paiement de la contre-valeur de tableaux vendus à l'insu de M^{me} de Canson (un Hubert Robert et un La Tour) mais aussi, la restitution des objets saisis pendant l'instruction. Parmi eux, le fameux Murillo acquis par le Louvre et dont le sort demeure incertain.

Me Guy Porte

La crise du Midi viticole Heurts entre manifestants et CRS à Carcassonne

« Nous voilà revenus quinze ans en arrière ! » Ce cri de M. André Cases, président de la chambre d'agriculture de l'Aude, résume l'extrême tension de la manifestation de viticulteurs à Carcassonne, samedi 26 octobre. Il y a quinze ans, M. Cases, leader des « vignerons républicains », fut à la tête des manifestants qui, en l'occurrence, « ont été vaincus ». Une « épreuve du vin » de plusieurs mois, allant d'août à mars 1976 à Montredon, aux portes de Narbonne. Une fusillade fit deux morts, un vigneron et un commandant de CRS. Le trépas fit deux morts, un vigneron et un commandant de CRS. Le trépas fit deux morts, un vigneron et un commandant de CRS. Le trépas fit deux morts, un vigneron et un commandant de CRS.

Une fois de plus, les viticulteurs de Carcassonne, à la tête desquels se trouvent M. Cases, ont été vaincus. Les CRS ont été vaincus. Les viticulteurs de Carcassonne, à la tête desquels se trouvent M. Cases, ont été vaincus. Les CRS ont été vaincus. Les viticulteurs de Carcassonne, à la tête desquels se trouvent M. Cases, ont été vaincus. Les CRS ont été vaincus.

Une fois de plus, les viticulteurs de Carcassonne, à la tête desquels se trouvent M. Cases, ont été vaincus. Les CRS ont été vaincus. Les viticulteurs de Carcassonne, à la tête desquels se trouvent M. Cases, ont été vaincus. Les CRS ont été vaincus.

Une fois de plus, les viticulteurs de Carcassonne, à la tête desquels se trouvent M. Cases, ont été vaincus. Les CRS ont été vaincus. Les viticulteurs de Carcassonne, à la tête desquels se trouvent M. Cases, ont été vaincus. Les CRS ont été vaincus.

Une fois de plus, les viticulteurs de Carcassonne, à la tête desquels se trouvent M. Cases, ont été vaincus. Les CRS ont été vaincus. Les viticulteurs de Carcassonne, à la tête desquels se trouvent M. Cases, ont été vaincus. Les CRS ont été vaincus.

Une fois de plus, les viticulteurs de Carcassonne, à la tête desquels se trouvent M. Cases, ont été vaincus. Les CRS ont été vaincus. Les viticulteurs de Carcassonne, à la tête desquels se trouvent M. Cases, ont été vaincus. Les CRS ont été vaincus.

Une fois de plus, les viticulteurs de Carcassonne, à la tête desquels se trouvent M. Cases, ont été vaincus. Les CRS ont été vaincus. Les viticulteurs de Carcassonne, à la tête desquels se trouvent M. Cases, ont été vaincus. Les CRS ont été vaincus.

Une fois de plus, les viticulteurs de Carcassonne, à la tête desquels se trouvent M. Cases, ont été vaincus. Les CRS ont été vaincus. Les viticulteurs de Carcassonne, à la tête desquels se trouvent M. Cases, ont été vaincus. Les CRS ont été vaincus.

Une fois de plus, les viticulteurs de Carcassonne, à la tête desquels se trouvent M. Cases, ont été vaincus. Les CRS ont été vaincus. Les viticulteurs de Carcassonne, à la tête desquels se trouvent M. Cases, ont été vaincus. Les CRS ont été vaincus.

Une fois de plus, les viticulteurs de Carcassonne, à la tête desquels se trouvent M. Cases, ont été vaincus. Les CRS ont été vaincus. Les viticulteurs de Carcassonne, à la tête desquels se trouvent M. Cases, ont été vaincus. Les CRS ont été vaincus.

Une fois de plus, les viticulteurs de Carcassonne, à la tête desquels se trouvent M. Cases, ont été vaincus. Les CRS ont été vaincus. Les viticulteurs de Carcassonne, à la tête desquels se trouvent M. Cases, ont été vaincus. Les CRS ont été vaincus.

La lutte contre le sida Prochain test en France d'un « candidat-vaccin »

Un futur « candidat-vaccin » contre le sida sera testé en France sur vingt à quarante volontaires sains au cours du premier semestre 1992, annonce le quotidien *Impact Médical* dans son édition du lundi 28 octobre. Ces tests seront mis en place dans le cadre d'un protocole réalisé sous l'égide de l'Agence nationale de recherche sur le sida (ANRS), de l'Institut Pasteur et de la société Pasteur Médecins et Vaccins.

Les préparations vaccinales utilisées dans le cadre de ce test seront constituées de glycoprotéines de surface du virus HIV. « Cela n'est pas encore le vaccin de demain parce que ce vaccin protège contre une souche de virus et malheureusement on sait que le virus du sida varie énormément et qu'il existe de très nombreuses souches dans la nature », a précisé M. Maxime Schwartz, directeur de l'Institut Pasteur de Paris.

L'annonce détaillée de ce prochain travail expérimental sera faite dans le cadre du colloque des Cent Gardes, qui réunit du 28 au 30 octobre, à Mantes-la-Coquette, près de Paris, la grande majorité des spécialistes de la vaccination contre les rétrovirus.

Deux nouveaux produits pris en charge

70 % des pilules contraceptives seront remboursées par la Sécurité sociale

Grâce à la prise en charge du Truandol (17 % du marché) et de Microlval, la proportion des pilules contraceptives remboursées par la Sécurité sociale va passer de 50 % à 70 %, a annoncé samedi 26 octobre le *Véronique* Neizert, secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la vie quotidienne.

Alors que la loi de 1974 pose le principe d'une prise en charge des contraceptifs oraux, plusieurs fabricants de pilules mini-dosées, destinées aux femmes qui ne supportent pas les pilules classiques, préféraient vendre leurs produits sans que ceux-ci soient remboursés afin d'échapper au blocage des prix. « Tout ceci représente de la part du gouvernement un effort important », souligne un communiqué publié le 27 octobre par M. Neizert. Quatre millions de Françaises utilisent actuellement des contraceptifs oraux.

Les Éditions mondiales contrôlent totalement DJ Presse. Le groupe des Éditions mondiales, qui possédait déjà 35 % du capital de DJ Presse, depuis l'été 1990, vient d'en prendre le contrôle complet en achetant les parts détenues par le fondateur, Denis Jacob (environ 40 %), et par l'investisseur Euris (environ 25 %).

Ces pauvres riches...

Ça va mal ! Ça va très mal ! On était là, émus aux larmes par les paysans, les infirmières, les banquiers, les enseignants, les RMI, les beurs, les flics, les sans-abri. Et voilà que l'« Obs » révèle cette semaine un nouveau scandale : la grande misère des gros salaires. Épongés par le fisc, matraqués par la Sécu, poursuivis par les banques, écartelés entre des comptes à découvert et des pensions alimentaires, assommés à coups de chèques en bois, endettés jusqu'au cou, ces nouveaux fauchés, ils gagnent de 15 000 à 40 000 balles par mois, n'arrivent plus à joindre les deux bouts.

Vous vous rendez compte un peu, en être réduit à sous-louer son appartement et sa maison de campagne l'hiver, à acheter ses caleçons chez Tati, son pull cashemere à Monoprix, et son tailleur haut de gamme démarqué rue de Richelieu, c'est le honte ! D'ailleurs, ils ont vite fait de planquer la marchandise, à la sortie, dans des sacs Chanel ou Vuitton, histoire de sauver la face.

Il y en a, qui n'osent plus se montrer, ils restent terrés chez eux, téléphone débranché, et pas qu'à Paris, en province, par exemple. Une chance, remarquez, parce que s'ils descendent dans la rue, à leur tour, pour crier à l'injustice et à la pauvreté, le Mimi, contrairement à ce que vous pensez, ça le ferait pas rigoler. Ces jeunes cadres, ces commerçants, ces promoteurs, ces fils de pub et ces directeurs d'agences, bref ces pigeons salés à blanc, c'est qui ? En grande partie, d'anciens supporters à lui.

Il leur a fait le coup du supplément d'âme, et ils ont marché : C'est une chouette doctrine quand même, le socialisme. Ils en sont revenus. Normal : en leur piquant leur flic, on leur a volé leur statut, ça va ensemble, demandez aux profs et aux blouses blanches. Ah ça ! Pour changer, elle a changé, leur vie ! Les voilà aigris, ces ex-nantis, furieux, à juste titre, d'avoir fait les frais d'une politique sociale qui épargne les privilégiés et les truands de la Nomenklatura rose. Comme le signalet très drôlement mes confrères, ils commencent à leur pomper l'air, les cigares de Michou-les-brutelles. Gare aux prochaines échéances... électorales !

Après avoir refusé de se rendre à une invitation de M. Chirac

Les maires des DOM situés à gauche créent leur propre association

Les maires de plusieurs départements d'outre-mer appartenant à différentes formations de gauche ont annoncé, vendredi 25 octobre, au Palais du Luxembourg, la création d'une Association des maires des DOM qui se donne pour objectif de « constituer un cadre permanent de réflexion, de proposition et d'action sur les questions de développement économique, social, culturel et de protection de l'environnement spécifiques aux communes et groupements de communes des départements d'outre-mer ».

La présidence du bureau provisoire de cette association a été confiée au maire de Saint-Denis, M. Gilbert Annette (PS), et son secrétaire général sera assuré par un autre élu réunionnais, M. Elie Hoarau, maire de Saint-Pierre, député non-inscrit, dirigeant du Parti communiste réunionnais (PCR). Parmi les autres membres de ce bureau figurent M. Henri Bangou, maire de Pointe-à-Pitre, sénateur apparenté communiste, qui vient de quitter le Parti com-

Deux élections cantonales

JURA : canton de Saint-Amour (1^{er} tour).

Inscr., 3 562; vot., 2 182; abst., 38,74 %; suffr. expr., 2 061. M^{me} Nicole Lemaire, div. d., 1 153 voix (55,94 %), ELUE; M^{me} Maurice Richemond, PS, 655 (31,78 %), Jacques Lançon, écolo., 160 (7,76 %), Bernard Bathias, PCF, 93 (4,51 %).

LOIRE-ATLANTIQUE : canton de Nantes X (2^e tour).

Inscr., 20 817; vot., 7 763; abst., 62,71 %; suffr. expr., 7 420. M^{me} Martine Laurent, div. g., 4 663 voix (62,84 %), ELUE; M. Jean-Claude Sédillac, RPR, 2 757 (37,15 %).

Yves Laurent avait été élu, en 1988, au premier tour, par 5 321 voix (60,14 %) contre 2 776 (26,12 %) à M. Jean-Claude Sédillac, RPR, 107 (8,11 %) à M. Pierre Champagne, PC, 157 (1,80 %) à M. Yves Ereno, UDR, et 252 (2,89 %) à M. André Thiel, FN. Il y avait eu 8 713 suffrages exprimés et 8 547 votants (soit 55,79 % d'abstention) sur 20 015 inscrits.

Yves Laurent avait été élu, en 1988, au premier tour, par 5 321 voix (60,14 %) contre 2 776 (26,12 %) à M. Jean-Claude Sédillac, RPR, 107 (8,11 %) à M. Pierre Champagne, PC, 157 (1,80 %) à M. Yves Ereno, UDR, et 252 (2,89 %) à M. André Thiel, FN. Il y avait eu 8 713 suffrages exprimés et 8 547 votants (soit 55,79 % d'abstention) sur 20 015 inscrits.

Yves Laurent avait été élu, en 1988, au premier tour, par 5 321 voix (60,14 %) contre 2 776 (26,12 %) à M. Jean-Claude Sédillac, RPR, 107 (8,11 %) à M. Pierre Champagne, PC, 157 (1,80 %) à M. Yves Ereno, UDR, et 252 (2,89 %) à M. André Thiel, FN. Il y avait eu 8 713 suffrages exprimés et 8 547 votants (soit 55,79 % d'abstention) sur 20 015 inscrits.

Yves Laurent avait été élu, en 1988, au premier tour, par 5 321 voix (60,14 %) contre 2 776 (26,12 %) à M. Jean-Claude Sédillac, RPR, 107 (8,11 %) à M. Pierre Champagne, PC, 157 (1,80 %) à M. Yves Ereno, UDR, et 252 (2,89 %) à M. André Thiel, FN. Il y avait eu 8 713 suffrages exprimés et 8 547 votants (soit 55,79 % d'abstention) sur 20 015 inscrits.

Yves Laurent avait été élu, en 1988, au premier tour, par 5 321 voix (60,14 %) contre 2 776 (26,12 %) à M. Jean-Claude Sédillac, RPR, 107 (8,11 %) à M. Pierre Champagne, PC, 157 (1,80 %) à M. Yves Ereno, UDR, et 252 (2,89 %) à M. André Thiel, FN. Il y avait eu 8 713 suffrages exprimés et 8 547 votants (soit 55,79 % d'abstention) sur 20 015 inscrits.

Yves Laurent avait été élu, en 1988, au premier tour, par 5 321 voix (60,14 %) contre 2 776 (26,12 %) à M. Jean-Claude Sédillac, RPR, 107 (8,11 %) à M. Pierre Champagne, PC, 157 (1,80 %) à M. Yves Ereno, UDR, et 252 (2,89 %) à M. André Thiel, FN. Il y avait eu 8 713 suffrages exprimés et 8 547 votants (soit 55,79 % d'abstention) sur 20 015 inscrits.

Yves Laurent avait été élu, en 1988, au premier tour, par 5 321 voix (60,14 %) contre 2 776 (26,12 %) à M. Jean-Claude Sédillac, RPR, 107 (8,11 %) à M. Pierre Champagne, PC, 157 (1,80 %) à M. Yves Ereno, UDR, et 252 (2,89 %) à M. André Thiel, FN. Il y avait eu 8 713 suffrages exprimés et 8 547 votants (soit 55,79 % d'abstention) sur 20 015 inscrits.

Yves Laurent avait été élu, en 1988, au premier tour, par 5 321 voix (60,14 %) contre 2 776 (26,12 %) à M. Jean-Claude Sédillac, RPR, 107 (8,11 %) à M. Pierre Champagne, PC, 157 (1,80 %) à M. Yves Ereno, UDR, et 252 (2,89 %) à M. André Thiel, FN. Il y avait eu 8 713 suffrages exprimés et 8 547 votants (soit 55,79 % d'abstention) sur 20 015 inscrits.

Yves Laurent avait été élu, en 1988, au premier tour, par 5 321 voix (60,14 %) contre 2 776 (26,12 %) à M. Jean-Claude Sédillac, RPR, 107 (8,11 %) à M. Pierre Champagne, PC, 157 (1,80 %) à M. Yves Ereno, UDR, et 252 (2,89 %) à M. André Thiel, FN. Il y avait eu 8 713 suffrages exprimés et 8 547 votants (soit 55,79 % d'abstention) sur 20 015 inscrits.

Yves Laurent avait été élu, en 1988, au premier tour, par 5 321 voix (60,14 %) contre 2 776 (26,12 %) à M. Jean-Claude Sédillac, RPR, 107 (8,11 %) à M. Pierre Champagne, PC, 157 (1,80 %) à M. Yves Ereno, UDR, et 252 (2,89 %) à M. André Thiel, FN. Il y avait eu 8 713 suffrages exprimés et 8 547 votants (soit 55,79 % d'abstention) sur 20 015 inscrits.

Yves Laurent avait été élu, en 1988, au premier tour, par 5 321 voix (60,14 %) contre 2 776 (26,12 %) à M. Jean-Claude Sédillac, RPR, 107 (8,11 %) à M. Pierre Champagne, PC, 157 (1,80 %) à M. Yves Ereno, UDR, et 252 (2,89 %) à M. André Thiel, FN. Il y avait eu 8 713 suffrages exprimés et 8 547 votants (soit 55,79 % d'abstention) sur 20 015 inscrits.

SOMMAIRE

DÉBATS	
Un entretien avec M. Paul Ricœur : « La Cité est fondamentalement périssable. Sa survie dépend de nous »	2
ÉTRANGER	
A Dubrovnik, les forces croates refusent de se rendre	3
Lituanie et Lettonie : nouvelle querelle, vieux malentendus	4
La Maghreb et l'Europe du Sud raffermiront le droit à l'autodétermination des Palestiniens	6
M. Kishi Miyazawa a été élu président du Parti libéral-démocrate japonais (PLD)	8
POLITIQUE	
Le congrès du RPR	9
La préparation des élections régionales : M. Léon Schwartzberg dans les Alpes-Maritimes ; les chasses en Aquitaine ; M. Calmet chassé dans le Cher	10
SOCIÉTÉ	
Les affaires liées à la transfusion du sang	11
Les écrivains contre les « agressions » publicitaires	12
Coupe du monde de rugby : l'Australie bat la Nouvelle Zélande 19-6 ; l'Angleterre bat l'Ecosse 8-6 ; Football : la bonne santé du FC Strasbourg	13
CULTURE	
Arts : Brancusi, photographie, Théâtre : sulfureuse symphonie	14
Patrimoine : l'empereur de Chine à Fontainebleau. Architecture : le cm 1991 des nouveaux maîtres d'œuvre	15
ÉCONOMIE	
Les Pays-Bas présentent leur projet d'union économique et monétaire. Le gouvernement et l'assurance-maladie tentent de rassurer les syndicats de médecins. Un entretien avec M. Jacques Calvet, PDG de Peugeot	17
47 ^e assemblée du transport aérien international à Nairobi. Les Douze cherchent à mieux gérer leurs ressources en poissons	23
CHAMPS ÉCONOMIQUES	
Israël en Égypte. Amérique latine : les riches de la rupture. États-Unis : priorité aux filiales industrielles. On en est à la période économique : une discipline à géométrie variable. La chronique de Paul Fabre : « Les pays modernes du tiers-monde (suite) »	19 à 22
Services	
Abonnements	22
Arnonces classées	26-27
Carnet	27
Loto sportif	27
Loto	27
Marchés financiers	24-25
Météorologie	27
Mots croisés	27
Radio-télévision	28
Spectacles	16
La télématique du Monde : 2615 LEMONDE 2615 LM	
Le numéro du « Monde » daté 27-28 octobre 1991 a été tiré à 503 332 exemplaires.	

meubles en bois massif

Chapo

bonnettes à contrastes

14, bd de l'Hôpital, 75005 Paris.
Tél. : 43-31-23-13
200, rue Saint-Jacques, 75005 Paris.
Tél. : 40-31-05-70
Boite Saint-Sauveur, 92200 Suresnes.
Tél. : 8472-02-35

هكزان النصح

8

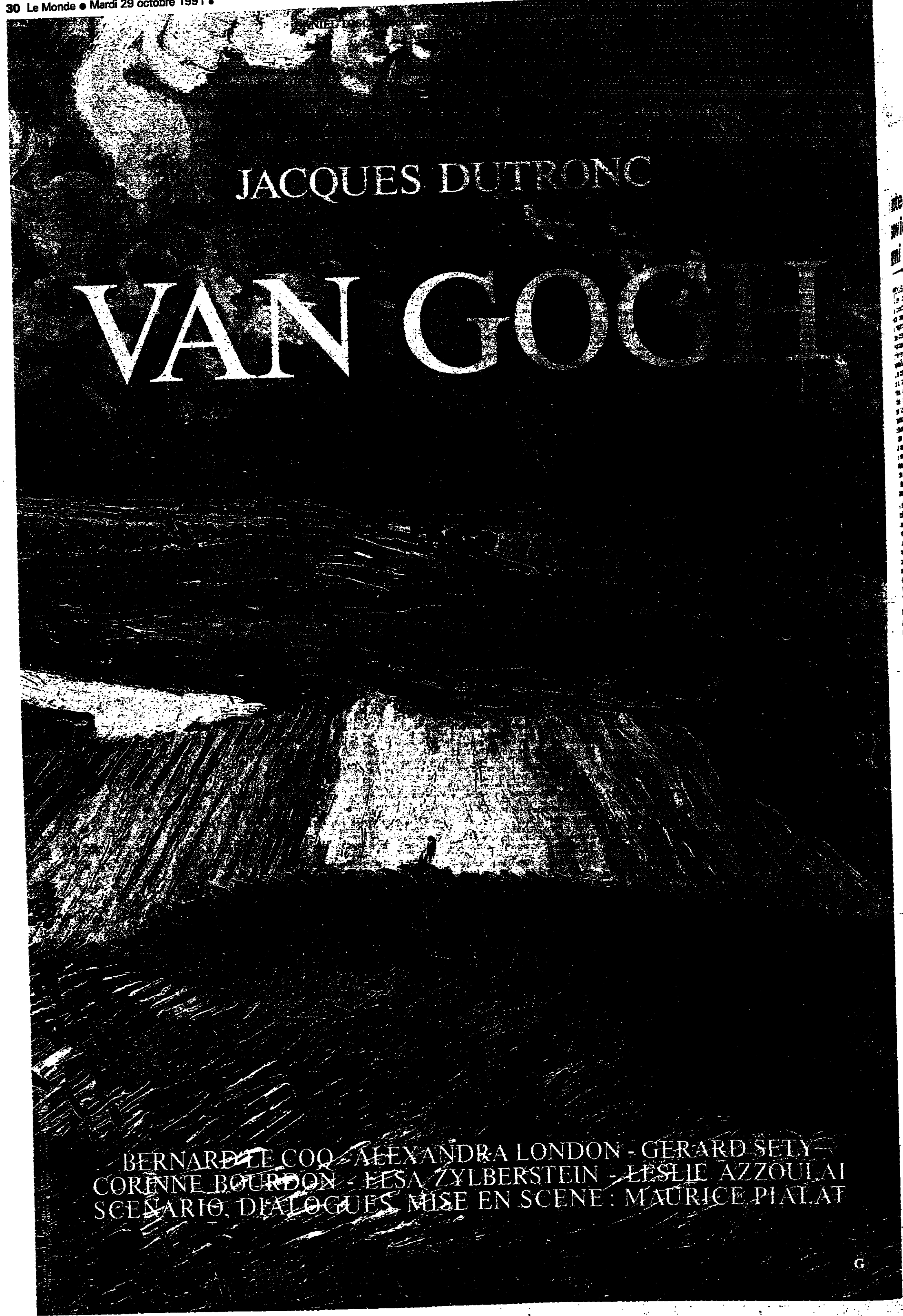
30 Le Monde • Mardi 29 octobre 1991 •

MERCREDI

da
br
la
te
co
Ul
De
mi
na
en
tio
Fr
vo

l'a
m
c
fra
par
der
affi
ma
pe
lor
M.
3,4
pre
d'E
ful
coc
for
ma
du
ca:
rev
de
av
tai
Pa
ca:
me
no
de
br.
été

l
On
cor
des
été
en
M.
dié
le
ret
par
fra
por
tre
lle
ent
pli



BERNARD LE COQ - ALEXANDRA LONDON - GERARD SETY -
CORINNE BOURDON - EESA ZYLBERSTEIN - LESLIE AZZOULAI
SCENARIO, DIALOGUES, MISE EN SCENE: MAURICE PIALAT

interlocuteur
miétique
mi d'autres

Les Pales
relano

Les Pales
relano

Les Pales
relano

Les Pales
relano

Les Pales
relano

Les Pales
relano

Les Pales
relano

Les Pales
relano

Les Pales
relano

